TRENTE ET UNIÈME ANNÉE — Nº 9224 — 40 PAGES — MERCREDI 11 SEPTEMBRE 1974

AU MOZAMBIQUE

Les rebelles blancs ont décidé de se rendre

LIRE PAGE 40



Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique, 9 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,50 kr. ; Espagne, 18 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 9 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas, 0,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 75 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 20

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris nº 65572
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Des milices privées en Grande-Bretagne ?

A quelques semaines des élections en Grande-Bretagne, attendues au début d'octobre, la « querelle des civils et des militaires » qui avait éclaté au mois d'août s'intensifie. Les controverses sur l'organisation de « milices privées » ont été relancées par M. Geoffrey Rippon, porte-parole pour les affaires étrangères du « cabinet fantôme » conservateur. A la surprise de ses collègues, il vient en effet de prôner la mise sur pied d'une « réserve civile de volontaires » capable d'assister le gouvernement en cas de crise.

Le général Sir Walter Walker, ancien commandant en chef du front septentrional de l'OTAN, a de son côté créé un mouvement d'« assistance civile » qui, affirme-t-il avec peut-être quelque exagération, pourrait déjà compter plus de cent mille volontaires. A l'enseigne de « Grande-Bretagne 1975 », le colonel David Stirling a constitué une organisation du même genre. Cet officier, qui enflamma les imaginations pendant la guerre par ses exploits derrière les lignes allemandes, semble se méfier quelque peu de l'organisation du général Walker, trop « réactionnaire » à ses yeux. Les deux hommes n'en poursuivent pas moins le même objectif : les volontaires qu'ils tentent de rassembler devraient être en mesure de faire tourner les rouages économiques du pays en cas de grève générale.

M. Rippon, lui, a pris soin de ne pas présenter son projet d'une manière trop provocante. Il a indiqué que la « réserve civile » pourrait jouer un rôle utile lors de grandes catastrophes naturelles, par exemple des inondations. L'ancien ministre conservateur n'a pas caché cependant qu'il s'agirait aussi de lutter contre l' « anarchie sociale ».

Les porte-parole du Labour et des syndicats ont naturellement beau jeu de dénoncer ce qu'ils considèrent comme une mobilisation des « briseurs de grève ». Certains vont jusqu'à accuser des généraux ou des colonels en retraite de rêver d'un coup d'Etat militaire, hypothèse qui est jusqu'à plus ample informé peu prise au sérieux. Cependant, à la veille de la campagne électorale, le parti conservateur est plutôt embarrassé par les déclarations belliqueuses de certains de ses amis qui alimentent la propagande travailliste.

Les tories sont d'autant plus gênés qu'au fond beaucoup souhaitent organiser la résistance contre le « chantage des trade-unions ». Après tout, disent-ils, les syndicats ont déjà leurs milices. Lors de la grève des mineurs n'a-t-on pas vu des piquets transportés à travers le pays en autocar pour intervenir aux points chauds ? Aussi bien n'est-il pas niable que nombre de Britanniques éprouvent aujourd'hui des inquiétudes sérieuses en constatant que le pouvoir légal se trouve à la merci des grands syndicats, capables de paralyser du jour au lendemain la vie de la nation.

Si, pour l'instant, les milices privées ne vivent que dans des imaginations un peu exaltées, le fait qu'un tel problème soit discuté avec passion dans un pays qui veut se considérer comme une démocratie exemplaire n'en constitue pas moins le symptôme d'un trouble profond des esprits.

La Grande-Bretagne est donc à son tour frappée par le malaise qui a atteint ces dernières années d'autres démocraties. Ici, des groupes de citoyens excédés par l'insécurité envisagent de créer leur propre milice. Là, pour réduire les mouvements gauchistes ou contenir la puissance syndicale, des dirigeants font appel à l'action civique. Spéculant sur l'inquiétude du pouvoir, des politiciens en quête de suffrages s'engagent à restaurer l'ordre et la loi. Mais en mettant trop exclusivement l'accent sur la réussite de l'ordre ne risque-t-on pas d'affaiblir la loi ? En constituant des milices privées, ne va-t-on pas généraliser l'anarchie que l'on prétend combattre ? Fiers à juste titre de leurs traditions démocratiques, les Britanniques s'engageront-ils dans cette voie ?

TENUE POUR LA PREMIÈRE FOIS EN PROVINCE

La réunion à Lyon du conseil des ministres sera l'occasion de nombreuses prises de contact

Les syndicats critiquent les projets d'harmonisation de la Sécurité sociale

M. Valéry Giscard d'Estaing devait se rendre à Lyon dès ce mardi 10 septembre en fin de journée pour y présider, en compagnie du premier ministre et du ministre de l'intérieur, un dîner à la préfecture, auquel ont été conviés les principales personnalités de la région Rhône-Alpes. Les ministres et les cinq secrétaires d'Etat qui doivent participer mercredi matin à la réunion du conseil des ministres à la préfecture du Rhône devaient prendre contact dès ce mardi et à nouveau mercredi après-midi avec leurs administrations régionales.

Le conseil des ministres doit essentiellement porter sur des réformes de la Sécurité sociale, que « le Monde » du 29 août a présentées. Un premier projet de loi envisage l'extension, par étapes, à tous les Français du régime d'assurance-maladie (2 % de la population en sont encore exclus) ce qui pose de délicats problèmes à la fois de réglementation et de financement ainsi que d'information et d'aide psychologique, comme l'indique ci-dessous Pierre Drouin. Un deuxième projet prévoit la création d'ici à 1978 d'une « protection commune de base à tous les Français » et une compensation financière entre tous les régimes sociaux, les charges, évaluées à 4 milliards de francs, étant supportées par le régime général mais en grande partie couvertes, du moins pour 1975, par l'affectation des taxes sur l'alcool. D'autres mesures seront annoncées, notamment sur l'humanisation et la simplification des administrations de la Sécurité sociale.

Déjà les syndicats et les caisses nationales d'assurance des salariés, qui ont été consultés par le ministre du travail, ont mal accueilli le projet de compensation qui, à terme, alourdira, selon eux, le budget de la Sécurité sociale. (Lire page 37.)

La monarchie du 27 mai

Par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

M. Giscard d'Estaing a raison. Le préalable à toute action politique est de convaincre les Français de la possibilité de changement, autrement dit de leur faire sentir que la politique peut influer sur les choses de tous les jours, et pas seulement de manière désagréable ou entravante. Pour réaliser cette ambition de tout vrai politique, cette médiation entre l'exécutif ou, plus prosaïquement, les bureaux et le peuple, pour laquelle a été faite la fonction présidentielle dans notre Constitution, le nouveau président ne manque pas d'atouts.

Sa situation sur l'échiquier politique traditionnel est gaullienne. La manière dont s'est passée son élection l'*affranchit des partis*, comme de Gaulle en 1958, alors qu'à partir de 1965 ce dernier s'était trouvé à chaque élection lié davantage à l'U.D.R. et à M. Pompidou. Contrairement à son prédécesseur ou à MM. Mitterrand ou Chaban-Delmas, si l'un ou l'autre avait été élu, Valéry Giscard d'Estaing n'était appuyé, au premier tour de l'élection, par aucun grand parti. Pour le second, il n'a pas eu à négocier le soutien de l'U.D.R., dont les dirigeants, sauvant leurs places à défaut de leur âme, n'ont fait que suivre des électeurs démobilisés, « dégaullisés » depuis longtemps.

A cette heureuse indépendance vis-à-vis des partis, le chef de l'Etat ajoute une *grande liberté d'examen*, qui lui est plus aisée qu'à son prédécesseur, gêné par la statue du commandeur et doublé d'un premier ministre aux allures plus indépendantes que celui d'aujourd'hui.

(Lire la suite page 8.)

La charité s'il vous plaît...

Par PIERRE DROUIN

S'il est des mots qu'il faut qu'on tue, tellement ils sont usés par les propagandes, d'autres ont retrouvé une nouvelle jeunesse. Ainsi, de « bonheur » que les gouvernements font sonner maintenant aux oreilles des citoyens, d' « amour » que des jeunes ont restauré sans façon, comme pour exorciser le monde de l'argent. Toute proche, la « charité » n'a pas encore récupéré l'éclat de cette forte vertu qu'elle fut avant qu'on la recouvre des oripeaux de la bonne conscience. Cela ne saurait tarder. Tout simplement parce qu'elle répond à un besoin qui n'a pas régressé, bien au contraire, comme on aurait pu le croire, avec le progrès de la société industrielle.

Il était beau de penser que la justice en marche, la sécurité conquise grâce à des lois de plus en plus complexes, allaient peu à peu rétrécir le champ de l'assistance, du travail des bénévoles au secours de leur prochain. Il faut déchanter. Si bien que les vieilles querelles sur les notions de « justice » et de « charité » apparaissent aujourd'hui comme byzantines.

Il est bien évident que la charité n'est pas là pour « faire avaler » les injustices, et qu'une charité bien ordonnée commence par la lutte contre les inégalités sociales. Mais peu importe de savoir si la charité précède toujours les réalisations de la justice, c'est-à-dire, si, pour naître, l'assistance publique avait besoin de saint Vincent de Paul, ou si la charité est là pour compenser les défaillances de la loi, la maladresse de ceux qui sont chargés de l'appliquer. Ce que l'on voit, c'est que la zone de l'aide sociale ne cesse de grandir. Il y a plusieurs raisons à cela.

(Lire la suite page 35.)

UNE « RENTRÉE DE TRANSITION »

Les établissements scolaires vont accueillir douze millions d'élèves

La rentrée scolaire aura lieu lundi 16 septembre pour 10 374 000 élèves de l'enseignement primaire et secondaire public, auxquels s'ajoutent environ 2 millions d'élèves de l'enseignement privé. Les 550 000 enseignants des écoles, lycées et collèges publics (et les 100 000 des établissements privés) se retrouveront le vendredi 13 septembre pour la « pré-rentrée » désormais traditionnelle.

« *C'est une rentrée de transition, entre les structures anciennes et celles vers lesquelles nous nous dirigeons et qui prendront forme législative avant la fin de l'année scolaire* », a déclaré M. René Haby, ministre de l'éducation, au cours de sa conférence de presse du lundi 9 septembre. Sans dévoiler les divers aspects de la réforme de l'enseignement du premier et du second degré, dont il achève la mise au point, M. Haby a toutefois précisé quelques orientations, qui paraissent aujourd'hui définitivement admises : baccalauréat à la fin de la classe de première, classe terminale à options, plus de souplesse pour l'âge d'entrée à l'école élémentaire, suppression des filières dans les classes du « cycle moyen » (de la sixième à la troisième)...

Le ministre a surtout développé, au cours de cette conférence de presse et pendant l'émission de la seconde chaîne de télévision, Actuel 2, divers points particuliers concernant la rentrée de 1974. D'une part, la « gratuité » des livres, des fournitures et des transports scolaires, pour laquelle M. Haby a annoncé un accroissement des crédits, avec un effort particulier pour les classes de sixième. D'autre part, la situation préoccupante des maîtres auxiliaires du second degré, dont plusieurs milliers risquent de se retrouver sans emploi. « *C'est un problème général de la fonction publique* », a notamment déclaré M. Haby, indiquant que les services du premier ministre et des ministères concernés étudiaient la possibilité de faire bénéficier ces agents de la fonction publique de stages de formation permanente, leur permettant ensuite d'envisager une conversion.

Le ministre a, en outre, parlé des conséquences, pour les établissements secondaires, de l'abaissement à dix-huit ans de la majorité civile et civique. « *Cela ne bouleversera pas les établissements* », a-t-il notamment déclaré. Selon lui, « *un courant existe, qu'il faudra développer, allant dans le sens de la libéralisation de la discipline et de la responsabilité des élèves* ». Il compte sur la « *maturité accrue* » des jeunes, mais n'envisage pas, dans l'immédiat, l'adoption d'un « statut » des élèves du second cycle.

Y. A.

(Lire nos informations page 13.)

AU JOUR LE JOUR

Avec des fruits...

On appelle, paraît-il, entre initiés, « cerisette » la taxe conjoncturelle que le gouvernement entend imposer aux entreprises ; on prétend que cette appellation vient du nom de l'auteur du projet, collaborateur du chef de l'Etat.

Je n'en crois rien. C'est encore une marque du nouveau style que le président entend donner à sa république. On sait son penchant pour les noms de fleurs. Quoi de surprenant que, les temps étant mûrs, il nous parle finances avec des fruits ?

Qui cueillera les poires du verger du roi Giscard ? Mais il faut se méfier : quand elles sont juteuses, c'est déjà l'automne.

ROBERT ESCARPIT.

LA TUNISIE A L'HEURE DE LA REPRISE EN MAIN

Le neuvième congrès du parti socialiste destourien, parti unique, se tiendra du 12 au 14 septembre à Monastir, dans le Sahel. Plus de six cents délégués y participeront. Ces assises seront suivies, le 3 novembre, par les élections présidentielles et législatives. A la veille de ces deux événements, notre envoyé spécial analyse l'évolution politique et économique de la Tunisie.

I. — Le second souffle de M. Bourguiba

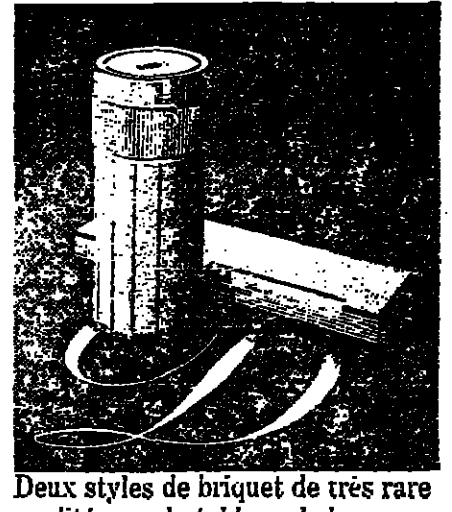
De notre envoyé spécial PHILIPPE HERREMAN

Tunis. — « *Comment l'avez-vous trouvé ?* » C'est en général la première question que l'on pose à Tunis à qui vient d'être reçu par M. Bourguiba. Sollicitude sincère ou curiosité intéressée, on s'inquiète d'abord de son teint, de sa démarche, du son de sa voix. Tant il est vrai que dans ce pays où tout procède de l' « homme providentiel » qui l'incarne et le régente, la santé du « président » est une des données essentielles de la vie politique. Qu'elle s'améliore, et chacun se réjouit, mais se détermine aussi en fonction d'une présidence prolongée, qui va d'ailleurs être bientôt consacrée « à vie » ; qu'elle vacille, et les vieux démons de la succession rôdent à nouveau dans les allées du pouvoir.

Après des années de maladie qui expliquent en partie certaines erreurs de jugement ou décisions pour le moins hâtives — la fusion avec la Libye par exemple, — le Combattant suprême se dit aujourd'hui guéri, « miraculeusement », ajoute-t-il. Il n'a peut-être plus le dynamisme, la fougue de naguère, mais les épreuves physiques ne semblent avoir altéré ni sa volonté ni son goût du pouvoir absolu. Il sillonne le pays, multiplie les audiences, prononce, comme jadis, des discours de deux heures, prépare une visite en Italie, et n'a renoncé qu'à regret à son voyage en Chine. Bref, il a repris la barre d'une main qui ne tremble plus, et n'entend pas la lâcher, avec le souci d'éviter que le navire ne fasse une nouvelle embardée, et l'inquiétude lancinante de ce qui se passera après sa disparition...

Pour la gestion, il se repose sur son premier ministre, M. Nouira, qui s'est imposé par sa compétence et sa capacité de travail, et que son tempérament réservé ne porte pas à disputer au président le devant de la scène. Les deux hommes se complètent parfaitement. De l'équipe gouvernementale, au demeurant très soudée derrière son chef, émerge un jeune et brillant « protégé » du président, que l'on dit ambitieux et promis à une belle carrière : M. Sayah, ministre délégué auprès du premier ministre et directeur du parti socialiste destourien, il occupe déjà un poste charnière entre l'Etat et le parti.

(Lire la suite page 3.)



LES AUTORITÉS ISRAÉLIENNES ESPÈRENT ACCUEILLIR 50 000 IMMIGRANTS EN 1975

(Lire page 7 l'article d'André Scemama.)

UNE NOUVELLE PRESSE

L'opium des femmes

Peut-on parler d'une presse érotique pour femmes ? Il y a, bien sûr, *l'Amour*, mensuel illustré conçu pour les femmes et par des femmes. Mais 40 % des lecteurs de *l'Amour* sont des hommes. Par contre, 40 % des lecteurs de *Lui* sont des hommes. *Union*, revue destinée aux deux sexes, intéresse autant de femmes que d'hommes. *Elite*, qui se dit « magazine pour les couples et les célibataires », émaille pourtant ses pages de femmes (et non d'hommes) nues.

De son côté, la presse féminine traditionnelle s'érotise de plus en plus. *Elle*, *Marie-Claire*, *Parents*, et même les revues destinées aux adolescentes, consacrent un nombre toujours croissant d'articles à la sexualité « normale » et même « déviante » : (« *Mon fils n'aimait pas les filles* », titrait récemment *Elle*). Comment donc s'y retrouver.

Dans les magazines féminins classiques, les éléments psychologiques et sentimentaux l'emportent le plus souvent sur l'aspect physiologique. *Cosmopolitan* cherche un équilibre entre les deux. Avec *l'Amour*, toutefois, on passe à la célébration pure et simple (ou presque) du corps. *Union*, quant à lui, fait la plus large place à toutes les techniques sexuelles.

***

En règle générale, ces magazines sont des adaptations, imitations ou traductions de revues *made in U.S.A.* (*Cosmopolitan*, *Playboy*, *Playgirl*) ou *in Great Britain* (*Union* s'inspire du *Forum* londonien). L'humour, le style, le niveau intellectuel, la qualité des photographies de *Playboy* en « version originale » n'ont pas leur égal en France. Dès sa naissance aux Etats-Unis, *Playboy* s'est rendu célèbre non seulement par ses illustrations, mais aussi par ses entretiens avec des personnalités de premier plan, ses articles signés des meilleurs écrivains qui parlaient de tout autre chose que de leur comportement au lit, et son dernier numéro contient une longue interview de M. Jean d'Ormesson, directeur du *Figaro*.

ANNE GUÉRIN.

(Lire la suite page 16.)

EUROPE

LE CONFLIT DE CHYPRE

M. Ecevit menace d'utiliser la force pour assurer le transfert des Chypriotes turcs qui souhaiteraient s'installer dans le nord de l'île

Le premier ministre turc, M. Bulent Ecevit, a déclaré lundi 9 septembre, au cours d'un discours prononcé à l'occasion de l'inauguration du barrage de Keban, sur l'Euphrate, que tous les Chypriotes turcs, devaient pouvoir s'installer dans la zone tenue par les forces turques au nord de l'île « s'ils le souhaitaient ». M. Ecevit a estimé à quarante mille le nombre de Chypriotes turcs vivant actuellement dans des enclaves au sud de l'île. Il a révélé qu'il avait demandé aux « casques bleus » de laisser passer ceux qui souhaitaient gagner la zone turque, ajoutant que « si les Chypriotes turcs continuaient d'être menacés, la Turquie emploiera la force pour les faire passer dans le secteur turc ».

A Nicosie, la demande de M. Rauf Denktash de transférer en Turquie les quelque huit mille Chypriotes turcs réfugiés dans la base britannique d'Episkopi est considérée par le gouvernement de M. Cléridès comme un moyen détourné d'effectuer un déplacement de populations qui équivaudrait à entériner le partage géographique de l'île.

De notre envoyé spécial

Nicosie. — M. Rauf Denktash, leader de la communauté turque de Chypre, a demandé au gouvernement britannique et à ses représentants dans l'île de permettre l'évacuation par mer des quelque huit mille Chypriotes turcs actuellement réfugiés sur le territoire de la base militaire britannique d'Episkopi. La requête — adressée à la fin de la semaine dernière, mais rendue publique le lundi 9 septembre seulement — précise que ces réfugiés seraient conduits en Turquie, d'où ceux qui le désireraient pourraient retourner à Chypre dans la partie contrôlée par les forces armées turques.

Ces Chypriotes turcs viennent, pour la plupart, de Limassol et des villages environnants, qu'ils ont abandonnés progressivement depuis le début du conflit. « *Ils ne veulent pas retourner chez eux, leurs maisons ont été brûlées* », affirme-t-on dans l'entourage de M. Denktash, où l'on refuse de présenter l'initiative comme un premier transfert de populations. « *C'est simplement*, dit-on, *une façon concrète de régler en partie un problème humanitaire urgent.* » Les auteurs de la requête ont, en outre, pris soin de prévoir un détour par la mère patrie, afin de « *ne pas gêner les Anglais, qui seraient autrement accusés de faire le jeu des Turcs dans le conflit* ».

Quelles que soient ses intentions plus ou moins dissimulées, l'initiative de M. Denktash a pour conséquence immédiate de placer les Britanniques dans une situation fort inconfortable. En effet, s'ils acceptent la requête, leur crédit, déjà bien entamé auprès de la communauté chypriote grecque, s'en trouvera peut-être à jamais compromis. S'ils refusent, ils pourraient se voir amèrement reproché par la partie turque de retenir sur leur territoire des gens qui désirent s'en aller. Pour l'instant, les diplomates de la haute commission britannique à Chypre se sont contentés de confirmer les termes de la requête et ont déclaré qu'aucune décision n'avait encore été prise. La question doit être étudiée ce mardi 10 septembre à Londres, où M. James Callaghan, secrétaire au Foreign Office, a convoqué les ambassadeurs anglais à Athènes et à Ankara, ainsi que le haut commissaire, représentant le gouvernement de Sa Majesté à Chypre. Cette réunion, prévue avant que soit reçue la demande de M. Denktash, devait d'ailleurs aborder, entre autres choses, le problème des civils réfugiés dans les deux bases militaires de l'île. En effet, si huit mille Chypriotes turcs ont trouvé refuge à Episkopi, ce sont douze mille Chypriotes grecs qui sont actuellement « hébergés » par les Anglais à Dhekelia : la plupart ont fui Famagouste, à l'approche de l'armée turque... avec la ferme conviction qu'ils retourneraient chez eux le lendemain.

Les autorités britanniques, qui fournissent, bien sûr, à tous ces réfugiés le minimum nécessaire à leur subsistance, ne semblent guère disposées à les « retenir » outre mesure. Mais de là à les évacuer, en facilitant le transfert de populations souhaité par l'administration autonome chypriote turque, il y a une marge que les responsables de la haute commission ne sont sans doute pas décidés à franchir aisément. « *Si ceux d'Episkopi veulent vraiment aller... en Turquie, ceux de Dhekelia désirent certainement retourner à Famagouste.* » M. Denktash l'accepterait-il ?, demande-t-on, avec une pointe de scepticisme dans les milieux proches de la haute commission.

Les Anglais préféreraient que la majeure partie des réfugiés d'Episkopi regagnent Limassol ou leurs villages sous la protection des Nations unies, en attendant qu'un règlement politique ait été négocié. Cela ne répondrait-il pas d'ailleurs aux aspirations réelles de certains d'entre eux ? Leur région n'a jamais connu depuis 1963 la « ligne verte » qui sépare les deux communautés dans les autres parties de l'île, et, à Limassol, seuls les caractères des enseignes permettaient de distinguer quartiers grecs et quartiers turcs.

Les Britanniques ne veulent surtout pas être contraints de faire le premier pas dans une opération — le transfert de populations — que le gouvernement de M. Cléridès considère encore officiellement comme « inacceptable »: Ils s'efforceront donc de temporiser, en attendant que les discussions entre MM. Denktash et Cléridès sur d'autres questions concrètes rencontrent le même genre de difficultés : ils s'inspireraient alors des compromis que les deux parties concernées auraient elles-mêmes trouvés pour résoudre ces problèmes. Une de ces questions épineuses est justement en cours de discussion : celle de la libération et de l'échange des prisonniers. M. Cléridès demanderait que ces prisonniers soient ramenés au domicile de leur famille, alors que M. Denktash proposerait un échange sur la ligne verte de Nicosie « *avec possibilité pour chacun de choisir le lieu où il désire se fixer* ». Il faut encore voir là, de toute évidence, la volonté du chef de la communauté turque de faciliter le transfert de ses coreligionnaires vers le nord de l'île « libéré par l'armée d'Ankara ». Les représentants de la Croix-Rouge ont déjà élaboré un compromis et l'ont présenté aux deux parties. Le fait que la seconde rencontre entre les deux leaders chypriotes, prévue pour vendredi, ait été avancée à mercredi, laisserait à penser que des progrès notables ont été réalisés dans la voie d'un règlement sur ce point.

Ces divers contacts, initiatives, discussions, prouvent en tout cas qu'il est très difficile — si ce n'est impossible — de toucher aux problèmes concrets sans que surgisse aussitôt la « question de fond », celle d'une solution globale du conflit, définissant le nouveau statut de Chypre. Mais, dans les milieux diplomatiques, on serait plutôt enclin à se féliciter d'un tel état de fait : des accords partiels sur des aspects concrets permettent, dit-on, d'avancer pragmatiquement et sont peut-être le plus sûr moyen de parvenir à ce débat politique que l'on ne peut, à l'heure actuelle, aborder de front. Nul finalement ne reprochera à MM. Cléridès et Denktash d' « accrocher un peu de politique » à leurs discussions sur les problèmes humanitaires. Quand bien même ne le souhaiteraient-ils pas, les premières expériences montrent qu'ils ne peuvent guère l'éviter.

DOMINIQUE POUCHIN.

A la reprise des travaux de la Conférence sur la sécurité européenne

LE DÉLÉGUÉ GREC ATTAQUE VIOLEMMENT LA TURQUIE

Genève (A.F.P., A.P., Reuter). — L'affaire chypriote a été au centre des débats de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), dont les discussions politiques ont repris lundi 9 septembre à Genève après une interruption de six semaines, et en présence de délégués de tous les pays du continent (Albanie exceptée), des Etats-Unis et du Canada.

Le délégué grec a déclaré que la Turquie avait violé « tous les principes que les discussions des trente-cinq pays doivent établir pour régir la conduite des affaires internationales ». Il a ajouté que la Grèce participerait néanmoins à la conférence « avec beaucoup de répugnance et de scepticisme », mais qu'elle réserverait sa position en ce qui concerne les résultats.

Les représentants de la France, de l'U.R.S.S., de la Yougoslavie, de la Roumanie et de la Grande-Bretagne ont à cette occasion exprimé leur sympathie au peuple chypriote, mais estimé que la conférence sur la sécurité n'était pas le forum le plus indiqué pour en discuter. Cependant, le délégué de Malte a demandé que la question soit de nouveau soulevée lors de la prochaine réunion du comité de coordination, composé des chefs de délégation à la conférence. Cette proposition a été admise par presque tous les délégués et n'a rencontré aucune opposition.

Grèce

Le problème du retour des communistes réfugiés dans les pays de l'Est est posé

De notre correspondant

Athènes. — Athènes compte un nouveau quotidien, *Nea Ellada (la Nouvelle Grèce)*, lequel se réclame du parti communiste grec orthodoxe. Il se trouvera en concurrence avec le quotidien de gauche *Avghi*, organe de l'EDA, contrôlée par le parti communiste de l'intérieur. La question qui se pose aux communistes grecs est de savoir si l'existence de ces deux journaux aidera ou non à la réunification du parti.

Cependant, il existe un point sur lequel *Avghi et Nea Ellada* mèneront une campagne commune : le rapatriement des communistes grecs réfugiés dans les pays de l'Est, depuis la défaite militaire de l'« armée démocratique », qui, en 1949, provoqua le départ de trente-deux mille huit cents « andartès » (maquisards), accompagnés de leur famille.

Le nombre exact des grecs réfugiés dans les pays de l'Est n'est pas connu. Selon des données fournies par la presse grecque, il s'élèverait à environ soixante-cinq mille, répartis en Yougoslavie, en Union soviétique, en Bulgarie, en Roumanie, en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Hongrie. L'Allemagne de l'Est n'en compterait qu'un millier, et l'Albanie une centaine. En fait, le nombre de ceux qui souhaiteraient regagner la Grèce ne dépasserait pas les quarante mille, de nombreux réfugiés étant devenus entre-temps citoyens yougoslaves ou bulgares. Deux représentants des réfugiés des pays de l'Est sont en ce moment à Athènes pour plaider la cause de leurs camarades. Déjà, le 24 août dernier, à Bucarest, M. André Kokkevis, ministre grec de la prévoyance sociale, qui participait à un congrès mondial sur la démographie, organisé par l'ONU, avait rencontré M. D. Papadimitriou, président des réfugiés grecs en Roumanie, et avait écouté attentivement ses doléances. Avec la légalisation *de facto* des deux partis communistes, le rapatriement des réfugiés ne devrait pas poser de problèmes particuliers. Il reste cependant à surmonter la méfiance atavique de certains milieux à l'égard des communistes.

En revanche, la procédure d'amnistie étant déjà engagée, il sera plus facile de régler le cas étonnant de deux « andartes » crétois qui tiennent le maquis depuis trente-quatre ans. En 1949, ils faisaient partie d'un groupe de vingt-cinq « andartès » originaires de Crète qui décidèrent de poursuivre la lutte idéologique et organisèrent un petit maquis sur les cimes désolées de Lefko Ori (la Montagne blanche). Des mesures d'amnistie facilitèrent le retour dans les villages d'une dizaine d'entre eux, mais quatorze irréductibles refusèrent de quitter leur réduit montagnard. La plupart sont morts depuis et, finalement, deux d'entre eux seulement, Spyro Blazakis, cinquante-neuf ans, et Georges Chobanakis, cinquante-cinq ans, ont survécu.

Au lendemain du putsch militaire du 21 avril 1967, ces deux hommes avaient essayé, en vain, de reconstituer un nouveau maquis pour lutter contre la dictature. Refusant de se rendre, en dépit des assurances qui leur étaient prodiguées par le gouverneur militaire de Crète, ils persistèrent à vivre coupés du monde.

[Une grande partie des Grecs vivant dans les pays de l'Est y ont été amenés pendant la guerre civile de 1947-1948 alors qu'ils n'étaient que des enfants et sans leurs parents.]

MARC MARCEAU.

BONN ACCORDE UN PRÊT A ATHÈNES

Bonn (*A.F.P.*). — L'Allemagne fédérale a accordé un crédit de 180 millions de D.M. (soit 325 millions de francs) à la Grèce, a-t-il été annoncé, le 9 septembre, à l'issue du premier entretien entre M. Mavros, ministre grec des affaires étrangères, arrivé à Bonn pour une visite de deux jours, et M. Genscher, son homologue allemand. Le porte-parole du ministère des affaires étrangères de R.F.A. a insisté sur la signification « *hautement politique* » de ce crédit par lequel « *le processus de démocratisation doit être renforcé et accéléré* ».

Au cours de cet entretien, MM. Genscher et Mavros ont étudié les rapports entre la Grèce et la Communauté européenne, ainsi que les relations bilatérales entre Bonn et Athènes. La relance du processus d'association de la Grèce à la C.E.E., interrompu par le coup d'Etat militaire de 1967, ainsi que l'adhésion à part entière à la Communauté, ont été évoqués, comme le retour d'Athènes au Conseil de l'Europe. M. Genscher a estimé que les conditions du rapprochement de la Grèce de l'Europe étaient en grande partie réalisées.

Allemagne de l'Ouest

Un article du « Spiegel » sur un livre de M. Brandt fait rebondir la polémique sur l'affaire Guillaume

De notre correspondant

Bonn. — M. Brandt, président du parti social-démocrate, a pris, le lundi 9 septembre, au cours d'une interview accordée à la première chaîne de télévision ouest-allemande, ses distances par rapport à un article du *Spiegel*, publié le matin même, dans lequel le magazine de Hambourg apporte de nombreuses précisions sur les événements qui avaient précédé la démission du chancelier, le 6 mai dernier, à la suite de l'arrestation de l'espion Günter Guillaume. Cet article s'appuie, d'une part, sur des citations d'un livre de M. Brandt — *Au-delà du jour - Bilan provisoire*, — qui doit paraître à la fin du mois, et, de l'autre, sur l'enquête menée par le *Spiegel*. L'hebdomadaire ne laisse cependant planer aucun doute sur ses sources et laisse entendre clairement que son informateur principal n'est autre que M. Brandt lui-même.

L'affaire a provoqué une certaine émotion dans la coalition libérale-socialiste, car il ressort de l'article du *Spiegel* que deux personnes sont directement responsables du départ de l'ancien chancelier : M. Hans Dietrich Genscher, actuel ministre des affaires étrangères et futur président du parti libéral, qui était ministre de l'intérieur dans le gouvernement Brandt-Scheel, et M. Herbert Wehner, président du groupe parlementaire social-démocrate.

L'espion Guillaume fut découvert près d'un an avant son arrestation, et M. Genscher ne fit part alors au chef du gouvernement que « de vagues soupçons », aurait affirmé, selon le *Spiegel*, M. Brandt. L'ancien chancelier aurait dit à des amis : « *Si j'avais su ce que les services de protection de la Constitution savaient déjà, Guillaume ne pas resté une minute de plus dans mon entourage immédiat.* » M. Genscher, responsable en tant que ministre de l'intérieur des services de protection de la Constitution, a-t-il informé complètement le chancelier ? N'avait-il pas lui-même été mis au courant des charges qui pesaient sur Guillaume ? Dans les deux cas, il ne sort pas grandi de l'affaire. Selon le *Spiegel*, M. Brandt reproche également à M. Genscher d'avoir autorisé les enquêteurs à s'intéresser de près à sa vie privée.

D'autre part, le *Spiegel* évoque le rôle de M. Wehner que, depuis plusieurs semaines, il a pris pour cible. Selon le magazine de Hambourg, M. Wehner, après avoir manœuvré pour affaiblir la position du chancelier Brandt, n'a rien fait pour le retenir, bien au contraire. Le président du groupe social-démocrate aurait été informé par M. Nollau, président des services de protection de la Constitution, qui est un de ses amis, que la vie privée de M. Brandt risquait d'être jetée en pâture au public, et aurait fait valoir à l'ancien chancelier tous les inconvénients qui pouvaient en résulter pour le S.P.D.

Selon le *Spiegel* enfin, trois jours avant de démissionner, M. Brandt envisageait encore un grand remaniement ministériel.

A la télévision, l'ancien chancelier a affirmé qu'il n'y avait entre lui et M. Genscher « *aucune divergence* » à propos de Guillaume et que « *toute tentative d'enfoncer un coin dans la coalition S.P.D.-F.D.P. était vouée à l'échec* ». A propos de M. Wehner, il a déclaré que c'était une « bêtise » de croire que le président du groupe parlementaire l'avait poussé à démissionner. « *J'ai pris ma décision tout seul* », a-t-il ajouté.

Il n'en reste pas moins que les libéraux sont fort mécontents des informations publiées dans le *Spiegel* à la veille de leur congrès, où M. Genscher doit être confirmé à la présidence du parti. Paradoxalement, les révélations de M. Brandt apportent de l'eau au moulin de l'opposition qui mène la vie dure aux libéraux et aux sociaux-démocrates, dans la commission d'enquête parlementaire chargée de l'affaire Guillaume. Après la multiplication des petits scandales, l'article du *Spiegel* n'est certainement pas le dernier élément d'un vaste règlement de compte entrepris au sein de la coalition et du parti social-démocrate lui-même.

DANIEL VERNET.

République d'Irlande

Avant les entretiens Cosgrave-Wilson à Londres

Dublin est inquiet du succès attendu des partisans de M. Enoch Powell en Ulster

De notre correspondant

Dublin. — Lors de leur rencontre, le mercredi 11 septembre à Londres, MM. Wilson et Cosgrave, premiers ministres de Grande-Bretagne et de République d'Irlande, examineront les répercussions que pourraient avoir les prochaines élections législatives britanniques sur la crise en Ulster. Le gouvernement de Dublin suit avec quelque inquiétude, depuis la grève générale loyaliste au mois de juin dernier et la chute de l'exécutif qu'elle provoqua, les développements dans la province, notamment la formation d'une « troisième force » loyaliste armée, les pourparlers en vue de la fusion des trois partis loyalistes, l'anéantissement presque total du parti unioniste modéré de l'ancien chef de l'exécutif, M. Faulkner. Il s'interroge aussi sur le rôle de plus en plus important que joue en Irlnde du Nord M. Enoch Powell, ancien député de Wolverhampton (Angleterre), chef de l'aile droite du parti conservateur. M. Powell, partisan de l'administration de la province par la majorité unioniste, et qui sera vraisemblablement élu au siège de South Down, pourrait prendre la direction du nouveau parti loyaliste unifié.

Mais le premier ministre irlandais a une autre raison de se rendre à Londres à un moment crucial de la vie politique britannique. Etant donnée la tournure dramatique que prend la crise agricole dans la République, particulièrement dans le domaine de l'élevage et confronté à l'indignation des agriculteurs irlandais qui s'apprêtent à descendre dans la rue, M. Cosgrave essaiera de persuader le premier ministre britannique de modifier la politique de son gouvernement concernant les prix agricoles de la Communauté européenne.

JOE MULHOLLAND.

Dans un Livre vert

LONDRES SOULIGNE L'ÉTROITE DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE DE L'ULSTER

(De notre correspondant.)

Londres. — Le gouvernement britannique a publié lundi 9 septembre un livre vert sur les finances de l'Irlande du Nord, qui vise manifestement à dissiper les « illusions » de ceux des unionistes à Belfast qui entretiennent le rêve d'un Ulster indépendant. En effet, selon le document, plus d'un tiers du budget de la province est assuré par des subventions directes du Royaume-Uni. De plus, la prospérité relative de l'Ulster dépend étroitement du marché britannique qui absorbe 63 % de ses produits manufacturés. Aussi, le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Merlyn Rees, affirme dans son introduction, que, « *si Londres éternue, Belfast attrape une pneumonie* ».

Le Livre vert n'est que le premier d'une série de documents qui doivent servir de « *base de discussions* » avant les élections qui auront lieu en Ulster au début de l'an prochain.

Saint-Marin

LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

Saint-Marin (A.F.P.). — Les résultats des élections pour le renouvellement du Grand Conseil, qui ont eu lieu dimanche dans la plus petite et plus ancienne république du monde, Saint-Marin, ont, en gros, confirmé les dernières orientations du corps électoral de l'Italie, dont Saint-Marin est une enclave.

Le recul des démocrates-chrétiens (— 4,4 points par rapport à 1969) et des sociaux-démocrates (— 2,5 points) a été compensé très partiellement par la troisième formation politique de la coalition de centre-gauche, le parti socialiste, qui a gagné 2 points. La « poussée » de la gauche est complétée par une légère progression du parti communiste (+ 1), tandis qu'il semble bien que les partis extraparlementaires, comme le parti marxiste-léniniste (— 0,3, alors qu'il n'avait obtenu que 1,24 % des voix en 1969) semblent avoir fait long feu.

Des deux nouveaux partis qui se sont présentés dimanche, le Comité de défense de la République (droite) a obtenu 2,95 % des suffrages, cependant que le parti démocratique populaire (né de la scission solitaire d'un député démocrate-chrétien) en a recueilli 1,91 %.

Le nouveau Grand Conseil aura la composition suivante : communistes, 15 (+ 1) ; démocrates-chrétiens, 25 (— 2) ; socialistes, 8 (+ 1); sociaux-démocrates, 9 (— 2) ; mouvement Liberté, 1 (=) ; parti démocratique populaire, 1 (ne s'était pas présenté en 1969) ; Comité de défense de la République, 1 (ne s'était pas présenté).

Union soviétique

M. ANDRÉ SAKHAROV S'INQUIÈTE DU SORT DE L'HISTORIEN UKRAINIEN VALENTIN MOROZ

M. André Sakharov, prix Nobel de physique, a annoncé, le samedi 7 septembre, qu'il a adressé un appel à M. Trudeau, premier ministre canadien, pour lui demander de l'aider à établir si l'historien ukrainien Valentin Moroz est ou non décédé. M. Moroz a observé une grève de la faim de neuf semaines dans la prison de Vladimir, près de Moscou, et le bruit de sa mort s'est répandu aux Etats-Unis et au Canada.

Dimanche, six juifs qui manifestaient dans le centre de Moscou en réclamant « la liberté pour les prisonniers de Sion » ont été arrêtés. A Paris, la commission administrative de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) salue, dans un communiqué publié lundi, « la décision prise par neuf cents mathématiciens, au cours de leur congrès mondial à Vancouver, de réclamer la libération du mathématicien Leonide Pliouchtch, membre du Comité d'initiative pour la défense des droits civiques et interné dans un hôpital psychiatrique », et se joint à cette initiative.

On apprend, d'autre part, que Mme Silvia Zalmanson, qui tenta de s'emparer d'un avion à Leningrad en 1970 pour s'enfuir en Israël, a quitté l'U.R.S.S. ce mardi 10 septembre pour Tel-Aviv. La jeune femme était sortie de prison il y a une quinzaine de jours. Avant de partir, elle a exprimé la conviction que son mari, M. Edouard Kouznetsov, condamné à dix ans de détention au cours du même procès, serait libéré avant la fin de l'année.

Enfin, à Stockholm, le biologiste soviétique Jaurès Medvedev, qui a quitté son pays il y a dix-huit mois, s'est déclaré convaincu que lui-même et Alexandre Soljenitsyne seraient un jour autorisés à regagner l'Union soviétique.

EUROPE

Italie

Après la mort d'un jeune homme à San-Basilio

Les problèmes sociaux non résolus pourraient provoquer un « automne chaud »

De notre correspondant

Rome. — La tragédie survenue dans le quartier populaire de San-Basilio, dans la périphérie de Rome, est-elle le début d'une série d'événements qui marqueront un automne chaud, comme celui de 1969 ? C'est la question que formule clairement l'éditorial du *Corriere della Sera*. Elle est justifiée car cet épisode tragique est l'aboutissement d'une situation bureaucratique que l'on constate trop souvent. En effet, depuis novembre dernier, cent quarante-sept familles, logeant dans des bidonvilles, avaient occupé des immeubles neufs construits à San-Basilio.

Il y a dix mois, les autorités avaient demandé à la police de procéder à l'évacuation. Mais les dossiers cheminent lentement et, entre temps, les locataires abusifs, ayant obtenu le branchement du gaz, de l'électricité et même parfois du téléphone, se sentaient dans leur bon droit. Bon nombre d'entre eux payaient d'ailleurs leurs loyers, bien que le montant en fut régulièrement refusé par l'Institut des maisons populaires, propriétaire des immeubles.

Le tragique de cette affaire est qu'il s'agit d'un affrontement entre des éléments de la population qui sont de même origine : des Méridionaux pour la plupart, qui avaient tout quitté dans l'espoir de trouver un logement à Rome et avaient payé des pots-de-vin à tous les échelons. Leur seule différence, c'est la place qu'ils occupaient sur les listes d'attente. Là-dessus sont intervenus des mouvements extraparlementaires de gauche dont la qualification n'est pas certaine. Par commandos extrêmement agiles, ils ont attaqué la police dans la nuit du dimanche 8 au lundi 9 septembre, au moment où les agents engagés sur les lieux réclamaient au commissariat central des bombes lacrymogènes. Les manifestants étaient au courant parce qu'ils avaient intercepté les communications radio de la police.

Qui a tiré et tué le jeune Fabricio Cerusa, âgé de vingt-neuf ans et fils d'un éboueur public, qui se trouvait parmi un groupe d'une centaine de manifestants ? D'autres coups de feu furent échangés dont l'origine n'est pas établie. Les armes de tous les agents présents sur les lieux ont été saisies et examinées avec leurs munitions par le experts de la police.

Des interpellations ont été déposées au Parlement. Les syndicats disent une nouvelle fois qu'il est urgent de résoudre la question des logements populaires qui figure depuis des années au rang des principales réformes de structures. Mais la nécessité d'« *isoler les provocateurs* » est fortement soulignée par les syndicats et le parti communiste. S'agit-il vraiment de la part du gouvernement, de la magistrature et de la police, « *d'une tentative brutale de briser dans l'œuf les luttes ouvrières de l'automne, le mécontentement pour la cherté de la vie et pour le chômage* » ? comme l'affirment les groupes extra-parlementaires de gauche. C'est plutôt la conjonction des lenteurs et de l'abstraction bureaucratique, jointe à l'échauffement et au climat de drame dans lequel se sont trouvés plongés les malheureux habitants des bidonvilles, qui se sont accumulés. Le symptôme n'en donne pas moins sérieusement à réfléchir à tous les responsables politiques.

JACQUES NOBÉCOURT.

Espagne

L'arrestation de soixante-sept personnes à Sabadell marquerait la fin d'une période de relative tolérance envers l'opposition

Barcelone, *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*. — L'arrestation, le dimanche 8 septembre, dans un couvent de religieuses à Sabadell, près de Barcelone, de soixante-sept personnes participant à une réunion *clandestine de l'Assemblée de Catalogne* (nos dernières éditions du 10 septembre) a eu lieu la veille du retour à Madrid du général Franco après trois semaines de convalescence en Galicie. De nombreux observateurs espagnols y voient plus qu'une coïncidence. Durant les deux mois de la maladie du Caudillo, l'opposition espagnole avait, en effet, connu une période de relatif répit. Le retour effectif du général Franco au pouvoir — il présidera, le 13 septembre, un conseil de cabinet, premier acte officiel depuis qu'il a repris, le 2 août, les pouvoirs qu'il avait transférés provisoirement au prince Juan Carlos le 19 juillet — pourrait, en effet, être l'occasion d'un coup de barre à droite.

Les personnes arrêtées appartiennent à des milieux très variés : professions libérales, ouvriers, étudiants, monde des arts et lettres de Barcelone. Parmi elles figurent notamment l'avocat Ramon Balibe, du barreau de Barcelone, l'économiste Vidal Villa et le romancier Francisco Curull.

L'Eglise catalane n'a fait jusqu'à présent aucun commentaire. En particulier, le secrétariat de Mgr Guix, évêque auxiliaire de Barcelone, refuse de confirmer l'information selon laquelle la police aurait averti le prélat de la perquisition qu'elle s'apprêtait à faire. L'ordre de Saint-Joseph de Calasanz, auquel appartiennent les religieuses du couvent de Sabadell, passe dans les milieux ecclésiastiques pour progressiste et assez favorable aux idées autonomistes catalanes.

La police de Barcelone assure que la réunion interrompue du 8 septembre avait pour but de décider de l'adhésion éventuelle de l'Assemblée de Catalogne à la Junte démocratique dont la constitution avait été annoncée à la fin de juillet à Paris par MM. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, et Rafael Calvo Serer, monarchiste libéral (*le Monde* du 31 juillet). De source digne de foi on indique d'ailleurs que seulement deux des groupes membres de l'Assemblée de Catalogne, le parti socialiste catalan et le parti carliste, sont partisans de l'adhésion à la Junte démocratique.

L'Assemblée de Catalogne, créée en novembre 1971, regroupe en principe toutes les forces d'opposition démocratique au régime franquiste de cette province. Elle s'est donnée comme objectif minimum : l'amnistie pour tous les prisonniers politiques, le libre exercice des libertés démocratiques fondamentales et le rétablissement du statut de 1932 accordant l'autonomie à la Catalogne.

Le 28 octobre 1973, la police avait déjà arrêté dans une église de Barcelone cent treize personnes soupçonnées d'appartenir à l'Assemblée de Catalogne. Toutes avaient été remises en liberté après paiement, pour trente d'entre elles, de fortes amendes ou versement d'une caution.

AFRIQUE

LA TUNISIE A L'HEURE DE LA REPRISE EN MAIN

(Suite de la première page.)

Et puis il y a les « fantômes » : celui de M. Ben Salah, l'ancien ministre de l'économie évadé de sa prison, dont M. Bourguiba continue de parler avec une hargne inquiétante ; celui de M. Masmoudi, plutôt ménagé, mais qui, bien que « convoqué » par une commission d'enquête après l'échec de la fusion avec la Libye, s'est bien gardé de rentrer en Tunisie depuis son éviction du ministère des affaires étrangères en janvier dernier ; enfin, celui de M. Bahi Ladgham, l'ancien et fidèle « second » du président, en disgrâce depuis des années, mais qui n'est pas pour autant tombé dans l'oubli : on assure même qu'il demeure une des « figures » les plus populaires dans le pays.

« Nous sommes vigilants »

Depuis que le président a trouvé son « second souffle », la Tunisie, et surtout le parti unique, qui en constitue l'ossature politique, vivent à l'heure de la « reprise en mains ». « *Ce qui a été fait par un congrès, un autre peut le défaire* » : à la veille du neuvième congrès du parti socialiste destourien, chacun se remémore ce propos, à la fois sibyllin et prophétique, tenu par M. Bourguiba quelques jours après les précédentes assises nationales, en octobre 1971. L'intention était à par la suite, et le Combattant suprême ne cache pas aujour-suprême ne cache pas aujourd'hui que l'objectif du nouveau congrès de Monastir est d'« effacer » le précédent, purement et simplement (1).

De quel « déviationnisme » — c'est l'expression employée à Tunis — le parti s'était-il donc rendu coupable il y a trois ans ? Une fraction du P.S.D. — ceux qu'on appelait à l'époque les « libéraux », — avait rencontré une large audience en préconisant une réforme du régime dans le sens de la démocratisation et de la concertation. Ce n'était pas la révolution, mais l'amorce d'une libéralisation, une sorte de brèche dans un système jugé trop rigide, centralisé à l'excès, et dominé par le pouvoir personnel. Bien qu'ayant semblé, dans son discours « historique » de juin 1970, vouloir lui-même encourager cette « ouverture », le président a réagi vivement : des congressistes avaient voulu le « *démolir* », « saper son autorité ». On en voulait à ses prérogatives. Sous prétexte qu'il était malade, on préparait déjà, sans pudeur, l'« après-bourguibisme » ! Le parti, « son » parti, lui avait « manqué ». C'en était trop : les réformes furent enterrées, leurs adeptes mis à l'écart, voire exclus du parti (comme M. Mestiri, ancien ministre), et le président n'eut de cesse depuis lors de remodeler un parti à son image.

Le « congrès de la clarté »

Du 12 au 14 septembre, le neuvième congrès devrait, en principe, consacrer cette reprise en mains. On l'abaptisé le « congrès de la clarté ». Faut-il entendre par là que le précédent était celui des forces obscures et malignes, ou bien qu'il doit être « *clair* » désormais que le président ne tolérera plus qu'une majorité de militants, fussent-ils élus, s'engagent dans une voie qui n'est pas la sienne ? Toujours est-il que, même si la base a été associée à la préparation de ces assises, même si les débats s'annoncent ouverts, on ne s'attend guère à des surprises, mais plutôt à une ratification par des délégués, au demeurant convaincus, des projets qui leur seront présentés : élection à vie du président Bourguiba ; tion à vie du président Bourguiba; désignation désignation par celui-ci du bureau politique parmi les membres du comité central ; intérim du premier ministre en cas de vacance du pouvoir présidentiel jusqu'à la fin du mandat ; possibilité pour le Parlement de censurer le gouvernement ; introduction dans la Constitution de la procédure de référendum, etc. Malgré un certain assouplissement du système, on est loin des réformes de 1971 qui prévoyaient notamment l'élection à tous les niveaux des organes du parti, l'élection dans les quatre semaines d'un nouveau président en cas de vacance, et d'autres mesures de démocratisation.

Ceux qui se tiennent à l'écart du système ont vite fait de dire que ce congrès sera une simple formalité, que les jeux sont faits, et que, d'ailleurs, les passions qu'il suscite ne s'étendent guère au-delà de la classe des apparatchiks. L'absence des « libéraux » — à la fois vainqueurs et victimes du congrès de 1971 — lors des débats des jours prochains enlèvera en tout cas à ceux-ci une partie de leur intérêt. Mais, disent-ils, à quoi bon participer, puisque l'expérience du précédent congrès a prouvé qu'une tendance, même majoritaire, ne pouvait faire prévaloir ses thèses ? Admettant leur impuissance, conscients du risque que comporterait la création d'un nouveau mouvement en marge du Destour, ils se tiennent « en réserve de la République », mais semblent toujours faire confiance au président pour qu'un jour il amorce lui-même cette libéralisation qu'ils préconisent.

Contestation et subversion

Quelle est l'audience de ces « libéraux », que l'on ne peut même pas classer dans l'opposition puisqu'ils n'ont pas d'activités politiques ? Eux-mêmes ne le savent plus très bien, mais ils constatent avec inquiétude que les jeunes contestataires commencent à trouver leurs thèses bien timides... Alors, disent-ils — et nous avons aussi entendu ce jugement dans la bouche d'un membre important du gouvernement, — il est grand temps d'amorcer le dialogue avec cette jeunesse et de l'associer aux décisions qui engagent son avenir.

S'il est excessif de parler d'une « fermentation » de la jeunesse dans son ensemble, il ressort de nombreux témoignages que le fossé se creuse dangereusement entre le pouvoir et une partie de ces jeunes, scolarisés en nombre croissant — ce qui est un des grands mérites du régime. En évoquant à longueur de discours l'épopée de la décolonisation et ses « batailles » contre le protectorat, le combattant suprême contribue sans doute à forger le sentiment national et l'unité du pays. Mais le jeune chômeur, l'étudiant en quête d'un emploi se soucient moins du passé que de l'avenir et aimeraient qu'on leur ouvre les perspectives d'une société moins figée plus libérale. Moyennant quoi, les dirigeants ne veulent voir dans l'effervescence chronique à l'université qu'un « *mal du siècle* » d'une jeunesse, au demeurant privilégiée, mais par trop perméable aux « *idéologies importées de l'extérieur* ».

A la sollicitude teintée de paternalisme du président, nombre d'étudiants préféreraient plus de participation. Relativement indulgent pour les « chahuteurs » épisodiques, le régime a en revanche fait preuve de la plus grande rigueur à l'égard de quelques dizaines de militants marxistes-léninistes condamnés le mois dernier sous divers chefs d'inculpation (2). Pour les autorités, ces hommes et ces femmes avaient choisi la voie de la « subversion », comploté, créé des cellules, avec des complicités extérieures, fait de l'agitation en milieu ouvrier, gravement insulté le président, etc. Présents à ce procès, certains hommes politiques qui sont loin de partager les options « gauchistes » de ces jeunes ont été cependant frappés par leur maturité, leur dignité, leur courage. Mais pour le ministre de l'intérieur, il s'agit d'un « ramassis » de détraqués, de fanatiques, ou de dangereux récidivistes, et les observateurs internationaux qui ont dénoncé des sévices n'ont cherché qu'à se faire de la « publicité ». « *Enfin, voyons*, nous a dit M. Belkhodja, *vous nous connaissez, les Tunisiens, nous sommes un pays libéral, ouvert à tous, où l'on rentre librement. C'est précisément parce qu'ils bénéficiaient de ces libertés que ces étudiants ont pu développer leurs actions subversives.* » Il est vrai que leur procès fut public, qu'ils ont pu exposer leurs thèses, et qu'ils ont été condamnés dans des formes légales. Les dirigeants tunisiens aimeraient que l'on apprécie davantage ce légalisme : « *Ce n'est pas le cas dans certains pays voisins* », disent-ils avec plein de sous-entendus...

Cette opposition gauchiste, « *décapitée* » de temps à autre par la police et la justice, constitue, à en croire les autorités, une menace réelle pour l'ordre et pour la sécurité du pays. En fait, les menées « subversives » de quelques intellectuels les préoccupent moins que les réactions imprévisibles des inquiétants voisins libyens, qui n'ont pas encore digéré l'échec de la fusion. « *Nous sommes vigilants* », disent-elles, et l'on apprend que quelques précautions élémentaires ont été prises : le visa a été rétabli entre les deux pays, et certaines unités auraient été discrètement acheminées vers le sud... A entendre les jugements portés sur le colonel Kadhafi, sur son « impérialisme » hérité de Nasser, sur ses fantasmes, on mesure la dégradation des rapports entre les deux pays depuis que M. Bourguiba a rompu le pacte d'union du 12 janvier.

Comme s'ils avaient découvert tardivement les risques auxquels ils ont échappé en refusant *in extremis* cette fusion improvisée avec la Libye, les Tunisiens ont tendance aujourd'hui à exalter leur identité nationale, et à resserrer les rangs. Après deux initiatives qui ont tourné court : la libéralisation du régime, il y a trois ans, et l'union avec la Libye, il y a huit mois, le régime se replie sur lui-même. Un redressement économique inespéré ne pouvait que l'encourager dans cette voie.

PHILIPPE HERREMAN.

Prochain article :

LE RETOUR DU PENDULE

(1) Cf. l'interview du chef de l'Etat tunisien au *Monde* du 8-9 septembre.

(2) *Le Monde* du 27 août.

● *Un nouvel hebdomadaire* politique et d'information générale rédigé en langue française et intitulé *Dialogue*, a fait paraître lundi 9 septembre son premier numéro dans la capitale tunisienne. Ce journal, édité par le parti socialiste destourien, publie un éditorial signé du président Bourguiba. Le chef de l'État rappelle qu'il a *été toute* sa vie partisan du dialogue. Le reste du journal est presque entièrement consacré à la préparation du neuvième congrès du P.S.D., qui s'ouvre le 12 septembre.

Ce nouvel hebdomadaire paraît exactement une semaine après la disparition d'un autre hebdomadaire de langue française, *Tunis hebdo*, d'inspiration libérale. Ce journal, dont la situation financière paraissait saine, aurait été victime de difficultés d'impression. — *(A.F.P., U.P.I.)*

Sahara espagnol

La polémique rebondit entre Alger et Rabat

Le ministre espagnol de l'armée de terre, le général Francisco Goloma Gallegos, vient d'effectuer une visite de trois jours au Sahara espagnol, indique un communiqué officiel publié lundi 9 septembre à Madrid. Le général, précise ce texte, « a pu vérifier l'esprit et le degré élevé de préparation des unités inspectées ». Il a réaffirmé lors de ses entretiens avec les dirigeants « saharaouis » la volonté de son gouvernement de « garantir aux habitants de ce territoire la libre manifestation de leurs opinions sans admettre de menaces extérieures ».

Avant la déclaration « importante » que doit faire le roi Hassan II le 16 septembre à ce sujet, la publication d'un article dans l'hebdomadaire d'Alger « Révolution française » relance la polémique.

De notre correspondant

Alger. — La polémique qui a opposé il y a une quinzaine de jours les presses marocaine et algérienne au sujet du « Sahara sous ocucpation espagnole », a brusquement rebondi. Dans un premier temps, *la République d'Oran* avait répondu le 29 août à M. Ahmed Alaoui qui avait pris à partie l'Algérie (1). Le directeur de *Maroc-Soir* ayant reproché à l'Algérie de ne pas soutenir les revendications marocaines et d'avoir des arrière-pensées, le quotidien d'Oran avait rétorqué que « *l'Algérie est pour la libération du Sahara dit espagnol* », ajoutant sèchement que « *le peuple algérien n'a guère de leçon à recevoir* » de M. Alaoui.

Maintenant le ton s'est durci, le Maroc, et non plus seulement M. Alaoui, est mis en cause et c'est *Révolution africaine*, organe du F.N.L. qui, cette semaine, passe à l'attaque dans son éditorial intitulé « *Fuite en avant* ».

« *Il n'est pas rare qu'une certaine presse des pays occidentaux déclenche une violente campagne contre l'Algérie... Cependant celle qui se développe à l'ouest de nos frontières, dans un pays frère, a de quoi nous laisser perplexe.* »

Révolution africaine rappelle ensuite que le problème du Sahara espagnol avait été discuté par les présidents Boumediène, Ould Daddah et le roi Hassan II, lors d'une réunion « au sommet », en 1970 à Nouadhibou, et qu'après « *une étude approfondie* » de la situation dans ce territoire, ils avaient décidé d'« *intensifier leur collaboration étroite pour hâter la décolonisation de la région et ce conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des nations unies* ». L'hebdomadaire souligne « *que leur coopération se réfèrait au texte de l'ONU, notamment la résolution 2711,* » *qui recommande l'organisation le plus tôt possible d'un référendum, en vue de permettre aux populations du Sahara sous domination espagnole d'excercer librement leur droit à l'autodétermination* ».

Enfin l'organe du F.L.N. rappelle que l'Algérie a souscrit aux résolutions de l'O.U.A. (Organisation de l'unité africaine) et des non-alignés sur le même sujet.

Les milieux politiques autorisés expliquent en outre qu'il est difficile pour l'Algérie, qui tient à avoir des rapports de bon voisinage avec les pays frères qui la jouxtent, de prendre parti en la aMuritanie, ou vice-versa. Les même milieux s'étonnent également de l'insistance avec laquelle ont fait état ici au là du « couloir » vers l'Atlantique que l'Algérie chercherait à obtenir. « *Nous défions quiconque de produire un texte ou une déclaration d'un dirigeant algérien exprimant une telle revendication ou y faisant allusion* », affirme-t-on.

La polémique algéro-marocaine, qui s'est maintenue jusqu'ici au niveau de la presse, risque-t-elle de dégénérer en une tension entre les gouvernements des deux pays ? *El Moudjahid* a accusé les puissances étrangères d'avoir été à l'origine de la campagne de rumeurs qui a déferlé pendant deux mois sur Alger et d'avoir cherché à créer un climat malsain en s'appuyant sur des éléments algériens troubles ou hostiles aux mesures socialistes (*le Monde* du 7 septembre). Aucun Etat n'a été officiellement cité, mais plusieurs indices permettent de penser que certains services marocains agissant seuls ou en liaison avec ceux d'un ou de plusieurs autres pays, seraient visés.

PAUL BALTA.

(1) M. Alaoui affirmait notamment : « *Nous ne comprenons pas les silences et l'attitude des responsables algériens, attitude faite d'équivoque et de réserve, que personne chez nous ne comprend ni n'excuse* », et il estimait que la présence à Alger du leader du mouvement dénommé Morehob, qui dénonce aussi bien la présence espagnole que les revendications mauritaniennes et marocaines, ne pouvait être considérée que « *comme un geste inamical, pour ne pas dire plus, à l'égard du Maroc* ».

« Afrique-Asie » évoque l'éventualité d'un conflit militaire avec l'Espagne

Sous le titre : *La guerre pour le Sahara « espagnol » ?*, l'hebdomadaire *Afrique-Asie* évoque dans son dernier numéro le conflit qui oppose à propos de ce territoire l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie, et écrit notamment :

« *Sommes-nous à la veille d'un conflit militaire au Sahara « espagnol » ? Une guerre pour la libération de ce territoire colonisé par l'Espagne depuis un siècle est-elle inévitable ? Allons-nous assister à la même opération qui s'est déroulée, en octobre dernier, sur le canal de Suez, c'est-à-dire à l'éclatement d'une crise qui aboutirait à une solution imposée ou négociée « à chaud » après l'intervention des grandes puissances et des Nations unies ? Quelles en seraient les conséquences sur les rapports entre Rabat, Nouakchott et Alger ? (...)*

» *Discussions et consultations se poursuivent*, ajoute l'hebdomadaire. *A Washington, Henry Kissinger, qui a demandé à un groupe d'études du département d'Etat de lui préparer un dossier précis sur cette affaire, aurait confié à un ambassadeur occidental : « Je crains fort que nous* » *ne soyons bientôt confrontés à* » *une nouvelle crise en Méditer-* » *ranée. Les Marocains semblent* » *décidés...* »

A propos de la position du Maroc, le journal s'interroge :

« *(...) Le recours à la guerre, en cas de refus du gouvernement espagnol d'accepter les conditions marocaines ? On en est quasi certain dans les chancelleries étrangères à Rabat. Dans l'entourage du roi, du gouvernement et au sein des états-majors des partis, il en est de même.*

» *Mais qu'arriverait-il si, se prévalant du même droit, les Mauritaniens en faisaient de même en partant des frontières sud du Sahara occidental ?*

» *Pour le moment, on refuse toute spéculation sur cette éventualité qu'on n'écarte pas.* »

AFRIQUE

Guinée-Bissau

Les dirigeants du nouvel État vont se trouver aux prises avec de sérieuses difficultés

Le général Spinola devait signer, ce mardi 10 septembre à Lisbonne, un document reconnaissant « de jure » l'indépendance de la Guinée-Bissau (« le Monde » du 10 septembre). Une délégation du P.A.I.G.C., conduite par le commandant Pedro Pires, vice-président du Conseil d'État et ministre adjoint des forces armées, est arrivée lundi dans la capitale portugaise. On s'attendait que le général Spinola prononce une allocution.

Nous publions ci-dessous un reportage effectué par notre envoyé spécial peu de temps avant l'accession du pays à l'indépendance.

De notre envoyé spécial

Bissau. — Le dernier soldat portugais aura quitté le sol guinéen le 31 octobre. Ils étaient vingt-sept mille au début de 1973, soit près d'un militaire pour vingt habitants. Le service militaire durait deux ans dans l'armée de terre, trois ans dans l'aviation, quatre dans la marine. Les étudiants qui se mêlaient de politique voyaient leur sursis annulé, des réservistes étaient rappelés pour la même raison.

De tous les territoires d'outre-mer, la Guinée avait la pire réputation. Les guérilleros d'Amilcar Cabral, surtout à partir de 1964, étaient des adversaires redoutables. Unis politiquement autour d'un chef prestigieux, entraînés par des Cubains, soutenus par la Guinée (Conakry) et par le Sénégal, financés et armés par l'Union soviétique — entre autres, — chaleureusement encouragés par les Nations unies, ils trouvaient aide et incitation à Pékin comme à Stockholm ou à Alger, dans les bureaux parisiens de l'UNESCO comme auprès du Conseil œcuménique des Églises.

Sans doute n'auraient-ils pu gagner la guerre sur le terrain. Ils ne menacèrent sérieusement les Portugais qu'en 1967 et 1968. C'est alors que le général Spinola fut nommé gouverneur de la Guinée et commandant en chef. Entreprenant, imaginatif, le général mena la guerre sur un double front : militaire et psychologique. Il fit construire un excellent réseau routier, afin d'accroître la mobilité des troupes. Des villages entiers furent déplacés près des camps militaires ou construits de toutes pièces. Des écoles furent édifiées (l'enseignement primaire se généralisa) et un centre de santé fut installé dans chaque garnison.

Chaque jour, ou presque, le général Spinola montait dans son hélicoptère et allait inspecter ses troupes. Il acquit également une solide réputation auprès des populations civiles. Il n'hésita pas à faire vendre le riz au tiers de son prix. Il protégea les chefs des tribus ou des villages hostiles au P.A.I.G.C., fit attribuer des maisons, installer des fontaines, etc., au point que l'on ne s'étonne pas que de nombreux enfants, âgés aujourd'hui de deux ans à cinq ans, portent le prénom de Spinola.

Cependant, la guerre s'enlisait. Le harcèlement auquel se livraient les guérilleros se révélait meurtrier. Dans ces camps faits souvent de bidons empilés les uns sur les autres, dépourvus de tout confort, parfois sans eau potable, dans un milieu naturel hostile, les nerfs lâchaient facilement. Pour se distraire, les soldats allaient massacrer les vaches des « zones libérées » et se fabriquaient des postes de télévision en carton.

La contestation chez les officiers

Chez les jeunes officiers, d'active ou non, l'esprit de contestation se manifesta plus tôt qu'en Angola et au Mozambique. En 1970, certains d'entre eux auraient déjà proposé au général Spinola de tenter un coup d'État. Il aurait refusé. La popularité du général commença de s'effriter. On parla de culte de la personnalité, de son goût pour les beaux discours, les succès de prestige, la gloire, en un mot.

Quelques-uns découvrirent que le général Spinola habituait les Africains à tout recevoir sans fournir d'effort, qu'il faisait d'eux, à la longue, des parasites de l'armée portugaise. Ils prirent progressivement leurs distances vis-à-vis du programme spinoliste, qui consistait à *« conquérir les cœurs et l'esprit du peuple »*. Et la morosité, le dégoût de la guerre les gagna. Au terme de leur période militaire (les officiers d'active, de même que les appelés, ne restaient généralement pas plus de deux ans d'affilée outre-mer), ces jeunes gens désabusés ou en colère rapportaient à Lisbonne, par couches successives, le ferment qui devait conduire au renversement de la dictature.

« Ne croyez pas que Spinola soit notre idole, nous déclare un jeune capitaine du Mouvement des forces armées (M.F.A.). *Le général avait beau se considérer comme un phénix, il ne représentait guère, à nos yeux, que la seule autorité capable de donner sa caution à une tentative de coup d'État. Il avait compris que le Portugal ne pouvait pas gagner la guerre, que le pays s'engageait dans une catastrophe financière et morale. C'est pour cela — et parce qu'il était un chef prestigieux — que nous l'avons mis en avant. Mais il reste avant tout un homme de l'ancien régime. Ses connaissances économiques sont des plus sommaires* (1) *et il ne comprend pas grand-chose des besoins réels de la Guinée. Sur le plan politique, nous le considérons comme un démagogue. »*

Cet avis n'est pas isolé. La plupart des membres du M.F.A. de Guinée, qu'ils soient socialistes, chrétiens de gauche ou communistes, le partagent. Les militaires portugais de Bissau ne cachent plus leur déception. Ils n'ont guère été consultés lors des négociations d'Alger. Ils en étaient réduits à faire des suppositions. Certains responsables estimaient encore, début août, qu'un contingent important resterait en Guinée pendant deux années. Ils ne voyaient pas, en effet, comment le P.A.I.G.C. allait pouvoir affronter « seul » les problèmes nés de l'indépendance.

En attendant, quelque peu livrés à eux-mêmes, ils faisaient ce qu'ils estimaient être leur devoir. *« Tout ce que nous demandons,* nous disait le commandant d'une garnison perdue dans la forêt, *c'est que les politiciens nous laissent agir ici comme nous l'entendons. »* Sans doute en partie par mauvaise conscience, pour racheter les erreurs du passé, ils ont aidé dans la mesure du possible les cadres du P.A.I.G.C. à consolider leur pouvoir.

Ils ont enfermé sur une île les deux ou trois cents « tueurs » africains que l'armée portugaise avait formés aux plus basses besognes. Ils ont mis sous les verrous un nombre respectable de militants du FLING, parti opposé au P.A.I.G.C. (2). Ils ont convaincu (non toujours sans peine et moyennant finance) la majeure partie des dix-sept mille Africains engagés dans l'armée portugaise de rendre leurs armes et d'accepter le P.A.I.G.C. comme interlocuteur. Ils ont initié les « commissaires politiques » du P.A.I.G.C. aux subtilités de l'administration locale, leur ont exposé en long et en large la nature des problèmes techniques qu'ils pourront rencontrer. Ils ont continué à lever les impôts pour le compte de leurs ennemis d'hier...

Le drapeau portugais amené

Au garde-à-vous, visiblement émus, les soldats portugais regardent amener leur drapeau puis monter celui du P.A.I.G.C. Cette cérémonie officielle se déroule dans toutes les garnisons qui sont remises, une à une, aux Guinéens. Occasion, chaque fois, d'extraordinaires scènes de fraternisation, où l'on s'embrasse, où l'on se tape sur le dos avec de grands éclats de rire... avant de se séparer sans trace de regret et pour toujours.

Livrée à elle même, la Guinée ne manque certes pas d'atouts. Il pleut, et la terre est bonne. La grande détresse du Sahel y est inconnue et, normalement, l'agriculture devrait suffire à faire vivre le pays. Avant la guerre, l'arachide représentait les deux tiers des exportations (minimes), les autres postes étant le chou-palmiste, le bois et le cuir. La possibilité existe, à terme, de développer l'exportation du riz, et les cultures vivrières sont variées.

Amilcar Cabral, ingénieur agronome, l'avait parfaitement compris, sans doute avant de rencontrer Mao : le développement de la Guinée doit reposer sur l'agriculture, au moins dans un premier temps. Elle seule peut favoriser la formation d'un marché local, et procurer des devises permettant d'investir. D'ailleurs, les ressources minières sont, apparemment, des plus faibles. L'exploitation du gisement de bauxite qui prolonge, au sud-est, celui de la Guinée-Conakry ne serait pas rentable pour l'instant, et le pétrole qui gît sous la plate-forme continentale, au nord-ouest, ne représente guère qu'un espoir. Quelques phosphates, de l'ilménite, ne suffisent pas pour améliorer le tableau.

Aussi, le P.A.I.G.C. met-il l'accent sur la nécessité de réformer les techniques agricoles, et, pour commencer, les mentalités. Car, mis à part les Balantes (3) et quelques petites tribus, les Guinéens, comme la plupart des Africains, ont une conception du travail toute particulière. Chez les deux ethnies principales, les Foulas (Peuls) et les Mandingues, la coutume veut que seule la femme, à quelques exceptions près, cultive la terre. Les enfants gardent les troupeaux, et l'homme, à moins qu'il n'ait choisi d'être commerçant (spécialement chez les Mandingues ou Dioulas) ou tailleur, ne fait généralement rien. Aussi, l'une des premières tâches des « commissaires politiques » du P.A.I.G.C. — et ils s'y emploient activement — est-elle de réunir les hommes pour les convaincre — au besoin sous la menace — de travailler. Ce n'est qu'ensuite que se pose le problème (tout aussi délicat) de les persuader de travailler avec d'autres méthodes que celles employées par leurs femmes.

Certains éléments du P.A.I.G.C. paraissent conscients de la nécessité de contrôler les naissances, ce qui représente, au regard de la majorité des équipes dirigeantes du tiers-monde, une preuve de maturité. Plus de la moitié de la population a moins de vingt ans, et il est clair qu'à relativement court terme le taux de natalité risque de compromettre le développement économique.

Ces questions ne sont cependant pas, dans l'immédiat, le principal souci des responsables guinéens. Il leur faut, par priorité, surmonter les graves difficultés que le départ de l'armée portugaise ne manquera pas de soulever. Les forces du P.A.I.G.C. représentent environ six mille soldats et quatre mille miliciens. Ces hommes, convaincus, certes, et bien entraînés, vont être confrontés aux quelque dix-sept mille Guinéens qui, attirés par l'argent ou une hostilité de caractère tribal ou politique aux guérilleros, les ont combattus — souvent plus durement que les Portugais eux-mêmes — ont gagné beaucoup d'argent, et se voient brusquement démobilisés sans perspective d'embauche.

Les deux villes les plus peuplées, Bissau et Bafata, sont toujours restées sous administration portugaise, et le P.A.I.G.C. n'y est pas accueilli en libérateur par tous. Il est probable qu'un certain nombre d'Africains ayant servi dans l'armée portugaise n'ont pas accepté de rendre leurs armes. Si le P.A.I.G.C. veut éviter que ne se développent, d'ici quelques mois, de graves désordres, il devra trouver une solution permettant d'employer et de payer ces « harkis ».

Le problème se posera avec d'autant plus d'acuité que, sur le plan économique, la situation ne sera pas brillante. Le départ de vingt-sept mille militaires et la démobilisation de dix-sept mille autres vont sans nul doute désorganiser le marché. Celui-ci était d'ailleurs largement artificiel. A moins de subventions reçues de l'extérieur, le P.A.I.G.C. sera, dans un premier temps, contraint d'augmenter sensiblement le prix du riz, denrée de base au moins dans les villes, ce qui créera un mécontentement populaire. Le petit commerce local connaîtra une baisse d'activité brutale. La bourgeoisie capverdienne, qui formait l'encadrement du secteur des services et de l'administration coloniale, verra ses revenus fléchir. Enfin, la masse des petits employés et ouvriers au service de l'armée se trouveront du jour au lendemain sans travail.

La tâche des nouveaux dirigeants est ardue et périlleuse. Ils auront besoin, dans les premiers temps, de l'aide de l'étranger. On peut espérer que celle-ci ne sera pas trop parcimonieuse ou conditionnelle. Le général Costa Gomes, chef d'état-major de l'armée portugaise, a annoncé, le 7 août, l'institution d'un service militaire de « coopération », comme en France, et l'accord signé à Alger le 27 août prévoit qu'une aide financière et technique pourra être accordée à la Guinée-Bissau. L'appui apporté par d'autres pays et par les organisations internationales ne sera pas superflu.

OLIVIER POSTEL-VINAY.

(1) Cf. sur ce point le livre du général Spinola, *les Perspectives du développement économique et social de la Guinée-Bissau*, Lisbonne, 1972.

(2) Le FLING, qui s'appuie principalement sur la tribu des Manchacos, située dans la région de Bissau et dans le centre-ouest du pays, est hostile à toute immixtion des Capverdiens dans les affaires guinéennes. Rappelons que les dirigeants politiques du P.A.I.G.C. sont généralement des Capverdiens, tandis que les chefs militaires, plus jeunes, sont plus souvent d'origine continentale.

(3) On compte plus de trente groupes ethniques dans ce pays grand comme le quinzième de la France et presque cent fois moins peuplé. Les Balantes, qui occupent un couloir large d'une cinquantaine de kilomètres, allant, en gros, de la périphérie de Bissau à la frontière du Sénégal, constituent, en nombre, le troisième groupe de la Guinée-Bissau. Animistes, ils ont été refoulés, au cours de l'histoire, par les puissantes tribus Mandingues et Foulas, qui pratiquent la religion musulmane. C'est chez les Balantes, et aussi chez les Naiu, autre tribu animiste habitant le sud-ouest du pays, que le P.A.I.G.C. a recruté le plus aisément.

ASIE

Corée du Sud

En signe de protestation

UNE TRENTAINE DE MANIFESTANTS ANTIJAPONAIS SE COUPENT LE PETIT DOIGT

(De notre correspondant.)

Tokyo. — Le lundi 9 septembre, au plus fort d'une nouvelle manifestation antijaponaise à Séoul, qui a pris une tournure violente, de nombreux manifestants sud-coréens se sont tranché le petit doigt d'un coup de hache ou de couteau pour l'envoyer à l'ambassadeur du Japon, en témoignage de leur colère et de leur protestation. C'est une coutume de l'ancienne Corée, également connue du vieux Japon, et qui reste encore vivace.

On a dénombré une trentaine d'amputés volontaires, dit la police de Séoul. Ils appartenaient à un groupe d'hommes et de jeunes gens venus d'une ville de province. Arrêtés à proximité de l'ambassade du Japon par les barrages de police, ils s'agenouillèrent sur le pavé, posèrent leur petit doigt sur le sol ou sur un morceau de bois et le tranchèrent d'un seul coup, tandis que les policiers les regardaient faire.

Les petits doigts furent ensuite rassemblés et enveloppés dans un drapeau sud-coréen, et les manifestants essayèrent une dernière fois de briser les barrages pour porter leur paquet jusqu'à l'ambassade, mais ils furent arrêtés et dispersés par quelques grenades lacrymogènes.

Au cours de la même manifestation, M. Kimura, ministre des affaires étrangères du Japon, a été brûlé en effigie par un groupe d'anciens combattants. Les manifestants protestaient contre le refus du Japon de prendre des mesures de répression contre les Coréens procommunistes qui résident dans le pays et que la Corée du Sud accuse d'être les instigateurs de l'attentat du 15 août contre le président Park, attentat qui a coûté la vie à Mme Park.

R. G.

● RECTIFICATIF. — *L'économie nord-coréenne.* Dans l'article de P. Pons (*le Monde* du 10 septembre) consacré à l'économie nord-coréenne, il fallait lire, à propos du budget 1974, *« 4,55 milliards de dollars »* et non *« 4,55 millions de dollars »*.

Japon

M. FORD FERA UNE VISITE OFFICIELLE EN NOVEMBRE

Tokyo *(A.F.P.)*. — Le président Ford fera une visite officielle de trois jours au Japon, à partir du 19 novembre, et sera le premier président américain à se rendre dans ce pays, a annoncé lundi 9 septembre le gouvernement nippon.

La possibilité de la visite d'un président américain était évoquée depuis la fin de la guerre et était envisagée sérieusement par M. Nixon. Le voyage du président Eisenhower, prévu en 1960, avait dû être annulé en raison de troubles au Japon à la suite de la signature du traité de sécurité américano-japonais. Avant de se rendre à Tokyo, M. Ford rencontrera M. Tanaka le 21 septembre à Washington.

Vietnam

SOUTENU PAR LE GÉNÉRAL MINH

Des groupes catholiques et bouddhistes portent de graves accusations contre M. Thieu et sa famille

Certains groupes de l'opposition catholique et bouddhiste, récemment réunis dans un « mouvement populaire de lutte contre la corruption », ont franchi un nouveau degré dans l'escalade de leurs attaques contre le régime du président Thieu en s'en prenant directement au chef de l'État, à sa femme, à sa famille et à son proche entourage.

Deux députés de l'opposition bouddhiste, MM. Nguyen Trong Nho et Duong Minh Kinh, au cours d'une conférence de presse à la Chambre des députés, ont rendu public, lundi 9 septembre, un document intitulé « Acte d'accusation numéro un ». Ils affirment notamment que le président a profité de ses fonctions pour acquérir plusieurs résidences et des terres à Saigon et dans d'autres villes et provinces.

Le document accuse le président et le premier ministre, M. Tran Thien Khiem, de profiter du trafic de l'opium et de l'héroïne dans le pays et affirme que des membres de la famille de M. Thieu ont partie liée avec ceux qui spéculent sur la répartition du riz dans les provinces du Centre.

Le document — qui met en demeure le président Thieu de répondre à ces accusations — avait été lu dimanche soir dans l'église de Phu-Cam, à Hué, où des centaines de manifestants s'étaient regroupés après avoir été pris à partie par la police tandis qu'ils défilaient dans les rues de l'ancienne capitale impériale en appelant à la lutte contre la corruption.

La manifestation, organisée par des éléments de l'opposition à l'initiative des groupes catholiques les plus militants, n'était pas sans évoquer, quoique à une échelle beaucoup plus réduite, les grandes manifestations populaires d'inspiration bouddhiste de 1963 et de 1967.

Le général Duong Van Minh, l'une des plus prestigieuses personnalités de l'opposition, silencieux depuis longtemps, a repris la parole mardi. Dans un communiqué, il considère comme logique et opportune la décision d'opposants de constituer *« une force pour la réconciliation nationale »* ; il donne son appui aux catholiques ayant manifesté à Hué. *« Quand le peuple a atteint les limites de l'endurance et que la liberté et la dignité de l'homme sont encore sacrifiées aux intérêts d'un groupe sans tenir compte de ceux de la nation, le peuple doit réagir d'une façon ou d'une autre pour sauver le pays. »*

Cependant, deux généraux viennent d'être dégradés et mis à la retraite. Une source officieuse indique que la plus grave accusation portée contre eux concerne *« le trafic de riz avec l'autre côté »*.

Sur le plan militaire, une source saigonnaise indique que deux cent cinquante soldats de l'armée du président Thieu sont portés manquants à la suite de l'attaque, près de Hué, de positions commandant le contrôle de la R.N. 1.

Dans ce contexte politique et militaire agité, on laisse entendre, de source diplomatique à Saigon, que le président Thieu chercherait à reprendre contact avec le G.R.P. Les Indonésiens — qui sont membres de la commission internationale de contrôle — serviraient d'intermédiaires. La R.D.V. a une ambassade à Djakarta et le G.R.P. y a un bureau d'informations. Le général Dang Van Quang, conseiller militaire de M. Thieu, se trouve dans la capitale indonésienne. M. Bui Diem, ambassadeur itinérant, s'y rend en ce début de semaine. Officiellement cependant, on indique que ces visites n'ont rien à voir avec d'éventuelles négociations secrètes avec le G.R.P.

● A PARIS, l'Union des Vietnamiens en France a publié le texte d'une pétition signée par quelque cinq mille personnes demandant notamment la cessation de toute aide américaine au régime de Saigon.

Chine

Pour faire pièce à l'influence soviétique

PÉKIN VA RAPIDEMENT DÉVELOPPER SES VENTES DE PÉTROLE AU JAPON

(De notre correspondant.)

Pékin. — Le pétrole qui abonde en Chine et fait si cruellement défaut au Japon semble devoir jouer un rôle capital au cours des prochaines années dans les relations sino-nippones et, au-delà, dans l'équilibre politico-diplomatique en Extrême-Orient. La croissance des ventes chinoises est si rapide en effet qu'elle pourrait prévenir le développement d'une coopération russo-japonaise pour l'exploitation du pétrole sibérien.

Des experts nippons s'attendent à une production de 100 millions de tonnes de brut en 1974 et à un volume double en 1980. Les exportations chinoises — 5 millions de tonnes l'année dernière et 7 millions en 1974 — s'élèveraient à 10 ou 14 millions de tonnes l'an prochain, pour atteindre assez rapidement par la suite 30 millions de tonnes. Pour l'instant, si les exportations ne se développent pas plus vite, cela tient principalement aux difficultés de transport ; il est vraisemblable que l'industrie chinoise va s'attacher à supprimer le goulet d'étranglement dans ce secteur.

L'essentiel pour la Chine est de produire suffisamment de carburant, dans trois ou quatre ans, pour rendre moins intéressants, aux yeux des Japonais, les coûteux investissements dans les champs pétrolifères de Tioumen. D'ores et déjà, il semble que la Sibérie ne pourrait fournir en 1980 que des quantités inférieures à celles que propose la Chine.

L'énormité des dépenses à engager fait aussi hésiter les Japonais, qui n'ont d'ailleurs pas abandonné entièrement leur méfiance traditionnelle à l'égard de l'U.R.S.S.

L'éventualité d'un traité de paix entre Moscou et Tokyo apparaît problématique devant le refus évident des Soviétiques de céder les territoires du Nord ; ils y ont installé des bases nécessaires à leur politique d'influence en Asie orientale. En revanche, les premiers contacts pour la signature du même traité avec la Chine seraient pris avant la fin de l'année, et il semble que les deux parties soient dès maintenant d'accord sur le contenu général du document. — A. B.

A travers le monde

Italie

● AU COURS D'UN BARRAGE ROUTIER, aux environs de Pignerol, dans le Piémont, deux des principaux dirigeants des « brigades rouges », Alberto Franceschini et Renato Curcio, ont été arrêtés, sans échange de coups de feu. L'un et l'autre faisaient l'objet de trois mandats d'arrêt et étaient recherchés depuis 1972. — *(Corresp.)*

Mexique

● UN NOUVEAU PARTI, A TENDANCE SOCIALISTE, le parti des travailleurs, a été créé le lundi 9 septembre à Mexico. Il est dirigé, notamment, par d'anciens leaders du mouvement étudiant de 1968. Il entend représenter une opposition de gauche au parti révolutionaire institutionnel au pouvoir. — *(A.F.P.)*

Nouvelle-Zélande

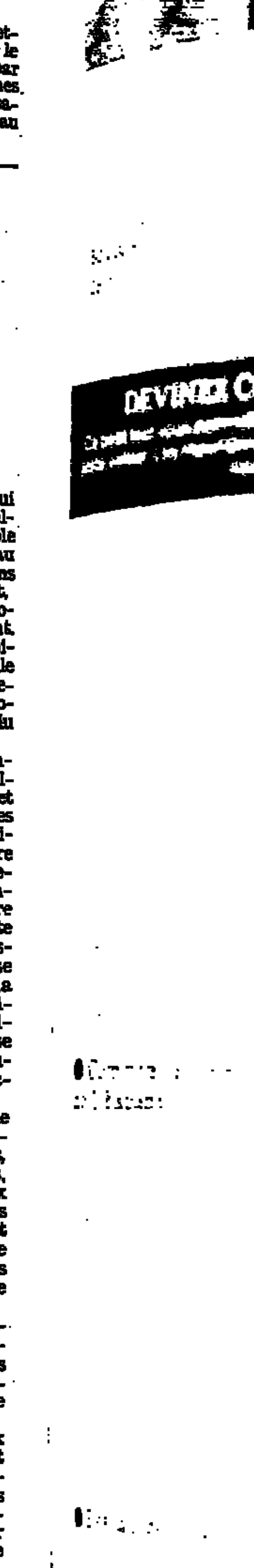
● LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE, M. ROWLING, a formé, mardi 10 septembre, son gouvernement, qui comprend les mêmes hommes que celui de M. Kirk, décédé le 31 août, mais qui est quelque peu remanié. Ministre des finances dans le gouvernement Kirk, M. Rowling assurera, comme son prédécesseur, les fonctions de ministre des affaires étrangères. Il a confié au vice-premier ministre, M. Tizard, le ministère des finances. M. Watt, ancien vice-premier ministre, conserve le portefeuille des travaux publics et du développement, mais perd celui de l'emploi, confié à M. Faulkner. Celui-ci est remplacé, au ministère de la défense, par M. Billfraser, ancien ministre du logement. — *(Reuter.)*

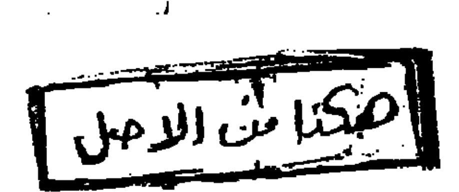
ONU

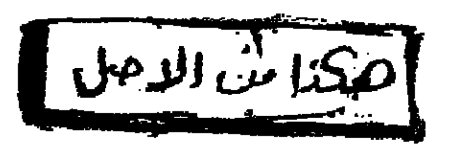
LE PRÉSIDENT FORD S'ADRESSERA LE 18 SEPTEMBRE A L'ASSEMBLÉE DES NATIONS UNIES

Washington *(A.F.P.)*. — Le président Ford a reçu lundi 9 septembre à la Maison Blanche le secrétaire général de l'ONU, M. Kurt Waldheim. La conversation des deux hommes d'État, à laquelle ont participé le secrétaire d'État, M. Henry Kissinger, et le représentant permanent des États-Unis à l'ONU, M. John Scali, a porté essentiellement sur les principaux problèmes figurant à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations unies, qui s'ouvrira le mardi 17 septembre.

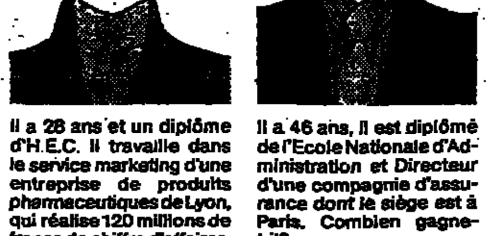
On apprend à cette occasion que le président Ford, accompagné de M. Kissinger, se rendra le 18 septembre à New-York pour prononcer une allocution devant l'Assemblée des Nations unies, dont la session s'ouvre le 17. M. Kissinger reviendra à New-York du 22 septembre au 3 octobre pour participer aux travaux de l'Assemblée et rencontrer plusieurs des ministres des affaires étrangères présents, dont celui de la France. C'est le 23 septembre qu'il présentera à cette Assemblée son exposé de la politique étrangère américaine.

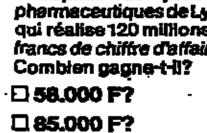












AMÉRIQUES

PORTO-RICO, MAITRESSE CHOYÉE DES ÉTATS-UNIS

II. — Des ombres sur la vitrine

De notre envoyé spécial HENRI PIERRE

Dans un premier article (« le Monde » du 10 septembre), notre envoyé spécial évoquait la prospérité relative de Porto-Rico, qui dispose d'un statut autonome, mais où demeurent de grandes disparités dues à la coexistence de deux communautés séparées par la langue.

La grande majorité de la population de Porto-Rico paraît à première vue satisfaite du colonialisme original sous lequel elle vit : aux dernières élections de 1972, les deux grandes formations politiques, favorables à l'union permanente avec les Etats-Unis, le parti populaire démocrate (P.P.D.) et le parti des néo-progressistes (P.N.P.) ont réuni 95 % des voix. Le parti de l'indépendance (P.I.P.) et les autres groupes qui font campagne pour la rupture des liens constitutionnels avec les Etats-Unis, bien que légèrement en progrès (3 % en 1968), un peu plus de 6 % en 1972 (le Porto Rico Independence Party remportant 3,5 % des voix et les autres petits partis recevant chacun à peu près 1 % des suffrages), restent loin derrière.

Pourtant leur influence échappe à l'arithmétique. Les « *independentistas* » avaient obtenu 19 % des voix en 1952 et 12 % en 1956, *pour tomber à 2,1 % en 1960*. Leur effondrement résultait des progrès accomplis sous l'administration de Muñoz Marin, qui négocia avec le président Truman le statut d'autonomie, avant de signer avec lui un accord économique sans précédent. Mais les électeurs indépendants ne se sont pas volatilisés pour autant. Le nationalisme, le sentiment d'appartenir à une communauté distincte par la culture et la langue, échappe aux statistiques et reste très vivace dans les deux grands partis. « *Les Portoricains sont des réalistes, des pragmatistes* », affirme l'équipe au pouvoir. Mais, si les arguments du portefeuille les poussent dans une direction, ceux du cœur les entraînent vers une autre voie, celle de l'indépendance...

« Estadistas » contre « independentistas »

Le P.P.D. au pouvoir, qui compte beaucoup d'« independentistas » de cœur, sent bien qu'il ne peut ignorer cette tendance profonde : en tout cas, il en fait état auprès de Washington à l'appui de ses demandes. Ce n'est pas par hasard que le gouverneur Hernandez a déclaré un jour qu'à tout prendre, il préférerait l'indépendance à l'intégration, c'est-à-dire à l'entrée de Porto-Rico dans l'Union comme Etat à part entière. Les partisans de cette solution — *les « estadistas »* — *représentent* une force politique importante. Dirigés par l'ancien gouverneur Luis Ferré, homme d'expérience et de qualité, ils ont réuni 44 % des voix en 1972. Sont-ils plus pro-américains que les autres ? Certes, on rencontre chez eux les représentants d'une bourgeoisie d'affaires, étroitement associés aux grands intérêts américains, qui tirent de grands bénéfices de cette « collaboration » économique. Mais, pour la majorité des « estadistas », la formule de l'intégration répond à un désir profond de promouvoir les intérêts économiques et politiques spécifiques de Porto-Rico.

Selon eux, ce que le Congrès de Washington a octroyé, il peut le défaire à tout moment en remettant ainsi en cause les avantages exceptionnels accordés à l'île. La formule « Commonwealth » n'est pas sûre, disent-ils, et ce n'est qu'en devenant un Etat américain comme les autres que Porto-Rico atteindra la stabilité économique et politique : d'abord en bénéficiant, comme les autres Etats, de subventions fédérales importantes, qui permettront l'exécution de grands projets ; ensuite, en mettant fin à la discrimination qui empêche les Porto-Ricains, bien que citoyens américains, de participer pleinement à la vie politique des Etats-Unis ; ils ne peuvent en effet ni élire des représentants qui défendraient leurs intérêts, ni participer au choix d'un président dont les initiatives pourraient peser pourtant lourdement sur leur vie quotidienne...

A Washington, c'est sans enthousiasme qu'on envisage la création d'un cinquante et unième Etat, qui, étant donnée sa forte population, aurait au Capitole, en plus de deux sénateurs, six représentants, soit plus que le Kansas, l'Arizona, le Colorado et quelques-uns des treize Etats fondateurs de l'Union. Un racisme spontané et diffus, stimulé par ce qui se colporte sur la criminalité porto-ricaine à New-York, entretient le doute et les réserves à l'égard d'une communauté ethnique distincte, plus volatile, moins sûre et assimilable que les autres. Le cas d'Hawaï est très différent.

En fait, entre les « estadistas » et les « independentistas », le gouverneur Hernandez et son parti doivent à tout moment démontrer que la formule du Commonwealth reste la meilleure et la plus payante. C'est pourquoi il a demandé, le 27 avril dernier, une révision du statut constitutionnel visant à donner à Porto-Rico une autonomie encore plus large : constatant notamment que certaines initiatives de l'administration fédérale peuvent aller à l'encontre des intérêts porto-ricains, il suggère une formule grâce à laquelle les décisions concernant l'île seraient prises à San-Juan, et non plus dans la capitale fédérale.

Les revendications et griefs de Porto-Rico touchent à des secteurs variés. Concernant par exemple la lutte contre la pollution, on estime à San-Juan que les lois fédérales ne sauraient s'appliquer à une île balayée par les alizés et soumise à des conditions climatiques bien différentes du continent. Les Portoricains voudraient aussi substituer leur contrôle à celui de l'organisme fédéral pour introduire davantage d'émissions éducatives et moins de publicité dans leurs programmes de radio et de télévision. Plus important, ils voudraient être *maîtres de leur politique d'immigration* : trente à quatre-vingt mille cubains anticastristes ont trouvé refuge dans l'île, faisant concurrence aux Portoricains dans certaines professions, et introduisant dans la politique locale un élément d'extrême droite indésirable.

Sur le plan économique, Porto-Rico voudrait posséder sa propre marine marchande pour échapper à la loi américaine, qui réserve exclusivement le fret domestique aux cargos américains et oblige les exportateurs portoricains à payer les hauts salaires des gens de mer américains. Il est moins coûteux d'envoyer de la marchandise à Bombay qu'à Barcelone... Les salaires des Portoricains sont environ de 53 % inférieurs à ceux du continent, ce qui ne manque évidemment pas d'attirer les investisseurs étrangers. Les dirigeants de San-Juan voudraient être assurés qu'ils ne seront pas, comme prévu, obligés de s'aligner en 1978 sur la législation continentale concernant le salaire minimum.

Le gouvernement portoricain voudrait de même traiter directement avec les producteurs arabes d'hydrocarbures. Compte tenu de l'importance des industries pétrochimiques, des fibres, du plastique, le développement économique de l'île dépend très largement d'un accroissement des approvisionnements en pétrole. D'où l'idée de créer sur la côte sud un superport, *représentant un investissement* de cent millions de dollars, en mesure de recevoir cinq cent mille barils par jour. Le projet reçoit des encouragements de Washington où, en revanche, on exprime de sérieuses réserves à l'égard de gestes d'indépendance envisagés à San Juan, comme la participation de Porto-Rico aux négociations commerciales internationales, l'envoi d'un observateur à l'ONU en attendant une admission éventuelle à l'organisation internationale, ainsi qu'à l'organisation des Etats américains. Il est vrai que Porto-Rico y voterait sûrement pour le retour de Cuba.

Crise du Commonwealth

Etant donnée l'importance des investissements américains dans l'île, le gouvernement de Washington devrait répondre positivement aux demandes du gouverneur Fernandez. Mais le Congrès ne paraît pas pressé de donner satisfaction aux Portoricains qui, de leur côté, entendent bien garder les avantages que leur confère leur statut particulier. « *Vous ne pouvez pas gagner sur tous les tableaux...* » disent un certain nombre de congressmen portoricains.

Un comité spécial, créé il y a un an pour étudier les revendications portoricaines et comprenant par moitié des représentants de l'île et de Washington, a mal commencé ses travaux. Le vice-président américain du comité, le sénateur Cook, du Kentucky, a présenté un questionnaire en vingt-huit points reflétant une totale ignorance des aspirations à plus d'autonomie de Porto-Rico et mettant l'île pratiquement en demeure de choisir entre l'intégration ou l'indépendance. Au *même moment, le sénateur* Jackson, de passage dans l'île, jugea utile de rappeler que Porto-Rico était « *une prise de guerre* » à la suite d'une conquête militaire, que l'anglais devait être la langue obligatoire du pays... (« *Une fois pour toutes*, aurait-il dit, *les Porto-Ricains doivent décider s'ils sont avec nous ou contre nous.* »). Mais il ajoutait que s'ils désiraient l'indépendance, elle ne pourrait leur être constitutionnellement accordée. A cela s'est ajoutée la rupture, sur l'ordre du Pentagone, de longues négociations en cours entre San-Juan et la marine américaine au sujet du terrain d'essais de l'îlot de Culebra.

Tout cela n'a pu que raviver les sentiments nationalistes et renforcer la conviction d'un très grand nombre de Porto-Ricains que Washington entend maintenir l'île en tutelle.

Il est significatif que certains membres influents du parti majoritaire et de l'opposition aient alors suggéré de réunir une convention constitutionnelle qui discuterait du statut politique de l'île et aurait à choisir entre les formules du Commonwealth, de l'intégration et de l'indépendance. Certains même voudraient saisir le congrès de Washington et peut-être même les Nations unies...

Ainsi l'île est entrée dans une période d'effervescence politique. Certes, celle-ci est encore assez modérée pour ne pas affecter le *tourisme qui représente 5 % du* produit national brut. Mais, à coup sûr, l'incompréhension et l'indifférence du Congrès de Washington servent davantage la cause de l'indépendance que l'action des « independentistas », réunis dans des groupes et partis de faible importance et divisés sur les méthodes. A côté des « *commandos armés pour la libération* », partisans de l'action violente, on trouve des marxistes favorables à un socialisme portoricain, dirigés par M. Juan Meribras, tandis que M. Ruben Berrios, aujourd'hui sénateur à la législature locale, jeune professeur formé à Oxford, jadis partisan de l'action violente, s'inspire du modèle chilien pour envisager un socialisme à visage humain acquis dans un délai encore imprévisible par les bulletins de vote.

La République de Porto-Rico n'est pas pour demain ni peut-être pour après-demain. Sans expérience des problèmes coloniaux, l'oncle Sam avait trouvé et réussi une formule jusqu'à présent heureuse, celle du Commonwealth. En refusant les concessions nécessaires, va-t-il abîmer la belle vitrine publicitaire donnée en exemple aux pays de l'Amérique latine ?

FIN

CORRESPONDANCE

Les relations avec les États-Unis

A la suite de l'article de Dominique Torrès, « Les Portoricains du silence », nous avons reçu de M. Luis Ferré, gouverneur de Porto-Rico de 1968 à 1972, une lettre dont nous extrayons les passages suivants :

« (...) Porto-Rico n'a pas été cédée par l'Espagne aux Etats-Unis en 1917, mais en 1899 après une guerre au cours de laquelle la population a accueilli les troupes américaines en libérateurs. Avec le régime américain apparurent aussitôt une organisation sanitaire et un enseignement public. (...) Un gouvernement à représentativité limitée fut institué.

» En 1917, le Jones Act apporta la citoyenneté américaine aux Portoricains, à la demande de tous les partis politiques de l'île.

» En 1946 fut nommé le premier gouverneur de souche portoricaine et, depuis 1948, le gouverneur est élu. En 1950, une convention constitutionnelle portoricaine vota l'actuel statut de l'île.

» Les partis politiques ne sont pas interdits. On compte actuellement trois forces principales : le parti populaire, qui a obtenu 51 % des voix aux élections de 1972 ; le nouveau parti progressiste (43 % des voix) et un groupe de petits partis favorables à l'indépendance (6 % des voix). Même le parti communiste est autorisé. Tous les partis reçoivent du gouvernement une subvention égale pour leur campagne électorale.

» Si les Portoricains ne participent pas à l'élection présidentielle américaine, c'est qu'ils ne l'ont pas voulu. Le président Nixon avait désigné, sous mon administration, une comission chargée d'étudier cette possibilité. Elle émit un avis favorable, mais le Sénat de Porto-Rico, contrôlé par le parti d'opposition — au pouvoir aujourd'hui — refusa d'approuver le projet de référendum.

» La protection des droits civiques à Porto-Rico est absolue. Notre système judiciaire est indépendant de toute influence politique. De nombreux membres des partis favorables à l'indépendance ont été arrêtés pour tentative d'attentat à la bombe. Ils ont tous reçu la protection de la loi, et ont été relâchés pour la plupart. M. Carlos Felicioni — appelé Carlo Filipiano dans l'article du *Monde*, — qui avait été accusé d'avoir tué un policier et s'était enfui au Canada, revint de son plein gré à Porto-Rico et fut acquitté. Le système de la liberté sous caution est pratiqué.

» Le revenu par tête à Porto-Rico est d'environ 1 900 dollars (9 500 francs), c'est-à-dire qu'il est deux fois plus élevé qu'en Espagne et le plus élevé de toutes les nations hispanophones (...). Les dépenses sociales y sont évaluées à 200 dollars (1 000 francs) *par personne et par an, chiffre* supérieur à la totalité des dépenses publiques par habitant et par an de toutes les républiques d'Amérique latine. On compte un étudiant pour cinquante habitants, ce qui est plus qu'en France. (...)

» Les Portoricains établis aux Etats-Unis peuvent participer à toutes les élections, même quand ils ne parlent pas l'anglais. Des fonds ont été affectés à l'établissement d'un système d'éducation bilingue dans plusieurs Etats américains. Dans certains d'entre eux, les bulletins de vote et d'autres documents publics sont rédigés dans les deux langues.

» Les Portoricains installés aux Etats-Unis et qui connaissent des difficultés sont ceux qui ne parlent pas l'anglais. Tous ceux qui parlent bien l'anglais ont pu obtenir un emploi satisfaisant. Des millions de Portoricains voyagent chaque année entre l'île et le continent (...). »

Le département d'État dément une nouvelle fois toute intervention dans la politique chilienne

Washington (*A.F.P., A.P., Reuter*). — Le département d'Etat, dans une déclaration faite le lundi 9 septembre par son porte-parole, a réaffirmé que le gouvernement de Washington n'était pas intervenu contre le régime de *l'Unité populaire au Chili, malgré* les révélations de différents journaux. Le *New York Times* et le *Washington Post* avaient cité, dans leur édition de dimanche, une déposition de M. William Colby, directeur de la C.I.A., devant une sous-commission parlementaire, au cours de laquelle ce fonctionnaire avait reconnu que plus de 8 millions de dollars avaient été consacrés à lutter contre les candidatures à la présidence de M. Salvador Allende et, plus tard, contre son gouvernement (*le Monde* du 10 *septembre*).

« *Nous nous en tenons aux déclarations antérieures* », s'est borné à déclarer M. Robert Anderson, le porte-parole du département d'Etat. Il faisait ainsi notamment allusion au témoignage de M. Edward Korry, ancien ambassadeur des Etats-Unis au Chili qui a affirmé sous serment que « *les Etats-Unis n'ont pas cherché à faire pression, à influencer un seul membre du Congrès chilien à n'importe quel moment des quatre années de mon séjour* ».

Lundi, un quotidien de la capitale fédérale, le *Washington Star News*, a cité des déclarations de plusieurs fonctionnaires sur le rôle *joué par le comité spécial* du Conseil national de sécurité et M. Kissinger dans cette affaire. Selon l'un d'eux, M. Kissinger « *a présidé chacune des réunions du comité à partir du jour où il est arrivé à Washington, et la C.I.A. n'a rien fait au Chili sans l'autorisation du comité* ». Ce comité spécial, plus connu sous le nom de « comité des quarante », est un organe secret du Conseil national de sécurité. Il se compose, notamment, du secrétaire d'Etat, du directeur de la C.I.A., du président des chefs d'état-major interarmes, du sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, et du secrétaire adjoint à la défense.

● *Un meeting de solidarité* avec la résistance chilienne, est organisé, mercredi 11 septembre à 20 heures, au Palais des congrès (porte Maillot), — et non pas au Palais des sports, comme cela avait été annoncé précédemment.

Le pardon accordé à M. Nixon ouvre une brèche dans la popularité de M. Gerald Ford

L'ancien président démissionne du barreau

L'avocat de M. Nixon, Mᵉ Dean Butler, a annoncé, le lundi 9 septembre, que son client avait décidé de démissionner du barreau de Californie. Dans une lettre adressée au président de l'Association des avocats californiens, Mᵉ Butler indique brièvement que M. Nixon a décidé de quitter le barreau, car ses activités futures seraient sans rapport aucun avec celles d'un juriste. Cette décision de l'ancien président va rendre sans objet les enquêtes entreprises par le barreau de Californie et celui de l'Etat de New-York sur le rôle de M. Nixon dans le scandale du Watergate et qui auraient pu entraîner son exclusion de l'ordre des avocats.

De notre correspondant

Washington. — Pour la première fois depuis son accession au pouvoir, le président Ford a été hué à Pittsburgh, tandis qu'à travers tout le pays et dans la capitale sa décision d'accorder à M. Richard Nixon une grâce « *complète, absolue et sans condition* » a provoqué de vives réactions d'hostilité. La Maison Blanche a été inondée de télégrammes dans leur grande majorité très critiques à l'égard de l'attitude du président Ford tandis qu'au Congrès les sénateurs démocrates dénonçaient vigoureusement la mesure de grâce comme contraire au principe de l'égalité devant la loi, et qui aura, selon eux, pour effet d'empêcher à jamais de déceler la vérité dans l'affaire du Watergate. L'initiative présidentielle exclut en effet qu'une réponse claire et nette puisse être donnée à la question fondamentale : « M. Richard Nixon est-il ou non coupable, et à quel degré, et de quel crime ? » Lui-même n'a rien avoué, concédant seulement des erreurs de jugement.

Sans doute plusieurs parlementaires ont-ils suggéré que la commission judiciaire de la Chambre rouvre la procédure d'*impeachment*, interrompue le 9 août dernier par la démission de M. Nixon. Mais M. Rodino, président de cette commission, a franchement exclu cette possibilité. De *même, le procureur spécial* Jaworski ne paraît nullement disposé à poursuivre, comme l'y invite un groupe de sénateurs, l'instruction qui a désigné M. Nixon comme « complice non inculpé ». Aussi bien, M. Lacovara, premier adjoint du procureur Jaworski, conscient de l'inutilité de tous ses efforts, a donné sa démission. En fait, le Congrès n'a pas d'autre choix que d'encaisser tant bien que mal la décision du président Ford. Mais sûrement la « lune de miel » entre le Capitole et la Maison Blanche est interrompue, et le président a subi un échec sévère dans son entreprise de réconciliation. Il peut, certes, compter sur le soutien fidèle de la grande majorité des républicains, mais les démocrates lui refusent la coopération qu'il souhaitait. M. Ford peut maintenant craindre que les démocrates n'étendent leurs critiques à la politique générale du nouveau gouvernement, dans le domaine économique notamment.

Le président ne pouvait pas ne pas prévoir les réactions négatives d'une nette majorité du Congrès, de la presse et de l'opinion. Pourquoi alors cette initiative soudaine en contradiction avec tout ce qu'il avait dit *antérieurement ? Le sénateur républicain* Griffin, proche du président Ford, a déclaré lundi que l'état de santé « *physique et morale* » de M. Nixon préoccupait sérieusement son successeur (1).

Les déserteurs

Mais les observateurs pensent que la décision présidentielle a été déterminée par un froid calcul d'homme politique. Mieux valait pour M. Ford affronter le Congrès et l'opinion immédiatement, même au risque d'affaiblir sa position extrêmement favorable, plutôt que de laisser traîner les choses en longueur. A tout prendre, mieux valait diminuer les chances des républicains aux élections générales de novembre prochain que celles de l'équipe Ford-Rockefeller à l'élection présidentielle de 1976. En d'autres termes, le chef de l'Etat a pris un risque calculé, spéculant sur la courte durée de la tempête politique et sur l'oubli de l'opinion.

Prudemment, il a ajourné à une date non précisée sa décision sur le programme d'amnistie conditionnelle envisagée pour les déserteurs et insoumis de la guerre du Vietnam. La raison officielle est que le président, engagé dans les négociations qui ont abouti à la mesure de grâce en faveur de M. Richard Nixon, n'a pas eu le temps de s'occuper de ce problème. Et le porte-parole de la Maison Blanche a laissé entendre que le pardon pour M. Nixon était plus important que l'amnistie pour les jeunes déserteurs et insoumis de la guerre du Vietnam.

En fait, au lendemain d'une décision extrêmement controversée, le président Ford n'a pas jugé utile de provoquer une nouvelle tempête. De toute façon, il va mécontenter de larges secteurs de l'opinion publique. Déjà les organisations représentant les jeunes déserteurs et insoumis *réclament le même pardon complet*, absolu et inconditionnel. C'est là un avis partagé par un grand nombre d'Américains. Mais un nombre probablement plus important d'Américains estiment que le président se montre trop compatissant envers ces jeunes considérés comme des traîtres. Dans ce contexte, il est normal que le chef de l'exécutif ajourne sa décision sur un problème qui traumatise l'opinion. — H. P.

(1) Cependant l'agent littéraire de M. Nixon, M. Irving Lazar, qui a rencontré l'ancien président au cours du week-end, a déclaré le lundi 9 septembre : « *M. Nixon est bronzé et en très bonne forme.* »

LES SCRUPULES DE M. TERHORST

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Gerald terHorst, qui a démissionné dimanche de son poste quelques heures après la déclaration de M. Ford accordant un « pardon total » à M. Nixon, a justifié sa décision par des scrupules moraux.

« Le président — a-t-il dit — a agi selon sa conscience en amnistiant son prédécesseur ; j'ai estimé nécessaire d'agir également selon ma conscience en démissionnant. » Il a ajouté qu'à son avis le pardon doit être équitable. Or les anciens collaborateurs de M. Nixon sont soit en prison, soit inculpés, et « je sais que ma crédibilité en tant que porte-parole aurait été difficile à soutenir... en l'absence d'une décision semblable en faveur de personnes ayant une position inférieure dans la vie ».

Lors du remaniement de la direction du parti républicain par M. Ford le 4 septembre, M. terHorst avait déjà manifesté son mécontentement parce qu'il n'avait pas été prévenu des intentions de M. Ford. Il avait rappelé que, lors de son entrée à la Maison Blanche, M. Ford avait promis de ne pas faire de secrets. Dans ces conditions, le porte-parole avait *estimé qu'il n'avait pu faire* son travail convenablement et avait mal informé la presse.

M. terHorst, ami de longue date de M. Ford, a repris son ancien métier de journaliste au « Detroit News ». Il a été remplacé par un porte-parole intérimaire, M. John Hushen, qui, selon la Maison Blanche, devrait être titularisé dans cette fonction. M. Hushen est, comme son prédécesseur, originaire de l'Etat du Michigan, où il a été journaliste à Detroit. Agé de trente-neuf ans, il était auparavant porte-parole du ministère de la justice sous la présidence de M. Nixon. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)

● *La question d'une rencontre* entre les présidents Giscard d'Estaing et Ford a été évoquée depuis quelque temps et le sera encore lors de la visite de M. Sauvagnargues aux Etats-Unis, a déclaré lundi 9 septembre le porte-parole du ministre des affaires étrangères. En ce qui concerne le lieu et la date d'une telle rencontre, rien n'est encore décidé, a-t-il ajouté. M. Sauvagnargues se rendra le 22 septembre à New-York, pour l'Assemblée générale de l'ONU, et sera le 27 à Washington.

PROCHE-ORIENT

SE FONDANT SUR UN ASSOUPLISSEMENT DE L'ATTITUDE SOVIÉTIQUE

Les autorités israéliennes espèrent accueillir soixante mille immigrants en 1975

De notre correspondant

Jérusalem. — « *Le pouvoir de dissuasion d'un million supplémentaire de juifs en Israël est plus efficace que celui de nouveaux Phantom et de missiles.* »

M. Pinhas Sapir, qui a tenu ces propos, est tellement convaincu de l'importance que revêt l'immigration qu'il a renoncé à toutes les positions-clés qu'il occupait au gouvernement et au parti travailliste pour se consacrer à la tâche de faire venir en Israël le plus grand nombre possible de juifs. Président de l'Organisation sioniste mondiale et de son exécutif, connu sous le nom de l'Agence juive depuis juin dernier, l'ancien ministre des finances a tenu à préciser le jour même de son élection qu'il entendait réserver l'essentiel de son temps à l'Alya (la montée vers Israël) et a pris personnellement la direction du département de l'immigration.

Ce département, le plus important de l'Agence juive, est un imposant appareil qui depuis quelques mois tourne presque à vide. Mais cet appareil, quoi qu'il en coûte, doit être toujours en parfait état de marche. Il étend ses ramifications partout dans le monde où il y a des juifs, et si, pour quelques raisons que ce soit, le contact direct avec les communautés juives n'est pas possible, c'est dans la périphérie que s'installent les représentants des services de l'Alya. Là ils attendent l'arrivée de ceux qui ont été autorisés à quitter leur pays d'origine ou qui ont réussi, en affrontant de grands périls, à franchir les frontières que l'on refusait de leur ouvrir.

En septembre 1973, l'action d'un commando palestinien contre un convoi d'immigrants à la frontière austro-tchécoslovaque a jeté une lumière crue sur le centre d'accueil de Schœnau, près de Vienne. Ce centre, fermé sur l'ordre du chancelier Kreisky, en échange de la libération des otages, trois immigrants juifs d'U.R.S.S. et un douanier autrichien, assurait le transfert vers Israël de la quasi-totalité des juifs autorisés à quitter l'Union soviétique.

Le bon vouloir du Kremlin

L'activité de ce centre d'accueil en Autriche dépend uniquement du bon vouloir du Kremlin. Depuis quelques mois, les visas de sortie ont été octroyés en nombre considérablement réduit, et comme c'est essentiellement d'Union soviétique que proviennent les immigrants — ou « olim » — le dispositif de l'Agence juive fonctionne au ralenti. Ce dispositif avait été prévu pour l'accueil et le transfert durant l'année en cours de soixante à soixante-dix mille immigrants. Or, du 1er janvier au 31 juillet, on n'a compté que dix-neuf mille six cents « olims ». On estime à cent vingt mille le nombre de personnes qui, en Union soviétique, sont en possession du certificat d'hébergement d'un parent en Israël, certificat qui devrait leur permettre d'obtenir un visa de sortie. En réalité, nul n'ignore que la délivrance d'un tel visa n'est pas décidée conformément aux réglementations soviétiques, mais uniquement en fonction de calculs politiques.

Ces calculs ont entraîné une ouverture, assez inattendue d'ailleurs, du robinet de l'immigration en 1971, pour ensuite provoquer une réduction très considérable du début à la fin de l'année 1973. Et il est fort possible que la conjoncture politique, qui prend naissance aux points de rencontre des intérêts russo-américains, redevienne *favorable* à l'immigration des juifs. L'action du sénateur Jackson demandant que la signature d'accords économiques américano-soviétiques soit conditionnée par la reconnaissance du droit des juifs à quitter l'U.R.S.S. n'est certainement pas étrangère aux bonnes dispositions que, paraît-il, les dirigeants de Moscou manifesteraient déjà.

Selon des informations parvenues à Jérusalem le 6 septembre, les Russes autoriseraient bientôt le départ annuel de cinquante mille juifs vers Israël. Ce chiffre serait augmenté au bout de deux ou trois ans. En tout cas, les plans d'accueil en Israël pour l'année 1975 sont basés sur une prévision de soixante mille immigrants, et aux bonnes dispositions que le pays serait même prêt à recevoir cent mille immigrants par an. Lorsqu'on a demandé au nouveau président de l'Agence juive où il trouverait, en cette période de grandes difficultés économiques, les moyens de réaliser une telle entreprise, il a répondu : « *En 1948, nous étions ici six cent cinquante mille juifs démunis de tout et, en trois ans, nous avons accueilli plus de deux cent cinquante mille immigrants qui étaient encore plus pauvres que nous. Aujourd'hui nous sommes plus de trois millions et notre situation n'est pas comparable à celle qui était la nôtre en 1948.* »

Les immigrants sont classés en deux catégories. Il y a ceux qui viennent des pays dits de « détresse » et ceux qui arrivent de pays « libres ». Les premiers ont toujours été, bien entendu, les plus nombreux. Les seconds n'ont représenté qu'un très faible pourcentage dans le mouvement d'immigration de ces deux dernières années. Dans les six premiers mois de 1974, on n'a compté que mille trois cent soixante-quatre immigrants des Etats-Unis, mille huit cent cinquante-huit d'Amérique latine et mille deux cent soixante-trois d'Europe occidentale, dont cinq cent cinquante-cinq de France. Pour la période correspondante de l'année 1973, les chiffres étaient supérieurs : Etats-Unis, deux mille cinquante ; Amérique latine, deux mille six cent soixante-quinze ; Europe occidentale, mille trois cent soixante-cinq, dont cinq cent quarante-trois de France. Les immigrants venus de France sont, dans la proportion de 75 %, originaires d'Afrique du Nord.

« Ceux qui descendent »

S'il y a des « olim » qui arrivent en Israël, il y a ceux qui le quittent et que l'on appelle avec mépris les « yordim » (« *ceux qui descendent* »). Combien sont-ils ? Pour beaucoup d'Israéliens, leur nombre serait énorme et dépasserait de très loin, certaines années, celui des « olim ». Il est vrai qu'un tel phénomène s'est produit pendant la vague d'immigration qui a amené, au début de ce siècle, David Ben Gourion : 90 % des « olim » ont alors préféré aller faire carrière sous des cieux plus cléments.

Mais, depuis, la proportion s'est considérablement réduite, et on ne compte plus dans le « reflux » qu'une moyenne de 8 % sur un total de un million cinq cent mille immigrants arrivés en Israël depuis le 15 mai 1948, date de la création de l'Etat juif.

« *Il est impossible de connaître le nombre exact de « yordim »*, nous dit M. Yehouda Dominitz, qui, malgré son jeune âge, est l'un des plus anciens dirigeants des services d'immigration, *car il est très rare qu'un partant déclare s'en aller définitivement. De telles déclarations étaient faites lorsqu'elles facilitaient l'obtention d'un visa de sortie, dans les premières années de l'Etat. Mais depuis l'abolition de cette formalité, il est impossible de savoir qui part définitivement. Pour les nécessités de la statistique, il a été décidé, arbitrairement, de considérer comme « yored » tout Israélien absent du pays pendant plus de deux ans et qui ne s'est pas fait enregistrer à un consulat. Il a été établi, de la sorte, que, de mai 1948 à décembre 1971, près de deux cent mille Israéliens avaient quitté le pays définitivement* ».

Parmi ces « yordim », certains n'ont jamais été des « olim » puisqu'ils étaient nés dans le pays et, souvent, de parents... arabes.

ANDRÉ SCÉMAMA.

M. SAUVAGNARGUES VISITERA BEYROUTH ET AMMAN AU MOIS D'OCTOBRE

M. Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, ira en visite officielle à Beyrouth, les 19 et 20 octobre et à Amman les 21 et 22 octobre, a annoncé lundi 9 septembre un porte-parole du ministère des affaires étrangères. Il est également envisagé que le ministre aille en visite officielle en Israël le 31 octobre et le 1er novembre, mais ces dates ne sont pas encore définitives, a-t-il ajouté (*le Monde* du 7 septembre).

On précise, au sujet de cette visite en Israël, qu'elle donnera lieu à des échanges de vues généraux. Quant au problème de ventes d'armes — a ajouté le porte-parole, — il sera, en raison de son caractère technique, examiné selon les procédures naturellement prévues dans le communiqué sur la levée de l'embargo.

Construit dans l'ancien secteur jordanien de Jérusalem

Le lycée René-Cassin a été inauguré en l'absence de l'ambassadeur de France

De notre correspondant

Jérusalem. — Si, en arrière-plan de l'inauguration, vendredi 6 septembre, de l'aéroport « international » de Jérusalem, les rapports israélo-allemands apparaissaient sous un jour défavorable (*le Monde* du 8-9 septembre), une autre cérémonie, à Jérusalem, lundi 9 septembre, a provoqué des grincements de dents en ce qui concerne, cette fois, les rapports israélo-français.

Ce lundi, en effet, a été inauguré à Jérusalem le lycée de l'Alliance israélite universelle, vénérable association française fondée à Paris en 1860, afin de « *contribuer à l'émancipation et au progrès moral des israélites* », essentiellement dans les pays du bassin méditerranéen. C'est peut-être la première fois dans l'histoire de l'Alliance israélite que l'une de ses écoles est inaugurée en l'absence d'un représentant officiel de la France.

Le nouveau lycée, qui porte le nom du professeur René Cassin, est située au-delà de la ligne de démarcation qui coupait en deux Jérusalem jusqu'en juin 1967, et on a craint, à Paris, que la présence d'un représentant de l'ambassade de France à la cérémonie ne donne lieu à des interprétations sur la position de la France au sujet du statut de Jérusalem.

L'ambassadeur, M. Jean Herly, est allé accueillir à sa descente d'avion M. René Cassin, président de l'Alliance israélite universelle, et a assisté à un dîner en son honneur à Jérusalem, mais n'a pas participé à l'inauguration.

Il s'en est fallu, paraît-il, de quelques mètres de terrain pour éviter cette ombre à une cérémonie — égayée par les flonflons de l'orphéon municipal — qui a été un hommage à M. René Cassin et à l'œuvre accomplie par l'association créée à Paris par Adolphe Crémieux. Si l'école avait été construite à une distance de 10 mètres à 50 mètres plus à l'ouest, elle aurait été dans les limites « permises ».

Prenant la parole à la fin de la cérémonie d'inauguration, M. René Cassin a surpris beaucoup de ses auditeurs en rappelant que c'est sur les « *impérieuses recommandations* » du général de Gaulle à Londres, en pleine guerre, qu'il avait été amené à accepter la présidence de l'Alliance israélite universelle. — A. Sc.



POLITIQUE

Lyon à l'heure du conseil des ministres

Lyon. — En voyage officiel à Lyon le 31 janvier 1974, M. Pierre Messmer, alors premier ministre, avait inscrit à son programme un survol de l'agglomération en hélicoptère. M. Giscard d'Estaing, *en décidant* de tenir dans cette ville le conseil des ministres du 11 septembre, a fait savoir que ce serait pour lui et les membres du gouvernement l'occasion de rencontrer « *les Lyonnais chez eux* ». De toute façon, en moins de huit mois, les soucis et les aspirations d'une cité n'ont guère eu le temps de beaucoup changer.

Sans doute, si l'on se réfère aux résultats de l'élection présidentielle de mai dernier, le département du Rhône en général et Lyon en particulier ont pu être pour M. Giscard d'Estaing des sujets de satisfaction. Ils ont accordé respectivement au président de la République actuel 52,71 % et 56,14 % des suffrages de leurs électeurs. Mais, là comme ailleurs, ceux qui ont donné leur voix ne se contenteront pas forcément d'avoir en récompense le privilège d'un conseil des ministres.

Certes, Lyon bouge et on s'en aperçoit. Après le chantier du nouveau quartier de la Part-Dieu, en cours d'achèvement sur la rive gauche du Rhône, baptisé peut-être hâtivement le premier centre de décision régionale, un autre s'est ouvert de Perrache aux Brotteaux, pour la réalisation de la première ligne d'un métro qui ne va pas toujours sans criailleries. Il y a les opposants politiques à cette entreprise qui continuent de dire qu'il aurait été préférable d'en faire bénéficier d'abord les habitants des régions périphériques. A eux se sont ajoutés les commerçants et les boutiquiers de ce centre. Jour après jour, les travaux nécessités par le déplacement des canalisations de toute sorte avant même le creusement des galeries proprement dites bouleversent en général des rues étroites, les interdisant à la circulation et du même coup éloignant une bonne part de clientèle. Alors pleuvent les doléances et avec elles les demandes d'indemnisation et les instances devant le tribunal administratif.

Autre sujet de rogne, la construction sur le cours de Verdun, devant la gare de Perrache, d'un ensemble de béton, dont le précédent préfet de région, M. Jacques Pelissier, avait paru horrifié, au point de le comparer à un blokhaus de la défunte ligne Maginot.

Ce qui est sûr, c'est que ce vaste ensemble, qui réunira une gare routière, la première station de métro, un centre commercial et des parcs de stationnement, a incontestablement isolé les nombreux hôtels voisins de la gare en drainant sous lui la circulation automobile, puisque la première raison d'être de cet ouvrage est d'assurer à cet endroit la jonction entre les autoroutes A 6 et A 7, ce que M. Pradel, le maire de la ville, appelait une liaison Paris-Marseille sans feux rouges.

Aussi bien les Lyonnais trouvent-ils là, s'agissant de leur ville, des sujets de conversation plus abondants et surtout plus conséquents que ceux que peut susciter la tenue d'un conseil des ministres. Ils n'oublient pas non plus que les impôts locaux qui leur sont demandés augmentent avec une belle régularité et qu'en 1974 ils auront payé 9,85 % de plus qu'en 1973 au titre du département du Rhône, 8,75 % de supplément au titre de la communauté urbaine et 15 % à celui de la ville de Lyon proprement dite.

Pourtant, le temps des projets n'est pas révolu. Déjà devant M. Messmer, en janvier, M. Pradel avait dressé le copieux catalogue des « *besoins pressants de Lyon et de sa communauté urbaine* ». Déjà il avait clairement demandé que l'on songe, à Paris, à la nécessité d'une extension de son métro, au contournement autoroutier de sa ville par l'est et même par l'ouest. Et il avait plaidé pour que le tracé du turbotrain Paris—Lyon, dont la gare sera à La Part-Dieu, soit un tracé direct, sans toucher Dijon.

Quant à M. Poniatowski, alors ministre de la santé publique et de la sécurité sociale, devant lequel le maire de Lyon plaidait pour la construction d'un nouvel hôpital, invoquant la surpopulation de ceux qui existent déjà, il avait répondu que le financement d'un tel établissement pouvait être envisagé, mais en ajoutant « *qu'aucune construction hospitalière importante ne devait avoir lieu sans que soit assurée préalablement la formation du personnel soignant nécessaire* ».

Le président de la République et les membres du gouvernement d'aujourd'hui, s'ils entendent rencontrer les Lyonnais chez eux, risquent fort de voir réitérer ces demandes.

Et puis, rencontrer les Lyonnais, ce n'est pas seulement rencontrer ceux qui dans la cité ont pignon sur rue. Il serait en tout cas intéressant pour le président de la République d'aller par exemple à l'écoute de ces comités de quartier qui se font de plus en plus nombreux dans les communes de la périphérie, même s'il peut leur arriver de se montrer quelquefois brouillons, désordonnés.

Des assemblées régionales trop discrètes

La mise en place des assemblées de la région Rhône-Alpes n'avait certes pas été inintéressante. On avait même assisté à cette occasion *au début de janvier 1974 à une* sorte de préfiguration en miniature de ce qui allait se passer cinq mois plus tard au plan national, c'est-à-dire à une alliance autour des réformateurs et des républicains indépendants, au détriment de l'U.D.R., pour la conquête des postes principaux et la composition des commissions. Dans l'élaboration de cette tactique, deux hommes s'étaient d'ailleurs affirmés chefs de file, MM. Michel Durafour, maire de Saint-Etienne et député réformateur de la Loire, et Gérard Ducray, député républicain indépendant du Rhône. Le premier se retrouve aujourd'hui ministre du travail, le second secrétaire d'Etat au tourisme.

Cependant, passées ces intrigues politiques passionnées, le conseil régional de Rhône-Alpes reste à la recherche de son second souffle. La rareté des sessions, leur brièveté aussi, la modicité voulue d'un budget fixé pour 1974 à 29 100 000 francs font que l'on n'a pas encore vu s'instaurer à cette assemblée un débat à la dimension vraiment régionale. L'opposition de gauche l'avait demandé à l'occasion précisément de la visite que fit M. Pierre Messmer. Le premier ministre n'en avait pas voulu et tout au plus, après le discours qu'il avait prononcé ce jour-là, et une fois qu'il fut parti, *certains conseillers, dont M. Michel* Durafour, se retrouvaient pour dire qu'ils n'étaient pas d'accord avec son interprétation de la loi instituant les assemblées régionales et qu'ils entendaient envisager une discussion sur ce chapitre, c'est-à-dire celui de leur propre compétence. Depuis, il n'en a plus été question. Pourtant les problèmes demeurent, qui doivent un jour ou l'autre apparaître à l'ordre du jour. Ainsi en va-t-il de l'examen du dossier de l'aménagement en zone industrielle de la plaine de l'Ain, à l'est de Lyon. Telle encore cette querelle sur l'extension de Lyon vers l'est alors que l'ouest du département du Rhône gémit d'être ignoré et de ne dépendre, hors l'agriculture, que de la seule industrie textile dans des localités comme Tarare, Cours ou Thizy. Et puis c'est encore, à Annonay, l'affaire des tanneries et, à Romans, la crise de la chaussure, mal résolue. Et sans doute, aux confins de la Drôme et du Vaucluse, on ne peut ignorer tout ce que va comporter pour son équilibre la réalisation de l'usine d'Eurodif, dont se prépare le chantier. Vers l'est, c'est la réalisation du réseau des autoroutes alpines qui se poursuit normalement (ouverture de la section Lyon-Chambéry en novembre prochain). Il s'agit toujours de savoir si, au bout du compte, et en dépit du futur aéroport de Lyon-Satolas, petit Roissy pour dimension régionale, l'attrait genevois ne restera pas plus fort que celui de Lyon pour les Savoyards et les Haut-Savoyards.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Une certaine indifférence de l'opinion

Lyon. — *L'idée que le conseil des ministres du 11 septembre va se tenir dans leur ville n'a pas monté à la tête des Lyonnais. Ils affecteraient même volontiers de ne pas s'en soucier, entendons tout au moins ceux qui se déplacent à pied ou empruntent les autobus des transports en commun. De l'événement, ils se plaisent davantage à souligner les inconvénients qu'ils redoutent d'en éprouver : embarras de circulation du côté de la préfecture, note à payer sur la feuille d'impôts car, dit-on un peu partout :* « On a beau dire, ces voyages ça coûte cher. »

Si effervescence il y a, c'est donc plutôt du côté de la préfecture qu'il faut aller la chercher. Depuis cinq jours on y a été aux cent coups. On a multiplié les réunions, quitte à devoir défaire à la suivante ce qu'on avait à peu près arrêté à la précédente. Il est vrai qu'avec ce président de la République qui entend étonner, comment prévoir ? Et pour peu que les ministres soient saisis par la contagion...

Du moins sait-on depuis lundi soir qu'ils arriveront en ordre dispersé dès ce mardi, entre 17 et 20 heures, par les vols réguliers d'Air Inter, et que cinq secrétaires d'Etat seulement effectueront le voyage : MM. Rossi, porte-parole du gouvernement, Lenoir, chargé de l'action sociale ; Lelong, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications ; Bord (anciens combattants) et Mme Françoise Giroud (condition féminine).

A quoi les uns et les autres occuperont-ils le premier soir ? C'est un peu une inconnue, encore que l'on sache que, selon leur appartenance politique, ils ne manqueront pas l'entretien, ne fût-ce que pour un bref instant, avec les responsables locaux et régionaux de leurs partis ou formations respectifs.

La vieille préfecture n'hébergera pas, en tout cas, toute la troupe pour cette première nuit. S'il est acquis que le président de la République, ainsi que MM. Jacques Chirac et Michel Poniatowski y trouveront leurs appartements et que leur dîner y est prévu, d'autres iront, si l'on peut dire, loger chez l'habitant. Ainsi, M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, aura son billet de logement chez le premier président de la cour d'appel de Lyon ; M. Jacques Soufflet, ministre des armées, le sien à l'hôtel du gouverneur de la VIII[e] région militaire, avenue Maréchal-Foch ; M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, étant l'hôte du trésorier-payeur général du Rhône, et M. René Haby, ministre de l'éducation nationale, étant logé au rectorat. C'est au cours de cette première soirée que les uns et les autres pourront ainsi s'entretenir avec les représentants de leurs départements ministériels respectifs, à Lyon et dans la région.

Pour ce qui est du conseil proprement dit, on restera dans les heures et coutumes parisiennes. La séance s'ouvrira à 10 heures, mercredi, dans le salon jaune de la préfecture.

La réunion une fois achevée, M. Rossi, porte-parole du gouvernement, fera à la presse le traditionnel compte rendu, mais le principal sujet à l'ordre du jour touchant aux questions sociales, M. Michel Durafour, ministre du travail, se réservera d'expliquer plus longuement, en répondant aux questions des journalistes, les décisions qui auront été prises.

Ayant ainsi travaillé, l'équipe regagnera Paris dans la fin de la journée du 11 septembre, de la même façon qu'elle en était venue, c'est-à-dire par des avions successifs et des vols réguliers. Le chef de l'Etat, dès son retour à l'Elysée mercredi après-midi, recevra M. Colombo, ministre italien du Trésor.

Pour leur part, les partis de gauche ont déjà fait savoir l'appréciation qu'ils portaient sur ce déplacement gouvernemental. Ce n'est pas par hasard que les unions départementales C.F.D.T. et C.G.T. du Rhône devaient tenir ce mardi à 17 heures, à la Bourse du travail, une conférence de presse à propos de laquelle elles ont déjà fait connaître que « de larges délégations des branches professionnelles du département et des entreprises en lutte dans notre région apporteront une preuve concrète de la détermination des travailleurs pour voir aboutir leurs revendications et rappelleront ainsi au gouvernement et à ses ministres présents à Lyon leurs responsabilités face à ces problèmes ».

J.-M. Th.

La monarchie du 27 mai

(Suite de la première page.)

Que cela ait figuré ou non à l'agenda de cet été, il est peu de secteurs de la vie nationale que l'Elysée n'ait pas examinés, et examinés *sous l'angle presque exclusif* du changement éventuel de politique à y apporter.

Enfin, troisième atout, la conjoncture française et internationale se prête exceptionnellement bien, depuis précisément les élections législatives de 1973, courtement gagnées, et celles présidentielles de 1974, *encore plus* précaires, à une *politique « bipartisane »* sur bien des grands sujets : le laisser-aller monétaire américain et les jugements de M. Kissinger sur l'Europe trouvent peu de défenseurs, même chez les amis de M. Lecanuet ; les scandales fiscaux mis au jour *depuis deux ou trois ans engagent* tout parti conservateur ou socialiste à une réflexion d'ensemble sur les fonctions de toute nature dont sont obérés ou exemptés les revenus dans notre pays. On pourrait multiplier ces exemples de convergence. A l'inverse, les mêmes incapacités ou les mêmes erreurs frappent d'une même cécité pouvoir et opposition : même impuissance à définir le contenu d' « initiatives » européennes, une fois articulée l'urgence de les prendre ; même souci de toute la classe politique pour rogner, dans la Constitution, ce qui gêne la conservation des avantages individuels ou fonctionnels un moment acquis ; même embarras devant les revendications régionalistes ; mêmes stéréotypes devant l'interrogation des jeunes face, non aux adultes, mais à la vie.

Pour jouer ces atouts, Valéry Giscard d'Estaing dispose d'une grande qualité : il sait apprendre et si son intelligence n'est pas toujours assez prospective, elle excelle par contre à récapituler le passé récent ou plus lointain, en somme à analyser tout événement une fois son dossier constitué. Ainsi, ayant relu sa copie du 25 juillet, le chef de l'Etat comble ses lacunes sur le commerce extérieur et l'inflation en en faisant une bonne part de sa prestation du 27 août. Ainsi, et plus sérieusement, le nouveau président voit dans l'anglomanie excessive de M. Pompidou et dans les dissonances franco-allemandes de ces dernières années, la cause de l'échec des projets européens de son prédécesseur : il renoue aussitôt aussi avec Bonn et les choses lui sont heureusement faciles. Ainsi toujours, il n'oublie pas que les rendez-vous méditerranéens pris par de Gaulle au début de 1969, pour avoir été oubliés par le successeur, ont conduit aux impasses de 1971 : du coup il va rapidement honorer l'invitation de venir à Alger lancée à son prédécesseur. Enfin, ayant médité sur ce point l'expérience de M. Pompidou et le testament de M. Jobert, M. Giscard d'Estaing publie qu'en matière franco-américaine les sommets collectifs et les rencontres trop réglées ne sont plus à faire.

D'où vient cependant que Valéry Giscard d'Estaing risque de manquer sa légitime ambition et de ne demeurer pour l'histoire qu'un homme seulement exceptionnel par le brio de sa carrière ?

Premier handicap : le nouveau président de la République continue depuis qu'il est élu de penser dans le style de sa campagne. Il confond les genres en faisant du slogan le fond de son discours politique et de son image personnelle le ressort de l'activité gouvernementale. Décisifs en période électorale, slogan et image sont au contraire autant de fards masquant les réalités quand il s'agit de la transformer et détournant l'attention quand il faut inciter les Français à se transformer. Répéter à satiété les mots « changement » et « progrès », faire ressasser le « nouveau style » comme préalable à tout commentaire de la radio ou de la presse officielle ou officieuse, rompre avec la tradition dans le cérémonial d'installation présidentielle ou dans la forme de la photographie officielle du chef de l'Etat ne seraient qu'amusement du badaud s'ils ne signifiaient beaucoup plus : une constante confusion entre une fonction par essence permanente et une personnalité par nature éphémère, s'ils n'aboutissaient à l'exact contraire de ce que voudrait imprimer dans les cervelles le nouveau président. Giscard d'Estaing refait l'histoire de son propre passé politique d'une autre manière : du gouvernement de ses deux prédécesseurs *auquel il a pourtant longtemps* participé, il se désolidarise totalement. De sa propre arrivée au pouvoir et d'elle seule, datent le début d'une « ère nouvelle » (déclaration d'entrée en fonctions le 27 mai), une avancée décisive de notre pays dans la voie de la démocratie (« réunion de presse » du 25 juillet), la possibilité du changement enfin (!) offerte aux Français (allocution radiotélévisée du 27 août).

L'enjeu est, en réalité, plus grave que le point de savoir ce que l'histoire, ou seulement l'électeur de 1978 ou d'avant retiendront du nouveau président. Valéry Giscard d'Estaing, depuis qu'il est élu, a déjà montré que ses instruments d'analyse sont défectueux et, plus encore, qu'il se trompe sur les sujets auxquels les appliquer. Les instruments — nous l'avons déjà dit — sont trop formels. Les défauts de notre *administration* sont maintenant projetés au plan gouvernemental, et, puisque le président gouverne, au plan présidentiel. Les questions sont traitées par écrit et par dossier, donc par références et par précédents en fonction desquels seulement on tranche. Guère de place pour le détail vivant, guère de moyen de deviner ce qui ne figure pas dans le dossier. Il n'est que de voir les réactions des intéressés aux différents plans agricole, financier, concernant l'environnement ou l'université, pour se rendre compte que, au-delà même de la bonne volonté éventuelle des auteurs, manque l'information concrète et, sur le terrain qui se mûrit, qui se demande, qui se concerte.

Sur un plan plus strictement politique, le désir annoncé pendant la campagne, et rappelé le 25 juillet, de consulter périodiquement l'opposition a toute chance s'il se concrétise d'être seulement lui aussi formel. C'est pendant la préparation des « *plans Fourcade* » qu'il eût fallu convier à leur lecture préalable MM. Mitterrand et Marchais et leurs jeunes experts, et, pourquoi pas, les vrais critiques que sont MM. Jobert et Charbonnel. C'est pendant la « semaine de réflexion sur la défense » qu'il fallait en discuter avec une opposition qui *a enfin compris* (peut-être mieux que le nouveau pouvoir) la nécessité d'une force nucléaire « indépendante ». Le beau statut de l'opposition, qui sert déjà d'exposé des motifs aux différentes retouches constitutionnelles en gestation — lesquelles n'ont rien à voir, en réalité, avec ce « statut » — *est déjà démenti par cette* absence de consultation au moment utile, et, plus encore, par ces conversations entre le président et le chancelier Schmidt, sans autre témoin qu'un maître d'hôtel ne parlant évidemment pas l'anglais !

Démenti dans ses intentions libérales et novatrices par les formes de sa réflexion, le président risque surtout de se voir constamment doublé par les événements dans sa prétention à être en avance sur eux. Le champ d'action de la politique n'est plus aujourd'hui celui d'antan, où les partenaires se nommaient partis et syndicats. Les scènes politique et sociale sont aujourd'hui figées et la plupart du temps la vraie pièce ne s'y joue plus. Comme en 1789 la politique quitta soudain Versailles pour n'y plus jamais revenir. La scène politique parce que les institutions telles qu'elles sont acceptées par l'opposition et pratiquées par le pouvoir verrouillent la situation et les rapports de force jusqu'aux prochaines élections. Sur la scène sociale, même fixisme : les penchants politiques des grandes centrales syndicales au moment d'une élection font trop oublier que les syndicats restent fidèles à leur vocation réformiste première et acceptent instantanément comme interlocuteur « valable » le nouveau pouvoir quel qu'il soit.

Cette révolution qui fait du sentiment plus que de l'intérêt le moteur des révoltés de notre temps rend multiples et imprévisibles les *risques d'explosion et* les conflits. Elle enlève aussi toute rationalité apparente et toute limite à ces révoltes. En vain a-t-on scellé lourdement les barils universitaires et sociaux de 1968 ; la poudre est maintenant ailleurs : autonomistes, prisonniers, commerçants, paysans, dont on *aurait tort* de ne faire que des « catégories » suivant le discours présidentiel, ont en commun cet été de ne plus croire qu'à la violence. Ce qui est bien le contraire de la foi que l'Elysée voudrait leur inculquer.

La cure de ces exaspérations, de ces idéaux et aussi — reconnaissons-le — de ces égoïsmes, est la tâche du politique d'aujourd'hui. La vraie. Apparemment, c'est un combat dispersé que mènent les divers protestataires et les pouvoirs publics, qui les répriment ou qui leur cèdent à contretemps. En réalité, le nœud qui les lie est la naissance d'*une nouvelle condition humaine*. Toutes ces soifs de liberté individuelle, de dignité personnelle, qui se battent contre des hiérarchies installées, c'est au pouvoir politique de les reconnaître, de les aider et même parfois de contribuer à leur naissance et à leur expression.

S'il ne sait pas discerner et ouvrir ces perspectives, le nouveau pouvoir fondé sur une exaltation personnelle ne sera — après l'interrègne Pompidou — que la monarchie du 27 mai, c'est-à-dire une date de naissance ambiguë, et une manière révolue de gouverner les hommes. Un tel régime, succédant au précédent, usé encore plus vite que la santé de son chef, durerait encore moins et s'effondrerait dans une violence dont personne certes ne veut, mais dont trop peu mesurent la grandissante attraction, à proportion de la désespérance de trop d'entre nous et du scepticisme de presque tous.

B. FESSARD DE FOUCAULT.

COLLOQUE

LA CONFÉRENCE MONDIALE DE L'INSTITUT DE LA VIE A PARIS

Des savants s'interrogent sur les conditions de survie de l'humanité

Deux cent cinquante savants venus de trente-six pays sont réunis depuis le lundi 9 septembre et jusqu'au vendredi 13 septembre à Paris, au Palais des congrès de la porte Maillot, pour une conférence mondiale organisée par l'Institut de la vie (1) *et intitulée : « Vers un plan d'actions pour l'humanité ». Le lundi et le mardi sont réservés aux débats en commission. Cinq assemblées plénières seront organisées à partir de mercredi. Vendredi après-midi, la séance de clôture devrait déboucher sur le vote de résolutions.*

« *Un plan d'actions pour l'humanité* » : la notion paraît vague. Un si grand nombre de savants se réuniraient-ils par simple goût des colloques ? En réalité, l'axe de la discussion, l'enjeu des rapports, c'est la survie de l'humanité. Dans son allocution d'ouverture, lundi matin, M. Marois, président du conseil d'administration de l'Institut de la vie et professeur à la faculté de médecine de Paris, soulignait d'entrée : « *L'homme, être de besoin, subsiste en pillant la planète et rencontre sur le chemin de sa vie la multitude de ses semblables et la rareté des ressources. (...) Voici l'humanité confrontée avec elle-même, avec sa propre survie, son épanouissement et le problème des fins. Voici qu'elle est devenue un seul corps. Unité de destin. Voici qu'elle se heurte à la notion de limite.* »

La conférence organisée par l'Institut de la vie se propose de reprendre — pour l'approfondir — le débat sur la croissance lancé par le rapport du Club de Rome. L'auteur du rapport, M. J. W. Forrester, membre du MIT (Massachusetts Institute of Technology), est d'ailleurs présent à Paris. Devant les dangers que les hommes, par leur nombre et leur technologie, font peser sur leur environnement, les savants réunis au Palais des congrès, se proposent d'organiser le développement. « *C'est l'idée d'organisation qui a constitué le germe initial des travaux de cette conférence* », a déclaré M. Pierre Auger, professeur honoraire à l'université de Paris et ancien directeur de l'Organisation européenne de recherche spatiale, lors de la séance inaugurale. « *organisation de l'avenir humain pour le progrès dans tous les domaines. Et par la volonté raisonnée de l'homme. (...) Il faut que l'homme ne se contente plus de progresser à tâtons, mais qu'il prenne son destin en main, consciemment, et en tant qu'espèce, l'espèce humaine, l'humanité.* »

Quel rôle les hommes de science peuvent-ils avoir dans cette organisation ? La science elle-même n'est-elle pas remise en cause par l'offensive contre la croissance ? Bien au contraire, pense M. Marois, elle peut « *jouer un rôle déterminant* » dans la maîtrise de notre destin : « *Elle doit faire l'inventaire des ressources de la planète, de leur mode d'utilisation, des possibilités de recyclage, et relever ainsi le défi face aux nostalgiques passéistes qui la condamnent.* »

La conférence abordera également les relations entre croissance et inégalités. « *Souhaiterions-nous débattre d'un plan d'actions pour l'humanité en éludant ce problème* », a noté un troisième intervenant, M. Philippe Huet, inspecteur général des finances et expert du conseil de l'O.C.D.E., *que les plus démunis, qui sont la majorité de la terre, viendraient nous en rappeler l'urgence avec de plus en plus de violence.* » Là encore, la notion de croissance sera remise en cause.

Mais, si la conférence s'interroge sur les inégalités, son esprit même paraît être de dépasser, grâce à la science, les antagonismes économiques et sociaux, pour constituer, selon l'expression de M. Marois, « *un front commun de l'humanité pour sa survie par l'aménagement du jardin de la terre, de la patrie terrestre* ». La présence de spécialistes soviétiques, dont M. Moiseev, directeur du central de calcul de Moscou, et de spécialistes du tiers-monde atteste que le monde occidental n'est plus le seul à se pencher avec inquiétude sur l'avenir de l'humanité.

(1) L'Institut de la vie a été fondé à l'appel de M. Marois en 1960. Il propose deux thèmes d'unité : la science et la vie. L'Institut de la vie regroupe des personnalités du monde scientifique, du monde enseignant, du monde juridique et du monde économique et financier.

POLITIQUE

DES MEMBRES DU PARTI RADICAL SOUHAITENT L'ORGANISATION D'ASSISES NATIONALES DU CENTRE GAUCHE

Les responsables de la tendance Combat radical-socialiste, qui regroupe des membres du parti radical favorables à la gauche, et qu'animent MM. Claude Catesson, président de la fédération du Nord de ce parti, et Léon Hovnanian, membre du comité directeur, ont siégé, dimanche 8 septembre, pour *« analyser le bilan des cent jours du nouveau président de la République »*. Ils ont réaffirmé *« leur volonté de ramener à sa vraie place, c'est-à-dire à gauche, leur parti »* ; leur parti, que, selon eux, son président, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, *« a mis, au mépris du manifeste radical, dans le camp de la droite, derrière M. Valéry Giscard d'Estaing »*.

MM. Hovnanian, Catesson et leurs amis estiment que le *« centre gauche réformiste »* a, *« non seulement une idéologie complémentaire de celle des deux autres familles de la gauche, mais aussi une place importante dans le pays, même si* [cette famille de pensée] *est actuellement éparpillée dans de nombreux groupes »*. Ils déclarent : *« L'union de ces divers groupes devrait en faire le troisième pilier de l'union de la gauche (...). »*

Les animateurs de la tendance Combat radical-socialiste souhaitent *« l'organisation, dans un délai raisonnable, d'assises nationales du centre gauche »*. Ces assises auraient pour premier objectif : *« De réunir tous les éléments potentiels de la famille libérale de la gauche : les radicaux valoisiens et les radicaux de gauche, les sympathisants du Groupe d'études réforme et action* (GERA, créé notamment à l'initiative de M. Jacques Pelletier, ancien vice-président du Centre démocrate, qui entendait regrouper des membres du parti de M. Lecanuet hostiles au ralliement à M. Giscard d'Estaing), *les gaullistes de gauche, tels que les membres du club Nouvelle Frontière, que préside M. Jean Charbonnel, voire les amis de M. Michel Jobert, enfin tous les démocrates de progrès, soit militant dans des clubs ou groupes dispersés, soit isolés. »*

LE CONVENT DU GRAND-ORIENT DE FRANCE

Les francs-maçons veulent revoir leurs relations avec l'État, les partis et les Églises

Le convent, c'est-à-dire l'assemblée générale annuelle du Grand Orient de France, principale obédience maçonnique française, qui s'est tenu à Paris du 6 au 9 septembre, a réélu comme grand maître de l'ordre M. Jean-Pierre Prouteau.

Le Grand Orient, s'il est majoritaire dans la maçonnerie française, est, en revanche, minoritaire dans la maçonnerie mondiale (on compte environ six millions cinq cent mille maçons dans le monde), qui est, quant à elle, dominée par la tradition anglo-saxonne, représentée en France par la Grande Loge de France. Fondée sur la spiritualité déiste, qui rend obligatoire la croyance en Dieu, la tradition anglo-saxonne s'oppose à la tradition libérale du Grand Orient de France, qui, d'une part, se réclame de la liberté de conscience, et, d'autre part, s'oblige à participer aux grands débats contemporains. La rivalité entre les deux principales branches de la franc-maçonnerie reste vive, bien que des efforts de rapprochement soient en cours. La difficulté vient de la maçonnerie anglaise, qui entend conduire la maçonnerie mondiale à la fois sur le plan spirituel et sur le plan temporel.

La querelle sur l'universalisme maçonnique se double, en effet, d'un rivalité politique et diplomatique. Depuis 1961, plusieurs obédiences européennes libérales se sont regroupées au sein du Centre de liaison des puissances maçonniques, et les responsables du Grand Orient de France estiment qu'en Europe continentale les deux traditions s'équilibrent. La concurrence est vive, en revanche, sur les autres continents, et en tout premier lieu en Afrique. Le précédent grand maître du Grand Orient de France, M. Fred Zeller, qui a abandonné ses fonctions en 1973, avait d'ailleurs entrepris une tournée en Afrique occidentale pour ranimer les loges se réclamant de la tradition libérale. Or cette rivalité recouvre souvent la lutte d'influence que se livrent traditionnellement Britanniques et Français dans cette partie du monde. Le défunt président de la République avait donc vu avec faveur cette relance de l'influence de la tradition maçonnique française dans ces régions.

M. Jean-Pierre Prouteau a d'ailleurs expliqué que le Grand de-Bretagne face à la construction européenne, car une conversion des Britanniques à l'Europe pourrait faciliter le rapprochement entre les deux traditions maçonniques.

Cet exemple prouve que, même s'il ne se préoccupe pas de contrôler les pouvoirs, le Grand Orient de France se trouve imbriqué dans des rivalités qui le dépassent, et donc dans le jeu politique. La délimitation entre le spirituel et le temporel n'a pas toujours été observée. Le conseil de l'ordre vient, en conséquence, d'entamer une réflexion sur les rapports de l'obédience avec l'Etat, les partis, les syndicats et les Eglises. Cette réflexion doit se poursuivre au cours de l'année prochaine.

Contrairement à ce qui se passait jusqu'à présent, le Grand Orient de France cherche à se tenir davantage à l'écart des affrontements partisans, et il l'a montré en refusant de prendre position lors de la dernière élection présidentielle, contrairement à ce qu'il avait fait lors des précédents scrutins de cette nature.

Cette décision du bureau de l'ordre avait d'ailleurs été contestée par la minorité qui se retrouve derrière M. Fred Zeller, lequel avait pour sa part appelé à voter en faveur de M. François Mitterrand. La minorité, qui a été nommée par de nombreux responsables du parti socialiste, perpétue ainsi l'image du rôle politique de la franc-maçonnerie, telle qu'elle s'est forgée au long de la IIIe et de la IVe République. Or, le rajeunissement important des effectifs du Grand Orient de France semble l'amener à revoir ses modes d'intervention dans la société.

L'inquiétude qu'il a manifestée quant au fonctionnement des institutions politiques de la Ve République est révélatrice de ce souci. Pour aider à dégager les synthèses qui lui paraissent plus que jamais nécessaires pour faciliter les mutations contemporaines, le Grand Orient de France a décidé, compte tenu des compétences de ses membres, de mobiliser deux à trois mille chercheurs au sein d'un institut des hautes études et de recherches maçoniques qui, dès l'an prochain, sera chargé à la fois de conduire des études prospectives sur l'évolution sociale et d'établir des contacts avec l'Université et avec tous les organismes publics ou privés de recherche.

THIERRY PFISTER.

M. Prouteau : la garantie nationale réside dans une rénovation complète de l'État

M. Jean-Pierre Prouteau a notamment déclaré, au cours de sa conférence de presse, lundi 9 septembre :

« Notre éthique sociale nous conduit à une spéculation continue et à l'action. A ce sujet, il doit être dit clairement (contrairement à une autre légende bien établie) que l'ordre ne revendique aucun pouvoir. Intervenant avec ses orientations propres, la franc-maçonnerie se situe bien à côté des autres voies, et elle est devenue ainsi dans sa tradition progressive un ferment social, une sorte de lubrifiant dans le fonctionnement des démocraties et une complémentarité par rapport à tout engagement personnel. (...)

» Notre attention est attirée aujourd'hui par une évolution générale du concept de pouvoir, qui entraîne des transformations dans le fonctionnement des démocraties. Trois phénomènes conjugués apparaissent à travers le développement des moyens d'organisation, l'extension du rôle des Etats et l'apparition du fait technocratique. Nous sentons que le commandement social vient de se transformer et que nous atteignons l'époque des démocraties étatiques.

» Par réaction, nous sentons monter une aspiration des masses à la gestion de leurs propres affaires. Toutes les conceptions classiques du pouvoir vont devoir être révisées. Entre les thèses libérales de la participation et les thèses socialistes de l'autogestion quelque chose se cherche qui débouchera sur une société transformée, et cette aspiration est universelle.

» Dans notre société française en mouvement, le Grand Orient entend faire porter son effort sur des priorités qui s'inscrivent dans la ligne de ces considérations. Ainsi nous recommandons une action qui doit porter à la fois sur :

» — La défense des libertés individuelles, élargie à tous les aspects de l'aliénation sociale ;

» — L'urgence d'une réforme enfin cohérente et globale de l'éducation fondée sur l'association de l'éducation nationale à la formation continue ;

» — L'obligation de mettre enfin l'économie au service prioritaire du progrès social.

» Mais nous voulons aussi attirer l'attention de notre opinion et du gouvernement sur la nécessité fondamentale de préparer nos institutions nationales à la fois à l'évolution du concept de pouvoir et aux secousses de l'avenir.

» Le pivot de la démocratie française, qui est fondée sur le principe de l'alternance politique, est, et doit rester, l'Etat républicain. On ne peut s'empêcher de songer aujourd'hui au caractère hybride de notre Constitution qui devra un jour être révisée. Mais, en plus, une Constitution est fragile, si elle ne s'appuie pas sur un Etat solide, ayant lui-même la confiance unanime de la nation.

» Face à des luttes politiques qui ont pris la dimension de choix de société, face à la mutation des pouvoirs, face au développement sans précédent de la puissance publique, face au poids des intérêts particuliers, nous devons repenser d'urgence toute notre organisation nationale, et créer un type moderne d'Etat républicain adapté à sa mission (...)

» En ces temps de réforme, il faut aller plus loin que l'établissement d'un code des libertés individuelles. La garantie nationale réside, pour l'avenir, dans une rénovation complète de l'Etat *et dans l'élaboration d'un nouveau* code des pouvoirs *dans une démocratie transformée, à tous les niveaux de l'Etat, de l'entreprise, des collectivités et du droit des citoyens d'être associés à la gestion permanente de leur vie sociale. »*

A Laval

Je serai vigilant à l'égard des tendances du P.S.

déclare M. Mitterrand

M. Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a assisté, lundi 9 septembre, à Laval, à un stage de formation des jeunes socialistes, stage animé notamment par des militants du Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes (CERES), qui représente une des tendances du P.S. Le premier secrétaire a mis en garde ses auditeurs : *« Je serai très vigilant,* a-t-il dit, *à l'égard des tendances qui se manifestent au sein du parti socialiste. »* Il a ajouté : *« Aucune tendance n'a le P.S. en propriété et ne l'aura. Nous sommes forts, et nous sommes faibles. Tout, pour l'instant, est en jachère, en mouvement ; mais il n'y a pas, parmi nous, de capitaine ambitieux qui veuille s'emparer du pouvoir. On peut y cohabiter fort bien. De plus, la place est prise. »*

M. Mitterrand a encore dit : *« Dans peu de temps, le parti socialiste sera le premier parti de France »*, et il a annoncé qu'au début de l'année 1975 le P.S. organisera des rencontres avec les responsables des partis socialistes portugais et espagnol.

A l'occasion du stage de Laval, M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, membre du secrétariat du parti socialiste et animateur du CERES, a déclaré, dans une interview accordée au quotidien *Ouest-France*, le 9 septembre : *« La gauche arrivera au pouvoir dans trois ou quatre ans. Ce n'est pas une certitude, mais une grande probabilité. (...) Le pari lancé par M. Giscard d'Estaing pendant sa campagne électorale est d'ores et déjà perdu. La situation de la France risque même d'être une situation à l'italienne, une situation de banqueroute dans un délai qui peut être beaucoup plus proche qu'on ne le croit. »*

Deux conférences de presse du premier secrétaire

M. François Mitterrand tiendra deux conférences de presse dans le courant du mois de septembre.

La première aura lieu le vendredi 13 septembre à 15 h. 30, à la mairie de Nevers, et sera consacrée aux questions agricoles.

La seconde sera réunie à Paris le mardi 24 septembre. Le premier secrétaire du P.S. traitera essentiellement, à cette occasion, des questions économiques et financières.

Deux précisions

● *M. Maurice Schumann*, ancien ministre, qui tentera le 22 septembre de conquérir un siège de sénateur dans le Nord (*le Monde* des 8 et 9 septembre), nous demande de préciser qu'il n'appartient pas à l'U.D.R. mais à l'union des démocrates Ve République, formation dont il est le président d'honneur et que préside Mme Marie-Madeleine Dienesch, ancien ministre. Les élus de cette formation siègent à l'Assemblée soit au groupe U.D.R., soit comme apparentés à ce groupe.

● *Mme Liliane Allain*, qui sera candidate à l'élection législative partielle dans la septième circonscription de la Loire-Atlantique (*le Monde* du 10 septembre), y défendra les couleurs de Lutte ouvrière.

CARNET

Réceptions

— A l'occasion du trentième anniversaire de la République populaire de Bulgarie, l'ambassadeur et Mme Ivan Boudinov ont offert une réception dans les salons de l'ambassade.

Naissances

— *M. et Mme Hector Habib*. Karyne et Audrey, ont la joie d'annoncer la naissance de

Johann.

Le 7 septembre 1974.

— Julien Sztarkmann a la joie d'annoncer la naissance de sa petite sœur

Isabelle.

Le 4 septembre 1974.
27, rue Pierron, 94 000 Créteil.

Décès

M. Paul BARREAU

Nous apprenons le décès de
M. Paul BARREAU,
conseiller général de la Nièvre,
maire de Lormes,
membre du conseil régional
de Bourgogne.

[*Paul Barreau était né en 1910. Il fut l'un des compagnons de la première heure de M. François Mitterrand dans la Nièvre. Il fut notamment membre du comité directeur de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (U.D.S.R.), puis il appartint à la Convention des institutions républicaines, formations qu'animait M. Mitterrand. Elu en 1970 au conseil général, il entra en 1973 au conseil régional de Bourgogne comme représentant de l'assemblée départementale de la Nièvre. Il siégeait parmi les socialistes.*]

— Mme Marcel Allain et ses enfants ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel ALLAIN,

survenu accidentellement en Espagne le 28 août 1974.
Cet avis tient lieu de faire-part.
19, Les Piverts,
78 170 La Celle-Saint-Cloud.

— M. et Mme Germain Bernon, ses parents ;
M. Jean-Paul Bernon, son frère ;
Mme Pieters, sa grand-mère ;
M. et Mme Louis Bernon et leurs enfants, ses oncle, tante, cousins et cousines,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Marie-Thérèse BERNON,
professeur agrégé des lettres,

survenu le 9 septembre 1974, à l'âge de vingt-sept ans.
Les obsèques auront lieu le jeudi 12 courant, à 10 h. 30, en l'église Saint-Symphorien de Versailles.
Cet avis tient lieu de faire-part

— Ganges.
On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu du
docteur Joseph BOUDOURESQUES.
De la part des familles Boudouresques, Alteirac, Cadilhac, Guibert.
Les obsèques ont lieu ce mardi 10 septembre en l'église Saint-Pierre de Ganges, à 14 heures.

— Le professeur et Mme Lucien Brumpt et leurs enfants,
Le médecin-général (C.R.) et Mme Valentin Brumpt et leur fils,
M. et Mme Francis Brumpt, leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Emile BRUMPT,
née Renée Gaillard,

survenu le 6 septembre, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.
La cérémonie religieuse a lieu le mardi 10 septembre, à 14 heures, en l'église réformée de l'Etoile, et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Chantilly (Oise).
Cet avis tient lieu de faire-part.
8, avenue d'Eylau, 75 016 Paris.
169, promenade des Anglais,
06 200 Nice.
51, avenue de La Motte-Piquet,
75 015 Paris.

— Mme Antoine Buriat,
Patrick et Bruno,
M. et Mme Jacques Buriat,
Mme Violette Buriat-Chaumat,
M. et Mme Pierre Melin,
M. et Mme Jean Defferrière et leurs enfants,
M. Jean-Louis Buriat,
M. Pierre-André Melin,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès brutal, survenu à trente-cinq ans, le 1er septembre 1974, à son domicile, de

Antoine BURIAT,

leur époux, père, fils, beau-fils, gendre, frère et beau-frère.
La cérémonie a eu lieu dans l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
7, rue de Bapaume, 94 130 Nogent.
19, rue du Cirque, 75 008 Paris
28, rue du Château, 92 200 Neuilly.

— C'est avec une grande tristesse que les Laboratoires Beytout font part du décès brutal, survenu le 1er septembre 1974, à trente-cinq ans, de leur collègue et ami

Antoine BURIAT,
pharmacien,
directeur de marketing.

— M. André Janoir, son époux, et ses enfants ;
M. et Mme Paul Baget, ses parents ;
Mlle Christiane Baget, sa sœur ;
Mme veuve François Janoir,
Les familles Despoisse, Coquet, Baget, Remond, Mignot, Labruyère, Paule, Convers, Rougeot,
Les familles Bonin, *Courdioux*, Dailly, Genet, Berthelot, Rousset,
ont la grande douleur de faire part du décès, survenu le 3 septembre à Lyon, de

Mme André JANOIR,
née Geneviève Baget,

âgée de quarante ans, munie des sacrements de l'Eglise
La cérémonie *religieuse* a été célébrée le 6 septembre, dans l'intimité, à Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Marie-Claire KAMOUR,
née Bonnargent,
psychanalyste,

survenu le 29 août.
L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 4 septembre.
108, rue Bréard,
89 190 Villeneuve-l'Archevêque.

— Mme Désiré Khalifa,
M. Denis Khalifa,
M. et Mme J.-Pierre Khalifa et leurs enfants,
Mlle Lucienne Khalifa,
Les familles Khalifa, Ghighi parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Désiré KHALIFA,

leur époux, père, grand-père, frère et parent, survenu le 8 septembre 1974.

On se réunira pour l'inhumation devant la porte principale du cimetière parisien de Pantin le mercredi *11 septembre*, à 14 h. 15
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Mme Jacques Lachouque, Anne, Valérie, Pierre-Henri,
Mathias Lachouque,
Mme Lachouque,
M. de Balmann,
Mlle Anne Oriol,
Mme Josèphe de Balmann et sa fille,
font part du décès de

Jacques LACHOUQUE,

survenu à Nice le 22 juillet.
La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 14 septembre, à 11 heures, en l'église Saint-Nicolas de Ville-d'Avray.
8, rue de la Ronce,
92 410 Ville-d'Avray.
5, rue Pérignon, 75 015 Paris.

— La direction générale de la Société Thomson-Brandt fait part du décès, survenu le 22 juillet, de

M. Jacques LACHOUQUE,
directeur à la direction générale,
chevalier de l'ordre national
du Mérite.

L'inhumation aura lieu le samedi 14 septembre au cimetière de Ville-d'Avray et sera précédée d'une cérémonie religieuse en l'église Saint-Nicolas de Ville-d'Avray, à 11 heures

— Mme Joseph Lanet,
M. et Mme Henri Lanet, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean Lanet, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Gaston Roger de Battisti, leurs enfants et petits-enfants
M. et Mme Armand Roger de Battisti, leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de leur époux, frère, beau-frère et oncle,

Joseph LANET,
membre du Conseil
économique et social,
ancien ministre,
ancien député,
ancien sénateur,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
rosette de la Résistance,

survenu subitement dans sa soixante-deuxième année, à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales), le 6 septembre 1974.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Puisserguier (Hérault), son pays d'origine.
Un service religieux sera célébré à son intention le lundi 16 septembre 1974, à 12 heures précises en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, sa paroisse, 88, rue de l'Assomption, Paris-16e.
Tous ceux qui l'ont connu et aimé sont invités à participer à ce service ou à s'y unir par la pensée

(Nous avons donné dans « le Monde » du 10 septembre la biographie de M. Joseph Lanet.)

— Le conseil d'administration du lycée J.-B.-Say,
Le proviseur,
Le personnel,
ont la tristesse de faire part du décès subit, le 11 juillet 1974, de

M. Théodore LEUBA,
intendant universitaire.

Les obsèques ont eu lieu le 13 juillet, dans la plus stricte intimité, aux Sables-d'Olonne.
En accord avec la famille, il a été décidé de faire un don à la Fondation pour la recherche médicale française

— Mme Léontine Romano, ses enfants et petits-enfants,
Mme Pierre Alombert,
M. et Mme Henri Yvan, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme André Monteilhet, leurs enfants et petits-enfants,
M. Yves Mirlo,
Mlle Lucienne Mirlo,
M. et Mme Jean Alombert, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Claude Alombert et leurs enfants,
Le colonel et Mme Etienne Le Duc, *leurs enfants et petits-enfants*,
Mme Alice Privat-Amos, ses enfants et petits-enfants,
Tous ses parents et amis,
M et Mme Auguste Bastide, ses fidèles serviteurs,
ont la douleur de faire part du décès, muni des sacrements de l'Eglise, de

M. Paul ROMANO,
officier de la Légion d'honneur
ancien élève
de l'Ecole polytechnique
et de l'Ecole du génie maritime
ingénieur en chef honoraire
de la Compagnie générale
transatlantique,
membre de l'Académie de marine,

survenu le 2 septembre 1974, dans sa quatre-vingt-quinzième année, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines)
L'inhumation a eu lieu le mardi 10 septembre au cimetière Saint-Pierre, à Marseille.

— Mme Maurice Salvator, son épouse,
M. et Mme Jean Salvator, ses fils et belle-fille, et leurs enfants ;
Mme Irma de Castro sa sœur, et ses enfants,
Et tous ses parents et alliés,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M Maurice SALVATOR,

survenu le 1er septembre à Stans (Suisse)
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Montgeroult (95)
55, avenue Bugeaud, 75 016 Paris
7, rue Henner, 75 009 Paris

— On nous prie d'annoncer le *décès de*

M Maurice SALVATOR,
fondateur et directeur
de Salva-Textiles,

survenu le 1er septembre à Stans (Suisse)
Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité
De la part de ses collaborateurs
22, rue Saint-Augustin, 75 002 Paris

Visites et conférences

MERCREDI 11 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des *monuments historiques*, 14 h. 30, Grand Palais, Mme Vermeersch : exposition « Jean Miro ». — 15 h., façade, portail gauche, Mme Bouquet des Chaux : « Notre-Dame ».
CONFERENCE. — 20 h., 58, rue de Londres : « Scientologie. Philosophie religieuse appliquée. Méthode de libération spirituelle et cours d'efficacité personnelle » (Eglise de Scientology de France), entrée libre.

ARTS ET SPECTACLES

Expositions

Les chemins d'Ancy-le-Franc

Ancy-le-Franc, dans l'Yonne : mille cent habitants et un château Renaissance, grand, beau et austère, construit d'après les plans de Serlio. A voir, du dehors, et au-dedans, pour sa décoration attribuée au Primatice et à Nicolo dell' Abbate. Le château possède des communs, une vaste construction en U. *C'est là que chaque* été, depuis dix ans, ont lieu des expositions d'art contemporain. Ancy-le-Franc est déjà un vieux centre d'art.

Sous le titre « Chemins de la création », beaucoup de peintres et de sculpteurs y ont été présentés, des talents originaux plutôt que des courants définis. On a vu des œuvres de Réquichot, de Bettancourt, de Dado, de Jorn, de Michaux, des sculptures de Dodeigne, des peintures de Pouget, d'abstraits tels que Max Bill, Nemours, Seuphor, Taeuber-Arp, ou encore des œuvres de Klossowski, Bellmer, Kalinowski, Fred Deux, Mason... Cette année, pour les dix ans, on retrouve la plupart de ces artistes dans une exposition de dessins, ou dans des mini-expositions individuelles : Wols, Fautrier, Dado, Conte, Wiegand, Labiais.

Le choix des exposants, c'est d'abord un choix personnel de Louis Deledicq, peintre l'hiver, et *animateur du centre l'été*. C'est lui qui a créé le centre et le fait fonctionner avec l'aide de l'association Yonne-Tourisme, c'est-à-dire du département. Au début, il n'y avait rien. Il a fallu remplacer les carreaux cassés, repeindre les murs, nettoyer, préparer des cimaises, les éclairer convenablement... Les choses se sont faites petit à petit, et d'année en année les expositions se sont améliorées. Les premiers crédits étaient de l'ordre de 50 000 anciens francs, maintenant ils sont de 2 millions d'anciens francs. Ce n'est pas énorme quand on a 5 000 F d'assurances, des frais de transport, mille affiches à réaliser, un catalogue à éditer ; à lui seul, il coûte 10 000 F (il n'existe que depuis cinq ans).

« *Ce qui m'intéresse*, dit Louis Deledicq, *c'est de ne pas faire des choses établies, des choses stéréotypées. Au départ, il s'agit de donner à voir (et aussi à penser), de créer un esprit, compte tenu des prêts et des moyens dont on dispose. J'ai une dizaine de salles à remplir, avec des choses de qualité, évidemment. C'est une question d'honnêteté vis-à-vis du public ; il vaut mieux montrer une seule bonne chose d'un artiste que dix médiocres. Donc avoir plutôt trente exposants que dix, avec des fonds d'atelier. Une année je présente une ou deux pièces d'un artiste, l'année suivante j'en montre un peu plus et celle d'après, par exemple, une salle complète. Ainsi le public peut s'habituer.* » Car on revient à Ancy-le-Franc, comme ce monsieur : « *Je n'ai encore rien compris cette année, mais j'ai senti qu'il se passait quelque chose, ça m'a marqué, je reviendrai l'année prochaine.* »

Louis Deledicq ne se contente pas d'organiser seul les expositions, de réaliser le catalogue et, à l'occasion, de coller les affiches dans la région. Une bonne partie de son travail consiste à discuter avec les visiteurs. Il est là tout l'été, chaque après-midi, pour présenter *son exposition*, solliciter les questions, discuter, expliquer à un public, souvent venu pour le château et loin d'être favorable à l'art contemporain. Il doit affronter beaucoup de « *C'est pas joli* », « *C'est pas beau* », « *C'est mal peint* », « *Qu'est-ce que ça représente ?* ».

Mais, tous comptes faits, le centre marche plutôt bien. Quatre mille cinq cents à cinq mille visiteurs par saison. Des problèmes ? Il y en a toujours ; il y en aura toujours. « *Pour que les choses ne vieillissent pas, il faut passer à une vitesse supérieure et, pour cela, avoir plus de crédits ; sinon on tombe dans la monotonie. L'argent permet de se renouveler, d'éviter le phénomène d'usure. Et puis il y a toujours l'isolement. Sans la caution parisienne, on se fait « saquer » en province.* »

Aujourd'hui, les « Chemins de la création » sont menacés : la disparition du prince de Mérode, propriétaire du château, remet en question l'utilisation des communs dont dispose Deledicq, en échange de leur entretien

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ L'exposition actuelle est prolongée jusqu'au 15 septembre.

Mort de Gualtieri di San Lazzaro fondateur de la « Revue du XXe siècle »

Nous apprenons la mort à Paris de Gualtieri di San Lazzaro fondateur de la « Revue du XXe siècle ». Il était âgé de soixante et onze ans.

Fondateur de la Revue du XXe siècle, *qu'il anima jusqu'à sa mort, écrivain et connaisseur d'art moderne Gualtieri di San Lazzaro était né à Catiane (Italie) en 1904. A Paris, aux années 25, il publiait dans les journaux et revues des écrits sur des artistes nommés Picasso, Modigliani, Soutine. Et c'est à lui que l'on doit la première monographie consacrée à Chagall. A la même époque, il publia une étude sur la sculpture contemporaine, où était mis en avant un sculpteur relativement peu connu : Henri Moore.*

C'est une série de monographies d'artistes du vingtième siècle qui devait donner naissance, en 1938, à la Revue du XXe siècle. *Sa publication devait être interrompue pendant la guerre, mais San Lazzaro ne cessait pas pour autant d'écrire. Il réunit en un seul volume ses chroniques pour un quotidien turinois sous le titre « Parigi era morte », annonce un peu hâtive qui ne l'empêcha pas de publier après la libération, en 1949, un nouveau recueil intitulé, lui, « Parigi era viva ».*

Revenu à Paris, il publia, en 1957, une monographie consacrée à Klee et, dix ans plus tard, plusieurs romans, dont L'Aglio e la Rosa *et* L'Uomo miravigilioso. *C'est en 1951 que la* Revue du XXe siècle *fait paraître le premier numéro de sa nouvelle série, qui s'attache à analyser les grandes expériences artistiques de ce temps. On peut dire que tous les grands artistes contemporains y ont fait l'objet d'études sous le titre quelque peu désuet d'Hommage : Picasso, Braque, Chagall, Matisse, Kandinsky, Moore, Fontana, Hajdu, Ernst, etc. Récemment la* Revue du XXe siècle *avait été reprise par un groupe américain avec, pour animateurs, MM. Alain Jouffroy et Pierre Volboudt. Mais San Lazzaro continua de participer à sa rédaction, publiant deux numéros sur l'art américain et préparant un volume sur le surréalisme, à paraître à l'occasion du cinquantenaire du* Manifeste *d'André Breton.*

Homme secret et écrivain lyrique, Gualtieri di San Lazzaro laisse d'ultimes chroniques qu'il se proposait de publier sous le titre de Lettere non recapitate. (« Lettres non distribuées »).

J. M.

UN LIVRE

Les trois Maria portugaises

★ **NOUVELLES LETTRES PORTUGAISES, par Maria Isabel Barreno, Maria Teresa Horta, Maria Velho da Costa. Traduction de Vera Alves da Nobrega, Evelyne Le Garrec et Monique Wittig. Ed. du Seuil. 32 pages, 35 F**

Le livre des « Trois Maria », Maria Isabel Barreno, Maria Teresa Horta Maria Velho da Costa, publié à Lisbonne en avril 1972, nous parvient aujourd'hui dans la remarquable traduction de Vera Alves da Nobrega, Evelyne Le Garrec et Monique Wittig avec derrière lui l'histoire d'un retentissant procès et d'un triomphal acquittement au mois de mai dernier. Le jour viendra il faut l'espérer, où l'on s'étonnera d'apprendre que ses audaces ont fait scandale, et provoqué, dans plusieurs capitales, de bruyantes manifestations : mais ce jour n'est pas venu.

Ces « Nouvelles Lettres portugaises » sont l'œuvre de trois écrivains qui de tempérament très différent mais fortement unies par la conscience de leur condition de femmes, ont choisi non de se fondre en une « moyenne » de leurs talents et de leurs esprits, *mais* de s'échanger, de se répondre, de se compléter, de se corriger l'une l'autre dans des textes qui tous, — lettres, poèmes, courts essais nouvelles, — ont pour centre d'inspiration l'histoire belle et malheureuse de la religieuse portugaise, Mariana Alcoforado. « ...toute femme n'est-elle pas une religieuse, offerte, pleine d'abnégation, sans vie à elle, à l'écart du monde ? »

Les « Trois Maria » d'aujourd'hui ne s'identifient pas — il s'en faut — à la pleurante Mariana. Souvent elles la raillent, la fustigent, et dénoncent sa complaisance à changer en gratifiante littérature sa passion frustrée. N'a-t-elle pas préféré l'expression de sa douleur à l'amour même qui provoquait cette douleur ? Le pâle Chamilly ne méritait pas tant de soupirs, certes, et sa victime le pressentit assez tôt : *mais comment ne pas se vouloir follement amante*, dans le monde tel qu'il était pour une femme cloîtrée depuis l'enfance et sans espoir d'être délivrée jamais ?

Les « Trois Maria » montrent que le monde, qui a par ailleurs tant évolué, tient, en fait, les femmes toujours enfermées dans les limites d'une image voulue par l'homme. « Quel fut le changement dans la vie des femmes, au long des siècles ? » Mais les « Trois Maria » s'en prennent aussi aux femmes elles-mêmes : celles qui se résignent à l'ordre ancien, celles qui se satisfont de quelques petites grâces octroyées, où le rapport des forces fondamental entre les sexes n'est aucunement mis en question. Elles reprochent à chaque femme de nourrir en son cœur une secrète religieuse portugaise, éplorée, abandonnée : chaque femme, par là, trahit la cause d'une libération dont l'espoir demeure lointain.

Ce livre confrontation est parfois le lieu d'un affrontement. L'une des Maria raisonne et revendique. Une autre excelle dans l'incantation érotique, portée par un souffle lyrique neuf et puissant. La troisième, avec une intelligence nuancée, prend ses distances, et manifeste quelque ironie, tantôt souriante, tantôt amère. Elle s'interroge sur le sens même de la présente entreprise : « Que peut la littérature, ou plutôt, que peuvent les mots ? »

On a taxé de pornographie ces « Nouvelles Lettres portugaises » : rien d'aberrant, rien de pervers dans ces textes ni dans les fantasmes qui les habitent. Mais il est vrai que plaisir d'amour chanté au féminin surprend et choque, encore aujourd'hui, beaucoup d'hommes. Ce scandale répond au scandale même que soulevèrent, au dix-septième siècle, les « Lettres de la religieuse portugaise ». La différence est dans l'accueil réservé, cette fois, par les femmes, à un livre de femmes

JOSANE DURANTEAU.

Théâtre



La deuxième carrière de Robert Hirsch

● Robert Hirsch a quitté la Comédie-Française le 18 mai 1973, mais il y a joué « le Tartuffe » jusqu'en mars 1974.

Partir, commencer une nouvelle carrière, l'avait déjà tenté il y a dix ans. Ce n'était qu'un coup de tête. Partir, aujourd'hui, après être resté vingt-cinq ans au Théâtre-Français, lui semble normal. Il en ressentait le besoin : « Je pensais me reposer, dit Robert Hirsch, « décrocher ». J'ai beaucoup travaillé pendant ces vingt-cinq ans. »

Après son départ, il a continué à aller régulièrement dans sa loge : « Le soir, j'entendais la sonnerie qui appelait les acteurs en scène. Je voyais les costumes que j'avais portés dans la loge d'amis qui jouaient, à leur tour, des personnages que je connaissais bien. Non, je n'avais pas de regrets, mais pendant deux mois je n'ai rien fait. J'ai vu des films, deux par jour environ. J'aime le cinéma... » Et ces deux mois ont passé. Les soirées étaient longues : « Quand je ne joue pas, je me sens inutile. En fait, je ne sais rien faire d'autre et c'est un peu mon drame. »

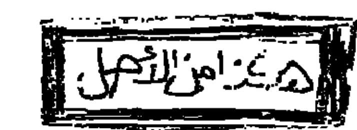
Alors, Robert Hirsch a lu les pièces qu'on lui envoyait. Il en a lu vingt-trois ou vingt-quatre. Toutes mauvaises. Son attente n'était pas trop impatiente. Elle aurait pu durer un an, peut-être deux, cela n'avait pas d'importance.

Un jour, par hasard ou par chance — Robert Hirsch ne croit pas à la chance, — Jacques Charon, à son tour, lui a proposé une pièce, « Monsieur Amilcar », d'Yves Jamiaque. Il a accepté tout de suite : « J'avais enfin sous les yeux un vrai texte, explique-t-il, avec une histoire et des rôles. J'étais encore plus content parce que l'auteur était français. » Abandonner le répertoire classique de la Comédie-Française pour un auteur français le satisfait, le réjouit, on ne pas très bien pour quelles raisons : « Cela ne m'empêche pas d'avoir envie de jouer Pinter, ajoute-t-il, de rejouer Ionesco. Mais je ne veux pas solliciter les metteurs en scène. »

« Oui, j'ai envie de jouer, et au Boulevard... Quelle est la différence ? Jouvet a créé « Ondine », de Giraudoux, sur les boulevards, non ? Mais quand même, quelque chose a changé. Quitter la Comédie-Française — j'accepterais volontiers d'y retourner pour une saison — m'a rajeuni. Je suis dépaysé. Créer cette pièce dans un *théâtre que je ne connais* pas me permet de découvrir d'autres acteurs, d'avoir des contacts « neufs ». Rien n'est plus merveilleux qu'une troupe fixe, mais, quand on joue un an avec les mêmes comédiens, on n'a plus de surprise. »

Robert Hirsch sera donc « Monsieur Amilcar » à partir du 30 septembre au Théâtre des Bouffes-Parisiens. « Cette rentrée est importante, dit-il. Je n'ai jamais été sûr de moi, vous savez, pourtant je n'ai pas l'impression de passer un examen. Je suis sûr que j'aime la pièce. Je sais sûr qu'elle est bonne, même si je ne suis pas sûr qu'elle plaise. »

MARIE-FRANÇOISE LEVY.



ARTS ET SPECTACLES

Musique

Un Hollandais et un Français dominent le concours des jeunes chefs d'orchestre de Besançon

Depuis vingt-trois ans, le Concours international de Besançon joue un rôle précieux pour découvrir ces oiseaux de plus en plus rares et de plus en plus demandés, les jeunes chefs d'orchestre de talent.

L'intérêt de l'initiative d'Emile Vuillermoz était de révéler des vocations dans un domaine où elles s'expriment difficilement ; faute d'instrument, peu de jeunes gens peuvent s'exercer d'emblée avec quatre-vingts artistes à leur dévotion. Le pari qui fut tenu était de déceler, le temps d'un concours, les dons naissants des futurs Toscanini, mis en présence de l'orchestre de leurs rêves.

Le succès du concours aidant, des professionnels demandèrent aussi à bénéficier de cette « rampe de lancement », et, pendant vingt ans, deux catégories classèrent, d'une part, les amateurs, d'autre part, les lauréats des conservatoires ayant déjà une pratique de l'orchestre. Cependant les dernières années, la distinction entre les deux catégories était devenue de plus en plus difficile à faire, et les amateurs se montraient souvent fort brillants au point d'éclipser les professionnels, de moins en moins enclins à hasarder leur diplôme dans cette lutte paradoxalement devenue inégale pour eux. Sur la suggestion de Pierre Dervaux, président du jury, on est donc fort sagement revenu à une catégorie unique, et le concours de cette année a prouvé le bien-fondé de cette décision en révélant deux chefs de qualité, alors que l'an passé aucun prix n'avait pu être décerné.

Des quatre-vingt-dix candidats ont émergé deux Français et un Hollandais qui s'affrontaient lundi soir dans quelques-unes des *Valses nobles et sentimentales*, de Ravel, et les premiers mouvements du *Concerto pour violon*, de Sibelius, e tde la *Symphonie fantastique* ; des œuvres particulièrement difficiles, surtout avec un orchestre de qualité aussi moyenne que l'orchestre Nord-Picardie de l'O.R.T.F., harassé par quatre journées d'épreuves et de répétitions, où il avait été livré à deux douzaines de baguettes souvent fort inexpérimentées.

Jérôme Kaltenbach (France, vingt-huit ans) n'a pas su s'imposer vraiment. Sa battue fine et précise est un peu étriquée et monotone ; ses valses manquaient de rythme intérieur et sa direction du concerto de Sibelius était si timide qu'il sortait peu de sons d'un orchestre sans doute peu familier avec l'œuvre, apparemment terrorisé à l'idée de produire des notes à contre-temps. Malgré une assez jolie qualité poétique, la *Symphonie fantastique* paraissait mièvre avec des lignes schématiques. Bon musicien sans aucun doute, Kaltenbach a retrouvé sa première mention de l'an passé, un peu flatteuse cette année.

La différence était éclatante avec le Hollandais Alex Veelo (trente ans), qui a déjà, il est vrai, donné des concerts publics. Il met l'orchestre en confiance, possède une gestique étendue et précise pour galvaniser ses troupes, régler les intensités expressives, donner le mouvement juste, l'esprit de la danse chez Ravel, l'emballement lyrique chez Sibelius, l'enchaînement souple et rigoureux des rêveries et des passions chez Berlioz.

***

Mais la révélation de ce concours restera sans doute Sylvain Cambreling (vingt-six ans), l'excellent trombone basse de l'orchestre de Lyon, qui a obtenu l'an passé sa licence de chef d'orchestre à l'Ecole normale dans la classe de Pierre Dervaux et n'a jamais dirigé en public.

On l'avait remarqué dans l'épreuve de travail d'orchestre, où il avait donné des consignes précises et autoritaires pour l'exécution de la *Troisième symphonie* de Roussel. La sonorité des musiciens semblait transfigurée dans les valses de Ravel qui chantaient avec un charme et un mystère assez rares. Malgré un léger accident des trompettes, le *Concerto* de Sibelius se déroulait sans encombre et la *Symphonie fantastique* atteignait à une belle respiration, lyrique et rêveuse.

Toutefois il lui faudra dépouiller sa gesticulation un peu trop avantageuse et spectaculaire, dont l'abondance même nuit souvent à son efficacité.

Le violoniste Hervé Le Floch fut le soliste méritant du concerto de Sibelius qui le mit parfois à bout de souffle.

Parmi les concurrents malheureux, on regrettera de n'avoir pu réentendre le Japonais Yazaki Hikotaro, qui avait donné un beau relief à la *Quatrième Symphonie* de Schumann et semble un musicien d'un bel instinct avec des possibilités étendues.

JACQUES LONCHAMPT.

***

PALMARES. — Premier prix (5 000 F et une bourse mensuelle de 2 000 F pendant un an, du secrétariat d'Etat à la culture, pour un poste d'assistant dans un orchestre régional) : Alex Veelo (Hollande) ; première mention ex æquo : Sylvain Cambreling et Jérôme Kaltenbach (France).

● ERRATUM. — Une confusion de mots a rendu difficile à comprendre une phrase du compte rendu sur *le Jeu de Sainte Agnes* (*le Monde* du 8 septembre). Au début de l'avant-dernier paragraphe il fallait lire : « La musique donne plus de relief à l'œuvre avec ces étranges chants atonaux dans l'extrême grave. »

En bref

Cinéma

« *Le Canardeur* »

On se croirait dans un film de John Huston, à cause de l'amitié que scellent dans l'aventure, Johnny le « canardeur », faux pasteur et vrai braqueur de banques, poursuivi par d'anciens complices, qui le soupçonnent d'avoir oublié de partager avec eux 500 000 dollars, et « Pied de Biche », un jeune voleur de voitures — un homme mûr, et un garçon qui pourrait être son fils. Oui, on se croirait dans un film de John Huston, à cause des portraits teintés d'humour, de gangsters malchanceux, à cause de cette entreprise savamment montée, et qui tourne à l'échec. Car, évidemment, après un règlement de comptes à coups de poings, l'équipe du « canardeur » se reforme, avec « Pied de Biche », le rigolard, pour recommencer le coup d'autrefois : le canardage au canon de la chambre forte dans une banque blindée du Montana. Car, évidemment, l'argent du précédent braquage avait été caché derrière le tableau noir d'une petite école maintenant démolie !

C'est réalisé par Michael Cimino, qui semble connaître ses classiques, mais qui réinvente, pour Clint Eastwood producteur-acteur, et pour Jeff Bridges (tous deux étonnants dans les contrastes de leur jeu), l'épopée dérisoire des marginaux aux prises avec leur destin. Flânerie, comédie et drame, délire et spontanéité, émotion sourde qui vous laisse, au bout du compte, la mélancolie au cœur. Deux heures qu'on ne voit pas passer...

J. S.

★ Arlequin, Paramount-Elysées (v.o.) ; Capri, Paramount-Opéra, Galaxie, Paramount-Gaîté, Paramount-Orléans, Grand-Pavois, Paramount-Maillot, Paramount-Elysée, Cyrano-Versailles, Ulis-Orsay, Carrefour-Pantin, Artel-Villeneuve, Le Français-Enghien, Dame-Blanche-Garges-lès-Gonesse (v.f.).

« *Marseille-Contrat* »

La police française — incarnée par Maurice Ronet — ne fait pas bonne figure dans cette sombre histoire de trafic de drogue dirigé, à Marseille, par un notable, Jacques Brizard, auquel James Mason prête le style gentleman britannique. Anthony Quinn, représentant à Paris du Bureau des narcotiques américain, menacé de mort par les hommes de l'intouchable Brizard, paye un tueur de charme — Michael Caine — pour abattre le trafiquant. Avant d'être tueur, Caine était l'ami de Quinn, mais ce détail ne pèse pas lourd dans un scénario stéréotypé dont même la fin, qui se voudrait imprévisible, n'arrive pas à surprendre.

Robert Parrish n'a pas raffiné la psychologie ni le réalisme. Il a tourné, avec une technique impeccable, des scènes de poursuites, une course de voitures, des meurtres et des fusillades évidemment spectaculaires. Les vedettes exécutent leurs numéros de prestige. Le film a l'air très coûteux : c'est vraiment de l'argent dépensé pour rien.

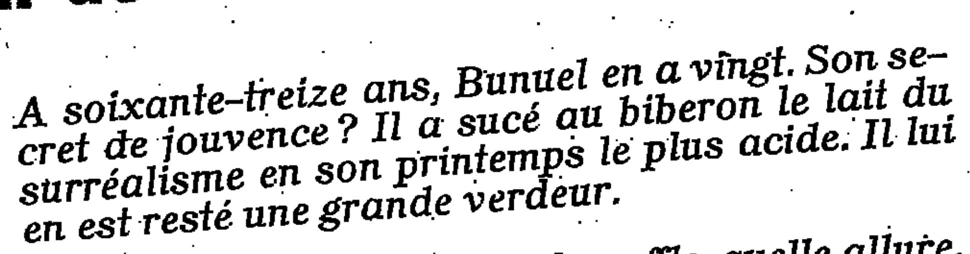
J. S.

★ Ermitage, Studio Jean-Cocteau (v.o.) ; Rex, Rotonde, Telstar, Parly-II, Ulis-Orsay, Le Palais du Parc - Le Perreux, Drive in Rungis, Artel-Villeneuve, Alpha-Argenteuil, Dame-Blanche - Garges - lès - Gonesse (v.f.).









SPECTACLES

théâtres

Les théâtres

Athénée, 21 h. : le Sexe faible.
Biothéâtre, 20 h. 30 : 12 rouge, pair, manque, cheval, carré et plein.
Carré Thorigny, 21 h. : Pourquoi la robe d'Anna ne veut pas redescendre.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Daunou, 21 h. : Les portes claquent.
Fontaine, 20 h. 45 : les Jeux de la nuit.
Gaîté-Montparnasse, 20 h. 30 : Marco Millions.
Gymnase, 21 h. : le Cheval évanoui.
Hébertot, 21 h. : l'Amour fou
Huchette, 20 h 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon
Le Lucernaire, 20 h. 30 : Pasiphae ; 22 h. : Molly Bloom ; 24 h. : Super-8 (cinéma).
Madeleine, 20 h. 30 : le Tournant.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Michodière, 20 h. 30 : l'Arnacoeur.
Mouffetard, 20 h. 30 : Guerres d'amour.
Nouveautés, 20 h 45 : Pauvre France.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
Saint-Georges, 20 h. 30 : l'Arc de triomphe.
Tertre, 20 h 30 : le Sauvage.
Théâtre de Dix-Heures, 20 h. 30 : la B.I.D.
Théâtre Essaïon, 20 h. 30 : Comment harponner le requin ? ; 22 h 30 : Phèdre. — Salle II, 22 h. : Haut-parleurs et cargos lents.
Théâtre d'Orsay, 20 h. 30 : Harold et Maude.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Zut.

Les cafés-théâtres

Au bec fin, 21 h. 30 : Oraison : les Dactylos ; 23 h. ; Yann B.
Le Caf' Conc' de Paris, 20 h. : Coluche.
Café-Théâtre de l'Odéon, 22 h. 30 : En avant les prognathes.
Le Fanal, 21 h. : Une île pour le five o'clock ; 23 h. : Confession d'une bourgeoise
Orphée II, 22 h 30 : le Bel Indifférent.
Petit-Casino, 21 h. 15 : la rentrée de Greta Garbo dans Phèdre ; 22 h. 45 : le Beau Rôle.

Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 45 : Zizi, je t'aime.
Elysée-Montmartre, 21 h. : Oh ! Calcutta.
Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'aime à la folie.
Olympia, 21 h. 30 : Pierre Vassiliu, D. Annegarn, G. Montagné, Cl. Engel.

Les festivals

ESTIVAL

Salle Pleyel, 20 h. 30 : Gundula Janowitz, soprano (Schubert).

MUSIQUE DE CHAMBRE DE PARIS

Eglise des Billettes, 21 h. : Orchestre de chambre Bernard Thomas, avec J.-J. Kantorow, violon (Bach, chevalier de Saint-Georges, Mozart).

SAINT-DENIS

Basilique, 20 h. 30 : Chœurs soviétiques Alexandre Svechnikov (Gounod, Lotti, Rachmaninov).

Mardi 10 septembre

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34

(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

Les cabarets

Alcazar, 23 h. : Une nuit à l'Alcazar.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue
Don Camilo, 20 h 30 : les Frères ennemis, G. Séty.
Lido, 22 h 30 et 0 h 45 : Grand Jeu.
Mayol, 16 h 15 et 21 h. 15 : Q nu.
Moulin-Rouge, 22 h. : Festival.
Tour Eiffel, 20 h. : Viva Mexico.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : Sept ans pis... sept ans mieux.
Dix-Heures, 22 h. : l'Esprit frondeur.

Le cirque

Carré Thorigny, 20 h. : Cirque Grusa.

Audio-visuel

Jardins du Palais-Royal, 20 h. 45 : Molière côté jardin.

Les opérettes

Bobino, 20 h. 30 : Il était une fois l'opérette.
Châtelet, 20 h 30 : les Trois Mousquetaires.
Variétés, 20 h. 45 : Godspell.

Son et lumière

Invalides, 22 h. : Ombres de gloire (de Louis XIV à Napoléon et à l'Aiglon)

Les concerts

Palais des congrès, 20 h. 45 : Orchestre philharmonique de Budapest, dir. A. Korodi, et le Chœur national de l'Arménie soviétique, dir. O. Tchekidjian (« Neuvième symphonie », de Beethoven).

La danse

Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : les Capoeiras de Bahia, ballets brésiliens.

CALENDRIER DES CONCERTS

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Chasse des grands fauves ; 18 h. 30 : Rebecca, d'A. Hitchcock ; 21 h. : Guerre et Paix, de K. Vidor ; 0 h. 30 : l'Oiseau du paradis, de K. Vidor.

Les exclusivités

AMARCORD (It., v.o.) (**) : Gaumont-Champs-Elysées (8e) (359-67-29), Hautefeuille (6e) (633-79-38), Madeleine-Gaumont (8e) (073-56-03), Victor-Hugo (16e) (727-49-75) ; v.f. : Gaumont-Convention (15e) (828-42-27), P.L.M.-Saint-Jacques (14e) (589-68-42), Ternes (17e) (380-10-41).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon (6e) (325-71-08), Elysées-Cinéma (8e) (225-37-90) ; v.f. : Helder (9e) (770-11-24), Bretagne (6e) (222-57-97).
ATTENTION ON VA SE FACHER (It.-Esp., v.f.) : Omnia (2e) (231-39-36), Liberté (12e) (343-01-59) ; v.o. : Ermitage (8e) (359-15-71).
COMMENT REUSSIR QUAND ON EST C... ET PLEURNICHARD (Fr.) : Concorde (8e) (359-92-84), Saint-Lazare-Pasquier (8e) (387-56-16)
CONTES IMMORAUX (Fr.) (**) : Elysées-Lincoln (8e) (359-36-14) (sous-titres anglais), Studio des Ursulines (5e) (033-39-19), Dragon (6e) (548-54-74), Hollywood-Boulevard (9e) (770-10-41), Cambronne (15e) (734-42-96), Bienvenüe-Montparnasse (15e) (544-25-02), U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19), U.G.C.-Odéon (6e) (325-71-08), Vendôme (2e) (073-97-52), Clichy-Pathé (18e) (522-37-41), Passy (16e) (288-62-34)
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Publicis-Saint-Germain (6e) (222-72-80), Triomphe (8e) (225-45-76), Paramount-Orléans (14e) (580-03-75), Paramount-Montmartre (18e) (606-34-35), Lux-Bastille (12e) (343-79-17), Plaza (8e) (073-74-55), Paramount-Maillot (17e) (758-24-24), Grand Pavois (15e) (531-44-58), Cluny-Ecoles (5e) (033-20-12), Murat (16e) (288-99-75).
EXECUTIVE ACTION (A., v.o.) : Ermitage (8e) (359-15-71) ; v.f. : Maine-Rive-Gauche (14e) (567-06-96), Paramount-Opéra (9e) (073-34-37), Terminal-Foch (16e) (704-49-53).
LA FEMME DE JEAN (Fr.) : Bonaparte (6e) (326-12-12), U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19)
GENERAL IDI AMIN DADA (Fr.) : Saint-André-des-Arts (6e) (326-48-18), U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19).
GRANDEUR NATURE (Fr.) (**) : Biarritz (8e) (359-42-33), Madeleine-Gaumont (8e) (073-56-03), Clichy-Pathé (18e) (522-37-41), La Clef (5e) (337-90-90), Ciné-Halles (2e) (236-71-71), Bienvenüe-Montparnasse (15e) (544-25-02), U.G.C.-Odéon (6e) (325-71-08), Maxéville (9e) (770-72-87), Magic-Convention (15e) (828-20-32).
LES GUICHETS DU LOUVRE (Fr.) : Quintette (5e) (033-35-40), Concorde (8e) (359-92-84), Gaumont-Opéra (9e) (073-95-48), Gaumont-Sud (14e) (331-51-16), Clichy-Pathé (18e) (522-37-41), Cambronne (15e) (734-42-96), Gaumont-Gambetta (20e) (797-95-02), Montparnasse 83 (6e) (544-14-27).
HOSPITAL (A., v.o.) : Marais (4e) (278-47-86).
MAHLER (An.) (*), v.o. : Gaumont-Rive gauche (6e) (548-26-36), Hautefeuille (6e) (633-79-38), Gaumont-Champs-Elysées (8e) (359-04-67) ; v.o. : Impérial-Pathé (2e) (742-72-52).
LES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) (**) : Biarritz (8e) (359-42-33), Studio Médicis (5e) (633-25-97), Bilboquet (6e) (222-87-23), Studio Raspail (14e) (326-38-98) ; v.f. : Hollywood-Boulevard (9e) (770-10-41), Napoléon (17e) (380-41-16), Clichy-Palace (17e) (387-77-29), Mistral (14e) (734-20-70), Cinémonde-Opéra (9e) (770-01-90), Liberté (12e) (343-01-59).
MISTER MAJESTYK (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; v.f. : Wepler, (18e) (387-50-70), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont Gambetta, 20e (797-02-74), Berlitz, 2e (742-60-33)
LA PALOMA (F.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Ciné-Halles, 2e (236-71-72), Hautefeuille, 6e (633-79-38).
LE PASSAGER (Ang.-Fr., v.f.) : Richelieu-Gaumont, 2e (233-56-70), Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Cambronne, 15e (734-42-96), Danton, 6e (326-08-18), Fauvette, 13e (331-60-74)
LES SEINS DE GLACE (Fr.) : George-V, 8e (225-41-46), Ermitage, 8e (359-15-71), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Max-Linder, 9e (770-40-04), Moulin-Rouge, 18e (606-63-26), Boul'Mich, 6e (033-48-29), Paramount-Montparnasse, 15e (326-22-17), Mistral, 14e (734-20-70), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Murat, 16e (288-99-75).
PECHE VENIEL (It., v.o.) (**) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Bretagne, 6e (222-57-97), Caméo, 9e (770-20-89)
Q (Fr.) : Mercury, 8e (225-75-90), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), A.B.C., 2e (236-55-54)
SOLEIL VERT (A., v.o.) (*) : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-87), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cluny-Palace, 5e (033-07-76)
SWEET MOVIE (Fr.-Can., v.o.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40).
STAVISKY (Fr.) : Marignan, 8e (359-92-82)
LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54), Athéna, 12e (343-07-48) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-47-19).
WOODY ET LES ROBOTS (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

Les rééditions

LE DICTATEUR (A., v.o.) : Champollion, 5e (033-51-60).
DROLE DE DRAME (Fr.) Actua-Champo, 5e (033-51-60).
LES FEUX DU MUSIC-HALL (It., v.o.) : Artistic-Voltaire, 11e (700-19-15).
LES HOMMES PREFERENT LES BLONDES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LA POISON (Fr.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Mayfair, 16e (525-27-06).
LES TROIS AGES (A.) : Saint-Séverin, 5e (033-50-91), Studio-Marigny, 8e (225-20-74) à 20 h. et 22 h.
UN TRAMWAY NOMME DESIR (A., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).

Les grandes reprises

BLOODY MAMA (A., v.o.) (**) : Luxembourg, 6e (633-97-77).
CETTE NUIT OU JAMAIS (All., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
2001 ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).
JOE HILL (A., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
LA NUIT DES MORTS VIVANTS (A., v.o., (**) : Styx, 5e (633-08-40), Murat, 16e (288-99-75) ; v.f. : Lumière, 9e (770-84-64), Scala, 10e (770-40-00), Montparnasse, 14e (326-65-13).
LA PECHE AU TRESOR (A., v.o.) : 14-Juillet, 11e (700-51-13).
SNOBS (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
UN ETE 42 (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (224-14-08), 20 h.

Les films nouveaux

DITES-LE AVEC DES FLEURS, film français de Pierre Grimblat, avec Delphine Seyrig, Fernando Rey. — Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Caravelle, 18e (387-50-72), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Fauvette, 13e (331-56-86), St-Germain Studio, 5e (033-42-72), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LE CANARDEUR, film américain de M. Cimino, avec Clint Eastwood. — (v.o.) : Arlequin, 6e (548-62-25), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), (v.f.) : Galaxie, 13e (580-76-86), Grand Pavois Bâbord, 15e (531-44-58), Paramount-Gaîté, 15e (326-99-34), Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Maillot, 17e (548-24-24), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75).
MARSEILLE CONTRAT, film américain de R. Parrish, avec Maureen Kerwin, Michael Caine, Anthony Quinn, M. Bozzufi. — (v.o.) : Jean-Cocteau, 5e (033-47-62), Ermitage, 8e (359-15-71), (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93), Rotonde, 6e (633-08-22), Telstar, 13e (331-06-19).
LES DERNIERES FIANCAILLES, film québécois de J.-P. Lefebvre : le Marais, 4e (278-47-86).

Les festivals

LES MEILLEURS POLICIERS : André-Bazin, 13e (337-74-39) : les Criminels (v.o.).
TROIS FOIS M. BRANDO (v.o.) : Noctambules, 5e (033-42-34) : Sur les quais.
W. C. FIELDS (v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42) : W.C. Fields parade.
HITCHCOCK (v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-76) : les Trente-Neuf Marches.
BERGMAN (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71) : la Nuit des forains.
ETE 74 (v.o.) : Pagode, 7e (551-12-15) : Rude journée pour la reine.
HISTOIRE DE L'OUEST VUE PAR LE WESTERN (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : Billy le Cave.
H. BOGART (v.o.) : Action-La Fayette, 9e (878-80-50) : les Fantastiques Années 20.
TROIS FOIS J. FONTAINE (v.o.) : New-Yorker, 9e (770-63-40) : Soupçons.
FELLINI (v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42) : les Nuits de Cabiria.

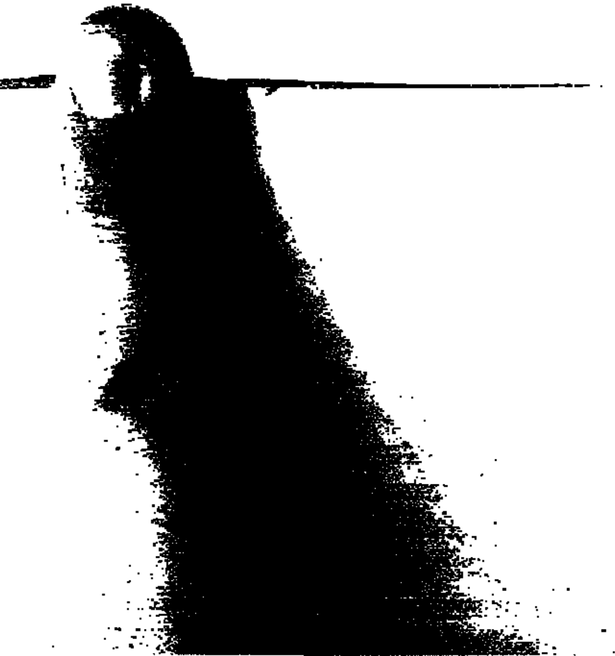
Les séances spéciales

LA BELLE ET LA BETE (Fr.) : le Seine, 5e (325-92-46), à 14 h. 15, 16 h. 15 et 18 h. 15.
CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (236-12-83), à 11 h. 45 et 0 h. 15.
LEO THE LAST (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
MACADAM COW-BOY (A., v. o.) : la Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h. Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
LA NUIT AMERICAINE (Fr.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
LES 400 COUPS (Fr.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
MASCULIN FEMININ (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
OUT ONE... SPECTRE (Fr.) : le Seine, 5e (325-92-46), à 20 h. (durée 4 h.).
UN DIMANCHE COMME LES AUTRES (A., v.o.) : la Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
TRAQUENARD (A., v.o.) et GRAND-HOTEL (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), à 20 h. 15.
UN HOMME QUI DORT (Fr.) : le Seine, 5e (325-92-46), à 12 h.
ZORBA LE GREC (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (236-12-83), à 13 h. 45 et 16 h. 10.
LES ZOZOS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (236-12-83), à 18 h. 40, 20 h. 30 et 22 h. 25.
WOODY WOODPECKER FLASH (A., v.o.) : Studio Marigny, 8e (225-20-74), à 14 h., 15 h. 15 et 17 h. 30.











Une rentrée des classes ordinaire

Quelque douze millions trois cent mille élèves vont rentrer en classe dans les écoles maternelles et élémentaires, les collèges et les lycées, le lundi 16 septembre. Plus de dix millions d'entre eux fréquenteront un établissement d'enseignement public, tandis que deux millions environ seront accueillis dans l'enseignement privé. Le vendredi 13 septembre, les enseignants les auront précédés dans les classes à l'occasion de la pré-rentrée, réduite cette année à une journée pour tous les ordres d'enseignement.

L'accroissement global des effectifs d'élèves est faible (1,1 %). Toutefois, une nette augmentation est prévue pour les écoles maternelles, l'enseignement spécialisé et l'enseignement technique court.

Les rentrées précédentes avaient été marquées par des innovations « *spectaculaires* » : déplacement du congé hebdomadaire du jeudi au mercredi à la rentrée 1972, introduction de l'éducation sexuelle et mise en œuvre des « *10 %* » à la rentrée de 1973.

Cette fois-ci, aucune mesure de cet ordre n'entre en vigueur, les rares nouveautés de la rentrée n'ayant pas une grande portée pédagogique.

Le nombre des élèves augmente surtout dans les maternelles et le technique

La stabilisation des effectifs scolaires à laquelle on assiste depuis plusieurs années se poursuit. 10 374 000 élèves sont attendus à la rentrée dans l'enseignement public du premier et du second degré, soit 117 000 de plus qu'en 1973-1974, ce qui est proche de l'augmentation enregistrée l'an dernier.

Cet accroissement de la population scolaire se répartit très inégalement entre les différents degrés d'enseignement.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE : nouvel afflux dans le préscolaire.

C'est dans les écoles maternelles *que la progression des effectifs* continue d'être la plus spectaculaire, puisque 2 197 000 enfants y sont attendus, soit 79 000 de plus que l'an dernier. En deux ans, la population préscolaire se sera ainsi accrue de plus de 150 000 élèves.

Cette progression est due essentiellement à l'accroissement du taux de scolarisation des enfants de trois à cinq ans et, plus lentement, de ceux de deux à trois ans. 26,17 % de ces derniers seront scolarisés cette année, 77,6 % des trois à quatre ans et 95 % des quatre à cinq ans. Les enfants de cinq à six ans, eux, sont scolarisés à 100 % depuis 1971.

Pour accueillir ces nouveaux élèves, 2 080 classes nouvelles ont été construites. Les expériences engagées en 1973 pour développer la scolarisation des jeunes enfants en zone rurale seront modestement étendues.

Dans l'enseignement élémentaire, au contraire, la tendance à la diminution des effectifs ne fait que s'accentuer. 4 015 000 élèves sont attendus, soit 31 000 de moins qu'en 1973-1974, où ils avaient déjà baissé de 26 000 (et non de 50 000 comme il avait été prévu). Cette *situation est due* à la baisse des effectifs des classes d'âge intéressées, mais aussi à celle des redoublements, notamment à l'issue du cours préparatoire, où ils étaient particulièrement élevés. D'après un sondage effectué par le ministère de l'éducation, le pourcentage des redoublants serait tombé de 17,9 % en 1969-1970 à 11,9 % en 1972-1973.

Toutefois les variations d'effec*tifs sont* très variables d'un département à l'autre, puisque dans vingt d'entre eux, par exemple, on note une augmentation du nombre d'élèves. C'est pourquoi la construction de classes est encore nécessaire pour répondre aux besoins créés par le phénomène d'urbanisation et pour remplacer les écoles vétustes.

Pour pourvoir ces postes d'enseignement, 650 emplois nouveaux ont été créés, un millier ont été récupérés sur des fermetures de classes et 1 250 postes inscrits au budget pour le second degré ont été transférés au premier degré, où les besoins sont beaucoup plus importants.

Dans l'enseignement spécialisé, qui accueillera 194 000 enfants (+ 4 000), 800 postes sont créés. D'autre part, pour prévenir ou corriger le plus tôt possible les inadaptations, 200 groupes d'aide psycho-pédagogique (comportant en principe un psychologue et deux rééducateurs) s'ajouteront au cours de l'année scolaire, aux 713 déjà en place.

Enfin, les classes de fin d'études — dont la suppression a été décidée par la réforme de l'enseignement de 1959 — devraient, *souhaite* le *ministère*, disparaître presque totalement à la prochaine rentrée en raison du développement des structures d'accueil dans les classes de 6e et de 5e. Déjà, cependant, l'an dernier, les effectifs auraient dû, selon les prévisions, passer de 13 000 à... 0. En fait, il y avait encore près de 6 500 élèves dans 194 classes de fin d'études en 1973-1974.

SECOND DEGRÉ : effectifs stabilisés

Trois millions neuf cent soixante-huit mille élèves (soit 64 500 de plus) sont attendus dans l'ensemble du second degré, pour lequel les prévisions sont plus modestes que celles de 1973.

En effet, l'an dernier, sur 3 983 000 élèves attendus (soit un accroissement de 145 000), il n'y en a eu en fait que 3 903 500, c'est-à-dire une erreur de prévision de quelque 80 000 et une augmentation réelle de 65 000. L'erreur concernait tous les cycles d'enseignement.

● **Le cycle moyen.**

Tel est le nouveau vocabulaire utilisé pour ce qui, jusqu'alors, était appelé le premier cycle, c'est-à-dire les classes de 6e, 5e, 4e et 3e.

C'est à ce niveau que l'on prévoit, dans le second degré, le plus fort accroissement d'effectifs avec 2 563 000 élèves (+ 32 000). Cette augmentation est toutefois plus limitée que celle des années précédentes.

Cent quatre-vingt mille places de collège seront livrées à la rentrée. Au total, 85 % des élèves seront accueillis dans les collèges d'enseignement secondaire, les autres se répartissent entre les collèges d'enseignement général et les premiers cycles de lycée.

Les classes préprofessionnelles de niveau (C.P.P.N.) et les classes préparatoires à l'apprentissage (C.P.A.) se développent rapidement. Depuis leur mise en place en 1972, les effectifs des C.P.P.N. seront passés, lors de la prochaine rentrée, de 34 000 à 72 000 et ceux des C.P.A. dépendant du *ministère de l'éducation de 6 000* à 44 000. Les C.P.A. fonctionnant dans des centres de formation d'apprentis accueilleront 25 000 élèves (+ 1 500). Le ministère de l'éducation estime que, dans l'avenir, les effectifs des C.P.P.N. devraient plafonner autour de 110 000, tandis que ceux des C.P.A. ne dépasseraient pas 90 000.

● **Le second cyle long.**

Sept cent soixante-dix-sept mille élèves — y compris ceux des classes préparatoires aux grandes écoles et aux brevets de techniciens supérieurs — sont attendus dans les lycées (+ 3 500). C'est seulement, d'ailleurs, la population scolaire des lycées techniques *qui s'accroît avec 261 000 élèves* (+ 4 000). En revanche, celle de l'enseignement général régresse de 2 000 élèves, passant à 461 000. Cette tendance affecte surtout les établissements parisiens.

L'important ralentissement de la progression des effectifs dans le second cycle long correspond aux objectifs du VIe Plan, d'autant plus qu'il affecte moins l'enseignement technique que l'en*seignement général*.

C.E.T. : succès des études en deux ans

C'est le secteur du second cycle où les effectifs progressent le plus puisque 543 000 élèves doivent être accueillis à la rentrée (+ 17 000) dans les collèges d'enseignement technique. Ce sont surtout les classes préparant à un brevet d'études professionnelles (B.E.P.) ou à un C.A.P. en deux ans qui bénéficient de cet accroissement avec 189 000 élèves (+ 14 500).

Si la majorité de ces élèves sont accueillis dans des C.E.T., une partie d'entre eux suivaient encore l'an dernier un enseignement correspondant dans des sections de lycées ou de C.E.G. ou dans des collèges d'enseignement industriel et commercial.

Pour améliorer les conditions d'accueil, 18 820 places ont été construites entre octobre 1973 et la rentrée 1974, auxquelles s'ajoutent 1 011 classes mobiles et 104 ateliers mis à la disposition des académies pour résoudre provisoirement des difficultés locales.

Pour l'ensemble du second degré, 15 260 postes ont été créés. Les 1 200 postes créés dans l'enseignement spécialisé du second degré pour faire face à l'accroissement des effectifs (+ 12 000) sont affectés aux sections d'éducation spécialisées (S.E.S., généralement annexées aux C.E.S. et qui reçoivent des débiles légers (95 seront ouvertes à la rentrée) et aux écoles nationales de perfectionnement (+ 5) qui reçoivent chacune des élèves atteints d'un même handicap.

CATHERINE ARDITTI.

LES PRÉVISIONS POUR L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

NATURE DES ENSEIGNEMENTS	PRÉVISIONS D'EFFECTIFS 1974-1975	VARIATIONS PAR RAPPORT A 1973-1974
PREMIER DEGRÉ		
Enseignement préélémentaire	2 197 000	+ 79 000 (3,6 %)
Enseignement élémentaire	4 015 000	— 31 000 (0,8 %)
Enseignement spécialisé	194 000	+ 4 000 (2,06 %)
TOTAL	6 406 000	+ 52 000 (0,8 %)
SECOND DEGRÉ		
Cycle moyen (6e, 5e, 4e, 3e)	2 563 000	+ 32 000 (1,2 %)
Second cycle lycées (2e, 1re, terminale) : — enseignement général	461 000	— 2 000 (0,4 %)
— enseignement technologique	261 000	+ 4 000 (1,5 %)
— classes préparatoires aux grandes écoles	30 000	+ 500 (1,6 %)
— classes préparatoires aux brevets de techniciens supérieurs	25 000	+ 1 000 (4,0 %)
TOTAL LYCEES	777 000	+ 3 500 (0,4 %)
Second cycle court (C.E.T.)	543 000	+ 17 000 (3,13 %)
Enseignement spécialisé	85 000	+ 12 000 (14,1 %)
TOTAL SECOND DEGRE	3 968 000	+ 64 500 (1,6 %)
TOTAL GENERAL	10 374 000	+ 117 000 (1,1 %)

Pas d'innovations spectaculaires

En attendant la mise au point de la réforme de l'enseignement, l'année scolaire 1974-1975 ne sera pas celle des innovations pédagogiques. Toutefois, les enseignements ou expériences mis en place l'an dernier continueront, c'est le cas notamment de l'information et de l'éducation sexuelles et de l'allégement de 10 % des horaires scolaires destinés à des activités originales.

● **Services « spécial rentrée 1974 ».**

Des services « spécial rentrée 1974 » seront ouverts dans chaque inspection académique, chaque rectorat, ainsi qu'au ministère de l'éducation, le mercredi 11 septembre, pour une durée de trois semaines. L'objectif de ces services — où des spécialistes répondront aux questions des élèves, des parents et des enseignants — est d'informer, de conseiller, et si possible de résoudre des difficultés.

Il est conseillé aux familles de s'adresser en priorité aux inspections académiques qui seront les plus efficaces pour répondre à la plupart des questions (inscriptions, redoublements...) et de recourir aux services des rectorats pour les cas les plus graves. Les enseignants pourront aussi s'adresser aux rectorats. L'ensemble de ces services accueilleront le public sur place et des lignes téléphoniques — dont les numéros seront communiqués par la presse locale — leur seront réservées.

Le service mis en place au ministère de l'éducation est particulièrement destiné à répondre aux problèmes exposés par les enseignants et notamment par les maîtres auxiliaires. *La permanence sera uniquement* téléphonique. Il sera possible d'appeler en P.C.V. aux numéros suivants : 705-30-39 ; 705-91-98 ; 705-82-99 et 705-58-25.

D'autre part, pendant cette période, l'équipe de conseillers d'information et d'orientation mis à la disposition d'Inter-service jeunes par le ministère de l'éducation sera renforcée.

● **Assouplissement des filières en sixième.**

La notion de filières est abandonnée à la rentrée. Jusque-là, en effet, *les élèves étaient répartis entre trois* filières : celles de type I (type « lycées »), celles de type II (type « collèges ») et celles de type III (classes de transition). Désormais, les chefs d'établissements sont invités — mais non obligés — à prendre des initiatives pour regrouper les élèves de sixième. Toutefois, les enfants en difficulté pourront être accueillis provisoirement dans des divisions ne dépassant pas vingt-quatre élèves. Un programme allégé leur sera destiné, suffisamment proche de celui des autres élèves, pour *permettre le passage d'un groupe* à l'autre. L'entrée dans ces groupes se fera après étude du dossier scolaire.

● **Gratuité des livres en sixième.**

L'allocation accordée aux établissements au titre du prêt de manuels (en sixième et cinquième) est portée, en sixième, de 15 F à 45 F par élève. Cette subvention doit permettre de compléter les collections mises à la disposition des élèves. Les établissements déjà suffisamment dotés pourront utiliser les crédits restants pour acheter des fournitures individuelles ou pour prêter des tenues d'éducation physique aux élèves.

● **Nouveaux programmes de philosophie.**

De nouveaux programmes de philosophie entreront en vigueur dans toutes les classes terminales. D'autre part, les deux heures facultatives de mathématiques dans les séries A 3 et A 4 deviennent obligatoires.

● **Extension des réductions d'horaires dans les C.E.T.**

Des arrêtés de juillet 1973 ont fixé à trente-six heures hebdomadaires l'horaire maximum applicable aux élèves préparant un C.A.P. ou un B.E.P. Cette disposition, appliquée depuis un an aux élèves de première année, sera généralisée à l'ensemble des élèves de C.E.T.

LA RENTRÉE DU MINISTRE

Un « fonceur » prudent

« Je suis prudent », a dit à plusieurs reprises le ministre de l'éducation, M. René Haby, invité de l'émission « Actuel 2 », sur la seconde chaîne de télévision. Aveu bizarre, qui cadre mal avec le personnage de rugbyman, « fonceur », ayant réponse à tout et des idées personnelles bien arrêtées : un ministre « prudent » aurait-il, dans les semaines qui ont suivi son entrée au gouvernement, rayé d'un trait la réforme de l'enseignement secondaire préparée minutieusement pendant plus d'un an par son prédécesseur, M. Joseph Fontanet ?

En fait, M. Haby sera apparu aux millions de parents d'élèves qui l'auront écouté comme ce qu'il est : un professeur. Patient avec les journalistes qui l'interrogeaient ; expliquant dans un langage relativement simple des choses très complexes ; pas de passion, pas de formules-chocs, pas d'effet oratoire ; un sourire parfois complice avec ses intervieweurs ; ponctuant certaines phrases d'un « s'pas » pédagogique... Et souvent sur la défensive, autre forme de « prudence ». On prépare de grandes réformes (c'est donc que le système d'enseignement n'est pas au point), mais on défend les vertus du système en vigueur (classes de transition, formations des maîtres).

C'est là que le bât blesse. L'opinion le sent bien, et les journalistes n'ont pas manqué de le faire remarquer au ministre. Encore des réformes ? On a beau répondre que les questions sont complexes, qu'il faut une perpétuelle adaptation, que la crise de l'enseignement est un phénomène mondial, la « réformite » éducative est une maladie chronique de notre ministère. On aime étudier. Lorsqu'une question embarrasse, la réponse est toute trouvée : « Une commission travaille. » ; « Un groupe étudie. » ; « Nous nous préoccupons vivement de cette question. »

Ainsi la question de fond soulevée par la gratuité des manuels, fournitures et transports scolaires, à laquelle la hausse des prix de cette rentrée confère une actualité brûlante. Depuis des années — M. Olivier Guichard, prédécesseur de M. Fontanet, avait déjà annoncé de grandes réformes à ce sujet — on se « préoccupe » de cette affaire. Des livres gratuits pour tous ? Ou bien une aide plus « sélective » en faveur des familles démunies ? On étudie...

Par cette technicité apportée à traiter les problèmes d'enseignement, la façon de remettre inlassablement l'ouvrage sur le métier, l'éducation apparaît comme une « cuisine » de spécialiste. Comme si les orientations politiques, les choix de société n'intervenaient pas.

M. Haby a voulu s'en défendre au cours de l'émission. Ce fut sa conclusion : « Je suis un homme politique, car, dans un pays moderne, l'éducation est un problème de société, un problème politique au propre sens du terme. » *Tardif et peu convaincant. Un exemple : lorsque le ministre a été interrogé sur la question délicate des maîtres auxiliaires au chômage dans le second degré, il a « prudemment » esquivé. Cette question relève pourtant d'un choix politique : le gouvernement n'a pas l'intention, à l'avenir, de continuer de recruter massivement des professeurs.*

Le nouveau ministre prépare une nouvelle réforme de l'enseignement. On aimerait qu'il ne s'agisse pas seulement de « filières », d'« examens », de « passerelles »... Que soient précisées avec davantage de clarté les conséquences sociales et économiques des choix en matière d'éducation.

YVES AGNÈS.

ÉDUCATION

L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS MENACÉ EN EUROPE

ALLEMAGNE FÉDÉRALE : un choix théorique

De notre correspondant

Bonn. — La dégradation des positions du français en Allemagne ne cesse de s'accentuer. Au cours de la séance plénière des consultations franco-allemandes du mois de juillet, M. Lapie, le coordonnateur français, avait, une fois de plus, attiré l'attention sur le nécessaire développement de l'enseignement de la langue française en République fédérale. Pendant leurs entretiens en tête à tête, MM. Schmidt et Giscard d'Estaing s'étaient exprimés en anglais, et l'on peut craindre que la génération nouvelle ne soit contrainte d'en faire autant, tout au moins si des mesures ne sont pas prises rapidement pour enrayer le déclin du français en Allemagne.

Georges Pompidou et M. Olivier Guichard, alors ministre de l'éducation nationale, avaient déjà au cours des dernières années protesté auprès des autorités allemandes contre la manière discriminatoire dont était traité le français par rapport à l'anglais dans les écoles secondaires. En 1964, un an après la signature du traité franco-allemand d'amitié et de coopération, les ministres des affaires culturelles des Länder réunis à Hambourg, poussés par un souci d'uniformisation de l'enseignement, décidaient que la première langue de l'enseignement secondaire devait être l'anglais ou le latin.

Les interventions de Paris et les protestations de l'association des enseignants de français en Allemagne amenèrent les ministres à revoir leur position. En 1971, ils ont introduit un amendement à l'accord de Hambourg, précisant que les élèves avaient le « choix » entre l'anglais et le français. Hélas ! ce choix reste très théorique, les Länder du nord de l'Allemagne (Basse-Saxe, Hambourg, *Schleswig-Holstein) ne paraissent* nullement disposés à favoriser l'enseignement du français en tant que première langue. Il faut, par exemple, vingt-cinq élèves pour créer une classe de français en Allemagne contre dix en France pour créer une classe d'allemand.

Le risque scolaire

Les autorités administratives expliquent, d'autre part, l'avantage dont bénéficie l'anglais par l'attitude des parents. Cette faveur se comprend mieux quand on sait que les parents des élèves ayant choisi le français comme première langue doivent signer « *une déclaration de risques* ». Si leur enfant change d'établissement et si, dans cet établissement, il n'y a pas de classe de français, les parents portent « *l'entière responsabilité* » des difficultés scolaires.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que dans leur immense majorité les élèves choisissent d'abord l'anglais. En Rhénanie-Palatinat pourtant, un des Länder avec le Bade-Wurtemberg où l'enseignement du français est le plus développé, 85 % *des élèves des lycées ont pris l'an*glais et seulement 2 % le français comme première langue (37 % comme seconde langue). La langue française est pratiquement exclue de l'enseignement secondaire court (Realschulen) et de l'enseignement primaire.

Les diverses actions menées pour briser le quasi-monopole de l'anglais (introduction du français dans l'enseignement préscolaire en profitant de son développement rapide ; échange d'instituteurs dans les classes primaires ; actions des sociétés franco-allemandes dans l'opinion publique ; création de lycées franco-allemands) n'ont encore abouti qu'à des expériences isolées.

Cependant, une nouvelle menace pèse sur le français. Pour l'année scolaire 1976-1977, une réforme de l'enseignement secondaire est envisagée, elle prévoit la suppression de la deuxième langue vivante au cours des deux dernières *années de* lycée. Si cette réforme est appliquée, le français est menacé de disparition totale.

Pour justifier cette réforme, les ministres des affaires culturelles des Länder invoquent le « *caractère sélectif* » des langues étrangères. Il serait nécessaire, selon eux, de réduire leur importance dans l'enseignement secondaire pour « *augmenter l'égalité des chances* » entre les élèves. L'association allemande des enseignants de français estime justement que l'argument peut être retourné, car seuls les enfants appartenant aux classes sociales privilégiées auront le temps et les moyens d'acquérir (par exemple dans les écoles privées ou grâce à des précepteurs ou encore à la faveur de voyages ou de séjours d'étude à l'étranger) ces connaissances supplémentaires qui les mettront à même d'occuper les meilleures places dans la hiérarchie sociale.

DANIEL VERNET.

PAYS-BAS : les cours du soir ont partout du succès

De notre correspondant

Amsterdam. — *La langue française est en danger aux Pays-Bas. C'est ce qu'affirment les professeurs de français néerlandais et de nombreux intellectuels qui craignent de voir cette langue faire les frais de la prochaine réforme de l'enseignement. Le projet gouvernemental prévoit, en effet, que les élèves du secondaire n'auront plus à connaître que deux langues pour l'examen final, équivalent de notre baccalauréat : le néerlandais et une langue « moderne » de leur choix, c'est-à-dire l'anglais, l'allemand ou le français.*

Déjà, depuis 1968, le français est facultatif pour l'examen final des lycéens. Le résultat de cette « dévaluation » du français est qu'environ 95 % des élèves optent pour l'anglais en première langue. En seconde langue 60 % optent pour l'allemand et 40 % pour le français. La réforme prévoit aussi qu'une seule langue vivante étrangère (au lieu de deux) sera obligatoire pendant la classe d'orientation, première année de l'enseignement secondaire aux Pays-Bas.

Pour les professeurs de français et les francophones, il ne fait aucun doute que cette langue sera l'anglais. Depuis un certain nombre d'années le désintérêt pour l'étude du français s'accentue dans l'enseignement primaire et secondaire. En 1966, quatre-vingt-un mille écoliers du primaire apprenaient encore le français en plus du programme normal ; en 1971, ce nombre était tombé à seize mille. Dans le même temps, le nombre d'écoliers du primaire apprenant l'anglais est passé à trente-trois mille. Dans l'enseignement secondaire, l'horaire hebdomadaire des élèves, auparavant de trente-six heures, est passé à trente-deux heures, puis à trente heures. Cette compression a fait deux victimes principales : le français — qui n'est plus enseigné qu'une heure au maximum, au lieu de trois, par semaine — et les activités d'expression artistique.

Cette situation pourrait toutefois être prolongée. En effet, devant les protestations qu'a provoquées le dépôt du projet de réforme, le ministre de l'éducation a été amené à revenir quelque peu en arrière. Au cours d'une communication faite le mercredi 4 septembre devant la commission spécialisée du Parlement hollandais, il a indiqué que le français serait maintenu pour les dix années à venir dans les classes d'orientation.

Selon une enquête auprès d'élèves du secondaire, les écoliers néerlandais boudent le français essentiellement pour deux raisons : la difficulté de la langue (on préfère ne pas prendre de risques pour l'examen final) et son utilité moindre pour l'avenir professionnel (on n'apprend plus une langue pour pouvoir lire les écrivains et écouter des chansons).

Pourtant, l'anglais n'est pas uniquement jugé sur sa valeur commerciale. Le « boom » culturel anglo-saxon a sans doute eu une influence confuse mais certaine sur l'affaiblissement de l'attrait pour la langue française. L'hostilité de l'opinion publique à l'égard de certaines orientations de la politique française extérieure et intérieure n'a probablement pas amélioré la situation. Pour les jeunes Néerlandais en particulier, la France est un pays conservateur, « anti-jeunes » et tributaire de nombreux tabous.

Les professeurs de français disposent cependant d'un argument non négligeable : si les jeunes se désintéressent de la langue française, leurs aînés la redécouvrent. Les universités populaires (cours du soir) reçoivent de plus en plus d'élèves désireux d'apprendre le français ; dix mille personnes se sont inscrites pour les cours donnés à la télévision (45 % avaient de trente à cinquante ans).

Les partisans du français ont reçu l'appui de deux grands quotidiens, qui ont commencé à rassembler des signatures en faveur de l'étude du français afin de « sauver les jeunes Néerlandais d'un important affaiblissement de leur bagage culturel ». *Autre soutien, inattendu : celui du petit parti communiste néerlandais, qui considère l'enseignement du français dans toutes les écoles comme un acquis social. La disparition possible du français des écoles néerlandaises profiterait, selon lui, à cette même bourgeoisie pour laquelle cette langue était une façon de se distinguer du bas peuple il y a à peine cinquante ans.*

Si la spectaculaire reprise du tourisme néerlandais en France incite beaucoup de Hollandais d'âge mûr à reprendre leurs livres d'école, c'est l'amélioration de l'image de marque de la France qui pourra contribuer à la défense de sa langue.

PHILIP FRERIKS.

L'assemblée générale de…

DÉFENDRE L'UNIVERSITÉ

« LES universités européennes 1975-1985 ». Tel était le sujet soumis à la réflexion des deux cent cinquante personnes réunies à Bologne, du 2 au 7 septembre, pour la cinquième assemblée générale de la conférence permanente des recteurs, présidents et vice-chanceliers des universités européennes. Cinq groupes de travail ont été constitués sur les thèmes suivants : l'Université et les besoins nouveaux de la société ; la formation universitaire ; l'Université et la recherche ; le gouvernement des universités ; le financement des universités.

La conférence des recteurs ne fait pas de recommandations. Son rôle est de donner aux responsables des universités européennes la possibilité de se rencontrer, d'échanger des informations et de confronter leurs problèmes. Cette cinquième assemblée générale aura permis de dresser un tableau assez fidèle de la situation des universités dans la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest.

Bologne. — « *L'Université traditionnelle, la douce et paisible* alma mater, *n'est plus. Elle ne ressuscitera pas. La révolution socio-économique qui s'opère depuis vingt ans l'a tuée.* » Ce constat de décès, établi par l'un des rapporteurs, M. Claude Champaud (Rennes), n'aura surpris personne. Tous les recteurs, présidents ou vice-chanceliers réunis à Bologne sont bien convaincus que l'enseignement supérieur, dans les pays développés, se trouve confronté à une situation sans précédent dans l'histoire. Les éléments de cette transformation sont bien connus : l'arrivée dans les universités de *masses d'étudiants aux origines*, aux possibilités et aux ambitions très diverses ; la place prise par l'enseignement supérieur et la recherche dans le progrès économique, qui conduit les États à accentuer leur contrôle et à concevoir des systèmes de planification à long terme ; l'évolution rapide des connaissances qui oblige les universités à s'ouvrir aux adultes et à la formation continue ; le caractère de « service public » des universités qui se voient investies d'une fonction de promotion collective et de démocratisation sociale ; l'apparition de tensions internes qui rendent nécessaire la création d'instances de participation...

Ces réalités nouvelles se sont abattues sur les universités depuis une vingtaine d'années, avec une brutalité telle que celles-ci ont été entraînées dans un mouvement qui les dépassait. Croissance, expansion, contestation, réforme, démocratisation... dans le tourbillon des années 60, ces notions nouvelles se sont imposées sans qu'il soit vraiment possible de les maîtriser.

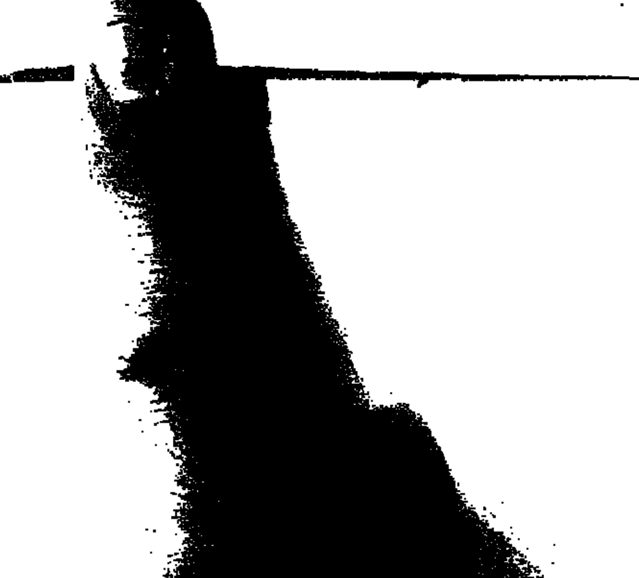
Or voilà que, depuis deux ans, l'histoire universitaire est entrée dans une phase nouvelle. Certes, le rôle de l'enseignement supérieur dans la constitution de ce que deux chercheurs italiens — Alessandro Faedo et Claudio Villi — ont appelé le « *secteur quaternaire* » (c'est-à-dire une catégorie économique et sociale nouvelle liée à la production scientifique et technique) demeure primordial. Mais en même temps la croissance connaît une pause. Les effectifs d'étudiants presque partout cessent d'augmenter. Les crédits consacrés à l'enseignement supérieur et à la recherche stagnent. Un mouvement de contestation à l'égard de la science apparaît. Le prestige dont jouissait l'enseignement supérieur auprès des États et des individus tend à s'émousser. Bref, après l'ivresse de la croissance et la certitude d'avoir un rôle historique, les universités connaissent maintenant une crise de confiance. Dans ces circonstances le thème général choisi par la conférence des recteurs était particulièrement bien choisi. Si l'on entre dans une ère nouvelle, il convient de s'y préparer.

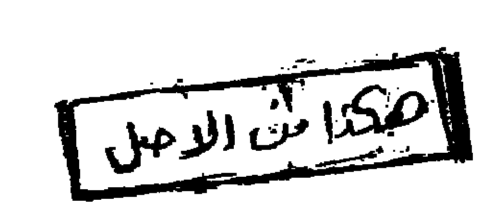
L'ambition du propos était évidemment démesurée, et il n'est pas surprenant que les résultats aient été en deçà des intentions. Du moins cette réunion aura-t-elle permis de dresser un tableau assez réaliste de la situation et des problèmes qui se posent aux universités.

On ne s'étonnera pas que l'un de ceux qui préoccupent au premier chef des responsables d'université soit l'autonomie de l'Université face aux pouvoirs publics. L'enseignement supérieur et la recherche sont, en effet, de plus en plus soumis aux exigences de l'État, qui s'efforce de prévoir les besoins en main-d'œuvre, réforme les études en conséquence et fixe les priorités budgétaires.

Cette planification des demandes et des ressources, les universités en reconnaissent la nécessité et en souhaitent le développement. Mais tout en préservant la part de liberté indispensable à l'activité universitaire. « *L'autonomie universitaire est d'une importance vitale et il est indispensable de mener une lutte acharnée et persévérante pour éviter qu'elle ne*







la conférence des recteurs européens

CONTRE L'ÉTAT ET CONTRE LE DOUTE

De notre envoyé spécial

s'effrite d'une façon préjudiciable pour l'enseignement et la recherche », a affirmé Sir Kenneth Berrill (Londres). Une telle attitude est, certes, dans la tradition anglo-saxonne d'indépendance universitaire. Mais une préoccupation analogue a été exprimée par M. Zygmunt Rybicki (Varsovie), qui a insisté sur la nécessité pour les universités de résister à la pression des entreprises, lesquelles ont tendance à leur demander de former des cadres trop étroitement spécialisés.

L'Université n'est pas un Parlement

La pierre angulaire de l'exercice de l'autonomie, c'est bien entendu le financement. L'Etat étant pratiquement le seul dispensateur des fonds (et de fonds de plus en plus considérables), la situation de dépendance des universités tend à s'amplifier. C'est pourquoi les responsables des universités ont examiné les moyens d'assouplir un peu ce joug en prônant la constitution d'un pouvoir universitaire collectif fort (comme cela existe en Grande-Bretagne avec l'University Grants Committee qui négocie avec le gouvernement des plans de financement sur cinq ans), ou en demandant que les responsables universitaires aient plus de latitude dans l'utilisation de leurs crédits, ou encore en suggérant que les universités trouvent des sources « extérieures de financement (emprunts, contrats, loteries, frais de scolarité, appel aux anciens étudiants, etc.)

L'autonomie de l'Université ne peut être efficacement défendue que si celle-ci dispose d'un pouvoir exécutif fort. Si la notion de participation est maintenant admise (elle a été particulièrement défendue par M. Michel Alliot, président de Paris-VII), de nombreux recteurs sont d'avis qu'elle ne doit pas entraîner un affaiblissement des capacités de décision « *Les analogies entre les procédures parlementaires ou municipales et les prises de décision dans une université sont maintenant réfutées* », a fait observer M. Siegfried Korninger (Vienne).

Former les universitaires

Un autre thème central est la nécessité d'adapter les établissements à l'enseignement de masse. Cette situation nouvelle implique notamment qu'une attention beaucoup plus grande soit portée à l'enseignement proprement dit, et notamment à celui destiné aux étudiants des premières années. Cela nécessite notamment une amélioration des méthodes d'enseignement et qu'une formation pédagogique soit donnée aux maîtres. La création d'un groupe permanent au sein de la conférence consacré à ce problème a été décidée. Ce groupe devra notamment « *recenser les problèmes que posent la formation, le recrutement, l'évaluation et la formation continue des universitaires ; analyser les expériences qui ont pu déjà être effectuées ; proposer toute réalisation d'opérations ou création d'institutions afin d'aider les universités à résoudre ce problème capital* ».

Une plus grande adaptation des universités aux besoins des individus et de la société implique d'autre part la création de filières d'enseignement très diversifiées dans leur contenu et leur niveau. La multiplication de filières courtes a été préconisée pour permettre aux étudiants de « sortir » du système à différents niveaux, avec une formation professionnelle.

La mise en place de cycles courts va de pair avec l'engagement, considéré comme fondamental, des universités dans l'éducation permanente. Le sentiment que la conquête de ce « marché » nouveau est une condition de la survie des universités paraît maintenant largement partagé. Cette évolution implique naturellement une beaucoup plus grande interpénétration entre l'Université et le monde économique.

De nombreux participants ont toutefois voulu mettre en garde ceux qui pourraient être saisis par le vertige d'un changement trop radical en rappelant les missions traditionnelles — et à leurs yeux irremplaçables — de l'Université : la place importante que doit conserver la recherche, la nécessité de maintenir une formation générale et de ne pas trop professionnaliser les formations. « *L'abandon des missions spécifiques pour la recherche et l'éducation au plus haut niveau ne doit pas être le prix à payer pour le nouveau marché de la formation continue* », a noté M. Horst Buerkle (Munich).

Un nouveau « pouvoir »

Héritiers de la tradition mais conscients de la nécessité du mouvement, membres du corps universitaire mais appelés par leur fonction à prendre des responsabilités de gestionnaires, les recteurs et présidents symbolisent l'apparition d'une nouvelle classe d'intellectuels, d'une sorte de technocratie universitaire, qui tente d'opposer aux pouvoirs publics un « pouvoir » scientifique. La vitalité de la conférence européenne et l'ampleur qu'a prise cette assemblée générale sont, pour beaucoup, l'occasion d'affirmer la dimension internationale de cette corporation, et ainsi de renforcer leur autorité dans leur lutte contre leur propre administration. Le débat qui s'est instauré à propos de l'ouverture aux universités des pays de l'Est a été l'un des signes de cette réalité psychologique (*le Monde* du 10 septembre). Tout en souhaitant l'élargissement de la conférence, qui témoignerait de l'importance grandissante prise par la fonction rectorale, beaucoup ont craint que l'entrée massive des universités socialistes ne change le caractère de la conférence, en la rendant plus dépendante des gouvernements. Ce caractère de club d'universitaires-managers, dont le succès même témoigne de la place prise par les universités dans les sociétés modernes...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

1350 ENSEIGNANTS CATHOLIQUES EN FORMATION A ORLÉANS

L'aventure des hommes de bonne volonté

Orléans. — « L'enseignement catholique n'a pas à verser dans le scepticisme. Ses résultats contrastent étrangement avec son spleen. » *M. Paul Aubret, secrétaire général adjoint de l'enseignement catholique, aurait voulu rassurer, dès la première journée, les treize cent cinquante stagiaires de la Semaine de recherche pédagogique, organisée à Orléans du 2 au 8 septembre, par l'association Education et Culture, qu'il n'aurait pas tenu d'autres propos.*

Pour le moins, il lui a paru utile, à quelques jours de la rentrée scolaire, de rappeler les principales données de l'enseignement catholique. « Deux millions d'élèves, cent mille enseignants. Des valeurs qui n'ont peut-être plus le vent en poupe, mais auxquelles — les sondages le prouvent — la grande majorité des familles socioculturelles et politiques demeurent attachées. Une des dernières survivances des institutions publiques de l'Eglise, dont s'écartent certains clercs engagés, tandis que d'autres, plus réalistes, estiment que c'est l'un des rares domaines où l'Eglise peut maintenir le contact avec la jeunesse. » *Insistant sur la nécessité d'entreprendre des* « initiatives collectives dans le cadre d'un projet d'éducation ». *M. Paul Aubret soulignait que* « l'enseignement catholique est dans une période d' « indétermination favorable ».

Faut-il mettre sur le compte de ces incertitudes, l'assiduité des enseignants catholiques, fréquentant des stages de formation pédagogique ? Près de la moitié d'entre eux reçoivent en effet, chaque année, à leurs frais et sur leur temps de vacances, un complément de formation que leur dispensent différentes associations, dont Education et Culture.

Cette association, établie à Rodez, qu'anime avec six enseignants permanents le Père Louis Blanc, organise chaque année depuis vingt ans des stages pédagogiques et des voyages culturels qui ont permis l'an passé à six mille enseignants de se familiariser avec des techniques et des idées nouvelles.

Les mille trois cent cinquante stagiaires d'Orléans venaient des quatre coins de la France et quelques-uns de l'étranger. Si la féminisation de l'enseignement primaire trouvait ici encore une confirmation dans la présence de 10 % seulement d'hommes, en revanche la moyenne d'âge a considérablement baissé pour se stabiliser autour de trente-cinq ans.

Les motivations de ces enseignants sont diverses. « *Je ne sais plus enseigner. Vous, vous savez. Apprenez-moi à apprendre* », disait l'un des participants à un animateur d'atelier.

A côté du respect de la hiérarchie qui demeure très vivant, les enseignants catholiques souffrent toujours d'un certain complexe d'infériorité vis-à-vis de l'enseignement public. Jusqu'à présent, le Père Louis Blanc a tenu à conserver l'autonomie d'Education et Culture face à la direction de l'enseignement catholique, autonomie « *sans laquelle*, dit-il, *certaines choses ne seraient plus possibles* ». En particulier, la participation à ces stages de membres de l'enseignement public. A

De notre envoyé spécial

Orléans, ils représentaient 10 % des stagiaires et plus des deux tiers des animateurs. S'ils tiennent à conserver une certaine discrétion, ils reconnaissent apprendre beaucoup au cours de ces stages. « *J'y ai trouvé une ouverture d'esprit que je ne trouve pas ailleurs* », dit une jeune enseignante d'économie sociale et familiale en école normale.

Si le nombre des religieuses qui suivent un stage a diminué de moitié en trois ou quatre ans — compte tenu du renouvellement et de la laïcisation du corps enseignant — elles acceptent volontiers, comme la plus grande partie des stagiaires, de changer leur enseignement. Ainsi, une religieuse de cinquante-sept ans, professeur de français dans un établissement mixte : « *S'il n'y avait pas d'enseignement catholique, je n'en serai pas catastrophée ; si on me demandait d'aller dans l'enseignement public, j'irais sans hésiter.* »

Ambiguïté des finalités

M. Edgar Faure, invité, comme M. Pierre Emmanuel, ancien président de la commission ministérielle de réforme de l'enseignement du français, à donner son opinion sur l'avenir de l'école, devait à son tour affronter les questions d'enseignants inquiets et déroutés le plus souvent par les réformes ou projets de réforme qui se succèdent. Partisan du maintien de l'éducation de base parce que « *ce n'est pas au café, au cinéma ou dans la rue qu'on apprend les logarithmes* », l'ancien ministre de l'éducation nationale voit dans la transformation du professeur en « *conseiller - d'auto - éducation* » pour des élèves devenus des « *autodidactes aidés* », une mutation « *exaltante et non pas humiliante* ». L'éducation permanente, qui s'impose aujourd'hui étant donnée la quantité sans cesse croissante de connaissances, doit conduire, selon lui, à « *considérer la connaissance comme un but en soi, à laquelle chaque individu a droit, au niveau le plus élevé, même s'il n'en a pas l'usage dans sa vie professionnelle* ».

De son côté, M. Pierre Emmanuel, réclamant pour les enfants le droit « *d'être heureux à l'école ou de pouvoir aller ailleurs s'ils en ont envie* », regrette qu'ils soient « *mis en réserve pour des activités qui ne commenceront que quand ils seront adultes* ». « *Il faut cesser d'enfermer l'enfant dans le milieu clos de l'école*, devait - il ajouter.

Les propos de l'académicien ont trouvé un écho évident chez les stagiaires d'Orléans, convaincus que l'école pourrait avantageusement être remplacée par une « *communauté éducative* », qui permettrait une formation psychologique et affective. Mais les professeurs catholiques se heurtent à l'ambiguïté des finalités de leur enseignement. « *Parmi les parents qui nous confient leurs enfants*, dit une participante, *il y a un courant élitiste. Les autres nous demandent au contraire de rechercher une ouverture vers les plus pauvres.* » L'animatrice d'un atelier constate une ambiguïté analogue : « *Dans l'enseignement privé, beaucoup de maîtres n'ont pas de superbe. Ils n'ont pas été une fois pour toutes couverts de lauriers. Mais dans les groupes, la politique est encore un sujet tabou. Il y a très peu de gauchistes ici. On n'arrive jamais à la notion de conflit. Les rapports sont feutrés parce qu'on hésite à tout faire voler en éclats.* »

ANDRÉ MEURY.

JUSTICE

LA DISPARITION DU P.-D.G. DU GRAND HOTEL DE LYON

Un témoin contredit les affirmations d'un des inculpés

Lyon. — L'information menée par M. François Renaud, juge d'instruction dans l'affaire Marin-Laflèche, a été marquée le lundi 9 septembre par la déposition d'un nouveau témoin selon laquelle les affirmations d'un des inculpés actuellement détenus, M. Daniel Le Sant, pourraient être remises en question.

Ami de M. Yves Marin-Laflèche, M. Le Sant avait affirmé avoir quitté Lyon pour Paris dans la nuit du 3 au 4 juillet 1974, nuit au cours de laquelle le P.D. G. du Grand Hôtel devait disparaître, mais sans rien savoir alors de ce qui avait pu se passer ensuite. Récemment, une photographie de M. Le Sant ayant été publiée par un journal, un habitant de Lyon, M. Pierre Rémond, fit savoir qu'il reconnaissait en lui un homme qu'il avait vu dans la nuit du 6 au 7 juillet au volant de la voiture Alfa-Romeo 2000 appartenant au disparu, et qui devait être retrouvée par la police le 9 juillet. Selon M. Rémond, M. Le Sant était descendu du véhicule à l'endroit où il fut abandonné, sur le quai Perrache. Il revit la voiture le lendemain matin et remarqua alors que les clés étaient restées sur le tableau de bord. Or l'Alfa-Romeo était fermée à clé lorsque la police la découvrit.

Confronté avec M. Le Sant, M. Rémond a maintenu ses déclarations, assurant qu'il reconnaissait parfaitement l'homme qu'il avait aperçu dans la nuit du 6 au 7 juillet. Jusqu'à présent, les charges retenues contre M. Le Sant n'étaient pas aussi précises. Il était seulement établi qu'il se trouva en possession de divers objets ayant appartenu à M. Marin-Laflèche, ce qu'il justifiait en disant qu'il les avait obtenus en échange d'un pistolet dont il était propriétaire et dont son ami avait envie.

On avait aussi constaté que c'est au soir même du 4 juillet où M. Le Sant arriva à Paris le matin, que M. Jean-Gérard Calvy, conseiller juridique de M. Martin-Laflèche, lui aussi inculpé et écroué aujourd'hui, avait pour sa part quitté la capitale pour arriver précipitamment à Lyon, en compagnie de son avocat, et réunir en toute hâte un conseil d'administration de la société du Grand Hôtel, afin de faire nommer un nouveau président-directeur général. Ce conseil d'administration devait d'ailleurs se révéler sans valeur juridique. Les commissaires aux comptes n'y avaient pas été conviés et, surtout, le procès-verbal dont il fit l'objet ne fut jamais déposé au greffe du tribunal de commerce de Lyon.

Tout cela est encore à rapprocher des conditions dans lesquelles M. Marin-Laflèche avait connu M. Le Sant. Ce dernier avait été recruté sur sa demande par un autre de ses amis, M. Joël Matencio, lui aussi inculpé, à une époque où l'hôtelier lyonnais voulait faire fracturer à Nice un coffre appartenant à M. Calvy. Il est donc de plus en plus évident aujourd'hui que les mobiles de l'affaire Marin-Laflèche sont nés des rapports d'affaires qui ont existé entre le P.-D.G. du Grand Hôtel et celui qui fut un moment son homme de confiance.

Une histoire d'hommes d'affaires

Les circonstances entourant la disparition du P.-D.G. du Grand Hôtel de Lyon, le secret rigoureux observé par le juge d'instruction et ses auxiliaires de la police judiciaire, les allusions à un scandale à la fois politique et financier colportées dans les cafés du centre de la ville, contribuent à faire jaillir les hypothèses les plus extravagantes sur la fin de M. Yves Marin-Laflèche. On prétend de la sorte que le corps a été dissous dans l'acide ou même coulé dans le béton des équipements autoroutiers du cours de Verdun. Incontestablement, le sentiment que l'homme d'affaires lyonnais a été assassiné domine, et le juge d'instruction, M. François Renaud, n'hésiterait pas, dit-on, à le partager.

Certes, la petite phrase lâchée à l'instruction par l'un des inculpés, M. Daniel Le Sant : « *Avant d'accuser quelqu'un, il faudra retrouver le cadavre* », ne permet pas de tirer des conclusions judiciaires, mais elle est, il faut bien le reconnaître, lourde de sous-entendus.

Dans cette affaire, la personnalité du disparu — homosexuel passionné, instable, entraînant dans son tourbillon des personnes d'inégale moralité, brassant des fonds importants, se montrant tour à tour abattu ou triomphant, capable de gentillesse extrême et de folles imprudences — a pu, au début, dérouter ses proches, ainsi que les enquêteurs et conduire ceux-ci à différer l'heure des véritables investigations.

S'il n'est pas aisé de cerner la personnalité de M. Yves Marin-Laflèche, il ne l'est pas non plus de délimiter les contours de son empire financier. Fils d'hôteliers, il a suivi, mais en l'élargissant, le chemin qu'avaient tracé plus modestement ses parents avant lui. Son ascension a été ensuite rapide. Le 1er juin 1964, il est nommé gérant du café « Le Verdun », à côté de la gare de Perrache, S.A.R.L. dont le capital social passera de 8 000 à 20 000 F en octobre 1968 par « *prélèvement sur son compte courant personnel* ».

De fausses actions ?

Le 1er juin 1966, il acquiert — un peu plus de 460 000 F, marchandises comprises — le « Café des étrangers », 19, place Carnot. Le 27 janvier 1967, c'est au tour de l'hôtel-restaurant National — évalué dix ans plus tôt à 1 700 000 F de l'époque. Il s'intéresse ensuite à plus important : le « Grand Hôtel », 11, rue Grolée. En octobre 1972, Yves Marin-Laflèche, « *actionnaire nouveau* », est nommé administrateur et P.-D.G. de la société anonyme. En juin 1973, sa mère, Mme Léa Marin-Laflèche, et son cousin germain, M. Hervé Marin-Laflèche, entrent, eux aussi, comme nouveaux administrateurs. Le capital social de la société, augmenté déjà en 1958 et en 1962, est porté alors, en 1968, à 510 000 F, composé de six mille actions de 85 F chacune. Qui les détient aujourd'hui ? C'est ce qu'aimerait précisément savoir le juge d'instruction, qui a demandé par voie de presse que les porteurs se fassent connaître. A-t-on fabriqué, comme on le murmure, des fausses actions ou a-t-on dans l'entourage du P.-D.G. — avec ou sans son consentement — utilisé ces actions plusieurs fois pour garantir des emprunts différents ?

Dans la même période, d'autres établissements de Lyon ou des environs viennent accroître le patrimoine de M. Marin-Laflèche : la brasserie-café-restaurant Trois Dauphins, 5, place des Cordeliers, au capital social de 120 000 F, dont M. Marin-Laflèche se fait également élire président-directeur général le 1er juin 1973 ; le café-bar Le Français, place Antonin-Poncet ; l'hôtel Atlantic, et enfin le Ménestrel, à Saint-Laurent-sur-Saône (Ain).

L'hôtellerie, les sociétés, les placements ne suffisent pas à satisfaire M. Marin-Laflèche. S'il est riche, il veut que cela se sache. Il rêve de mondanités. En 1969, il devient ainsi propriétaire d'un château — dix-huit pièces dans un parc — à Champagne-au-Mont-d'Or. Il acquiert la propriété et les meubles, évalués au total à 4 millions de francs, pour à peine le dixième de leur valeur. Un instant, cependant, M. Marin-Laflèche croit avoir raté cette splendide affaire. Les héritiers attaquent le contrat passé entre la châtelaine et le jeune homme d'affaires. Inquiet, ce dernier se tourne vers ses relations et confie l'affaire à un « conseiller juridique » — ou du moins un homme qui se prétend tel : M. Jean-Gérard Calvy. Celui-ci lit et relit le contrat et découvre une faille, qui permet à M. Marin-Laflèche de conserver son château.

Somptueusement

M. Calvy est un habile homme d'affaires. Il n'a pas son pareil, affirme-t-on, pour faire fructifier l'argent. Ses biens sont nombreux. Il assure, avec l'aide de M. Gérard Ripoll, un Stéphanois lui aussi, la gestion de la société Ormac, 16, avenue Victor-Hugo à Nice, Fidelio S.A., 62 route de Florissou à Genève, et enfin Efigecco, 14, avenue Pierre-Ier-de-Serbie, dans le XVIe arrondissement de Paris. M. Calvy y a loué là, à raison de 8 000 F par mois, ce qu'il croit être le plus bel ensemble bureau-appartement de la capitale. Il a investi 700 000 F pour le faire décorer.

A l'aise dans le monde grâce à cette façade d'argent, il fréquente banquiers, hommes politiques, industriels, avocats, etc. Il reçoit à Cannes dans sa propriété, comme en août 1973, pour fêter sa réussite.

Pourtant, ce jeune loup qui brille dans les réceptions, dicte ses ordres à plusieurs sociétés, aurait tout intérêt à se montrer discret. Il est sous le coup d'une condamnation et à tout moment deux gendarmes peuvent l'appréhender. La cour d'appel a rendu un arrêt le 13 avril 1973 le condamnant à vingt mois d'emprisonnement, dont huit avec sursis pour abus de confiance. M. Calvy a introduit peu après un pourvoi en cassation. Mais il a préféré ne pas se laisser incarcérer préalablement comme le veut le code. Irrecevable dans sa forme, le recours ne sera pas examiné. Il tente alors un autre moyen dilatoire : il *forme* un recours en grâce que son conseil, Me Jean Bernascon, bâtonnier lyonnais en exercice, transmet le 6 décembre 1973 au service des grâces, place Vendôme. A ce jour, le recours n'a pas été rejeté.

Mais la clémence manifestée à l'égard de M. Calvy, condamné à vingt mois de prison, dont douze ferme, ne peut être que suspecte.

Il ne suffit évidemment pas qu'un député de la majorité, M. René Caille, élu dans la première circonscription du Rhône depuis 1962, tienne ses permanences électorales à l'Hôtel national, propriété de M. Marin-Laflèche, ou que son organisation politique reçoive des aides plus ou moins substantielles de la part de l'hôtelier ou de son conseiller.

Altercations et menaces

M. Calvy, personnage « recommandé » *à défaut d'être recommandable*, développa-t-il ses affaires au détriment de M. Marin-Laflèche bien souvent aveuglé par ses « amitiés » ? Incita-t-il ce dernier à prendre des participations dans des sociétés hôtelières pour ensuite, par des subterfuges, mieux le tenir à sa merci ? Il a été établi que le climat s'était dégradé peu à peu entre les deux hommes. M. Marin-Laflèche manifestait une méfiance croissante à l'égard de son « homme d'affaires », de ses exigences, de ses opérations douteuses. Au printemps 1974, les altercations furent plus nombreuses, souvent plus vives, assorties parfois de menaces réciproques. Des employés du Grand Hôtel en particulier en ont témoigné. M. Marin-Laflèche aurait ainsi prétendu qu'il était disposé à remettre à la police des documents concernant M. Gérard Calvy. *Documents portant sur* quelles opérations financières ? Compromettants pour qui ? S'agissait-il d'une reconnaissance de dette de 700 000 francs que *M. Calvy aurait réussi à faire* signer à M. Marin-Laflèche à son insu ce qui lui permettait ainsi de « tenir » le P.-D. G. du Grand Hôtel ? Toujours est-il que le climat ne cessa de se dégrader.

Me André Soulier, qui défend avec Me Jean Didier les intérêts de la famille Marin-Laflèche, partie civile, parle volontiers des « angoisses » que connaissait M. Marin-Laflèche dans cette période. N'avait-il pas placé depuis quelque temps un fusil de chasse à canon superposé sous son lit et appris récemment le maniement des armes ?

C'est au cœur de cette crise que devait survenir sa disparition. Le 4 juillet, M. Yves Marin-Laflèche a rendez-vous avec des antiquaires qui doivent lui acheter une partie des meubles de sa propriété. On murmure dans son entourage qu'il avait effectivement des besoins d'argent. Les premières vérifications conduites dans le cadre de l'enquête ont révélé des difficultés de trésorerie importantes. Huit millions ? Dix ? Le déficit n'a pu être encore chiffré avec précision.

Mais, le 4 juillet, son absence *au rendez-vous et dans ces conditions* paraît aussitôt surprenante. Mais il faut vite se rendre à l'évidence. La chambre du P.-D. G. est vide. Le lit n'est pas défait. L'ordre pourtant n'est qu'apparent. Les draps ont, en effet, disparu. Et ils ont été curieusement remplacés par des nappes. Le traversin, la taie d'oreiller, portent de minuscules traces de sang. Les enquêteurs *en* retrouveront d'autres ultérieurement, plus importantes, sous le tapis. L'analyse révélera qu'elles appartiennent au même groupe sanguin que celui de M. Marin-Laflèche.

Dès lors, les proches du P.-D. G. s'inquiètent. Certains parlent de suicide, de fugue, d'autres d'assassinat. Alerté, M. Jean-Gérard Calvy arrive de Paris en catastrophe. Le soir même, en compagnie de son avocat-conseil, Me Jean-Marie Hyest, il se rend dans la villa de M. Marin-Laflèche puis au Grand Hôtel pour trier des papiers et retirer des documents. Il mène cette opération en prenant soin cependant de ne pas laisser d'empreintes. Après divers épisodes — une tentative d'enlèvement de M. Calvy, un pénible *chantage à l'enlèvement* avec demande de rançon auprès des malheureux parents — l'enquête entre dans une phase active.

Une robe

Deux hommes ont passé la soirée du 3 juillet avec le président-directeur général, M. Joel Matencio et M. Daniel Le Sant. Ils se sont connus à la prison de la Santé. Mais ils n'ont pas les mêmes raisons de se retrouver ce soir-là autour de M. Marin-Laflèche M. Matencio, libéré en février 1974, a débarqué à Lyon pour chercher du travail. Il est devenu, par hasard, le « proche » du P.-D. G. qui l'a installé caissier-gérant du café « le Français ». M. Le Sant, lui, est sorti en avril de prison. Il a été contacté par le précédent pour rendre un petit service : ouvrir discrètement un coffre-fort. On le sait spécialiste en la matière. A l'occasion de son déplacement à Lyon le 2 juillet, M. Marin-Laflèche, décidément très confiant, semble-t-il, lui aurait demandé de transporter une somme importante, de l'ordre d'un million de francs, depuis les bureaux de la Société Efigecco jusqu'à ceux du Grand Hôtel à Lyon. L'argent n'a jamais été retrouvé. En revanche, la mallette qui aurait servi à transporter cette somme en coupures de 500 francs a été découverte au domicile de M. Le Sant.

Arrêtés le 15 août, alors qu'ils venaient de se retrouver à la terrasse d'un café de la place de la République, à Paris, et à l'issue d'une filature qui durait depuis plusieurs jours, MM. Matencio et Le Sant affirmeront à l'instruction l'un et l'autre qu'ils ont pris, le soir du 3 juillet, le train Lyon-Paris à 0 h. 8, mais qu'ils ont voyagé séparément. Etrange décision, si l'on sait que les deux hommes avaient, quelques instants plus tôt, dîné ensemble et en compagnie de M. Marin-Laflèche. La découverte, quelques jours après leur arrestation au domicile de Mme Renée Lebec, d'une robe de couturier ayant appartenu à la mère de M. Marin-Laflèche, donne à penser aux enquêteurs qu'ils ont progressé. D'autant que Mme Lebec et une amie de celle-ci affirmeront, un peu plus tard, qu'elles ont également vu le fusil à canon superposé — démonté — et la montre du P.D.G. — fort reconnaissable à cause de sa forme en haricot — en possession de M. Le Sant.

BERNARD ELIE.

LES INCULPÉS

M. Jean-Gérard Calvy, né le 28 mai 1941 à Saint-Etienne. Arrêté le 31 juillet à Paris. *Inculpé d'escroqueries et abus* de confiance depuis le 1er août, de séquestration arbitraire depuis le 28 août. Ce jour-là, la chambre d'accusation avait rendu une ordonnance de mise en liberté pour le premier chef d'inculpation. Toujours détenu.

M. Gérard Ripoll, né le 28 juillet 1945 à Saint-Etienne. Homme de confiance de Gérard Calvy sur la Côte d'Azur. Arrêté à Lyon le 7 août. Inculpé d'abus de confiance. Mis en liberté sous caution de 10.000 francs le 4 septembre.

—*M. Joël Matencio, vingt-six* ans, né à Villard-Bonnot (Isère). Arrêté le 15 août à Paris. Inculpé de séquestration arbitraire. Détenu.

M. Daniel Le Sant, trente et un ans, né à Amsterdam, de nationalité française. Arrêté à Paris le 15 août. Inculpé de séquestration arbitraire. Détenu.

Mme René Lebec, dite « Angélique », quarante-huit ans. Détenue depuis le 22 août.

FAITS DIVERS

● *Le typhon « Shirley »* a balayé, les 8 et 9 septembre, les îles Kyushu, le sud-ouest puis le centre de l'archipel nippon, provoquant à son passage des pluies diluviennes accompagnées de vents très violents. Les inondations et les glissements de terrain ont tué treize personnes et en ont blessé vingt-quatre. En outre, vingt-cinq mille maisons ont été inondées et de nombreuses routes coupées. — *(Reuter.)*

● *Deux enfants happés par un autorail.* — Deux frères, âgés de onze et treize ans, Alain et André Chilli, ont été happés et tués sur le coup, le lundi 9 septembre, vers 17 h. 30, par l'autorail reliant Conflans (Meurthe-et-Moselle) à Hagondange (Moselle), peu avant la gare de Rombas, alors qu'ils traversaient la voie dans une courbe, au moment où l'autorail surgissait à 90 km-heure.

● *Trois jeunes Hazebrouckois* âgés de vingt ans, MM. Dany Baude, Jean-Michel Quaughebeur et Jean-Jacques Debroyart, ont été écroués lundi 9 septembre à la maison d'arrêt de Saint-Omer. Ils sont inculpés de coups et violences à agents, et rébellion pour avoir participé à une bagarre lors d'un bal à Hazebrouck et frappé des policiers qui voulaient mettre fin au pugilat.

Quelques jeunes gens ayant été conduits au poste, d'autres vinrent, comme à Armentières (*le Monde* daté 8-9 septembre), manifester devant le commissariat pour obtenir la libération de leurs amis. — *(Corresp.)*

SOCIÉTÉ

L'opium des femmes

(Suite de la première page.)

Les magazines érotiques français, *et notamment* ceux que l'on destine aux femmes, n'ont pas cette ouverture sur le monde. On y trouve bien quelques nouvelles, mais de second ordre, dont les auteurs sont américains. Pour le reste, l'univers de ces magazines se confine à la sexualité. Les personnalités interviewées ne rapportent souvent que leurs exploits dans ce domaine. Les résultats sont parfois décevants. La couverture de *Cosmopolitan* annonçait, sous le titre : « *Comment j'ai perdu ma virginité* », des révélations de Brigitte Bardot et de Liz Taylor. En page 19, les deux stars répondent, la première : « *En beauté* », et la seconde : « *Devinez ?* » C'est maigre...

Les illustrations représentant des hommes nus dans ces pages ne devraient pas choquer les hommes habitués à traiter les femmes de la même façon. N'est-ce pas un juste retour des choses ? Pourtant, Mme Juliette Boisriveaud, directrice de *Cosmopolitan*, et M. Daniel Filipacchi, éditeur de *l'Amour*, assurent tous les deux que les nus masculins ont fait scandale auprès de certains hommes et recette auprès de certaines femmes.

L'homme-objet fait ainsi son apparition. Les rapports entre les sexes en seront-ils améliorés ? La « réification » de la femme n'a jamais, que l'on sache, contribué à une meilleure entente du couple. Celle de l'homme ne va-t-elle pas fausser les rapports dans les deux sens et non plus, comme avant, en sens unique ?

On peut évidemment avancer une hypothèse plus optimiste, et interpréter la représentation d'hommes nus comme une victoire sur les tabous ancestraux. Mais est-ce vraiment là le moyen de résoudre un vieux problème ? Et, d'une façon générale, est-ce avec l'érotisme qu'on va libérer la femme ?

C'est la question que nous avons posée à M. Filipacchi, apôtre de la libéralisation. « *Non*, a-t-il répondu en toute candeur. *Mais l'érotisme se vend et autre chose ne se vendrait pas.* »

C'est donc bien un impératif commercial et non un choix philosophique qui conduit ces publications à privilégier l'érotisme à l'exclusion de toute autre préoccupation. C'est pourquoi, *Cosmopolitan* excepté, ces magazines prônent la liberté et l'égalité pour la femme, mais dans le seul domaine sexuel, en négligeant curieusement tous les autres.

Pourtant la femme reste objet, dans toute cette littérature, et l'homme demeure le maître, la référence, la raison d'être de la femme : *Vous avez décidé de lui offrir, ce soir, un corps triomphant ; adoptez le « bain moussant raffermissant » de X. C'est entourée d'un nuage de Y qu'il vous aime : sachez qu'il existe un [...] parfum qui l'affole. Si c'est votre côté grande fille sportive qui l'émeut, jetez dans votre baignoire une bonne quantité de Z : vous serez certaine de voir frémir ses narines avec enchantement.* »

A lire de tels textes, on est rassuré : la guerre des sexes n'aura pas lieu. Les revendications du M.L.F. seraient ici déplacées. A *Cosmopolitan*, on confirme : « *Nous ne sommes pas systématiquement « anti-mecs.* »

L'iconographie des nus masculins qui figurent dans ces magazines présente bien plus d'intérêt que les articles publicitaires. On peut, après examen, tracer le portrait-robot du *playmite* de la playgirl d'aujourd'hui.

Ce partenaire idéal n'est pas n'importe qui. Chevelu, poilu, sportif, abondamment *pourvu* d'attributs primaires et secondaires, il n'est pas forcément beau, mais il est « intéressant ». Toujours bronzé, le playmate s'adonne à des activités viriles : il pilote, nu ou habillé, un voilier, un avion, un bolide, voire un ballon dirigeable. L'électronique est un jeu pour lui. S'il n'est pas P.-D. G., il exerce nécessairement un métier prestigieux. S'il roule parfois en mobylette, ce n'est pas faute de moyens, c'est par snobisme ou par commodité.

Surtout, M. Playmate n'est pas, malgré ses muscles, un homme des cavernes. *Il faut qu'il soit intelligent.* Un playmate photographié dans son fauteuil de cuir, vêtu en tout *et* pour tout d'une tasse de *café* (qui dissimule juste ce qu'il faut) vient de jeter négligemment sur son tapis de haute laine un numéro du *Monde*, après lecture d'un article intitulé : « Les répercussions de la crise de l'énergie. »

Un croisement de John Wayne, de Brando et de Bronson

On note l'absence, dans ces pages, du minet, du dandy, de l'adolescent efféminé à la peau lisse. Soit que les lectrices n'aiment pas ce type d'homme, soit que les magazines leur imposent leur propre idéal : un croisement de John Wayne, de Brando et de Bronson. Les hommes-objets que célèbrent ces magazines sont tous des hommes à femmes, comme les femmes, dans la vitrine d'en face, sont des femmes à hommes. L'un des playmates avoue quatre liaisons simultanées. Les personnalités qui font l'objet d'articles sont également très entourées de dames : Henry Kissinger, Ingmar Bergman, Moshe Dayan (dont on vante la rapidité...). Qu'ils soient, par ailleurs, cinéaste, homme politique ou guerrier, en présente aucune espèce d'intérêt. Bref, les Don Juan tiennent ici le haut du pavé. *On* ne rencontre guère, dans ces magazines, un époux fidèle à sa femme (cela découragerait les lectrices), et encore moins un *père* soucieux de ses enfants.

L'iconographie féminine est beaucoup moins riche et moins variée. Les nus (ou presque) exposés ici n'ont d'autre ornement que leur féminité. Quand elles ne sont ni caressantes, ni caressées, elles émergent, telle la Vénus de Botticelli, d'un bain mousseux et parfumé d'essences aphrodisiaques. Contrairement à son homologue masculin, la *playgirl* est en général étrangère à toute espèce d'activité (autre que sexuelle), du moins sur les photos. Quand, par chance, ces magazines attribuent un métier à une femme, celui-ci est toujours supposé agréable et très rémunérateur : femme P.D.G., acheteuse professionnelle dans un grand magasin, parfois call-girl (mais une *call-girl* de très grande classe, qui ne voit passer sur son oreiller que ministres, armateurs et rois du pétrole).

Cette presse nous apprend que l'industrie sexologique offre de nombreux débouchés aux jeunes Américaines, notamment dans les instituts de sexothérapie créés aux Etats-Unis sous l'impulsion de Masters et Johnson. Des chargés de travaux pratiques s'y emploient à guérir des patients atteints de troubles divers. C'est un métier agréable et bien considéré. Celle qui l'exerce a le droit, et même le devoir, de perdre son sang-froid aussi souvent que l'exige le traitement du malade.

Avec ou sans métier, la femme-type de ces magazines mène une vie aisée, voire luxueuse. Parisienne, elle a tout le temps de courir les call-boys et de se prélasser dans les bains mousseux susmentionnés. Le playmate possède, lui aussi, une « somptueuse salle de bains » équipée d'une série de miroirs qui lui renvoient sa cuisse de Jupiter et le reste. (Le narcissisme n'est pas l'apanage des dames.) Ce n'est donc pas seulement l'épanouissement sexuel qui fait le bonheur, c'est aussi l'argent qui, dans cet univers, va de soi et coule à flot.

Est-ce ainsi que vivent les hommes (et les femmes). Evidemment non. Seul *Cosmopolitan* s'aventure de temps en temps dans le monde réel. Mais c'est l'exception qui confirme la règle. Et la règle, c'est l'illusion. Illusion cosmétique, illusion astrologique, amours impossibles. *Cosmopolitan* indique à ses lectrices comment séduire Delon, Boutiler et Kadhafi, bien que, statistiquement, les chances de rencontrer ces héros soient assez faibles.

La grande illusion, enfin, c'est l'hédonisme. « *Je veux vivre et me réaliser* » : ce slogan (féminin) est devenu, aux Etats-Unis, « *plus important que les considérations envers le mari et les enfants* ». D'où une véritable épidémie de divorces : huit cent trente-sept mille couples en 1973 (selon *Union*).

Pour les éditorialistes de ces magazines *(Cosmopolitan excepté)* (tout problème individuel a forcément une origine sexuelle. Et pourtant, combien d'épouses insatisfaites dans ce domaine sont aussi des femmes qui s'ennuient, ou s'épuisent, au foyer, à l'usine, au bureau, dans le métro, les grands ensembles ? Précipiter ces femmes-là dans les bras d'un amant ou de plusieurs à la fois, est-ce une solution ?

Oui, décidément, le sexe est l'opium des femmes. (Des hommes aussi, d'ailleurs.)

ANNE GUERIN.

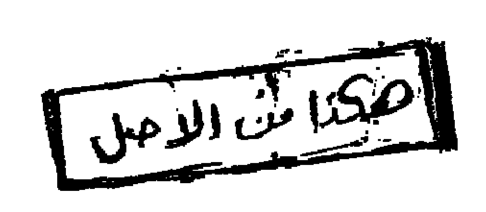
POLICE

● *Changement de titulaire pour une direction de la préfecture de police.* — Par un décret du 4 septembre, M. René Bazangette, directeur de la police générale à la préfecture de police, est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 1er octobre prochain. Il serait remplacé par M. Jacques Renou, actuellement directeur adjoint de l'inspection générale des services de la préfecture de police.

ANNIVERSAIRE

● *Pour le trentième anniversaire de la libération de Paris*, des anciens de la 2e D.B. s'adresseront le 10 septembre, à partir de 16 h. 30, dans les jardins des Tuileries, à Paris (côté rue de Rivoli) aux jeunes recrues du régiment de marche du Tchad, face à l'hôtel Meurice, sur les lieux des combats qui ont entraînés la reddition du général von Choltitz.

● *Le comité de liaison des résistants* organise le mercredi 11 septembre, à 18 h. 30, à la mairie du 9e arrondissement, rue Drouot à Paris, une réunion du souvenir pour commémorer la reddition du général von Scholtitz.



Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

La maturation n'est pas un problème de sénescence

DU FRUIT VERT AU FRUIT MUR

Par ROGER ULRICH (*)

L'UNE des difficultés du commerce des produits alimentaires réside dans la grande altérabilité de ces denrées. La plupart deviennent facilement la proie de micro-organismes redoutés, mais, en outre, un certain nombre d'entre elles doivent subir une maturation préalable pour atteindre l'état optimal du produit « à point ». La « maturation » est ainsi une nécessité pour des objets aussi différents que la crème, la viande ou les fruits frais, mais le même mot sert à désigner des phénomènes très différents.

En ce qui concerne les fruits, la plupart des consommateurs des villes se plaignent actuellement du fait qu'ils leur parviennent trop verts. Maintenus à la température ordinaire, certains fruits mûrissent vite après la récolte (pêches), d'autres lentement (pommes), d'autres pas du tout (oranges). La maturation n'est donc pas simple.

Mais qu'est-ce donc qu'un fruit mûr ? *Il semble que l'accord puisse se faire facilement pour les fruits comestibles si la couleur est vive, la fermeté modérée, le parfum et la saveur caractéristiques et agréables.* Une telle définition est évidemment très subjective et peu apte à satisfaire un physiologiste, mais nous nous en contenterons par nécessité. Entre le moment où le fruit sur pied est déjà gros mais vert, et généralement considéré comme inconsommable, et le moment où il est mûr se déroule le phénomène physiologique désigné sous le nom de maturation.

On pourrait penser que les fruits vieillissant comme tout ce qui vit, la maturation n'est qu'un cas particulier de senescence. C'est un point de vue difficile à admettre. La sénescence n'est pas considérée d'ordinaire comme une période de synthèses actives ! Or le début de la maturation au moins est marqué par de nombreuses synthèses. Il est toutefois exact qu'à cette activité temporaire font suite un ralentissement et une dégradation du métabolisme bien caractéristiques de la sénescence.

L'intérêt biologique, technologique et commercial de la maturation a conduit récemment à lui consacrer, à Paris, un colloque international dans le cadre des activités du Centre national de la recherche scientifique. On a ainsi pu mettre en évidence que si l'on connaît beaucoup de choses sur ce phénomène, il y a encore beaucoup à découvrir.

DEPUIS qu'on a observé que l'éthylène apporté de l'extérieur provoque une poussée respiratoire rappelant celle qui accompagne souvent la maturation, on a pensé que le premier acte de celle-ci devait être une production d'éthylène par les cellules elles-mêmes ; la crise respiratoire suivrait normalement, puis divers phénomènes élémentaires tels que l'accroissement de la synthèse protéique, la désacidification, etc. Malheureusement, il n'est pas constant que l'éthylène précède la crise respiratoire ni que celle-ci précède les autres phénomènes. On tend de plus en plus à penser que si l'éthylène peut déclencher la maturation, ce gaz n'en est *pas l'unique inducteur*. D'autre part, on a insisté, à juste titre, sur la diversité de comportement des différentes espèces de fruits. Parfois, il suffit que la concentration d'éthylène interne atteigne un certain seuil pour déclencher la maturation (melon). Dans d'autres cas, l'éthylène existe mais le fruit ne réagit pas par suite de la présence d'un inhibiteur. Celui-ci peut d'ailleurs provenir de la plante mère et le fruit ne peut mûrir qu'après cueillette (avocat). Il est donc probable qu'à côté de l'éthylène (1) interviennent d'autres régulateurs naturels, et on a pu penser à ces substances bien connues des physiologistes que sont les auxines, les gibbérellines ou l'acide abscissique.

En l'absence d'oxygène, la maturation est impossible ; certaines pommes dont l'épiderme porte un enduit gras imperméable à l'oxygène mûrissent difficilement. La respiration est donc une condition de la maturation. Le rôle de la crise respiratoire dite climactérique, remarquée depuis longtemps, qui coïncide souvent avec le démarrage visible de la maturation (pommes, poires, bananes, etc.), n'est pas encore très clair. Une intensité respiratoire élevée peut être commandée par des synthèses actives ; or les fruits mûrissants sont le siège de telles synthèses. L'énergie libérée par ces oxydations intenses pourrait être utilisée pour ces synthèses, mais cette hypothèse est contestée.

Plus de cent constituants pour le parfum

Ainsi, deux des phénomènes métaboliques les plus caractéristiques de la maturation, la production d'éthylène et la crise respiratoire, posent encore de nombreux problèmes.

La disparition de la couleur verte des tomates, des pommes, des oranges qui mûrissent est classique. Elle est accélérée par l'éthylène apporté de l'extérieur et par un séjour en atmosphère très riche en oxygène (50 %). On est mal informé sur la nature des produits issus des pigments verts (chlorophylles). Les gibbérellines, régulateurs de croissance classiques, interviennent probablement dans ce phénomène, ainsi que dans le très curieux reverdissement observé au printemps sur des oranges restées sur pied. La disparition des chlorophylles rend plus visibles les autres pigments préexistants, mais il s'en forme aussi de nouveaux. La couleur est sans conteste un repère du degré de maturité du fruit, mais il est insuffisant : des poires Williams conservées au froid jaunissent mais restent fermes.

L'acquisition de la saveur sucrée correspond à un enrichissement en saccharose et autres sucres divers (fructose abondant dans la pomme). Ces sucres proviennent des feuilles de la plante mère, où ils résultent de la photosynthèse et, dans le fruit cueilli, de l'hydrolyse de l'amidon insoluble et insipide, dont on connaît l'abondance dans certains fruits verts (la banane peut renfermer 20 % d'amidon lorsqu'elle est verte et 1 à 2 % à maturité).

La désacidification progressive est une autre caractéristique du fruit qui mûrit. De nombreux acides sont présents mais un petit nombre prédominent d'ordinaire (par exemple, acide malique dans la pomme, citrique dans l'orange). Ils sont dégradés de diverses manières, en particulier par décarboxylation et oxydation, servant de substrats aux oxydations respiratoires.

Le parfum du fruit mûr, son arôme, tient à la synthèse et à l'émission par ses tissus, en quantité très faible, d'un grand nombre de constituants organiques volatils (très souvent plus de cent), dont certains sont particulièrement actifs sur notre muqueuse olfactive. Leur nature chimique varie d'une espèce et même d'une variété de fruit à une autre. Il s'agit surtout d'esters (par exemple, l'acétate de butyle) et d'alcools (butanol), dans le cas de la pomme. La nature chimique de ces corps, leur *association*, leur *concentration*, interviennent dans la sensation agréable finale. Un fruit cueilli très tôt n'acquiert pas par la suite son parfum optimal (par exemple, la pêche). Le parfum se modifie beaucoup au cours de la maturation, les variations portant sur la nature, le nombre et l'abondance des produits émis.

Finalement, ce qu'on nomme souvent la flaveur, résultante des multiples sensations issues de la muqueuse nasale et de la bouche au cours de la mastication, provient, pour l'essentiel, des sucres, des acides, des phénols et des constituants de l'arôme. Encore faut-il ajouter que des substances secondaires, c'est-à-dire non présentes à l'origine, peuvent naître *du fait* du broyage des tissus.

Des repères chimiques

Peut-on essayer, à des fins commerciales ou scientifiques, d'utiliser ces données chimiques pour définir le degré de maturité d'un fruit ? En fait, le rapport sucres/acidité, et d'autres expressions analogues fournissent d'utiles repères, mais la réponse à cette question suppose qu'il existe d'étroites corrélations entre les données des analyses et les sensations perçues par le consommateur ; or, sur ce point, il reste beaucoup à découvrir.

Une autre donnée intéressante est le changement de consistance du fruit, ferme d'abord, puis parfois fondant (poire, pêche). Cet amollissement progressif est lié à des modifications au niveau des parois cellulaires, des composés pectiques et de corps voisins des celluloses ; parmi les premiers se placent les pectines, facteurs importants de la prise des confitures ; le fruit mûrissant s'enrichit en pectines (solubles) à partir de constituants insolubles et peut-être aussi par synthèse directe. On sait combien cette évolution peut être troublée ; le langage commun le prouve ; qui ne connaît les pêches cotonneuses ou les pommes farineuses ? La fermeté de la chair, mesurable avec des dynamomètres divers, est un repère utile de la maturité, mais qui ne saurait suffire à lui seul.

Nous laisserons de côté les données *sur les vitamines*, sur le métabolisme des fruits oléagineux (olives) et des fruits secs (noisettes), et nous mentionnerons seulement que des échanges entre les graines et les tissus des fruits interviennent dans la maturation.

Le poids des données économiques

Tout ce métabolisme est contrôlé par un grand nombre de substances minérales ou organiques. Ainsi, le calcium paraît jouer un rôle fondamental à l'égard de l'activité respiratoire et de la vitesse de déroulement de la sénescence. L'éthylène pourrait agir d'une manière encore inconnue sur l'activité de certaines enzymes. Celles-ci, dont on connaît le rôle *catalytique* dans toute cellule vivante, changent au cours de la maturation. Certaines apparaissent tout à coup ; d'autres, préexistantes, augmentent d'activité pour atteindre ou non un maximum ; un dernier groupe enfin perd peu à peu cette activité. L'existence du premier groupe explique que les inhibiteurs de synthèse protéique empêchent la maturation. Aux variations d'activité peuvent correspondre des changements de structure de l'enzyme, des variations de cofacteurs indispensables ou d'inhibiteurs, etc.

Là où une synthèse de protéine (enzymatique ou non) est en cause, le modèle est fourni, ainsi qu'on sait, par un acide ribonucléique. Des modifications importantes ont été signalées dans les fruits en ce qui concerne les A.R.N. totaux et certains A.R.N. de transfert : ces recherches sont encore peu nombreuses. En fin de compte elles rejoindront, par l'intermédiaire des A.D.N., les travaux génétiques sur la maturation. Une mutation au niveau d'un gène peut suffire à empêcher les tomates de mûrir normalement.

Ainsi, la maturation est une somme de phénomènes biochimiques élémentaires coordonnés qui, dans les cas que nous considérons comme normaux, s'enchevêtrent dans le temps d'une manière finalement harmonieuse, du point de vue du consommateur.

D'autre part, les données économiques ne doivent pas être négligées ; le fruit mûr, tendre et gorgé de jus vieillit très vite ; il est fragile et prêt à se laisser envahir par des champignons au niveau de la moindre blessure qu'il ne peut plus cicatriser. Il est donc pratiquement impossible de le transporter, à ce stade, des régions de grande production vers les villes. Il faut par suite récolter tôt, mais une récolte par trop prématurée ne peut conduire qu'à des fruits insipides. Il faudra encore beaucoup travailler et assurer des liaisons étroites entre les chercheurs, les praticiens, et aussi les consommateurs pour résoudre les problèmes.

(1) L'intervention de l'éthylène pose le problème de son origine métabolique. De très importantes recherches ont montré que la méthionine est la substance mère.

(*) Professeur à l'université de Paris VI, Directeur de laboratoire au C.N.R.S.

Mûrissement à la commande

LE consommateur souhaite disposer de ses fruits favoris très tôt et le plus longtemps possible. L'importation répond partiellement à ses vœux, mais il serait commode que le cours de la maturation puisse être soit accéléré, soit interrompu après la récolte et rétabli sur commande pour atteindre l'état de maturité.

Le moyen le plus anciennement utilisé est la température. Le froid ralentit la maturation et la chaleur l'accélère. Si le principe est simple, la réalité l'est moins. *L'effet du froid* dépend de la variété et de l'espèce, du stade d'évolution du *fruit* à la cueillette, de la température, de la durée de conservation, etc. Il est aisé de conserver des fruits pendant peu de temps ; le problème est plus ardu si la durée imposée est longue. A une température trop basse ou après un entreposage trop long, les fruits pourront être d'aspect *tentant mais dépourvus* de parfum ou de saveur, ou même atteints de brunissements internes divers. En particulier, les fruits provenant de climats chauds redoutent les basses températures (la banane, par exemple). D'innombrables travaux ont porté sur ces sujets en ce qui concerne les fruits de grand commerce comme la pomme, la poire ou la banane, mais si des faits notables sont acquis, tous les problèmes ne sont pas résolus et les résultats sûrs diffusent lentement dans le monde des praticiens.

La température est souvent apparue comme un moyen insuffisant de maîtriser la maturation. On a donc fait appel à des moyens chimiques pour compléter son action. L'un d'eux consiste à modifier la composition de l'atmosphère dans laquelle baignent *les fruits*. En diminuant le taux d'oxygène, on ralentit la respiration et de nombreuses autres réactions du métabolisme. En l'absence d'oxygène, la maturation est impossible et la fermentation se développe, génératrice de flaveurs indésirables. Il faut donc opérer dans une gamme de concentrations favorables (par exemple autour de 3 %). Il est possible d'accroître en même temps le taux de gaz carbonique pour atteindre par exemple 4 à 5 % (au lieu de 0,03 % dans l'air *normal*) : ce faisant, on renforcera l'action dépressive de l'abaissement du taux d'oxygène.

Cette méthode de traitement des fruits dite « conservation en atmosphère contrôlée » est maintenant très courante. Il faut évidemment rechercher les concentrations de gaz optimales, compte tenu de l'espèce et de la variété considérée, du stade d'évolution à la récolte, de la température d'entreposage, de la durée de conservation escomptée, etc. On opère dans des chambres suffisamment étanches aux gaz pour maintenir aussi constante que possible la composition de l'atmosphère : des moyens variés permettent d'autre part d'atteindre, en partant de l'air ordinaire, la composition recherchée. *L'action conjuguée du froid et d'une atmosphère convenable permet d'accroître la durée maximale de conservation tout en sauvegardant autant que possible la qualité. Ici encore, toutefois, des accidents peuvent se produire, et l'entreposeur devra faire preuve de compétence et de prudence pour éviter toute évolution pathologique des fruits.*

On dispose de bien d'autres moyens d'agir sur le cours de la maturation. L'éthylène est un stimulant bien connu utilisé pour les agrumes, les bananes et les poires ; on ne fait, en l'employant, que copier la nature puisque les cellules du fruit elles-mêmes sont génératrices d'éthylène. Il a *été* démontré autrefois que les pommes mûres libèrent un gaz qui fait mûrir les bananes ! On peut aussi ralentir la maturation en plaçant les fruits sous un vide partiel qui diminue la pression de l'éthylène interne.

L'oxygène à concentration élevée (50 %), seul ou joint à l'éthylène, peut aider à mûrir des pommes qui tendent à rester vertes.

La pollution dans l'Antiquité

L'élite de l'Empire romain empoisonnée par le plomb

LA civilisation industrielle est accusée aujourd'hui de polluer l'environnement et d'empoisonner les consommateurs. Pourtant, la pollution s'est installée sur la Terre dès que la révolution néolithique, par l'introduction des pratiques agricoles, permit à des groupes d'hommes de se rassembler en agglomérations permanentes de plus en plus grandes. Et, de nos jours, la technique a au moins le mérite de détecter la cause insidieuse des maladies chroniques dues à l'ingestion répétée de doses infimes de substances toxiques. Ce n'était pas le cas des Romains, dont les classes supérieures se sont lentement empoisonnées au plomb, en toute inconscience.

Dès 1824, A. Henderson avait deviné que le plomb avait joué un rôle primordial dans la décadence progressive de l'Empire romain. Plus récemment, de nombreux spécialistes de la toxicologie ont confirmé ce diagnostic d'« aristothanasie » (1).

Le saturnisme se manifeste par divers symptômes (liséré noirâtre sur les gencives, coliques et constipation très douloureuses, perte de l'appétit, anémie, maigreur, maux de tête, insomnie, troubles graves du fonctionnement rénal, etc.), qui peuvent aller jusqu'à la cécité, la paralysie, la folie, et même la mort. Lorsque l'intoxication se prolonge, elle entraîne la stérilité, des femmes surtout. Les femmes, empoisonnées par le plomb sont sujettes aux fausses couches, donnent naissance à des enfants mort-nés ou à des prématurés qui meurent rapidement. Les rares enfants qui survivent sont souvent atteints de troubles mentaux.

Les riches Romains avaient effectivement très peu d'enfants : Auguste n'a eu qu'une fille ; Ovide, pourtant marié quatre fois, n'a eu lui aussi qu'une fille qui lui ait survécu.

Chez les Antonins, Nerva, Trajan, Hadrien, Antonin, Marc-Aurèle durent recourir à l'adoption pour avoir un héritier. Seul Marc-Aurèle eut, comme successeur, son fils Commode dont l'état mental était loin d'être normal.

Saturnisme aristocratique

D'où venait donc le plomb qui décima peu à peu l'élite romaine ? Des habitudes culinaires adoptées au contact de la civilisation grecque qui, rappelons-le, devait déjà, en partie, sa décadence au saturnisme.

Les Romains ne pensaient pas que le plomb entrant dans la composition des cosmétiques ou de la peinture (le célèbre rouge pompéien est à base d'oxydes de plomb) ni que le plomb revêtant l'intérieur de leurs chaudrons de bronze pouvaient les empoisonner. (Notons — ô ironie ! — que le revêtement de plomb était destiné à éviter les effets toxiques du cuivre entrant dans la composition du bronze...) En outre, de nombreuses pratiques culinaires de l'époque contribuaient largement à la contamination des aliments par le plomb.

Le sucre de raisin était très souvent employé, aussi bien pour conserver le vin que pour en exalter le bouquet. Il servait à faire des conserves de fruits. Or ce sucre était obtenu en faisant bouillir longuement du jus de raisin non fermenté qu'il fallait donc remuer fréquemment, en raclant évidemment le fond et les parois de la marmite. Le miel, après cuisson, était réputé pour ses vertus anti-diarrhéiques, ce qui, selon le docteur Gilfillan, ne peut s'expliquer que par le plomb qu'y avait introduit la cuisson. L'eau de pluie, après réduction des deux tiers par ébullition, avait la propriété de conserver les raisins pendant un an : là aussi, seul le plomb — venant du chaudron — peut être à l'origine de cette qualité inattendue d'une décoction de l'eau de pluie.

Les classes dirigeantes étaient, de beaucoup, les plus atteintes par le saturnisme. Les familles modestes, citadines ou campagnardes, n'avaient les moyens ni d'orner leurs maisons de peintures au plomb, ni de consommer beaucoup de vin ou de sucre de raisin, ni d'acheter des ustensiles de cuisine en bronze doublé de plomb. C'est donc l'élite de la population de l'Empire romain — celle dans laquelle s'étaient développés un style de vie, un mode de pensée, une tradition culturelle — qui disparaissaient peu à peu. Cette élite ne pouvait même pas se renouveler. Dès que les représentants les plus brillants des classes modestes acquéraient la richesse et parvenaient à un statut social supérieur, ils adoptaient les habitudes alimentaires qui leur seraient bientôt fatales, à eux aussi.

YVONNE REBEYROL.

(1) Le docteur S.-C. Gilfillan emploie ce terme dans l'article qu'il a consacré à cette question dans le *Journal of Occupational Medicine* de février 1965.

Dans son *Histoire des Français*, parue en 1951, M. Pierre Gaxotte, de l'Académie française, a noté le dépeuplement progressif du monde méditerranéen qui a commencé à se manifester en Grèce dès le IVe siècle avant notre ère et que Polybe avait remarqué au IIe siècle avant Jésus-Christ sans pouvoir l'expliquer :

« *Il semble même s'être produit à Rome, après le IIe siècle* [de notre ère], *un engourdissement de l'esprit inventif qui est sensible dans tous les domaines de l'activité humaine, art, littérature, science, philosophie.* » Quelques lignes plus loin, M. Gaxotte regrette que les érudits ne se soient pas mis d'accord sur les causes de ce phénomène.

DE L'EAU POUR LE NETTOYAGE A SEC

Le nettoyage des articles textiles en milieu solvant, appelé improprement « nettoyage à sec », est le fait des teinturiers depuis le milieu du siècle passé. Il n'a vraiment pris de l'importance qu'après 1945. Pendant ces vingt dernières années, il a connu un développement rapide, ce traitement étant le mieux adapté à l'entretien de la majorité des vêtements et des articles d'ameublement.

Les techniques, elles aussi, se sont renouvelées. On n'emploie plus les mêmes solvants qu'avant la guerre, les cycles des machines ont été adaptés aux nouvelles conditions et on arrive, aujourd'hui, à introduire de l'eau dans le mélange des solvants : ce qui contredit la dénomination commune de « nettoyage à sec ».

NETTOYER à sec, c'est placer un textile sali dans un bain de solvant. Ce dernier a été choisi pour ne pas attaquer la fibre et pour dissoudre les salissures. Ces dernières quittent donc le vêtement qui se trouve débarrassé de ce qui le souillait. Le tissu est redevenu propre. Le solvant, chargé des impuretés, est ensuite regénéré et débarrassé des salissures qu'il avait entraînées. Telle est du moins la théorie.

En pratique, les choses ne sont pas si simples. Il n'existe pas de solvant universel capable de solubiliser toutes les salissures. Il risque donc de rester quelques taches qui devront être enlevées une à une avec un solvant approprié. Il n'existe pas non plus de solvant qui n'attaque aucun textile. Il faudra donc choisir des solvants plus ou moins agressifs, utilisés dans des conditions plus ou moins dures, selon le textile à traiter. Toute une technique complexe et en grande partie empirique s'est donc développée depuis quelques dizaines d'années pour obtenir les meilleurs résultats au moindre coût et en prenant le moins de risques possible pour le tissu.

C'est ainsi qu'au solvant de nettoyage, employé longtemps pur, on a ajouté d'abord, pour augmenter l'agressivité vis-à-vis des taches et des salissures, des tensio-actifs spécifiques (savons) appelés renforçateurs et ensuite, depuis quelques années, une certaine quantité d'eau variable suivant la nature des textiles à traiter. On a ainsi un « bain ternaire » : solvant, tensio-actif, eau, appelé « bain chargé », qui a une détergence nettement plus élevée que celle du solvant pur, détergence qui reste à peu près la même quel que soit le solvant employé. Seulement l'utilisation d'un bain contenant de l'eau étant délicate, bien des nettoyeurs hésitent à s'y lancer dans la crainte de dégradations telles que feutrage, retraits, dégorgement de colorants.

Si, dans le cas de vêtements classiques, on limite la quantité d'eau à 6 %, en revanche, dans le cas du nettoyage d'articles en polyester-coton, tels que les vêtements de travail, des techniques toutes récentes montrent que l'on peut ajouter au solvant des quantités d'eau et de tensio-actifs élevées pouvant atteindre 30 % et plus du mélange total. On arrive ainsi à appliquer une méthode de nettoyage intermédiaire entre le lavage et le nettoyage à sec classique qui a les avantages des deux sans en avoir tous les inconvénients. L'application de cette technique nouvelle, d'un maniement difficile, n'en est qu'à ses débuts.

Le problème qui reste à résoudre, dans le cas des articles clairs en polyester-coton, n'est d'ailleurs pas celui de la détergence mais celui de la redéposition des salissures (grisage). On ne peut utiliser, comme en blanchisserie, des oxydants (perborate, eau de javel) ; aussi, pour le moment, on ne sait que limiter le grisage qui, peu à peu, ternit les articles clairs et blancs, sans l'éviter complètement.

Les progrès n'ont pas touché que les solvants. La machine classique utilisant le perchloréthylène s'est perfectionnée peu à peu et, actuellement, elle réalise automatiquement, grâce à une programmation à carte perforée, tous les cycles de nettoyage, le séchage des articles, la filtration et la distillation du solvant. Pour les nouveaux solvants chloro-fluorés, très volatils, des recherches ont dû être entreprises pour mettre au point un matériel plus élaboré et bien plus compliqué. Par exemple, les machines à solvant 113 (voir l'encadré ci-contre), à peu près au point, sont parfaitement étanches et sans aucune cheminée rejetant des vapeurs de solvant vers l'extérieur.

Sur les machines à solvant 11 (voir l'encadré ci-contre) sont appliquées les techniques du froid et du vide. La productivité de ces matériels est supérieure à celle des machines à perchloréthylène de même capacité, mais leur coût est environ 50 % plus élevé et les solvants valent respectivement deux et cinq fois plus que le perchloréthylène. Ces raisons, parmi d'autres, expliquent qu'à l'heure actuelle l'utilisation des solvants chloro-fluorés est encore très limitée. Il semble cependant qu'elle sera plus importante dans les années à venir, bien que le perchloréthylène soit encore, si les lois sur la pollution ne l'éliminent pas, nettement moins cher.

Une machine domestique ?

Etant données les possibilités offertes par les solvants peu toxiques, on pourrait se demander pourquoi on ne proposerait pas, à côté de la machine à laver ménagère, une petite machine de nettoyage à sec. L'entreprise est difficile : une machine à nettoyage à sec utilise des solvants dont la toxicité est très faible mais non pas nulle. Il est donc exclu d'envoyer dans les égouts le solvant chargé de salissures (ce qui serait d'ailleurs fort coûteux). Même une petite machine doit comporter un système de récupération du solvant. Il s'agit d'un matériel délicat et onéreux.

Pour l'utiliser au mieux, faute d'un minimum de connaissances techniques que l'on ne pourrait exiger des utilisateurs, il faudrait que tous les articles portent obligatoirement un « code d'entretien » précis et complet, ce qui n'est pas encore le cas. Enfin et surtout, si l'on peut attendre de cette machine de nettoyage à sec un nettoyage général, elle ne saurait cependant réaliser l'enlèvement des taches spécifiques et le repassage. Or les enquêtes montrent que c'est surtout pour avoir un bon détachage et un bon repassage que les articles vestimentaires sont donnés aux teinturiers.

Une étape intermédiaire est cependant réalisée dans des pays comme la Suisse et la Suède par l'installation de machines de nettoyage à sec, de conception simple, dans certains immeubles collectifs. Il semble que, même aux Etats-Unis, pour les raisons énoncées ci-dessus et pour d'autres encore, la machine de nettoyage à sec ménagère ne soit pas pour demain.

DANIEL TOUREILLE
Directeur du Centre technique de la teinturerie et du nettoyage.

Vers des solvants non toxiques

LE White Spirit inflammable et explosif et le trichloréthylène très agressif ont été remplacés, à partir de 1945, par le perchloréthylène, utilisé actuellement par plus de 90 % des entreprises de nettoyage. Ce solvant était considéré, jusqu'à ces dernières années, comme le solvant par excellence pour le nettoyage à sec, bien qu'il ne soit pas parfait. Il a, en effet, les inconvénients d'être toxique et d'avoir une odeur désagréable. Malgré ces défauts, et d'autres moins importants, il semblait difficilement remplaçable, et aucun autre solvant industriel ne paraissait pouvoir le concurrencer sérieusement.

Cependant, la sensibilisation générale aux questions de pollution et l'évolution dans les réalisations textiles ont attiré l'attention des industries chimiques sur des types de solvants qui, pour des raisons de technique et de coût, n'avaient pas été envisagés auparavant.

L'un d'eux, le 1-1 trichloréthane stabilisé, n'a pas eu, pour diverses raisons, le succès que l'on pouvait attendre. En revanche, deux solvants chloro-fluorés : le trifluoro trichloroéthane, ou solvant 113 (point d'ébullition 48°), et le monofluoro trichlorométhane, ou solvant 11 (point d'ébullition 23°), grignotent les positions du perchloréthylène. Pratiquement, ils ne sont pas toxiques, et surtout n'ont pas d'odeur caractéristique. Si leur bas point d'ébullition pose des problèmes pour la réalisation de machines de nettoyage à sec, il apporte l'avantage, par rapport au perchloréthylène, de permettre des cycles de nettoyage plus courts avec diminution des risques de dégradations des textiles. D'autre part, la redéposition des salissures (grisage), qui se produit toujours lors d'un traitement de nettoyage à sec, est bien plus faible qu'avec le perchloréthylène, ce qui est très important pour une bonne qualité de travail.

En toute logique

Problème n° 26

PARADOXES

ZENON d'Elée est célèbre depuis vingt-cinq siècles pour ses paradoxes et en particulier sa « démonstration » de l'impossibilité du mouvement. Une flèche vole vers un mur. Avant d'atteindre le mur, elle doit parcourir la moitié du chemin. Ayant parcouru cette moitié, elle doit parcourir la moitié du reste, puis la moitié du nouveau reste, etc. Chaque intervalle éxige un certain temps de parcours. Puisqu'il y a une infinité d'intervalles, le mouvement est impossible en un temps fini...

Zénon n'exprimait en fait que l'impossibilité de décrire le mouvement en un temps fini par la méthode choisie. Pratiquement, le paradoxe disparaît quand on lance une flèche qui atteint le mur. Quelle est l'explication théorique ?

(Solution ci-dessous à l'envers.)

***

Le paradoxe a disparu dès que l'on a su manier les sommes d'une infinité de termes ou « séries » et reconnaître que certaines ont une valeur finie. Ici, si la flèche a 1 mètre à parcourir, et fait 1 mètre par seconde, les temps des intervalles successifs sont, en secondes :

$$\frac{1}{2} \quad \frac{1}{4} \quad \frac{1}{8} \quad \frac{1}{16} \ldots$$

Au total :

$$T = \frac{1}{2} + \frac{1}{4} + \frac{1}{8} + \frac{1}{16} + \ldots$$

Or :

$$\frac{1}{2}T = \frac{1}{4} + \frac{1}{8} + \frac{1}{16} + \ldots = T - \frac{1}{2}$$

$$T = 1$$

***

Voici un paradoxe plus récent et plus solide, élaboré en 1972 par Denys Wilkin. Je l'ai décrit pour la première fois en décembre de cette année, dans *Science et Vie*.

Un cordon élastique imaginaire AB est indéfiniment extensible. Au temps 0, il mesure 1 km de long. Par la suite, il s'étire de 1 km à la fin de chaque seconde. AB mesure donc 2 km pendant la deuxième seconde, 3 km pendant la troisième seconde, etc., n km pendant la nième seconde. Posé en A sur le cordon au temps 0, un escargot se dirige vers B à la vitesse constante de 1 mm par seconde.

Apparemment, l'escargot est approximativement à 1 km de B pendant la première seconde, à 2 km pendant la deuxième seconde, et à 3 600 km au bout d'une heure.

En réalité, l'escargot atteint B en un temps fini. Il franchit :

— pendant la première seconde : 1 mm/1 km, soit 1/1 000 000 du cordon ;

— pendant la deuxième seconde 1 mm/2 km, soit 1/2 000 000 du cordon ;

...

— pendant la nième seconde : 1 mm/n km, soit 1/n 000 000 du cordon.

Pendant les n premières secondes :

$$\frac{1}{1\,000\,000} \times \left(1 + \frac{1}{2} + \frac{1}{3} + \frac{1}{4} + \ldots + \frac{1}{n}\right)$$

du cordon.

Or, à la différence de la série intervenant pour Zénon, la série entre parenthèses, dite « harmonique », n'est notoirement pas bornée. Sa somme dépasse 1 000 000 pour une certaine valeur de n : nombre de secondes nécessaires à l'escargot pour atteindre son but.

Qu'en pensez-vous ?

Solution du problème n° 25

Il suffit qu'un des naufragés réussisse à boire la moitié du liquide. Or il peut y parvenir approximativement en utilisant le sable de la plage et un galet pour rayer la bouteille et marquer le niveau du liquide (le galet peut être remplacé par du sable mouillé collé sur le verre).

Le premier naufragé boit une partie du liquide, largement inférieure à la moitié, et marque le *niveau du reste* : N_1. Il remplit la bouteille de sable jusqu'à ce que le liquide affleure et note le niveau du sable, N_2, qui doit être inférieur à N_1. Il boit à nouveau et comble avec du sable, qui doit avoir un niveau N_3 entre N_1 et N_2. Fermant le goulot avec son pouce, il retourne la bouteille. Le sable descend dans le goulot jusqu'au niveau N_4. Entre le fond et N_4 se trouve la quantité d'eau restant.

De cette manière, en rapprochant les niveaux de liquide bu et de liquide restant, le premier buveur atteint approximativement la moitié.

Cette solution est due à Edward de Bono. Il se peut qu'il en existe d'autres.

PIERRE BERLOQUIN.

LIVRES

• **SAUVER NOTRE PLANETE, par le Docteur S. Reading ; Laffont coll. « Réponses/Ecologie », 472 p., 39 F.**

Ce livre veut être un cri d'alarme. Il effraiera certainement des lecteurs, qui se demanderont peut-être comment l'humanité peut survivre dans un environnement aussi hostile. Mais ils ne seront pas nombreux. Car il ne faut pas beaucoup d'esprit critique pour que le cri d'alarme se transforme en éclat de rire. Il suffit de connaissances scientifiques élémentaires pour battre en brèche les propos de l'auteur sur la radiotoxicité élevée de l'uranium. Il suffit d'un peu de bon sens pour refuser de croire qu'un « accident relativement mineur » survenant à l'usine de La Hague, près de Cherbourg, puisse rendre nécessaire « l'évacuation urgente de huit millions de Parisiens ».

La pollution est un sujet grave, qui ne doit pas être pris à la légère. L'activité humaine a des conséquences néfastes pour l'homme ; elles sont mal connues, elles demandent des études sérieuses, la confrontation de plusieurs résultats. A vouloir « alarmer » les populations en propageant n'importe quel racontar, on risque surtout de déconsidérer les vrais chercheurs et de masquer les problèmes sérieux. Mais les intentions de ce livre sont certainement bonnes.

LES HOMMES ET LES MACHINES

• Starlette retardé

LE lancement du satellite français Starlette, prévu pour le mois de septembre, est repoussé au 28 novembre. Deux autres satellites français, Castor et Pollux, qui devaient être lancés cette année, voient leurs départs respectifs reportés à la mi-mars et à la mi-juin 1975.

Starlette sera mis sur orbite à l'aide de la première fusée Diamant-B, dotée de l'étage P-4 provenant d'un lanceur militaire. Son lancement coïncidera avec le premier tir de qualification de cette fusée.

Starlette est un petit satellite passif destiné à approfondir un domaine de physique dans lequel la France a acquis une bonne réputation : celui de la géodésie spatiale, et plus particulièrement de la géodynamique spatiale. Il se présente sous la forme d'une boule recouverte de réflecteurs lasers.

• La vie est plus lente dans les grandes profondeurs

POUR la première fois, deux océanographes américains ont réussi à mesurer le métabolisme de poissons d'eaux profondes dans leur milieu naturel. Leurs conclusions sont en accord avec les recherches précédentes qui avaient été faites sur des bactéries. Les rythmes de vie dans les profondeurs sont plus lents que dans les eaux de surface.

Leur expérience a eu lieu dans la passe de San-Diego, à 20 kilomètres de la côte sud de Californie. Les deux types de poissons étudiés ont montré des rythmes de respiration beaucoup plus lents que ceux des poissons d'espèces comparables d'eau peu profonde vivant à des températures similaires.

Les résultats de ces recherches amèneront certainement les partisans du déversement des ordures et autres déchets sur les fonds océaniques à réviser leurs opinions. En effet, tandis que les déchets sont immédiatement consommés par les organismes très actifs dans les eaux peu profondes, leur immersion dans les océans profonds reviendrait à les placer dans un réfrigérateur. Ils s'y accumuleraient.

• Quatre laboratoires du C.N.R.S. à Valbonne

LE Centre national de la recherche scientifique a décidé de transférer quatre de ses laboratoires à Sophia-Antipolis, sur le plateau de Valbonne (Alpes-Maritimes). Les travaux se chiffreront à 14 millions de francs. Deux cents chercheurs et techniciens y travailleront à partir de 1976.

Cette décentralisation s'inscrit dans le cadre du projet approuvé en avril 1972 par un comité interministériel d'aménagement du territoire.

Les quatre laboratoires du C.N.R.S. transférés à Valbonne couvriront 6 hectares. Il s'agit du Centre de recherches archéologiques, du Centre de sciences humaines consacré aux études ethniques, linguistiques et sociologiques, du laboratoire de physique du solide et du laboratoire de physique stellaire et planétaire.

D'autres entreprises ont décidé de s'installer à Valbonne, notamment Air France, qui se propose d'y construire son centre de réservation électronique, L'Oréal pour les produits de beauté, et les sociétés américaines Rank Xerox (informatique) et Searle (pharmacie).





APRÈS LE CONGRÈS MONDIAL DE CARDIOLOGIE A BUENOS-AIRES

TROIS PRIORITÉS : comprendre, dépister, prévenir

C'EST un fait établi : la fréquence des maladies cardio-vasculaires augmente avec le degré d'industrialisation d'un pays. Cependant, les motifs exacts de ce phénomène ne sont toujours pas parfaitement éclaircis.

Dans cette mesure, les exploits *techniques que représentent* les transplantations cardiaques ou, plus simplement, les « *pontages coronariens* » (ou greffes veineuses substituant à l'artère obstruée) doivent être considérés comme des palliatifs, souvent remarquables, mais qui ne peuvent entraver l'évolution d'une affection non pas locale mais générale, dont il importe, à présent et avant tout, de mieux comprendre le processus.

Des sessions spéciales étaient consacrées à ces thèmes majeurs lors du congrès mondial de cardiologie qui a réuni, à Buenos-Aires (Argentine), plus de cinq mille spécialistes jusqu'au samedi 7 septembre. L'interférence manifeste de facteurs divers, la nécessité de faire des enquêtes internationales concernant des masses importantes de population suivies durant dix ans au moins, expliquent que les résultats des premières données épidémiologiques sérieuses sur l'athérosclérose et son corollaire, la maladie coronarienne, commencent seulement à affluer.

De très *curieuses* inégalités apparaissent ainsi, et notamment dans l'enquête menée en Europe par l'Organisation mondiale de la santé et dans celle conduite en France par le groupe d'étude sur l'épidémiologie de l'athérosclérose (Institut national de la santé et de la recherche médicale — INSERM, — préfecture de Paris).

Comme le montrent les cartes ci-contre, la Finlande, puis l'Irlande et le nord de l'Angleterre paient à la maladie coronaire le tribut le plus lourd, alors que la France est, pour l'instant, et par rapport à la Scandinavie, à l'Allemagne et à la Grande-Bretagne, relativement épargnée.

Les points noirs se situent, dans notre pays, au nord et à l'est ; les erreurs alimentaires relevées dans ces régions jouent sans doute un rôle dans cette situation.

Le colloque réuni récemment à Lyon sous la présidence du professeur Renaud a montré, en effet, que les régimes trop riches en graisses ont une action indiscutable sur la formation de thromboses (ou caillots obstruant les vaisseaux).

A Orsay, un groupe international, réuni dernièrement à l'initiative de l'INSERM, avait conclu, sous la présidence du professeur Jouve, de Marseille, à la possibilité de prévenir la survenue des accidents coronariens par le double jeu du dépistage et de l'action.

Des facteurs de prédisposition héréditaire jouent, certes, un rôle important, et la connaissance (par le simple examen du métabolisme des graisses et des sucres) de leurs manifestations permet à présent de les déceler.

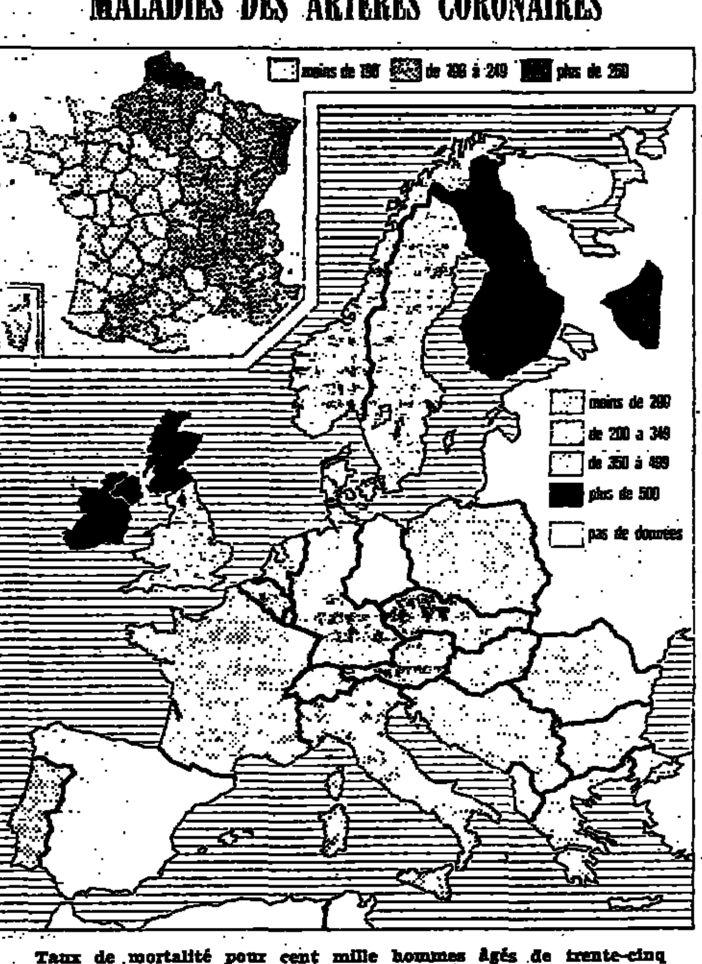
On sait, en outre, que la conjugaison de plusieurs éléments nocifs peut engendrer, chez les sujets vulnérables, le processus pour l'instant irréversible de l'athérosclérose. Il s'agit de l'hypertension, du tabac, de l'obésité, de la sédentarité, d'une absorption excessive de sucres et de graisses, de la présence dans le sang d'un taux élevé de cholestérol, d'une nervosité ou d'une anxiété particulière. L'association chez un même sujet de plusieurs de ces facteurs accroît considérablement les risques d'accident.

La prévention de ces accidents est donc possible, et même à peu de frais ; elle relève essentiellement d'une campagne énergique d'information, menée tant auprès du public qu'auprès des médecins praticiens (1). Un certain nombre de thérapeutiques efficaces, visant par exemple à abaisser la tension artérielle ou à équilibrer le taux des graisses dans le sang, sont à présent disponibles. Leur mise en œuvre, ajoutée aux règles d'hygiène qui s'imposent, pourrait, à elle seule, diminuer considérablement l'incidence des maladies cardio-vasculaires.

C'est là, semble-t-il, que se *trouve la priorité de l'avenir*, cependant que s'approfondissent et se développent, dans les centres de recherche, les travaux visant à une compréhension meilleure de cette maladie, qui atteint, à des degrés divers, près de 80 % des Français de plus de trente-cinq ans et constitue en France la cause de 41 % des décès.

(1) A titre d'exemple, la France compte six à sept millions d'hypertendus, dont la moitié à peine se trouvent sous surveillance médicale.

MALADIES DES ARTÈRES CORONAIRES



Taux de mortalité pour cent mille hommes âgés de trente-cinq à soixante-quatorze ans.

AU CONGRÈS DES PUÉRICULTRICES

De la générosité à la compétence : l'évolution d'une profession

De notre correspondant

Strasbourg. — Le questionnaire rempli par les quelque neuf cents puéricultrices qui se sont réunies du 5 au 9 septembre à Strasbourg, à l'occasion du onzième congrès national des puéricultrices diplômées d'Etat, a peut-être constitué l'enjeu décisif de leurs quatre journées de travail. Les services qui interpréteront les réponses concernant l'état civil, les conditions de travail, la formation, les relations au travail, les convictions de chacune, leur position vis-à-vis des problèmes d'éthique, espèrent pouvoir établir ainsi une définition aussi précise que possible de l'identité de la puéricultrice française, non pas une définition idéale mais la description de la puéricultrice telle qu'elle est. Ses bonheurs, ses aspirations, ses exigences, ses revendications, ses droits : salaire, effectifs, conditions de travail, profil de carrière, tous ces éléments ont été l'objet d'une « table ronde » de discussions sur le thème « la Puériculture, vingt-cinq ans après la création du diplôme ».

Des servitudes éprouvantes

La puéricultrice, initialement, n'était *affectée qu'au service des prématurés* et n'a vu que progressivement ses attributions se diversifier et se spécialiser. Ce n'est qu'en 1957 que les premières puéricultrices furent placées en pédiatrie. Leur rôle évolua rapidement après les années 60. Là où n'œuvraient souvent que la générosité et le dévouement, les puéricultrices allaient progressivement apporter la compétence, l'information, l'assistance, l'organisation chez les prématurés en pédiatrie et les services de soins néo-nataux dans les crèches, les garderies, les pouponnières, les services de protection maternelle et infantile...

Les progrès en matière d'assistance médicale ont élargi le rayon d'activité des puéricultrices. Celles-ci ont dû assumer des tâches de plus en plus importantes, souvent éprouvantes, compromettant les conditions de leur vie familiale et sociale. Situation difficile à laquelle, bien souvent, se sont ajoutés le manque de considération de la part des médecins pour leur qualification professionnelle, des présences quasi permanentes, une tension psychologique extrême et des salaires à la limite de la décence. Autant d'explications à la désertion des services hospitaliers.

A Strasbourg, l'analyse des problèmes particuliers qui se posent à la plupart d'entre elles, selon les services où elles sont affectées, allait démontrer qu'il y a loin des décrets à la réalité. Pour Mlle Guilbert, secrétaire générale de l'association, la puéricultrice est souvent à la fois une gestionnaire, une animatrice d'équipe et une assistante médicale. « *Le dévouement et la générosité ne suppléent pas une injustice professionnelle* », a-t-elle déclaré. « *Les plus hautes instances gouvernementales invoquent encore cette générosité, empêchant ainsi tout dialogue.* » « *Que le gouvernement intervienne efficacement en matière de statut des salaires, d'effectifs ; qu'il reconsidère le profil de carrière et qu'il le fasse efficacement, en s'épargnant les louanges gratuites pour une profession dont le quotidien est souvent ingrat.* »

« *Faut-il*, conclut Mlle Guilbert, *barrer des routes pour se faire entendre ?* »

J.-C. PHILIPPE.

RELIGION

Devant les délégués d'un congrès de pharmaciens

Paul VI réaffirme l'immoralité des moyens de contraception « artificiels »

En recevant les délégués d'un congrès international des sciences pharmaceutiques le 7 septembre Paul VI a réaffirmé la doctrine catholique traditionnelle sur l'immoralité de la contraception *« par des moyens qui ne respectent pas les lois de la transmission de la vie »*. Après avoir rappelé son propre exposé du problème, contenu dans l'encyclique *Humanae vitae*, publiée en 1968, le pape a déclaré :

« Certes, le problème de la limitation des naissances demeure un problème complexe, qu'il faut considérer avec sagesse sous tous ses aspects : humain, éthique, culturel, et non pas seulement sous l'angle matérialiste de la quantité. Notre délégation à la conférence mondiale de la population, qui s'est tenue récemment à Bucarest, l'a clairement exposé, tout en réaffirmant sans ambiguïté le refus de l'Eglise d'accepter les pratiques contraires au respect dû à la vie humaine, comme l'avortement, la stérilisation, la contraception, par des moyens qui ne respectent pas les lois de la transmission de la vie. »

Le problème, a conclu le pape, n'est pas seulement matériel mais humain. Il a incité ses interlocuteurs au *« courage, dans la situation de compromis où baignent nos contemporains »*, en refusant, par la vente de la « pilule », de *« chercher une source de bénéfices dans la distribution de produits qui avilissent l'homme et l'amour ou qui tuent la vie »*.

[Paul VI, dans « Humanae vitae », après avoir condamné l'avortement et la stérilisation comme moyen licite de régulation des naissances, poursuivait : « Est exclue également toute action qui, soit en prévision de l'acte conjugal, soit dans son déroulement, soit dans le développement de ses conséquences naturelles, se proposerait comme but ou comme moyen de rendre impossible la procréation. » Tous les moyens de contraception « artificiels » sont donc condamnés, y compris le « préservatif » masculin. Seul est admis, sous certaines conditions, le recours aux périodes inféconds de la femme.]

● *Le Père François Timmermans*, un Hollandais de trente-neuf ans, a été élu, le 6 septembre, supérieur général de la congrégation du Saint-Esprit, par le chapitre de la congrégation, réuni à Chevilly-Larue, près de Paris.

[Né en 1935, le Père Timmermans a fait profession religieuse en 1954 et a été ordonné prêtre en 1959. Après une année à l'Ecole des missionnaires d'action catholique et d'action sociale, à Lille, il a été missionnaire de 1961 à 1968 à Mobaye, diocèse de Bangassou (République Centrafricaine), et, de 1968 à 1974, supérieur des spiritains de ce pays. Il succède au Père Joseph Lecuyer, élu en 1968 à la tête de cet institut de quatre mille missionnaires.]

En Grande-Bretagne

VICTIME D'UNE CRISE CARDIAQUE L'ARCHEVÊQUE DE WESTMINSTER EST HOSPITALISÉ

Londres (*A.F.P.*). — Le cardinal John Carmel Heenan, archevêque de Westminster et primat d'Angleterre et du Pays de Galles, a été hospitalisé le 7 septembre à la suite d'une crise cardiaque. Le chef spirituel des quelque quatre millions de catholiques anglais et gallois, qui a soixante-neuf ans, se trouve dans un état sérieux, malgré une très légère amélioration constatée dan sla journée de dimanche. Le cardinal avait déjà été hospitalisé en décembre dernier pour les mêmes raisons.

« L'engagement politique peut être un des chemins d'annonce du message évangélique »

estime Mgr Marius Maziers

Parmi les réactions que continue de susciter Objectif 74, le grand rassemblement de la Jeunesse ouvrière chrétienne organisé à Paris en juillet dernier, on avait déjà relevé celle de Mgr Marius Maziers, archevêque de Bordeaux et président de la commission épiscopale pour le monde ouvrier, qui faisait une *« lecture apostolique de l'événement »*. (*Le Monde* du 19 juillet.) Y revenant plus longuement dans la revue diocésaine *l'Aquitaine*, Mgr Maziers livre son témoignage sur sa participation à Objectif 74. En voici les extraits essentiels :

« Pour avoir rencontré les jeunes, les avoir écoutés, j'ai senti qu'il y avait loin entre ce que nous avions à signifier et ce qu'ils étaient prêts à comprendre. (...) La JOC de 1974 est-elle, de fait, plus politisée ? Assurément. Elle vit et agit dans un monde où la politique tient, objectivement et subjectivement, une plus grande place. Les évêques de France l'ont reconnu en 1972 : « A l'étape » actuelle du devenir humain, » l'action politique, qui comporte » des voies de plus en plus variées » puisqu'elle devient une dimen- » sion de la vie quotidienne, revêt » une particulière importance. »

» Il est également nécessaire de rappeler la tâche que dès sa fondation s'est fixée la JOC. Elle a comporté trois aspects : une tâche d'éducation dans et par l'action, une tâche de représentation de la jeunesse ouvrière dans la société et auprès des pouvoirs publics, une tâche d'évangélisation. (...)

» Ces remarques étant faites, il faut admettre que la JOC 74 doit davantage tenir compte de la dimension politique comme lieu d'évangélisation. (...) Il n'appartient pas à la JOC de faire un choix politique, mais de le situer dans le choix des responsabilités à prendre et d'une réflexion à faire pour l'avenir des jeunes travailleurs dans la société. (...)

» L'engagement politique peut être un des chemins d'annonce et d'accueil du message évangélique. Il peut faire aussi obstacle à l'accueil de l'Evangile par la suffisance dans laquelle, plus que tout autre option temporelle, elle risque d'enfermer l'homme. Le sectarisme, le totalitarisme, sont alors les fruits dangereux d'une telle attitude. En lisant courrier et articles, j'ai constaté une fois de plus combien le dialogue était difficile entre groupes ou personnes ayant fait une option politique différente, tellement la foi semble prisonnière de l'option dans laquelle elle s'exprime. (...)

» Le marxisme figure souvent comme une inquiétude dans les commentaires d'Objectif 74. Depuis plus de cent ans, il est vrai, il fait corps avec certains courants importants du mouvement ouvrier. Nombreux sont les militants qui ont trouvé dans cette lecture de l'histoire un stimulant pour l'action contre l'oppression dont ils se sentaient victimes et une vision de l'avenir (...) De ce fait, c'est dans la vie quotidienne, les relations de travail, les organisations ouvrières dont ils font partie que les chrétiens rencontrent le marxisme dans la diversité de ses interprétations (...) En écoutant les jeunes travailleurs dénoncer les différentes formes d'injustice et affirmer leur dignité, je sentais combien il est important de faire en sorte que cette aspiration de l'homme à être plus homme, qui s'exprime à travers le marxisme et d'autres idéologies contemporaines, retrouve dans la foi au Christ sa source, son fondement et le vrai chemin de son accomplissement. »

UNESCO

LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ALPHABÉTISATION

M. René Maheu demande aux pays producteurs de pétrole d'apporter de nouveaux crédits

La Journée internationale de l'alphabétisation a été célébrée le lundi 9 septembre au siège de l'UNESCO à Paris. Les prix Reza Pahlavi et Nadedja Kroupskaia, destinés à récompenser des institutions qui ont apporté une contribution marquante à la lutte contre l'analphabétisme, ont été attribués cette année respectivement à l'Association des femmes du Pakistan, qui a collaboré à plusieurs projets de développement communautaire liant alphabétisation et transformation des conditions de vie, et au Cercle pour le développement de la commune de Shyorongi (Rwanda), qui a créé onze centres d'alphabétisation.

A cette occasion, M. René Maheu, directeur général de l'UNESCO, a lancé un appel aux pays riches — les anciens et les nouveaux, notamment ceux du pétrole — pour qu'ils accroissent leur aide à l'alphabétisation.

Le directeur général de l'UNESCO a jugé que la lutte contre l'inflation ne devait amener aucune restriction des crédits consacrés à l'alphabétisation : *« Quand il s'agit de fournir à près du tiers de l'humanité ce que j'appellerai le minimum vital sur le plan de l'instruction, de la dignité humaine et les conditions les plus élémentaires d'une participation effective à la civilisation moderne*, a-t-il dit, *on est en droit d'examiner attentivement s'il est vrai que le monde est soudain devenu si pauvre et si démuni qu'il ne puisse sauver son âme. »*

« S'il est vrai que le monde est soudain devenu si pauvre »

M. René Maheu a demandé, comme à l'accoutumée, aux nations occidentales de continuer leur effort. Malgré la hausse du coût de l'énergie, a-t-il affirmé, *« leur capacité de formation de capitaux comme leurs revenus nationaux demeurent largement suffisants pour leur permettre, si elles le veulent, d'accroître fortement leur aide aux pays en voie de développement »*.

Mais le directeur général de l'UNESCO a fait aussi appel, pour la première fois, à ceux des pays du tiers-monde qui *« disposent désormais de ressources financières très importantes »* par suite de la hausse des prix du pétrole : *« Quoi de plus utile et d'une fixation plus durable en même temps que d'une rentabilité à long terme certaine, quel meilleur emploi concevoir de ces capitaux flottants, dont la mobilité menace la stabilité précaire des relations monétaires, que le financement d'une action d'envergure pour l'élimination de l'analphabétisme, base d'une généralisation effective de l'éducation ? »*

A L'HOTEL DROUOT

Mercredi

VENTE

S. 12. - Ameublem. Mes Boisgirard.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75 427 PARIS - CEDEX 09
C. C. P. 4 207 - 23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	69 F	123 F	177 F	230 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	107 F	198 F	289 F	380 F
ETRANGER par messageries (moins rapide que par voie norm.)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG	77 F	138 F	193 F	260 F
II. — PAYS-BAS	77 F	138 F	199 F	260 F
III. — SUISSE	94 F	173 F	252 F	330 F
IV. — TUNISIE	99 F	183 F	267 F	350 F

Par voie aérienne tarif sur demande

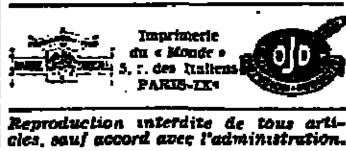
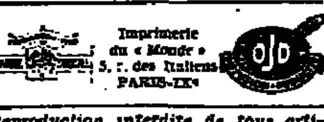
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

INFORMATIONS PRATIQUES

Télévision et radiodiffusion

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

MARDI 10 SEPTEMBRE

● **CHAINE I**

20 h. 15 Feuilleton : Etranger d'où viens-tu ?
20 h. 30 Cirque : Cavalcade circus, de J. Richard et L. Gavinet
21 h. 30 Magazine : Pourquoi pas ? Latitude 101.

● **CHAINE II (couleur)**

19 h. 45 Feuilleton : « Les oiseaux de Meiji Jingu ».
20 h. 35 Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot : « Les révoltés du Bounty » (1935), de F. Lloyd, avec C. Laughton, C. Gable, F. Tone.

En 1787, un navire anglais quitte Portsmouth avec un équipage enrôlé de force pour une expédition scientifique à Tahiti. Les brimades et les cruautés du capitaine Bligh provoquent une mutinerie. Un classique hollywoodien du cinéma d'aventures.

Débat : « Au XVIIIe siècle, la marine plus cruelle encore que la mer ».

Avec la participation de D. Georges Roslin-Quintal, descendant d'un des révoltés, l'amiral Howard-Johnston, historien britannique, l'amiral de Brossard, ancien chef du service historique de la marine, le capitaine de vaisseau Muracciole, directeur général adjoint du souvenir napoléonien, le capitaine de Castel-Bajac, ancien commandant de la Jeanne-d'Arc

● **CHAINE III (couleur)**

19 h. 40 Pour les jeunes : Il était une fois.
19 h. 55 Initiation artistique : L'œil apprivoisé « en 1/100e de seconde ».
20 h. 30 Dramatique : « Le mur », de G. Sonnier. Réal. R. Dallier, avec C. Sauvage.

Une femme, jeune encore, paralysée, attend comme chaque jour la venue de l'homme qu'elle aime.

20 h. 55 Dramatique : « Billenium », de J.-G. Ballard, adapt. J. Goimard, réal. J. de Nesle, avec C. Bebord, A. Simono.

A cause de la surpopulation, la surface disponible pour chaque habitant a été limitée à 4 mètres carrés. Un jour il faut encore diminuer cette surface.

● **FRANCE-CULTURE**

20 h., Dialogue : Science et société, avec Andriano Buzzati-Traverso et Jean-Jacques Salomon. — 21 h. 20, « A l'enterrement de Mlle von Beistroff », de M. Schilovitz, avec N. Nerval, P. Trabaud, réal. R. Jentet (rediff.).

● **FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 30 (S.), Festival de musique russe et soviétique ; Orchestre philharmonique de l'O.R.T.F., dir. Iouri Temirkanov. « Colas Breugnon », ouverture (Kabalevski), « Concerto pour violoncelle » (Khatchaturian), « Ivan-le-Terrible » (Prokofiev). — 22 h. 40 (S.), Concours international de guitare. — 23 h., Double audition. — 24 h. (S.), La musique et ses classiques. — 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

MERCREDI 11 SEPTEMBRE

● **CHAINE I**

20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?
20 h. 30 Magazine : La TV des autres, deux films de la télévision hollandaise, réalisateur G. Sluizer.

Le Radeau, *chronique d'une famille du Nordeste brésilien habitant près d'un fleuve, à 1 000 kilomètres de la ville la plus proche ;* Zecca, *la vie d'un vacher dans une grande exploitation agricole du Nordeste brésilien.*

21 h. 30 Série : L'homme au contrat, réal. J. Audoir, avec G. Desarthe.

● **CHAINE II (couleur)**

19 h. 45 Feuilleton : « Les oiseaux de Meiji Jingu ».
20 h. 35 Au théâtre ce soir : « Les affaires sont les affaires », d'O. Mirbeau. Mise en scène : J. Meyer, avec J. Meyer, F. Blot, M. de Coster, C. Risac.

Isidore Lechat, hommes d'affaires autoritaire et sans scrupules, veut devenir député. Ses manœuvres dressent sa fille contre lui.

22 h. Sport : Match sur la deux.

● **CHAINE III (couleur)**

19 h. 40 Pour les jeunes : Il était une autre fois.
19 h. 55 Musique : Jazz 3, avec A. Blakey, O. Dara, S. James, C. Lawson, C. Jefferson.
20 h. 30 Histoire : 1857 : « Godin ou le Familistère », de P. Riboulet, réal. M. Lepeuve.

Avec A. Osmont, sociologue, R. Pages, psychosociologue, D. Defert, sociologue, A. Kopp, architecte, J.-L. Veret, architecte, M. Migrenne, M. Rabaud, ancien gérant de la société Godin, M. Schmitt, président de la société Le Creuset, M. Godon.

21 h. 10 Reportage : « Un pays, une musique » : la Hongrie ou l'appel aux sources, de C. Fléouter. Réal. R. Manthoulis.

● **FRANCE-CULTURE**

20 h., Musique de chambre : « Six variations pour piano » (de Pelken), par G. Frémy ; « Thravsma pour quatuor à cordes et clarinette » (Ushida), par le quatuor Margand et R. Fontaine. — 21 h., Dits et écrits sur la musique : Louis Malle, la musique et le son. — 21 h. 20, La science en marche : « l'Etonnant culte du cargo », avec G. Lapouge. — 21 h. 50, Musique de notre temps : A Avignon, le Théâtre du Silence. — 23 h., Aux quatre vents. — 23 h. 35, L'écriture par le son.

● **FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 30 (S.), Soirée lyrique : « le Freischütz » (Weber), avec B. Weikl, G. Janowitz, S. Vogel, Orchestre national de Dresde, dir. Carlos Kleiber. — 23 h. (S.), Hors gravures. — 24 h., Musique et poésie : Ernst Junger. — 1 h. 30, Nocturnales.

TRIBUNES ET DEBATS

EUROPE 1 : 19 h., M. Michel Durafour, ministre du travail (en direct de Lyon).

RADIO-MONTE-CARLO : 19 h. 20, M. René Haby, ministre de l'éducation, répond aux questions des journalistes.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 SEPT. 74 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 11-IX-74 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 10 septembre à 0 heure et le mercredi 11 septembre à 24 heures :

Une hausse rapide du champ de pression sur la France a permis la constitution sur nos régions de l'Est et du Centre d'un anticyclone assez solide pour rejeter vers les îles Britanniques et la Scandinavie, tout au moins au cours des prochaines quarante-huit heures, les perturbations qui circulent aux bords du vaste ensemble dépressionnaire, qui recouvre une grande partie de l'Atlantique nord.

Mercredi 11 septembre, le retour du beau temps amorcé dès mardi se confirmera. A la différence des jours précédents, les vents seront faibles sur la plupart des régions, ils s'orienteront généralement au sud. Les brumes et brouillards formés en fin de nuit seront rapidement dissipés et le ciel restera ensuite clair sur la plupart des régions.

Les températures seront de nouveau en hausse. Il fera même très chaud, surtout dans le Sud-Ouest, le Centre et le Nord-Est. Des nuages pré-orageux pourront toutefois se former en fin de journée, surtout dans les régions proches du littoral atlantique.

Mardi 10 septembre, à 7 heures, la pression observée à Paris - Le Bourget était de 1 027,8 millibars, soit 770,9 millimètres de mercure.

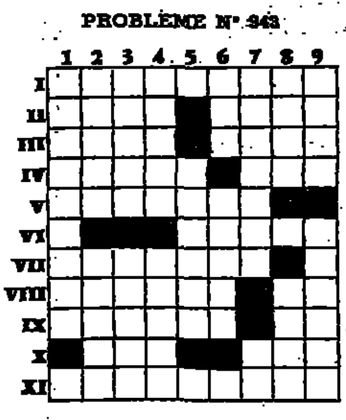
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 9 au 10) : Ajaccio, 27 et 15 degrés ; Biarritz, 20 et 14 ; Bordeaux, 21 et 6 ; Brest, 16 et 8 ; Caen, 16 et 7 ; Cherbourg, 16 et 8 ; Clermont-Ferrand, 27 et 11 ; Lille, 18 et 9 ; Lyon, 28 et 13 ; Marseille, 28 et 17 ; Nantes, 19 et 7 ; Nice, 25 et 18 ; Paris - Le Bourget, 18 et 6 ; Pau, 19 et 12 ; Perpignan, 26 et 17 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 23 ; Rennes, 19 et 7 ; Strasbourg, 28 et 11 ; Tours, 18 et 8 ; Toulouse, 23 et 12.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 15 et 12 degrés ; Athènes, 23 et 22 ; Bonn, 28 et 11 ; Bruxelles, 15 et 10 ; Le Caire, 37 et 25 ; îles Canaries, 29 et 19 ; Copenhague, 18 et 12 ; Genève, 27 et 11 ; Lisbonne, 24 et 16 ; Londres, 19 et 8 ; Madrid, 29 et 14 ; Moscou, 21 et 6 ; Palma-de-Majorque, 28 et 17 ; Rome, 28 et 17 ; Stockholm, 19 et 10 ; Téhéran, 34 et 27.

● ERRATUM : une omission du numéro II horizontal de la grille des mots croisés n° 940, publiée dans nos premières éditions datées 7 septembre, pouvait rendre celle-ci difficilement compréhensible. Il fallait lire : II. Un qui attend peut-être encore plus impatiemment que d'autres l'heure d'aller planter ses choux.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 943



HORIZONTALEMENT

I. Négociants en lentilles. — II. Suffit à décontenancer un timide ; Vieux cri. — III. Passe pour bien aller ; Encore capable de soliloquer. — IV. Est souvent appelé à se heurter à une volonté plus forte que la sienne ; Arrivés dans une vallée de larmes. — V. Dans le nom d'un chef-lieu de canton du Pas-de-Calais. — VI. Se livrer à un brillant travail. — VII. Une victime de la mise en boîte. — VIII. Aller de pis en pis ; Conjonction. — IX. Réjouissances anciennes ; Pronom. — X. Une manche et parfois une veste ; Génie. — XI. Certains sont sûrs de le rencontrer dans le quartier.

VERTICALEMENT

1. S'agite devant un buffet. — 2. Ne s'accorde pas à titre gracieux ; Egalisa. — 3. Le rêve du coureur ; Se modifient par des croisements. — 4. Facilite certaines communications lointaines ; Régime économique. — 5. Répéter. — 6. Fin de participe ; Les Romains en tenaient compte. — 7. Qui montre le fond de sa personne ; Ne se hâte jamais. — 8. N'a donc pas grandi ; Coule en France. — 9. Avaient raison de passagères faiblesses ; Duper.

Solution du problème n° 942

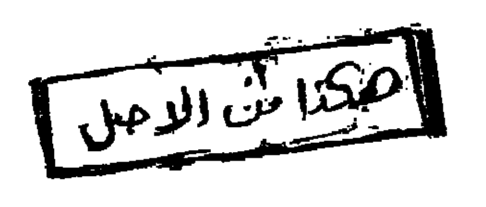
HORIZONTALEMENT

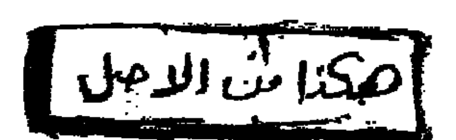
I. Participe. — II. Huée ; Isol. — III. Edentés. — IV. Na ! ; Rues. — V. Ocre ; Gêne. — VI. Mia ; Res. — VII. Ees ; Os ; At. — VIII. Nuées ; Ml. — IX. Es ; Méduse. — X. Sérieuses. — XI. Sus ; Test.

VERTICALEMENT

1. Phénomènes. — 2. Audacieuses (cf « front »). — 3. Rée ; Rase ; Ru. — 4. Tente ; Emis. — 5. Rosée. — 6. Cierges ; Dut. — 7. Issues ; Muse. — 8. PS ; Eu ; Aisés. — 9. Eussent ; Est.

GUY BROUTY.





Sema - Sélection

directeur technique — 180.000 F +

Une importante Société de construction et de montage d'équipements électromécaniques (CA 350 millions de F), filiale d'un Groupe international très diversifié, recherche un Directeur Technique de haut niveau pour diriger l'ensemble de ses usines localisées au Centre et au Sud de la France. Répondant devant le Directeur Général, il aura la **complète** responsabilité de trois unités de production (600 personnes) et d'une cellule Études et Développement (30 personnes). L'une de ses premières tâches sera de **tout mettre en œuvre** pour améliorer la rentabilité au niveau de la fabrication d'une part et pour faire évoluer les différentes gammes de produits qui se situent sur un marché très compétitif d'autre part. Un poste à ce niveau de responsabilité ne peut convenir qu'à un Ingénieur diplômé d'une Grande École (Centrale, A.M., Sup. Elec.), 35 ans **minimum** et ayant une forte expérience de la gestion d'un centre de profit dans le domaine de la construction électromécanique, regroupant des activités allant des Études, Achats, etc., jusqu'à l'Expédition. Pour réussir à ce poste, il est nécessaire d'avoir une **forte personnalité** alliée à des qualités d'imagination et de négociateur à tout niveau. L'**anglais courant est indispensable.** Le lieu de résidence est dans le SUD et la rémunération sera essentiellement liée à « l'envergure » du candidat. Le succès dans ce premier poste peut ouvrir une carrière exceptionnelle au sein du Groupe. (Réf. 1665M)

conseil en management — France - Étranger

Actuellement en plein essor, l'Unité **Entreprises et Développement** de SEMA (Metra International), *spécialiste des interventions pluridisciplinaires dans les sociétés* indépendantes des grands groupes industriels, recherche un **Ingénieur de haut niveau** pour participer au développement de ses activités de **Conseil en Management** : Études globales, plans de développement, problèmes humains et financiers, systèmes de gestion. Ce poste conviendrait à un Diplômé d'une Grande École et ou d'une **Business School** américaine ou *française, 35 ans, ayant acquis une large expérience dans ces domaines, soit au sein* d'un Cabinet de Conseil, soit comme conseil interne d'une grande entreprise. Ce poste implique une **excellente aptitude** aux relations humaines et **commerciales** et des dispositions certaines *pour s'intégrer à une équipe à direction collégiale. La rémunération sera en* rapport avec les exigences du poste et la valeur du candidat. Perspective de carrière intéressante au sein de la première société européenne de Conseil. (Réf. 7696M)

directeur d'usine — 120.000 F

Une importante firme internationale, fabriquant des petits matériels de régulation, progressant très rapidement sur le marché européen, souhaite confier la Direction de son usine française, regroupant 200 personne et située en Champagne, à un Ingénieur mécanicien, type A.M., âgé de 34 ans minimum, expérimenté dans **l'animation** d'une **unité de fabrication** de moyenne importance. Placé sous l'autorité du Directeur Européen, il devra assurer la gestion complète de l'usine, développer les moyens de production pour réaliser les objectifs ambitieux et travailler en liaison avec les services commerciaux à l'élaboration de produits nouveaux. Bonne connaissance de **l'anglais** nécessaire. (Réf. 6632M)

directeur ventes Paris — 110.000 F +

Filiale d'un Groupe Européen, une Société industrielle et commerciale (CA 170 millions de F) recherche son Directeur des Ventes pour la Région Parisienne. Il aura à diriger six inspecteurs de ventes et une quarantaine de représentants et s'occupera d'une gamme de produits, constituée par du matériel d'équipement de bureau léger et moyen. Ses responsabilités principales seront d'assurer la progression du C.A. et la **pénétration de ses produits**, d'organiser et de contrôler l'activité de son réseau, de **former** et d'évaluer son personnel. Il dépendra du Directeur de Marketing. Poste actif, très vivant et de haut intérêt pour un cadre de 33 ans *minimum. Intéressement à la réalisation des objectifs.* (Réf. 9747M)

encadrement de chefs de projets — Informatique

L'un des plus grands groupes français d'assurance (CA > 2 milliards de F. Siège social : LE MANS) recherche pour son Département Informatique et Organisation, doté d'un IBM 370-165 teleprocessing, un candidat ayant **plusieurs années** d'expérience en tant que **chef de projets d'études** et de réalisation de systèmes administratifs (Informatique et Organisation). Sa mission consistera à diriger plusieurs Chefs de projets (assistance, conseil, suivi des travaux). Perspective de carrière intéressante. (Réf. 5698M)

ingénieur tech. commercial - pétrochimie — 90.000 F

La filiale française de la société Süd-Chemie AG, Munich, recherche pour assurer le développement de son département catalyseurs, un Ingénieur ayant plusieurs années d'expérience en **engineering pétrochimique**, de bonnes connaissances en anglais, des notions d'allemand et le goût des voyages. Il aura notamment la responsabilité d'organiser le **marketing**, de former des collaborateurs technico-commerciaux, d'assurer la liaison avec la Direction de Munich. Évolution de carrière intéressante possible au sein du Groupe. (Réf. 5699M)

responsable formation — Normandie

Une très importante Société de Mécanique désire mettre en place dans l'une de ses usines (7 000 personnes) un **formateur** dont la fonction comportera deux axes principaux : un rôle de **conseil auprès du personnel** en matière de formation, et **l'animation de stages** dans le domaine des relations humaines (commandement, communications, animation) pour des Agents de Maîtrise ou du personnel technicien. Ce deuxième aspect s'insère dans le cadre d'une action de fond concernant le rôle et les relations des Agents de Maîtrise. Il pourra comporter des interventions dans d'autres usines. Le responsable du poste sera intégré au Service du Personnel de l'usine et travaillera en relation fonctionnelle avec les Services Centraux d'Études et de Coordination du Siège. La réussite dans ce poste du plus haut intérêt, nécessite une formation supérieure, un back-ground suffisant en sciences humaines, une première expérience d'animateur de formation et un âge minimum de 30 ans. (Réf. 9748M)

adjoint directeur usine — 70.000 F +

Une importante Société Française à vocation européenne très bien placée sur le marché et spécialisée dans la fabrication et l'installation de matériel d'équipement pour véhicules, recherche pour son **Usine de Normandie** (135 km de Paris) un jeune Adjoint au Directeur de cette Usine. Agé de 30 ans minimum, de formation Ingénieur, le candidat devra posséder une expérience dans la branche mécanique et avoir déjà réellement exercé une responsabilité de commandement. **De bons contacts sociaux sont indispensables.** L'Usine compte un effectif de 300 personnes. Facilités de logement. (Réf. 1667M)

méthodes et organisation comptable — Sidérurgie

Pour sa Comptabilité Centrale des usines, une importante entreprise recherche un cadre de 28 ans minimum. Il sera chargé de participer d'une part à l'**étude des opérations comptables** pour rechercher et faire appliquer les méthodes de travail adaptées aux besoins, d'autre part à la maintenance et au perfectionnement des **traitements comptables** en ordinateur. Une formation supérieure est nécessaire. Une expérience d'organisation serait appréciée. Logement assuré dans ville résidentielle du NORD. (Réf. 9744M)

études économiques — Sidérurgie

Un jeune diplômé d'Études Supérieures (Sc. Eco, ESCP, etc.) intéressé par des **Etudes Economiques**, est recherché par la Direction de la Comptabilité de la même entreprise. Il sera rattaché à l'Ingénieur en Chef, responsable des Études Économiques de la Direction de la Comptabilité. Logement assuré dans ville résidentielle du NORD. (Réf. 9745M)

spécialiste informatique de gestion — France - Étranger

Actuellement en plein essor, l'Unité **Entreprises et Développement** de SEMA (Metra International), spécialiste des interventions pluridisciplinaires dans les sociétés indépendantes des grands groupes industriels, recherche un **Ingénieur de haut niveau** pour participer au développement de ses activités en **informatique de gestion.** Ce poste conviendrait à un Diplômé d'une Grande École, 35 ans, ayant acquis une large expérience dans ce domaine — soit au sein d'un Cabinet de Conseil, soit comme conseil interne d'une grande entreprise, soit chez un constructeur — et ayant déjà une bonne pratique des **mini- et micro-ordinateurs** de gestion. La connaissance de quelques applications en temps réel serait un avantage. Ce poste nécessite des qualités d'imagination, une aisance naturelle dans les contacts humains et des dispositions certaines pour s'intégrer à une équipe à direction collégiale. La rémunération sera en rapport avec les exigences du poste et la valeur du candidat. Perspective de carrière intéressante au sein de la première société européenne de Conseil. (Réf. 7695M)

cadre commercial exportation Extrême-Orient — 120.000 F +

Une firme internationale, renommée dans la distribution de produits de luxe, recherche un **jeune collaborateur** capable d'assumer l'implantation et le développement de nouveaux marchés en Extrême-Orient. Rattaché à la Direction Générale, dont le Siège est à **Tokyo,** il travaillera en liaison avec les agents locaux et sera chargé de promouvoir des produits français aux labels les plus prestigieux dans le domaine de l'orfèvrerie, des parfums, etc. Outre une **parfaite maîtrise de l'anglais,** ce poste nécessite une formation commerciale supérieure assortie d'une première expérience de **l'Exportation.** Lieu de résidence à envisager : TOKYO, HONG-KONG ou SINGAPOUR. (Réf. 6643M)

pharmacien directeur général Pointe à Pitre — 110.000 F +

Un Groupement d'achats de produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques vient de se créer à la Guadeloupe. Le chiffre d'affaires prévu au démarrage est de l'ordre de 8,5 millions HT, dont 10 % en parapharmacie. Il s'agit d'engager le Directeur Général pour **lancer** et diriger cette affaire. Il est pharmacien diplômé, Externe des Hôpitaux et a acquis une expérience soit en Pharmacie Centrale, soit chez des grossistes importants. Il est âgé de 35 ans minimum, ordonné, commerçant, et possède le sens du commandement et des relations humaines. *Pour obtenir des informations sur ce poste, adresser une enveloppe portant vos nom et adresse.* (Réf. 7685M)

chef de division - chaudronnerie Sud France — 100.000 F +

Cet Ingénieur ECP, Mines, A.M., etc., aura la responsabilité totale, en liaison étroite avec le **Directeur Général,** d'une Division de 200 personnes réalisant un C.A. de 20 millions de F HT dans des domaines faisant appel à des techniques avancées. Une expérience confirmée en fabrication de biens d'**équipements lourds** chaudronnés, moulés, mécaniques, est nécessaire. Il est Gestionnaire, Commerçant, Chef. Age minimum 38 ans. *Pour obtenir des informations sur ce poste, adresser une enveloppe portant vos nom et adresse.* (Réf. 7687M)

responsable commercial — Vosges

Une entreprise de Bonneterie (3 usines, C.A. 50 millions de F, 600 personnes) leader français dans sa fabrication principale, recherche un cadre, 32 ans minimum, pour **prendre en charge,** sous la responsabilité d'un Directeur de Marketing, les **ventes** et l'administration commerciale. Il devra diriger une douzaine de Vendeurs et un bureau d'administration commerciale d'environ 20 personnes. Il aura à s'intégrer à une équipe de direction jeune et de faible effectif. Résidence dans les Vosges avec le quart du temps en déplacements. (Réf. 9746M)

compensation and employee development coordinator — 80.000 F

He will be responsible for developing and administering **career planning** and **compensation** program at a major manufacturing plant employing 1000, located in western France. The plant is the manufacturing facility for the French affiliate of a major multinational chemical Company. The successful candidate will be 32 years of age, hold a university degree preferably in applied science, and have a minimum of 4 years professional Employee Relations experience, including specific exposure to **compensation, job evaluation** and career planning. He must be a French national fluent in English, willing to spend part of his career abroad. (Réf. 5693M)

organisateur formation — 75.000 F

Région Rouen, la filiale (900 personnes) d'un groupe international recherche un **Organisateur de formation.** *Les missions qui lui seront confiées* exigent une première expérience dans ce domaine, la parfaite **connaissance de l'anglais,** de la tenacité et de la **diplomatie ;** en effet, il devra collecter les besoins en Formation exprimés par les différents Départements, préparer les programmes pour chaque exercice en liaison avec la Commission Formation du *Comité d'Entreprise, au sein duquel il est appelé à représenter la Direction, en assurer la réa*lisation avec le concours d'organismes spécialisés extérieurs et suivre les budgets de fonctionnement. (Réf. 5694M)

ingénieur chimiste confirmé — 65.000 F +

L'unité **Marketing et Modèles de Décisions** de SEMA (Metra International) recherche, pour renforcer son équipe de spécialistes dans le secteur de la chimie, un Ingénieur diplômé possédant au moins quatre ans **d'expérience marketing** de préférence dans l'un des secteurs suivants : adhésifs, peinture, fibres textiles, papeterie, chimie agricole. Cet ingénieur aura à développer pour l'industrie chimique des **études à caractère technico-économique** et des actions de **conseil en Marketing.** Une bonne connaissance de l'**anglais est indispensable.** La rémunération sera proposée en fonction de la valeur personnelle et de l'expérience des candidats. Développement de carrière possible au sein de la première Société Européenne de Conseil de Direction. (Réf. 1669M)

jeune ingénieur chimiste — 55.000 F +

L'unité **Marketing et Modèles de Décisions** de SEMA (Metra International) recherche, pour faire face au développement de ses activités dans le secteur de la chimie, un jeune Ingénieur diplômé, possédant deux à trois ans d'expérience dans le domaine des études de marché, pour réaliser dans l'industrie chimique des **études à caractère technico-économique** et du conseil en marketing. Bonne connaissance de l'**anglais indispensable.** La rémunération sera fonction de la valeur et de l'expérience du candidat. Perspectives d'évolution de carrière intéressantes au sein de la première Société européenne de Conseil. (Réf. 1668M)

ingénieur de maintenance — 50.000 F +

Un Groupe pétrochimique international recherche pour son importante usine située en Normandie de jeunes Ingénieurs, diplômés A.M., ICAM, ECAM, pour leur proposer des postes en **Maintenance** (Services Techniques et Exploitation). La mission consiste à maintenir en ordre de marche et de sécurité une unité de production à feu continu, assurer le commandement d'un groupe d'agents de maîtrise et d'ouvriers et l'organisation de leur formation, contrôler les entreprises de sous-traitance. La connaissance de l'**anglais est indispensable.** Les possibilités de carrière sont intéressantes. (Réf. 5696M)

Adresser votre curriculum vitae, avec une courte lettre manuscrite, en rappelant la référence choisie à :

sema selection

Immeuble Sema-Métra International 16, rue Barbès - 92128 Montrouge
Tél. 657 13 00 *(120 lignes groupées)* *(membre de l'ANCERP)*

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat – Vente – Location	21,00	24,51
AUTOS – BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CREDIT-EQUIPEMENT CREDIT-BAIL LOCATION

GROUPE FINANCIER PRIVÉ, nous nous adressons aux entreprises moyennes ou importantes.
Nous avons multiplié le volume de nos activités par 8 en 8 ans.
Nous voulons poursuivre notre expansion et compléter nos structures.

RECHERCHONS :

2 ADJOINTS A LA DIRECTION DE PROMOTION

RESIDENCE : Paris

FONCTION :
Vous serez chargés de negocier et mettre en œuvre un nouveau type d'opérations de location de matériels d'equipement et d'en assurer le suivi.

VOUS AVEZ :
30 ans minimum
Une formation supérieure
Une experience commerciale acquise :
- soit dans le secteur "Vehicules Industriels"
- soit dans le secteur "Biens d'Equipement Professionnels"
- soit dans un département bancaire ou financier spécialisé dans le crédit d'équipement aux entreprises.

2 DIRECTEURS REGIONAUX PARIS et LYON

RESIDENCE : Respectivement Paris et Lyon.

FONCTION :
Animer la région et créer de nouvelles agences dans le but de promouvoir en permanence le chiffre d'affaires

VOUS AVEZ :
- 30 ans au moins
- Une formation supérieure
- Une expérience commerciale certaine en crédit à l'équipement ou en crédit bail et vous avez déjà conduit des équipes au succes
- Une bonne connaissance du secteur "Vehicules Industriels" ou de tout autre secteur professionnel particulier.

PLUSIEURS CHEFS D'AGENCE notamment à METZ et à CLERMONT FERRAND

RESIDENCE : Dans la ville de l'Agence.

FONCTION :
Diriger et animer une agence essentiellement commerciale, être responsable de son chiffre d'affaires.

VOUS AVEZ :
- 30 ans minimum
- Le baccalauréat
- Une expérience confirmée dans la vente de produits et services notamment bancaires ou financiers
- La capacité de construire et d'animer une équipe.

DES INSPECTEURS COMMERCIAUX

RESIDENCE : Amiens, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rouen, Strasbourg, Toulouse, Tours.

FONCTION :
Assurer le suivi de notre clientèle et la réalisation de contrats avec les entreprises.

VOUS AVEZ :
- 30 ans minimum
- pratiqué la vente aux entreprises pendant 5 ans
- le baccalauréat
- un diplôme commercial ou juridique.

NOUS OFFRONS :
- un statut de cadre • une formation initiale adaptée à chaque poste
- la mise à disposition d'une voiture • le remboursement des frais par justificatifs
- une rémunération comportant un salaire correspondant à la fonction, plus un intéressement substantiel selon vos résultats.
- une possibilité indiscutable de promotion et de formation permanente dans un groupe en plein essor.

Adresser lettre manuscrite, photo et curriculum vitae détaillé à n° 8666 SPEAR 75 Champs Elysées 75008 PARIS qui transmettra

---

DEVELOPPEMENT FUTUR DIRECTEUR GENERAL

Pour une Entreprise de transformation textiles exploitant des brevets d'une haute technicité et entièrement nouveaux.
Avec une usine de traitement en construction.
Pour travailler en collaboration, au départ et, en hiérarchique, après, avec le responsable des recherches et applications, le responsable international.
Avec connaissances de la clientèle, filatures, fabricants Tapis, habillement, Tissus, Bonneterie.
Cet homme doit assurer le démarrage de cette Entreprise, faisant partie d'un Groupe Important.
Anglais indispensable.
Rémunération de départ non inférieure à 100 000 Francs.
Disponibilité rapide.
Pour informations complémentaires, Ecrire sous référence : 32125 -A.

ORES 201, rue Colbert 59000 - LILLE

Société Industrielle branche MÉCANIQUE implantée en HAUTE-SAVOIE recherche

CHEF COMPTABLE

Position CADRE

Agé de 35 ans au minimum et titulaire du D.E.C.S. (ou formation équivalente)

Il doit avoir une expérience de 5 ans au moins dans secteur d'activité analogue au nôtre.

Il aura à diriger un service de 20 personnes et devra être habitué à travailler avec un service informatique.

Possibilité logement.

Env. C.V manus. + photo et prét. à n° 69253, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
FILIALE DU GROUPE PEUGEOT - RENAULT

En plein développement, recherche

2 INGÉNIEURS

Sortant d'école, libérés des O.M.

Pour occuper, après période de formation dans l'entreprise, des postes techniques ou hiérarchiques en fabrication.

Adresser les candidatures à :
SOCIETE DES TRANSMISSION AUTOMATIQUES
B.P. 21 - 62620 BARLIN.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

L'entreprise (C.A. 60 millions, 385 personnes), en très forte expansion, est l'un des leaders dans *l'application de la tôle galvanisée en France et en Europe.*
Son P.D.G. cherche à s'adjoindre un cadre de haut niveau qui prendra en charge les problèmes administratifs, comptables et juridiques de la Société, ainsi que la gestion du personnel. Ce poste sera confié à un cadre minimum 40 ans ayant une solide formation supérieure juridique ou économique et une longue expérience des divers aspects de cette fonction.
Lieu de travail : Maubeuge.

france cadres 26, rue Marbeuf - 75008 Paris vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référencée 372/2 M2

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

CHOLET

Pour assurer son développement, l'entreprise s'est spécialisée dans de nouvelles lignes de produits des industries alimentaires.
Elle recherche un Directeur Administratif et Financier pour assumer les fonctions finances, *comptabilité, gestion et administrative. Membre* du Comité de Direction, ce cadre participera activement aux prises de décision et à l'élaboration de la politique de la Société (effectif 100 personnes - Chiffre d'Affaires hors taxe 45 millions).

france cadres 26, rue Marbeuf — 75008 Paris vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référencée 434 M2

MARSEILLE
DIRECTEUR TECHNIQUE

Ing. diplômé, Formation électricité et mécanique.
Spécialisation industries thermiques acquise ou donnée par l'Entreprise.

Grandes capacités indispensables pour organiser, animer et contrôler la gestion de plusieurs affaires en France (avec bureau d'études et de recherches) et assurer l'expansion de la société.

Discrétion assurée. Dossier retourné au candidat. Cand. man., C.V et prét. à SUD MARKETING, n° 10.946, 21, rue Bonnefoy - MARSEILLE 13006.

GEC ELLIOT AUTOMATION S.A.
Usine de CERNAY (68)
350 personnes

Leader européen automatisme et régulation en très forte expansion
recherche

CHEF DU PERSONNEL
et des services généraux

(standard surveillance courrier)

Connaissance de la langue alsacienne ou de l'allemand. — Anglais souhaité.

Logement facilité

Adresser C.V. détaillé à Chef du Personnel ELLIOT AUTOMATION B.P. 8. — 68700 CERNAY.

THERMICIEN

L'entreprise, qui compte 30 personnes, étudie et monte des installations de chauffage industriel, ventilation.
Le poste convient à un homme de plus de 25 ans de formation BTS ou équivalent, possédant déjà une expérience de thermicien et décidé à devenir dans quelques années chef d'entreprise.
La formation d'ingénieur n'est pas spécialement souhaitée.
Le lieu de travail est à Remiremont.

france cadres 26 rue Marbeuf -75008 Paris vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référencée 418M

Nous sommes un groupe multinational de constructions de matériels de T.P. *en pleine expansion possédant en France plusieurs centres de production.*

Notre centre du NORD-EST

recherche pour une de ses usines,

un directeur

qui aura pour objectif d'assurer le bon fonctionnement de tous les moyens de fabrication mis à sa disposition afin d'établir la réalisation du programme de production dans les meilleures conditions de coût.

Notre unité de production nécessite d'être dirigée

par un vrai "MANAGER"

qui saura faire face à toutes les responsabilités incombant à sa fonction.

NOTRE FUTURE DIRECTEUR D'USINE JUSTIFIERA :
- D'un diplôme d'ingénieur (T.P., E.C.P. ...)
- D'une solide expérience industrielle à la tête d'une unité de fabrication métallurgique.
- D'une bonne maîtrise de la langue anglaise.
- De réelles qualités d'animateur, d'organisation et de gestionnaire.
- D'une personnalité dynamique et de meneur d'hommes.
- D'une envergure permettant d'assurer un développement de carrière dans une société internationale.

Les candidatures comportant C.V., photo et prétentions seront adressées à No 68391, CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

NOUS ASSURONS UNE TOTALE DISCRETION. C&C3532

BANQUE DUPONT

recherche dans le cadre de son expansion

chefs de secteur (Réf. CS 2)

postes à créer dans le NORD DE LA FRANCE
Sous l'autorité d'un Directeur Régional, ils contrôleront et animeront un groupe d'agences tout en assurant un appui technique aux chefs d'agences.
Ces postes exigent une formation technique bancaire de niveau supérieur, une expérience de l'animation en exploitation, un sens commercial développé et le goût des relations humaines.

chefs d'agence (Réf. CA 2)

expérimentés
Sérieuses références exigées. Possibilités de carrière. Postes à pourvoir dans le NORD.

Le logement sera assuré pour chacun des postes.
Les candidats intéressés devront envoyer leur C.V. avec photo sous réf. correspondante à M. le Directeur du Personnel 26, av. F.D. Roosevelt 75008 Paris - Discrétion assurée.



هكذا من الاصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ardoisières d'Angers S.A.
2 000 Personnes
C.A. du Groupe 250 000 000 F.

Recherche pour compléter l'équipe de Direction Générale

directeur de gestion et du personnel

Le poste :
Dans un premier temps, le candidat prendra en charge la Direction du Personnel, redéfinira la mission de ce service dans l'Entreprise, mettra en place les nouvelles structures et méthodes, et orientera l'évolution du système de rémunération en liaison avec les services de production.

Au terme de cette période (deux ans environ), et sous réserve de réussite dans ce poste, accession au rang de Directeur de la Division GESTION et PERSONNEL regroupant les services du personnel, de gestion, administratif, organisation et informatique.

Le candidat :
- *33 ans minimum.*
- *Diplômé Grande Ecole : MINES, CENTRALE... ou niveau équivalent.*
- *Une formation complémentaire de Sciences Humaines serait appréciée.*
- *Une solide expérience de la gestion, des négociations syndicales, des systèmes de rémunération et de la production.*
- *Devra témoigner de réussites incontestables dans les emplois précédents et aura l'envergure indispensable à un poste de ce niveau.*

Lieu de résidence : ANGERS
Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à
ASSOR CONSEIL
85, rue La Fayette 75009 PARIS

MEASUREX est spécialisé dans la fabrication et la vente de systèmes de contrôle par ordinateur pour l'industrie du papier.

Les installations MEASUREX apportent à la fois la précision de l'ordinateur numérique, la rapidité de saisie, avec une technologie avancée des détecteurs.

measurex

recherche un

DIRECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL
(Area Manager)

Pour le Sud-Est et le Sud-Ouest (basé à Grenoble ou à Lyon)

Rendant compte au directeur pour la France, il aura l'entière responsabilité du marketing, des ventes, de l'étude des installations et de l'entretien des systèmes dans la région.
Il supervisera une équipe d'ingénieurs et techniciens spécialisés et sera plus particulièrement chargé de la politique commerciale, des relations clients, des prévisions et de la gestion du personnel dans le cadre d'objectifs précis.
Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé d'études supérieures (université ou grande école), âgé d'au moins 30 ans, parlant parfaitement l'anglais et possédant une bonne expérience des ventes de matériel technique.
L'expérience dans les industries spécialisées dans la fabrication de feuilles minces (papier, aluminium, caoutchouc, etc.) serait appréciée.
- Stage en Europe et aux Etats-Unis.
- Rémunération de niveau élevé, sera directement liée aux résultats obtenus.
- Voiture.
- Déménagement remboursé.

Répondre au Directeur général :
MEASUREX S.A.R.L.
22, rue de l'Arcade - 75008 - PARIS.

Une importante société française - 850 personnes - C.A. 75 millions - spécialisée dans la fabrication de TEXTILES fantaisie pour la chemiserie et le sportswear, recherche *pour MULHOUSE deux cadres commerciaux* ayant 5 à 10 ans d'expérience dans la création et la vente de produits soumis à l'influence de la mode. Anglais courant nécessaire - Allemand souhaité.

ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

Il secondera, puis remplacera le Directeur Commercial dans l'ensemble de ses attributions: création de la collection, animation et contrôle de la force de vente, visite des acheteurs les plus importants, action publicitaire, recueil d'informations auprès de la clientèle... Réf 444 M.

DIRECTEUR (trice) DE L'EXPORTATION

Responsable des ventes à l'étranger, ce cadre sera chargé de développer le réseau existant, de rechercher de nouveaux débouchés et d'implanter les structures commerciales correspondantes. Il participera à l'élaboration de la collection et à son adaptation aux conditions locales.
Réf 443 M



26 RUE MARBEUF - 75008 Paris - vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande. Rappeler la référence.

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE
en très forte expansion,
employant 5.000 personnes

recherche

pour l'une de ses GRANDES UNITES de production située à ARRAS

2 INGÉNIEURS

1°) RESPONSABLE des procédés nouveaux qui devrait :

- Détenir le diplôme d'une Grande Ecole (ENSIC, I.C.G., E.N.S.P.M. ou équivalent Centrale) ;
- Avoir 5 à 8 ans expér. dans certains des domaines suivants : UNITES PILOTES, GENIE CHIMIQUE, PROCESS, CONSTRUCTION D'ATELIERS DE CHIMIE ORGANIQUE.

2°) JEUNE INGÉNIEUR

- Appelé à participer aux ETUDES de PROCEDES et TRAVAUX NEUFS après un temps de formation ;
- Débutant ou ayant quelques années d'expérience en GENIE CHIMIQUE OU PILOTE, FABRICATION, CHIMIE ORGANIQUE.

Tous deux doivent bien connaître l'anglais car ils auront à faire des déplacements à l'étranger de quelques jours à quelques mois.

Adr. candidat. av. C.V. détaillé et rémunération souh. en précis. le poste, s/réf. 697, à CREATIONS DAUPHINE, 41, av. Friedland, Paris-8e, q. transm.

L.T.R.
Filiale TEXUNION
Groupe D.M.C.
recherche un

DIRECTEUR de DEPARTEMENT
Produits textiles pour la maison

Membre du Comité de Direction, il dépendra directement du Directeur Général. Il lui sera confié la Création, la Vente et la Gestion de ce secteur. Il sera à la tête d'un service de 35 personnes et pourra s'appuyer sur un ensemble industriel leader dans sa spécialité.

Une Formation Supérieure,
la pratique des langues et une expérience commerciale réelle sont attendues du candidat.
Résidence ROANNE.
Possibilités de carrière ultérieure au sein du Groupe.
Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
membre de l'ANCERP
service M. 845 10 rue de la Paix. 75002 Paris

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS
A VOCATION MULTINATIONALE
CRÉE EN PROVINCE

Le poste de :

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT GESTION
Susceptible d'évoluer rapidement vers un poste de Directeur Financier

MISSION :
- Elaboration d'une politique de gestion ;
- mise au point des techniques et procédures ;
- préparation des prévisions économiques et commerciales en liaison avec les Directions de Départements ;
- plans à long terme ;
- mise en forme de l'ensemble des budgets ;
- contrôle et analyse des réalisations par rapport aux prévisions ;
- études économiques ;
- tenue du tableau de bord de la Direction Générale.

POSITION HIERARCHIQUE :
- Dépend du Directeur Général du Groupe ;
- a autorité sur les services :
  - Comptabilité budgétaire.
  - Comptabilité générale.
  - Comptabilité analytique.

NOUS DEMANDONS :
- une formation H.E.C. - E.S.C. - I.C.G. ;
- de bonnes connaissances comptables et informatiques ;
- une expérience d'une dizaine d'années dans des fonctions similaires.

NOUS OFFRONS :
- une rémunération en rapport avec les compétences.

Adr. C.V. complet, photo et prétentions, no 67.953, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Filiale Française Société Américaine
recherche
pour Usine Normandie, 500 personnes

1°) CONTROLEUR DE GESTION

Solide formation comptable.
Quelques années d'expérience.
Pratique de l'anglais.
Rémunération de l'ordre de 60.000 F l'an.

2°) RESPONSABLE COMPTABILITÉ INDUSTRIELLE

Bonne formation comptable.
Expérience des standards.
Connaissance de l'anglais.
Rémunération de l'ordre de 50.000 F l'an.

Envoyer C.V. et prétentions à n° 66.897, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

---

directeur
80 / 100 000 F / an

Institut de formation permanente

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU DOUBS propose à un cadre de haut niveau, la Direction de son Institut de Formation permanente.

— En liaison directe avec le Président de la Chambre, ce cadre aura la responsabilité matérielle et pédagogique de l'Institut ainsi que l'animation et le contrôle de ses effectifs (environ 60 personnes).

— Diplômé en Sciences économiques, commerciales ou techniques, le candidat devra posséder une expérience concrète en matière de formation et de promotion sociale ainsi qu'une connaissance pratique de la gestion d'une unité industrielle ou commerciale. Une expérience complémentaire en matière de Marketing ou d'organisation serait appréciée.

N.B. Facilités de logement.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence 1999/M.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton - 75006 Paris *(membre de l'ANCERP)*

IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTIONS MECANIQUES
(Biens d'équipements)
recherche

INGÉNIEURS

- âgés de 30 ans minimum ;
- issus grande école : ENSI-AM, ECAM, INSA option Génie mécanique de construction ou formation équivalente.

A. - POUR SON DEPARTEMENT MANUTENTION :
1er poste :

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Chargé du suivi et coordination important contrat exportation. Poste exige bonne connaissance de la mécanique générale acquise de préférence en bureau d'études et aptitudes commerciales ainsi que bonne connaissance langue allemande.
2e poste :

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Poste exige expérience commerciale de vente des biens d'équipements à l'exportation. Anglais courant indispensable, connaissance seconde langue appréciée.
Lieu de travail : SAINT-ETIENNE
Déplacements de courte durée à l'étranger

B - POUR SON BUREAU DE PARIS :
3e Poste :

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

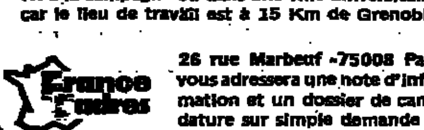
Poste exige bonne connaissance de la mécanique générale acquise en bureau d'études ou d'engineering. Connaissance de l'Anglais ou de l'Allemand nécessaire.
Lieu de travail : ASNIERES - 92
Déplacements courte durée en France

Adresser lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions à :

S.S.C.M. Service du Personnel
B.P. N° 519
42007 SAINT-ETIENNE CEDEX.

INGENIEUR
chargé des prestations d'entretien

La Société comprend plus de 2 000 personnes et a fait 117 millions de C.A.
Elle réalise le montage d'installations industrielles dans le monde entier. L'Ingénieur recherché devra systématiser les prestations concernant l'entretien de ces installations. Cela peut aller du diagnostic au contrat d'entretien complet.
Le titulaire, Ingénieur diplômé, devra être âgé de plus de 35 ans et connaître les problèmes d'entretien des grandes installations, la rédaction des contrats d'entretien, le contrôle budgétaire.
Cette annonce vous intéresse si, de plus, vous aimez skier, voyager, choisir librement entre la vie à la campagne ou dans une ville universitaire, car le lieu de travail est à 15 Km de Grenoble.



26 rue Marbeuf -75008 Paris vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référencée 414M

Très IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
pour sa filiale
APPROVISIONNEMENTS EN BOIS
région
CENTRE DE LA FRANCE
recherché

CHEF DE SECTEUR

Expérience commerciale confirmée indispensable, si possible dans le domaine Bois et produits forestiers.
La responsabilité de l'intéressé couvre sur 5 départements :
- La totalité des opérations au négoce ;
- La gestion de toutes les exploitations directes du groupe ;
- *L'ensemble des relations extérieures ;*
- et la participation aux études prospectives.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à n° 68.301 :
cabinet leconte 4, rue Amiral Courbet, PARIS-16e
membre de l'ANCERP

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche

TECHNICIENS
DEBUTANTS

- Possédant BAC Technique, pour être formés aux *activités* d'exploitation des champs d'hydrocarbures ;
- Bonnes connaissances de l'anglais souhaitées pour des emplois comportant de nombreux séjours à l'étranger.

Envoyer C.V. sous référence 104 à :
P. LICHAU S.A.
50, allées Jean-Jaurès, 31000 TOULOUSE, qui trans.

LES CARTONNERIES D'AUVERGNE
CA 100 000 000F -600 personnes- font partie du groupe CHARFA qui est l'un des premiers Producteurs Français d'emballages en papier et carton ondulé. Implantée en AUVERGNE, la Société fabrique sa propre pâte à papier et réalise des emballages spéciaux en carton ondulé. En développement constant, elle renforce ses structures et recherche trois cadres souhaitant poursuivre une carrière industrielle dans un cadre de vie campagnard.

CHEF DES SERVICES TECHNIQUES

Sous l'autorité du Directeur Général, il dirige un ensemble de 76 personnes: Etudes, *Recherche, Entretien, Travaux neufs, Energie,* Sécurité et est responsable de tous les problèmes techniques de la Société. Il assure notamment la maintenance d'un outil de production travaillant en continu. Il aura également à construire et installer une nouvelle usine. Agé de 35 ans minimum, de formation Ingénieur (AM, ICAM, IDN...), le candidat retenu aura des connaissances étendues (bâtiment, électricité, fluides) et aura acquis son expérience de préférence dans *une usine à feu continu. Réf 473M*

CHEF DU PERSONNEL

Sous l'autorité du Directeur Général, il veillera avec la hiérarchie à l'application de la politique sociale de l'entreprise et sera chargé de la gestion administrative du personnel (paye, recrutement, formation, liaisons avec les Organismes Sociaux) avec un service de 10 personnes. Il sera également chargé des Services Généraux (cars, restaurant, standard, réceptions) effectif: 21 personnes. Agé d'au moins 35 ans, de formation supérieure ou équivalente, le candidat retenu aura acquis durant plusieurs années une expérience complète de la fonction personnel comme responsable ou comme adjoint. *Réf 474M*

CHEF DE PRODUCTION PAPETERIE

Sous l'autorité du Directeur Général, il est responsable de la fabrication du papier depuis le traitement des matières premières jusqu'à la mise en bobines. Effectif: 65 personnes. Ce poste conviendrait à un papetier confirmé, de plus de 35 ans, de formation ingénieur ou autodidacte ayant une expérience de plusieurs années comme responsable de fabrication dans ce domaine. *Réf. 475M*



26 RUE MARBEUF - 75008 Paris - vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande. Rappeler la référence.

DANS LE CADRE DE LA PROMOTION DES MOYENNES ET PETITES ENTREPRISES

CONSEILLERS EN GESTION
CONSEILLERS EN FORMATION

sont recherchés par
CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
localisées dans
VILLES MOYENNES
et
METROPOLES REGIONALES

MISSION :
- Etablir des contacts avec les chefs d'entreprises et un dialogue permanent.
- Favoriser la mise en œuvre de méthodes et de techniques modernes de gestion et de formation au sein des entreprises.
- Coopérer avec les différentes instances régionales concourant au développement industriel.

OBJECTIF :
- Améliorer les performances des moyennes et petites entreprises.

Cette fonction de responsabilités nécessite :
- *28 ans minimum*
- Formation supérieure ou équivalente
- Expérience de quelques années en entreprise industrielle
- Qualité de contact et d'organisation

Postes à pourvoir rapidement à :
SAINT-QUENTIN — BEAUVAIS — TULLE
CHALON-SUR-SAONE — NEVERS
LONS-LE-SAUNIER — LYON

Rémunération de 50.000 à 70.000 par an selon expérience.
Stage de formation assuré
Fonction ouverte, dynamique, diversifiée

Adresser C.V., lettre manuscrite et préférences à :

CEFAGI 89 avenue Kléber
75784 Paris Cedex 16

DIRECTEUR TECHNIQUE

La Société fabrique des réservoirs de stockage d'eau ou d'hydrocarbure. Elle a fait un C.A. H.T. de 9,7 millions avec 75 personnes.
Le poste convient à un Ingénieur diplômé de plus de 32 ans, ayant une bonne expérience de la chaudronnerie.
Le lieu de travail est situé sur la zone industrielle d'Epinal.



26 rue Marbeuf -75008 Paris vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référencée 417M.

emplois régionaux

11 points de distribution dans 9 pays européens !

Notre importante Société multinationale dont le siège européen est à Grenoble recherche dans le cadre de son expansion :

responsable distribution, europe

responsable trafic, europe

pour ces deux postes nous recherchons des spécialistes ayant fait la preuve de leurs compétences en matière d'organisation et de direction d'opérations de stockage, d'expédition, et de transports, de préférence à l'échelon européen.

Il faut pratiquer parfaitement le Français, l'Anglais et si possible une autre langue européenne.

Nous ne désirons examiner que les candidatures de personnes hautement qualifiées.

La rémunération sera en rapport avec le niveau des qualifications recherchées.

Adresser C.V. détaillé et prétentions au Directeur du personnel.



BECTON DICKINSON
47, av. Marie Reynoard
38100 Grenoble

Boulogne-sur-Mer (62)
Société de Promotion Immobilière
(secteurs public et privé)

recrute

futur DIRECTEUR GÉNÉRAL

35 ans minimum

MISSION : Au cours des 3 prochaines années, le futur Directeur Général aura à définir et à appliquer, en qualité d'adjoint, une nouvelle politique de développement, avant de succéder au Directeur Général partant en retraite.

FORMATION : Le candidat retenu devra posséder une solide formation commerciale, juridique et financière sanctionnée par un diplôme d'études supérieures.

EXPERIENCE : Le candidat devra justifier d'une expérience similaire de plusieurs années à un niveau de Direction.

Adresser lettre manuscrite sous référ. SP 73.112. à INTERNATIONAL MANAGEMENT CONSULTANTS 79 bis, avenue des 4-Chemins - 92330 Sceaux.

Très importante Société industrielle produisant matériel électro-mécanique en grande série. 1700 personnes

COTE ATLANTIQUE

ingénieurs débutants

(ou presque)

ECP - A et M - ENSM - ENI

Chargés de missions ponctuelles et diversifiées en production pendant un an, ils seront ensuite chargés de responsabilités opérationnelles ou de commandement.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information Carrière SVP 11.11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.



Référence 284

37, Rue du Général Foy
75008 Paris.

Société Rhône-Alpes recherche

TECHNICIEN

en injection Thermo-Plastique
capable concevoir et suivre fabrication moules et calculer prix de revient

Disponible rapidement - Situation d'avenir

Ecrire à N° 67 420, CONTESSE Publicité,
20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS, qui transmettra.

IBM

BOIGNY-S/BIONNE
recherche pour son Usine
(située près d'Orléans)

Cadre Débutant

Formation Ecole d'Ingénieur
Bonne connaissance de l'Anglais

Qui sera chargé de l'étude, de la conception et de la mise en place de procédures administratives dans les principales fonctions de l'*Usine*.

Adresser curriculum vitae sous référ. 819 à :

IBM FRANCE
Mademoiselle RAMEAU BP 56
45800 St-Jean de Braye

AGENCE DE PUBLICITÉ

SUD-EST

recherche

CHEF DE PUBLICITÉ

confirmé, ayant connaissance budgets distribution. Bonne rémunération, réelles perspectives d'avenir.

Envoyer C.V., photo et prétentions avec possibilité de contact téléphonique sous N° 586.690 à : *REGIE-PRESSE*, 85 bis, *rue* Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'EMBALLAGES MÉTALLIQUES

OFFRE A :

JEUNES DIPLOMÉS E.S.C.P.

(ou diplômes équivalents)

POSTES DE DÉBUT :

1) ATTACHÉ DE DIRECTION

A l'Usine de MOELAN-SUR-MER (Finist. Sud)

2) ADJOINT AU CHEF SERVICES ADMINISTRATIFS

De l'Usine de ROYE (Somme)

Avant intégration dans l'une des 10 usines de la sté.

Env. C.V. détaillé et prétentions à FEREMBAL, *8, bd Général-Leclerc, 92115 CLICHY.*

GROUPE LEADER INDUSTRIE PANNEAUX BOIS

recherche pour

DÉPARTEMENT EXPORTATION

COLLABORATEUR

minimum 25 ans
pratique courante de l'anglais ou de l'italien, ESC ou expérience de négociateur.

Situation d'avenir

Résidence Normandie

Ecr. avec C.V., photo et prétentions sous réf. 6.693 à P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Société Internationale 25 kilom. de Lyon cherche pour sa filiale française

CHEF COMPTABLE

Niveau D. E. C. S. comptabilité générale et industrielle.
La connaissance de l'anglais serait un avantage.
Poste libre immédiatement.
Ecrire J.-C. RATIER, 30, rue Edouard - Idoux, 69700 GIVORS.

SLE-CITEREL
Société d'études et de construction de centraux téléphoniques pilotés par ordinateurs recherche *pour son établissement* de 22300 LANNION

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

pour renforcer son équipe SUPPORT PRODUITS LOGICIEL en cours de création, puis, ultérieurement, ses équipes de développement de LOGICIEL. Cet ingénieur apportera au minimum une expérience de quatre ans acquise dans la conception et la réalisation de SYSTEMES TEMPS REEL sur mini-ordinateurs.
Expérience de la téléphonie appréciée.
Envoyer C.V. détaillé avec indication de la rémunération actuelle à SLE-CITEREL, Service du personnel, référence 74-18, B.P. 64, *22304 LANNION.*

Ecole d'architecture recrute sur contrat, temps plein ou non, enseignant architecte, ingénieur, universitaire, sciences appliqu., sciences humaines, design. Ecr. avec C.V., réf., photo : U.P.A., rue *Massenet*, 44000 NANTES. Téléph. 76 - 07 - 33.

BOURGOGNE
IMPORTANTE ENTREPRISE
BATIMENT
et
GENIE CIVIL

offre
situation stable et d'avenir à

RESPONSABLE

d'une de ses unités
(200 collaborateurs)

Ce poste conviendrait à INGENIEUR diplômé 30 ans minim., ayant solide expérience
- des études de prix ;
- de la négociat. des marchés ;
- du commandement et de la gestion des chantiers ;
- des prix de revient.

Ce collaborateur sera entièrem. responsable de son « centre » et rendra compte au P.D.G. de la Société.

La connaissance de la préfabric. lourde, du montage et des travx traditionnels bâtiment et génie civil est absolument exigée.

Le poste est dispon. immédiat. mais l'entrée en fonction peut être négociée. Il sera répondu à toute lettre man. accompagnée d'un C. V. détaillé adressée à **B. E. O.** (réf. 6.014) - 3, rue de Téhéran, 75008 Paris. La plus absolue discrét. est assur.

NOUS RECRUTONS

COMPTABLE

H. OU F.

Niveau B.T.S., B.E.C.S., E.S.C. pour une société de St-Gaudens responsable de la COMPTABILITE GENERALE. Il (elle) devra être capable à court terme d'établir le budget prévisionnel de l'entreprise. Evolution possible.

C.V., photo, prétentions, salaire seront adressés à Mme LAUTREC-LEPY, CONSEIL EN RECRUTEMENT, 22, rue Sainte-Marthe, 31000 TOULOUSE, sous la référence 4.404. Discrétion et réponses assurées.

CENTRE DE RECHERCHES PHARMACEUTIQUES GRENOBLE
embauche

DEUX TECHNICIENS

Pour service de pharmacologie (niveau I.U.T.)
Expérience cardio-vasculaire souhaitée pour un des postes.
Ecrire avec C. V., références et prétentions à HAVAS GRENOBLE N° 14.876.

IMPORTANTE INDUSTRIE ALIMENTAIRE sit. à 120 km au nord de Paris

RECRUTE

LE RESPONSABLE DE L'ENTRETIEN

de ses 2 usines

- Si vous êtes âgé de 30 ans minimum ;
- Si vous êtes ingénieur ou avez le niveau équivalent ;
- Si vous avez déjà une expérience pratique de direction d'un service entretien d'une usine fabriquant des produits de grande consommation et travaillant en 2 ou 3 équipes ;
- Si vous avez le tempérament *d'un « meneur d'hommes »* et que la maîtrise des problèmes techniques vous passionne.

Adressez votre curriculum vitae + photo récente à Société FLODOR B.P. 61, Zone Industrielle, 80200 PERONNE.

IMPORTANTE FIRME INDUSTRIELLE DE LA

SOMME

recherche pour ses ateliers transformation matières plastiques en voie de développement

Quelques

JEUNES INGENIEURS

DEBUTANTS
ou quelques années d'expérience industrielle

Envoyer C.V. manuscrit à n° 62.781, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE (33505)
recherche
- Moniteurs-éducateurs ;
- Psychologues ;
- Orthophonistes ;
- Kinésithérapeutes ;
- Ergothérapeutes ;
- Assistantes sociales

pr ouverture nouveaux services.
Salaire intéressant.
S'adresser à la direction, bureau du personnel.

emplois féminins

ASSISTANTE

DU PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL
chargée de l'INFORMATION et de la COORDINATION

LE HAVRE

La personne susceptible de réussir dans ce poste, devra justifier d'une expérience de 5 années minim. en temps que SECRETAIRE de DIRECTION, confirmée dans le domaine bureau d'études ou entreprises *de bâtiment travaux publics.*

Son rôle essentiel est d'être le lien d'information entre le président et les différents cadres du bureau d'études afin d'assurer la coordination sur le plan interne et externe.
Soit :
respect des procédures administratives, suivi du planning.

Etablissement d'un tableau de bord direction du secrétariat, organisation et préparation des visites du P.-D.G.

Rémunération : 3.000 F base de discution.
Position cadre.

Adres. C.V. détail., référ. 960 n° 67.445, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Important groupe Retraites et Prévoyance recherche

UNE ASSISTANTE SOCIALE

Pour la délégation sociale régionale à SAINT-ETIENNE.
Ce poste conviendrait à une assistante sociale, min. 35 ans. Bac. Ayant une personnalité affirmée, le sens de l'organisation et le goût des travaux administratifs, capable assumer larges responsabilités et intéressée par l'action sociale en faveur des personnes âgées.
Ce poste implique la POSITION CADRE et est à pourvoir immédiatement.
Adr. let. man. av. C.V., photo à n° 68.821, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

offres d'emploi

etap *membre du SYNCERP*

Un des premiers groupes métallurgiques français

offre dans sa filiale commerciale réalisant un

chiffre d'affaires de plusieurs centaines de millions de francs.

Poste de très haut niveau

DIRECTEUR COMMERCIAL

Ce poste peut convenir à Diplômé Grande Ecole ou équivalent, 35 ans minimum, ayant acquis une expérience effective de Direction Commerciale dans domaine produits industriels. Des connaissances en sidérurgie seraient appréciées. Ces fonctions impliquent la direction de

services commerciaux étoffés et d'un ensemble de Directions Régionales couvrant l'ensemble de la France.

Ce poste permet une évolution de carrière au sein d'un groupe puissant et diversifié. Résidence Paris. Le traitement ne sera pas inférieur à

150.000 F

Ecrire sous référence BU 133 CM.

Marque française haute renommée, articles métalliques manufacturés

recherche

DIRECTEUR USINE

capable prendre en main et animer l'ensemble de la production (200 pers.) ainsi que la gestion des fabrications. Ce poste peut convenir à :

Ingénieur diplômé A.M. ou école équivalente, 40 ans minimum

ayant acquis une forte expérience de direction d'usine ou d'unité de production d'articles métalliques de haute finition ; connaissant méthodes de direction par les objectifs.

Fonction impliquant compétence technique et humaine et qualités autonomie.

Lieu de travail : Localité agréable environs de Paris.

Ecrire sous référence NX 166 AM.

Un des premiers groupes métallurgiques français offre

au sein de ses divisions de commercialisation en France et à l'étranger,

larges perspectives de carrière à

JEUNES DIPLOMÉS GRANDE ÉCOLE

Il s'agit de situations actives impliquant dynamisme, initiative, mobilité géographique et préparant

accession à postes de fortes responsabilités

Les candidats de formation commerciale ou ingénieurs, ayant de préférence deux à trois ans d'expérience professionnelle, bénéficieront d'une

solide formation au sein de l'Entreprise

La connaissance de l'anglais ou de l'allemand est indispensable.

Ecrire sous référence AT 132 CM

Grande société française liée à puissant groupe industriel - Paris

ayant acquis large notoriété dans le domaine des

études et réalisations en entreprise générale d'usines ou installations clefs en main dans le monde entier

offre situations d'avenir à

JEUNES INGÉNIEURS DIPLOMÉS

ECP - Mines - ESE - AM - débutants ou quelques années d'expérience en engineering, travaux neufs. En fonction de leurs goûts, aptitudes et aspirations, ces jeunes cadres auront des tâches variées leur permettant l'accession à des postes de responsabilité ; ingénieurs d'études, de projets et ingénieurs d'affaires : négociateurs et gestionnaires de contrats importants. Connaissances langues étrangères appréciées.

Ecrire sous référence CM 156 AM

Firme française, industrie de l'habillement, siège Ville Universitaire 100 km de Paris,

marque connue en sportswear offre situation d'avenir à

ATTACHÉ DE DIRECTION

Jeune ESSEC - ESC ou niveau équivalent, disposant 3 à 6 ans d'expérience ventes, formation des ventes et marketing acquise habillement ou produits de luxe,

directement rattaché au P.-D.G. ce cadre assurera la responsabilité du marketing et de la promotion des ventes.

Langue anglaise ou allemande.

Ecrire sous référence YR 130 CM.

Très importante Société Française *Études et Développement* Agro-Industriel - Paris

Agissant dans le monde entier comme maître d'œuvre de réalisations importantes, recherche dans le cadre de son développement :

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

De formation supérieure, ayant une solide expérience en finances, comptabilité et contrôle de gestion, ce cadre supérieur, interlocuteur de la Direction Générale et des divisions opérationnelles, prendra en charge et animera les services comptables, contrôle de gestion, informatique, établissement et suivi de marchés. Le traitement ne sera pas inférieur à

100.000 F

Ecrire sous référence GO 145 AM.

DIRECTEUR ADJOINT

DE LA DIVISION AGRO-INDUSTRIELLE

De formation supérieure et disposant d'une réelle expérience d'études et réalisation d'affaires, ce cadre de haut niveau devra :

- organiser et diriger la prospection d'opérations et en étudier la réalisation et le montage sur les plans économique, technique, financier ;
- négocier des contrats à niveau élevé ;
- animer et coordonner l'activité de plusieurs chefs de projets et de Sociétés cotraitantes.

La connaissance de l'anglais est indispensable. Le traitement ne sera pas inférieur à

100.000 F

Ecrire sous référence HP 146 AM.

DIRECTEUR SERVICE FORMATION

capable de :

- détecter et analyser les besoins en formation d'Entreprises de toutes tailles, agricoles et industrielles, principalement *dans les pays en voie de développement* ;
- concevoir, avec l'appui de spécialistes des branches envisagées, des programmes adaptés aux besoins ;
- négocier les contrats d'application et en *assurer le suivi.*

Ce poste implique une culture supérieure, une large compétence et une forte expérience pratique des problèmes de formation à tous les niveaux.
Langue anglaise indispensable. Le traitement ne sera pas inférieur à :

100.000 F

Ecrire sous référence FN 144 AM.

Gestion de Personnel, très important organisme professionnel plan national recherche pour lui confier des fonctions de

CONSEIL ET D'ÉTUDES

un cadre ayant une expérience confirmée des fonctions du personnel et connaissant particulièrement les techniques de rémunération. Intégré dans une équipe qualifiée et formé de façon permanente,

il aura une activité impliquant de nombreux contacts et portant sur des domaines variés :

techniques de rémunération, évaluation des organisations, gestion prévisionnelle du personnel.
Situation *intéressante* impliquant une grande curiosité intellectuelle et d'excellents contacts humains.

Ecrire sous référence EX 136 AM.

Un des premiers groupes chimiques français offre intéressantes possibilités de formation et de carrière dans *des fonctions commerciales* à

JEUNES DIPLOMÉS

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Ces jeunes cadres, issus d'une grande école commerciale ou d'ingénieurs auront un

début de carrière sur le terrain à Paris *ou dans une agence de province*

et auront une activité de vente de produits chimiques à une clientèle industrielle. Cette phase de formation leur permettra une

évolution selon leurs goûts et aptitudes vers des postes de responsabilité tant sur les marchés français qu'à l'échelon international.

dans cette optique une connaissance de l'anglais et de l'allemand et la possibilité de la perfectionner sera un « atout ».

Ecrire sous référence AJ 139 AM.

etap 4, rue Massenet, 75016 Paris
discrétion absolue

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat — Vente — Location	21,00	24,51
AUTOS — BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

ingénieur A.M. PARIS

destiné à diriger un service

Si nous sommes au 1er rang européen en manutention (2000 personnes - CA 300 millions), c'est peut-être parce que nous accordons une importance capitale à notre département après-vente.

Et si nous voulons confier, après une solide *préparation, notre "Technique après-vente"* (conception, méthodes, documentation, animation, formation, etc...) à un AM (ou ICAM, ECAM) ayant suivi la filière maths techniques, et déjà fort de deux ans d'expérience professionnelle, nous jugerons aussi ses qualités de contact, de commandement, de décision, et son sens de l'avenir.

Si enfin, c'est bien votre voie, écrivez-nous sous réf. M. 62 à Organisation & Publicité *2, rue de Marengo 75001 Paris* qui transmettra.

OP

Importante Entreprise de Caoutchouc banlieue Nord-Ouest de Paris engagerait

AGENTS DE MAITRISE TECHNIQUES DE FABRICATION

(Rythme de travail : journée 2 × 8 - 3 × 8).

- formation et expérience mécanique, niveau C.A.P. ou B.P. ;
- sens de la gestion d'un petit groupe de production ;
- qualités d'animation ;
- *ouverture aux relations humaines.*

EMPLOIS DYNAMIQUES AVEC POSSIBILITE D'EVOLUTION DE CARRIERE.

Adr. candidat. avec C.V., photo, prét. à n° 63.632, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

---

gsi

GÉNÉRALE DE SERVICE INFORMATIQUE

recherche pour ses établissements français :
ANNECY, BLOIS, BORDEAUX, CHARTRES, CHOLET, GRENOBLE, LILLE, LYON, MARSEILLE, NANTES, NICE, PARIS, RENNES, ROUEN, STRASBOURG, TOURS

ingénieurs commerciaux

— ayant une expérience confirmée de quatre ans minimum dans la vente de services informatiques, chez un constructeur ou un prestataire ; après une formation appliquée à la gestion de l'entreprise dans le secteur d'activités qui leur sera destiné, ils auront pour mission de gérer et développer un portefeuille de clientèle et d'étendre ce portefeuille en recherchant des affaires nouvelles sur la base de facilities management ;

— possédant une expérience de deux ans minimum dans la vente de services chez un constructeur ou un prestataire ; après une période de formation aux techniques de gestion, ils seront chargés de vendre les produits de GSI destinés aux petites et moyennes industries.

jeunes diplômés

— des Grandes Ecoles et de l'Université ; après une formation aux techniques de vente de services et aux relations humaines, ils s'intégreront à l'équipe d'ingénieurs Commerciaux et seront chargés de vendre les produits de gestion administrative de GSI aux petites et moyennes industries.

Adresser curriculum vitae détaillé, lettre manuscrite et photo, sous référence correspondante à :
GSI
Direction Commerciale
46, rue La Boétie
75008 PARIS - Tél. : 522-17-09

Importante Société de

TIME SHARING

faisant partie d'un très important
GROUPE EUROPEEN
crée plusieurs postes

d'Ingénieurs Commerciaux
à Paris et en Province

Ayant l'entière responsabilité de leur Secteur de Vente, il leur sera laissé une très grande autonomie dans leur démarche commerciale.

Ces postes conviendraient à des

Diplomés de l'Enseignement Supérieur Commercial ou Scientifique

ayant si possible une expérience de la VENTE de SERVICES
Une formation sur les techniques TIME SHARING leur sera assurée.
Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

membre de l'ANCERP
service M. 898 10 rue de la Paix, 75002 Paris

Important Groupe Industriel AMERICAIN recherche

CONTROLLER

HAUT NIVEAU
pour sa filiale française
(production et commercialisation)

Ecrire sous référence 5.345 X à SELPE, 38, rue de Lisbonne, Paris (8e), 522-83-10, p. 268.

---

chef de marché

Notre Groupe est le premier producteur européen de fibres de verre. Le développement rapide de notre Division française (1.800 personnes, plus de 200 millions de chiffre d'affaires), nous conduit à former dès à présent à nos technologies un H.E.C. ou INGENIEUR GRANDE ECOLE, habitué à l'approche technique des problèmes industriels et aux négociations sur les marchés français et étrangers — notamment américains —, ayant une connaissance parfaite de l'anglais et si possible de l'allemand.

Nous vous donnerons une large et solide formation sur nos produits et nos procédés, vous permettant de connaître réellement le fonctionnement des différents secteurs de notre activité. Cela vous amènera non seulement à développer nos marchés, mais à découvrir avec les utilisateurs de nouveaux terrains d'application.

Notre Directeur Commercial fera de vous un de ses proches collaborateurs et vous confiera, à partir de Paris ou de Chambéry, un marché ou une ligne de produits — en fonction de votre expérience et de vos intérêts —. Par la suite votre évolution de carrière pourra être très ouverte vers des responsabilités plus larges ou des activités internationales.

Ecrire sous référence N° 434 SAINT-GOBAIN INDUSTRIES Service Emploi-Formation, 62 bd Victor-Hugo 92209 NEUILLY-SUR-SEINE

SAINT-GOBAIN INDUSTRIES

---

promotion marketing ville

COLOMBUS est une agence de promotion des ventes à service complet. Les actions que nous réalisons sont le résultat de solides études préalables et s'inscrivent dans le plan marketing de nos clients.

Nous recherchons pour compléter notre équipe, un homme âgé d'au moins 27 ans, ayant déjà plusieurs années d'expérience dans la conception et la réalisation de plans de promotion, capable de prendre en charge des opérations complètes (PLV concours, primes, animations) et de les gérer dans le cadre d'un budget autonome. (Réf. 2815/M)

MARKETING VILLE - Nous développons depuis plusieurs années un service chargé d'élaborer et de mettre en œuvre des plans de communication pour le compte de collectivités locales. Nous recherchons pour compléter notre équipe un professionnel des Relations Publiques et/ou de la Promotion que des réussites antérieures (de préférence auprès de collectivités locales) auront préparé à assumer la responsabilité complète d'un budget qui nous est confié (études préalables, budget, plan d'action, réalisation).

Le poste est à pourvoir à Paris avec de fréquents déplacements en Province. (Réf. 2818/M)

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence choisie.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Denton 75008 Paris (*Membre de l'ANCERP*)

SOCIÉTÉ en FORMATION
(banlieue OUEST)
Recherche pour
CRÉATION de POSTE de

RESPONSABLE APPROVISIONNEMENTS

- *Cadre formation supérieure ;*
- *Plusieurs années d'expérience négociation de contrats et passation de marchés.*

Envoyer C.V., photo et prétentions à N° 67.819, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société internationale recherche pour Rueil-Malmaison

chef du personnel

Bras droit de la Direction Générale pour toutes les questions humaines.
Une expérience professionnelle est indispensable ainsi qu'une bonne connaissance de l'Anglais.

Les candidats intéressés sont invités à adresser leur C.V., photo et salaire actuel, sous référence 7411 à :
ORGANISATION et PUBLICITE
2, rue Marengo 75001 PARIS

OP

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Notre Société : 2 filiales de l'un des premiers groupes français de l'alimentaire. Nos marques sont célèbres, notre réputation solide.

Notre Secrétaire Général recherche son adjoint pour prendre progressivement en main l'ensemble du contrôle de gestion. Les méthodes sont déjà en place, à vous de les faire vivre, de les rendre plus performantes, plus informantes.

Sous votre responsabilité : la préparation des budgets, le contrôle des rapports mensuels, leur analyse, les études de rentabilité... d'une manière générale apporter une aide à la décision aux différentes Directions et à la Direction Générale.

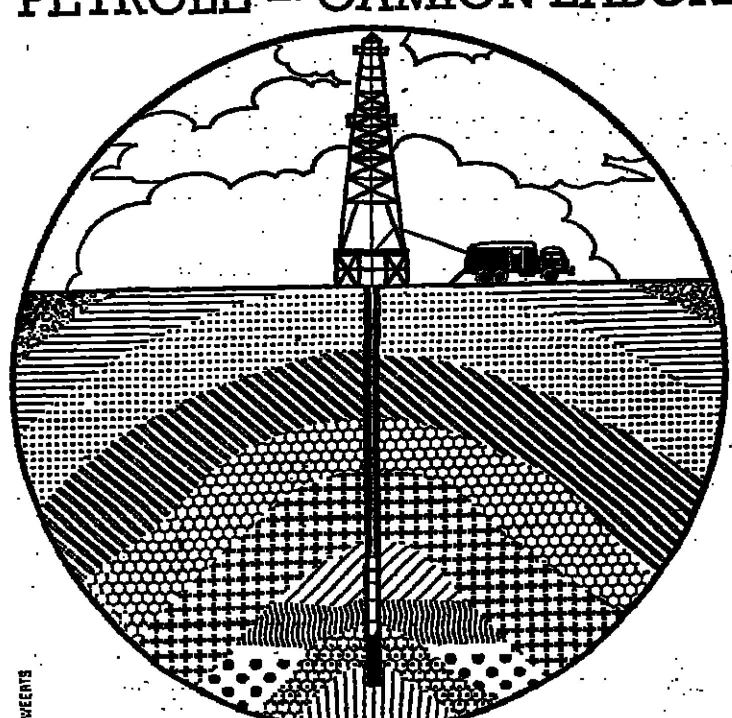
Votre formation de base est solide (E.S.C., E.S.S.E.C.) et vous possédez déjà une première expérience réussie en entreprise industrielle. Vous serez rapidement opérationnel et vous évoluerez vite.

Notre Siège est à Paris, nos usines en province.

sélé CEGOS

33, quai Gallieni. — 92153 SURESNES, garantit toute discrétion à votre dossier qui sera étudié très rapidement sous référence 3.250.

PÉTROLE — CAMION LABORATOIRE — PHYSIQUE — ÉLECTRONIQUE — INFORMATIQUE



Pour faire face à leur challenge technique, nos départements d'études, à CLAMART, veulent se renforcer en ingénieurs confirmés.

des **PHYSICIENS** - attirés par l'électromagnétisme et l'acoustique -
des **ÉLECTRONICIENS** - intéressés par la télémesure -
des **INFORMATICIENS** - spécialistes de systèmes en temps réel -

Au cours d'une journée dans nos laboratoires, les candidats feront connaissance avec nos projets et discuteront avec ceux qui en assument la responsabilité.

Écrivez sous référence N° 168 à :
ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
26, rue de la Cavée
92140 Clamart

Schlumberger

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER		
Achat – Vente – Location	21,00	24,51
AUTOS – BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC.		
CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

Société Fiduciaire de l'Est-Paris
Société d'expertise comptable
offre plusieurs postes :

1°) Pour assurer la direction de son bureau d'ABIDJAN

EXPERT-COMPTABLE

diplômé ou mémorialiste, plusieurs années d'expérience de cabinet indispensable. Haute rémunération. Avantages en nature, association envisagée, situation d'avenir.

2°) Pour son SIEGE DE PARIS (Etoile)

EXPERT-COMPTABLE

diplômé ou mémorialiste, qui se verra confier un portefeuille de clientèle Missions Audit-Conseil de Gestion. Plusieurs années d'expérience de Cabinet sont également exigées. Situation d'avenir. Association possible avec ou sans apport de clientèle.

EXPERT-COMPTABLE

STAGIAIRE
DECS complet. Réviseur confirmé. Expérience de Cabinet indispensable. Larges responsabilités. Situation d'avenir.

SECRÉTAIRE-STÉNODACTYLO

CONFIRMEE et EXPERIMENTEE
Anglais lu et parlé
Travail varié et responsabilités
5 × 8 × 13 + avantages sociaux

Pour ces postes, il est offert une possibilité de logement.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à :

S.F.E.P.
21 bis, rue Lord-Byron, 75008 Paris.

CHEF PRODUITS SANITAIRES

Nous sommes la filiale française d'un important *Groupe à dimension internationale* et nous cherchons à développer notre secteur sanitaire.

Vous êtes capable de mettre en place une stratégie commerciale, le budget et le plan de lancement de ces produits.

Surtout, vous avez acquis une parfaite connaissance *du sanitaire en qualité de Chef de Ventes ou* de Chef de Produits chez un constructeur ou distributeur de ces matériels à l'échelon national.

Vous êtes diplômé d'une école de Commerce et vous parlez l'anglais couramment.

Notre première rencontre sera, nous l'espérons, une conversation amicale et détendue.

Merci d'envoyer un C.V. sous référence 1887 à :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
6-8, RUE DE LA ROSIÈRE
75015 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

Canon

dans le cadre de son expansion
recherche pour sa Direction Comptable et Financière

Audit interne

Niveau expertise comptable
Formation supérieure. Sérieuses références
Il s'agit d'une création de poste offrant de larges possibilités d'avenir pour candidat de valeur

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à :
Canon - B.P. 40, 93151 Le Blanc Mesnil

INGÉNIEUR CHIMISTE INDUSTRIES ALIMENTAIRES

Formation type ENSIA, ENSIC, PC, IBANA, INSA, AGRO.., ayant l'expérience du développement de produits de grande consommation : **POUDRES, CAFE, BOISSONS, DESSERTS,** désireux d'élargir le champ d'application de ses connaissances techniques et son expérience du marché, voulant assurer sa promotion en cas de réussite, peut se voir confier par



GENERAL FOODS FRANCE

le poste d'

INGÉNIEUR NOUVEAUX PRODUITS

Intégré à l'équipe Recherche et Développement; il apportera son savoir-faire qu'il pourra valoriser dans un Groupe multinational réputé pour sa créativité et ses innovations. Anglais parlé indispensable.

Si vous désirez en savoir davantage AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT, demandez une documentation sous référence 2144 à J.-C. BLANCHARD.

DELTA CONSEIL 34, rue de miromesnil 75008 paris

TOTAL
Compagnie Française des Pétroles

recherche

- Pour coordonner, dans le cadre de sa **DIRECTION MOYEN-ORIENT à PARIS,** des opérations de production, dont certaines offshore :

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ

+ ENSPM si possible (Réf. 74020)

Ayant environ 10 ans d'expérience industrielle, dont une partie dans le secteur pétrolier (production de préférence).
Expérience de chantier fortement souhaitée.
Anglais courant indispensable.

- Pour assurer la responsabilité des services pétroliers de **TOTAL OIL MARINE à ABERDEEN :**

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ

(Réf. 74021)

Ayant au moins 10 ans d'expérience et possédant de bonnes bases de connaissances en ingenierie. Devra se familiariser avec le domaine de l'infrastructure production offshore.
Anglais courant indispensable.

Adresser C.V. manuscrit détaillé, avec photo en mentionnant la référence du poste souhaité :
Département gestion du Personnel, R.G.P.
5, rue Michel-Ange, 75781 Paris Cedex 16.

jeune collaborateur financier



(homme ou femme)

PARIS · ANGLAIS SOUHAITABLE

Il est demandé une expérience de 2 ans minimum soit dans une banque soit dans une société à caractère multinational.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carrière SVP 11.11 de 9 h à 18 h, qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés.



Référence : 394
37, rue du général Foy
75008 PARIS

Compagnie d'assurances importante et en rapide évolution, cherche

CHARGÉ D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES

- Solide formation mathématique (maîtrise, D.E.A.), statistique et économique (E.N.S.A.E., licence ès Sciences Economiques) ;
- 2 ou 3 ans d'expérience dans un service d'études ou de planification et une bonne pratique de la technique des modèles d'entreprise.

Le candidat retenu participera à la *CONCEPTION et à la MISE EN PLACE D'UN PLAN DE DEVELOPPEMENT A LONG TERME.*

Il travaillera en étroite collaboration avec l'actuel responsable du projet et devra faire preuve de persuasion, de souplesse et d'un certain sens de la *pédagogie pour mettre en application et faire accepter par les échelons* regionaux de la Société le plan de développement qu'il aura contribué à faire adopter par la Direction Générale.

C'est un *rôle* fonctionnel qui permet une vue complète et prospective de la vie de l'entreprise.



Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé, niveau de rémunération, sous référence M. 11.950.
Discrétion totale garantie.
33, quai Gallieni. — 92153 SURESNES.

CEGI compagnie d'études économiques et de gestion industrielle

RECRUTE · AFRIQUE FRANCOPHONE

(1) UN EXPERT INDUSTRIES ALIMENTAIRES

(Réf. 9.331)

L'expert sera détaché, pour une durée de 1 an renouvelable, auprès d'une Administration chargée de la planification et des projets nouveaux dans ce secteur.

Les candidats doivent avoir des connaissances techniques approfondies de la branche, une expérience pratique de ces industries et, si possible, des connaissances en matière d'élevage et de pêche.

Ils doivent, en outre, posséder une formation en matière d'analyse économique de projets industriels et de dossiers d'investisseurs.

Le poste est dans la Capitale d'un Etat indépendant où les conditions de vie sont très satisfaisantes.

(2) UN CONTROLEUR DE GESTION HUILERIE - SAVONNERIE

(Réf. 9.332)

L'expert sera détaché, pour une durée de 1 an renouvelable, auprès de la *Direction Générale* d'une huilerie-savonnerie.

Les candidats doivent avoir l'expérience de l'analyse économique d'entreprise, du contrôle de gestion, de l'élaboration des prévisions, des objectifs et des budgets.

De bonnes connaissances comptables (comptabilité générale et analytique) sont très souhaitées. L'expérience des activités huilerie - savonnerie et de l'Afrique serait apprécié.

Le poste est dans un pays d'Afrique francophone à proximité de la Capitale.

Les deux postes sont à pourvoir IMMEDIATEMENT. A la rémun. intéress. pour un candidat qualifié, s'ajoutent les avant. usuels du séjour Outre-Mer.

Les candidats sont invités à adresser un résumé de carrière, AVEC UNE PHOTO, en précisant bien la référence à :

CEGI - Département Recrutement,
94, boulevard du Montparnasse - 75014 PARIS.
Une entière discrétion leur est assurée.

JEUNE INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT INDUSTRIES ALIMENTAIRES

FORMATION CHIMISTE OU BIOCHIMISTE
type AGRO, ENSIA, IBANA, INSA..
- ayant 1 ou 2 ans d'expérience industrielle
- désireux de se former à l'exercice des responsabilités

peut trouver un poste intéressant offert par

GENERAL FOODS FRANCE

dans le cadre de son département
Recherche et Développement Technique

ACTIVITE : — Dans un premier temps se familiariser avec la méthodologie du Groupe en matière de développement technique ;
— Après formation aux techniques de développement et *aux technologies du Groupe, il prendra la responsabilité* du développement d'une ligne de nouveaux produits.

INTERET : — Travailler dans une société qui investit beaucoup en recherches et bénéficier de l'assistance du Centre de Recherche Européen et du know-how des sociétés sœurs, donc avoir les meilleures chances d'être à l'avant-garde de sa spécialité.

Si vous désirez en savoir davantage AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT, demandez une documentation sous référ. 2151 à J.-C. BLANCHARD.

DELTA CONSEIL 34, rue de miromesnil 75008 paris

JEUNE INGÉNIEUR

attiré par l'Organisation et l'Engineering

ayant quelques années d'expérience industrielle, parlant Anglais peut se voir confier un poste passionnant par

GENERAL FOODS FRANCE

basé à MONTREUIL (93)

Au sein d'une petite équipe, qui conseille le Groupe, il étudiera les solutions les plus rentables pour améliorer ou accroître la production des usines, soit par des investissements, soit par des actions d'organisation.

INTERET : Négocier avec tous les services y compris la Direction, dialoguer, coordonner, vendre ses idées et suivre leur réalisation concrète.

Travailler dans une Société qui a le sens de la prévision.

Si vous désirez en savoir davantage AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT, demandez une documentation sous référence 2152 à François DOZOL.

DELTA CONSEIL 34, rue de miromesnil 75008 paris

commerciaux

- votre expérience de la vente,
- vos connaissances pratiques comptables,
- vos ambitions légitimes,
- votre habitude des contacts à haut niveau,

vous permettent de prétendre à une évolution de carrière dans le secteur de l'informatique de gestion.
Nous vous invitons à rejoindre nos équipes de technico-commerciaux.
Postes à pourvoir à Paris et Métropole.

Ecrire avec CV manuscrit, photo et prétentions au service L1532.

plein emploi 40 Pce Hernot Lyon 2e

SOCIÉTÉ MINIÈRE AFRICAINE, nous exploitons le minerai en carrière.

Afin de mieux assurer le développement de notre production, nous créons les fonctions de :

chef du service exploitation

sur le site en Afrique.

Responsable de l'ensemble de la production de la carrière, cet Ingénieur sera secondé par un Géologue, un Ingénieur d'entretien et un Chef d'exploitation. Il dirigera et organisera l'extraction du minerai en fonction des objectifs de développement de l'exploitation.

Agé de 30 ans au moins, de préférence diplômé d'une grande école, ayant déjà exercé des responsabilités en production — si possible de même type — il aura déjà une bonne expérience d'organisation, de précision et de commandement.

Le logement familial est assuré sur le site. (Réf. 85/M)

ingénieur d'études débutant

Banlieue Sud-Ouest de Paris

Attaché à la Direction Technique, il devra conduire les études concernant l'exploitation de la carrière. Cet Ingénieur de formation Grandes Écoles (Mines, Centrale, A.M., etc.) participera à l'organisation d'un chantier hautement mécanisé ainsi qu'aux études d'optimisation de l'exploitation.

Agé de 25 ans au moins, disponible pour des missions en Afrique, il pourra envisager une évolution intéressante de sa carrière dans notre Société. (Réf. 86/M)

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez en indiquant la référence correspondante à EUREQUIP que nous avons chargé de l'examen des candidatures.



EUREQUIP
40, av. du Président Wilson 75116 Paris

هكذا من الأصل

offres d'emploi

Services Centraux de PARIS
d'un Important Groupe Commercial
contrôlant réseaux de filiales en
AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
recherchent

1 CHEF AUDITEUR

Formation Supérieure
niveau expertise comptable

ayant dirigé pendant plusieurs années un service d'Audit, le candidat devra prouver ses qualités d'animateur et de formateur.
Basé à Paris ce cadre supérieur aura la responsabilité du Service chargé de l'Audit de toutes les filiales du groupe. Il aura de nombreux voyages à effectuer en Afrique.
Il s'agit d'un poste à créer présentant des possibilités intéressantes de développement.

2 AUDITEURS CONFIRMÉS

Formation Supérieure

Les candidats devront avoir au moins 2 années d'expérience acquises dans un service d'Audit ou dans un Cabinet d'expertise comptable.
Basés à Paris ces cadres auront à effectuer en Afrique, chaque année, plusieurs missions d'Audit et de contrôle de gestion d'une durée totale d'environ 6 mois.
Ces situations attractives et rémunératrices offrent des perspectives de développement dans le groupe soit en France, soit en Afrique.

1 COMPTABLE CONFIRMÉ

Titulaire diplôme DECS, BP ou équivalent

Le candidat devra avoir une expérience d'organisation comptable. Il devra être capable de rédiger les procédures comptables existantes ou en cours d'élaboration, ainsi que d'en proposer de nouvelles. Il saura être un pédagogue pour faire comprendre et accepter ces procédures dans les différentes filiales africaines du groupe.
Basé à Paris il aura à effectuer en Afrique, chaque année, plusieurs missions d'une durée totale d'environ 6 mois.
Cette fonction donnera au candidat les possibilités de devenir un responsable des méthodes et un spécialiste en organisation.

Adresser C.V. détaillé et prétentions, en précisant emploi postulé sous no 68.859, CONTESSE Publ., 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er), qui transm.

SOCIETE FRANCAISE IMPLANTATION NATIONALE
FAISANT PARTIE D'UN GROUPE EUROPEEN,
SPECIALISEE DANS
IMPORTATION ET VENTE MATERIELS THERMIQUE,
AERAULIQUE, HYDRAULIQUE POUR LE BATIMENT
CREE A PARIS POSTE:

D'INGENIEUR PRODUITS NOUVEAUX

- Chargé recherches et études, sur marché international, matériels nouveaux pour diffusion auprès notre clientèle.
- Directement rattaché au Directeur Technique mais bénéficiant d'une large autonomie, il devra en tenant compte des tendances de la politique générale :
  - Rechercher des matériels nouveaux ;
  - Constituer les dossiers techniques et économiques ;
  - Faire la mise au point technique des matériels nouveaux en vue de leur commercialisation.
- Ce poste, appelé à devenir important, comporte une large part d'initiative et de responsabilité.
- Le salaire ne sera pas inférieur à 42.000 Frs. et sera fonction de l'envergure du candidat.
- Avantages sociaux.

LE POSTE EXIGE :

- Très fréquents déplacements internationaux.
- Connaissance parfaite de la langue allemande, écrite et parlée.
- Quelques années d'expérience dans bureau d'étude ou entreprises importantes.

Adresser lettre manuscrite photo C.V. Prétentions sous référence 027 : à M. Jean GAUSSIN 104, rue de Richelieu PARIS 2e

---

INGÉNIEUR DE VENTE (MATIÈRES PLASTIQUES)

Groupe chimique international en fort développement offre un poste basé dans la banlieue Ouest de Paris à un homme de contact, dynamique, ayant surtout, quel que soit son niveau de formation, une solide expérience dans le domaine des plastiques (en fabrication en labo ou en vente).

Nous répondrons rapidement à votre candidature (C.V. + photo) adressée à no 66.039, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

---

chef de projet

Cadre : la Division Organisation et Informatique d'un Important Groupe du Secteur Tertiaire, à Paris 16ème.
Poste : chargé de la conception et de la mise en place en relation avec les utilisateurs d'importants systèmes de gestion (I.B.M. 370/145 - réseau T.P.). Il est demandé ● une formation supérieure (Ecole d'Ingénieur souhaitée), ● plusieurs années d'expérience en informatique de gestion et en organisation au niveau conception et mise en place, ● de bonnes capacités de contact et de relations humaines à tous niveaux.
Adresser C.V. détaillé (prétentions, photo), sous réf. 27 191/M, à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

---

offres d'emploi

FRAMATOME Société d'Engineering et de Constructions Nucléaires

recherche

INGENIEUR ELECTRICIEN
SUP' ELEC - ENSI

Sa mission :

DANS LE CADRE DE LA DIVISION DES ETUDES : COURBEVOIE LA DEFENSE

- Concevoir l'adaptation des installations de contrôle commande aux différents projets en cours d'étude et de réalisation.
- *Diriger l'équipe des coordonnateurs chargés des projets.*

L'homme :

En plus de la formation exigée, doit posséder une réelle expérience de la conception et de l'installation du contrôle commande des grands ensembles industriels.
Bonne connaissance de la langue anglaise.
Perspectives d'évolution.

Adresser C.V. détaillé, photo, prétentions à :
SERVICE DU PERSONNEL, réf. n° 50, 77/81, rue du Mans - 92400 COURBEVOIE

GROUPE BANCAIRE DE PREMIÈRE IMPORTANCE

recrute

pour sa succursale de VILLEJUIF (94)
(Secteurs PARIS 13e et 14e, HAUTS-DE-SEINE, VAL-DE-MARNE et ESSONNE)

ATTACHÉ DE DIRECTION CRÉDIT AUTOMOBILE

Ses fonctions :
- Il assumera la responsabilité du Département « Crédit Auto », sous l'autorité du Directeur de la Succursale ;
- Il sera chargé des relations extérieures avec les Concessionnaires de marques importantes ;
- Il devra développer, par une prospection personnelle, un chiffre d'affaires existant.

Il est demandé :
- Un impact commercial à tous les niveaux, le souci de la production et de la rentabilité ;
- Une bonne formation générale et commerciale ;
- Un esprit d'équipe et un dynamisme permanents ;
- De sérieuses références dans un poste similaire et des connaissances bancaires.

Il est offert :
- Position cadre ;
- Voiture de fonction ;
- Avantages bancaires et de larges possibilités dans un groupe en pleine expansion.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à ARCHAT, 34, bd Haussmann, 75009 PARIS (sous référence OV 278), qui transmettra.
Discrétion assurée

VENTE AUX NEGOCES MATERIAUX SANITAIRE-FERS

L'un des plus gros FABRICANTS FRANC. de TUBES — TUYAUX — RACCORDS PLASTIQUE
(membre d'un Groupe industriel impt.)
Taux de progression : 20/25 % l'an
rech. pr base Région PARIS OUEST (Siège) et 50/60 % sur le terrain

CHEF DES VENTES
REGIONAL (PROVINCE)

Suivi et animation de 6 Représentants. Relations gros Clients et Prescripteurs. Courrier commercial. Exploitation toutes statistiques. Actions de promotion

EXPERIENCE
- de la VENTE A CES CIRCUITS DE NEGOCE. Connaissance des Groupements d'Achats appréciée.
- de l'ANIMATION de VENDEURS.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscr., CV. détaillé, rémunér. et phot. ss réf. 2085 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

IMPORTANTE SOCIETE DE DISTRIBUTION
recherche

CHEF du DEPARTEMENT FINANCES et COMPTABILITE

- 35 ans minimum,
- Formation comptable supérieure, Expertise comptable ou Ecoles supérieures de gestion.

Il sera responsable du contrôle interne de la Société, de l'animation et de la coordination des Services Comptables.
A ce titre, IL SERA CHARGE :
- *de l'établissement des bilans trimestriels,*
- *de la gestion de la Trésorerie,*
- *de l'amélioration des procédures comptables.*

Les candidats doivent avoir une expérience professionnelle acquise dans un poste équivalent et une très bonne connaissance de la gestion comptable dans le cadre d'un système informatique.
- *Une expérience complémentaire en Cabinet d'Expertise serait appréciée.*
- *Situation d'avenir liée à l'expansion de la Société à l'intérieur d'un Groupe dynamique.*

Ecrire en envoyant C.V. manuscrit, photo et références à : C.A.P.I.C
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS
sous No 74.091

---

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
ÉQUIPÉE D'UN IBM 370/135
DOS-POWER

nous confie la recherche d'un

RESPONSABLE D'EXPLOITATION
(référ. 2 747)

Dépendant du Directeur de l'informatique, le candidat dirigera le service Exploitation et saisie de Données (30 personnes).
Il devra avoir déjà exercé une fonction similaire, être un technicien expérimenté et un meneur d'équipe.
Sa connaissance du matériel utilisé aura autant d'importance que ses qualités de méthodes et d'organisation.
Une rémunération de 70.000 F constituerait une base de discussion.

DEUX ANALYSTES PROGRAMMEURS
(référ. 2 749)

Ils devront posséder une expérience d'environ 2 ans du langage PL 1 (optimiser si possible).
Ils participeront, sous la Direction d'un Chef de projet, à l'analyse organique de chaines de gestion.
Statuts : CADRE - Rémunération : 52.000 F.

Faire acte de candidature sous la référence indiquée à Jean PORRACCHIA.



Depuis de nombreuses années, pour mieux répondre aux besoins des entreprises, nos activités de conseil nous conduisent à faire appel à l'apport des sciences humaines : élaboration de systèmes de formation, valorisation des ressources humaines, assistance à la conception et à la mise en œuvre de la politique du Personnel.

Nous proposons à des Psychologues, Sociologues, Psycho-sociologues, *familiarisés avec les méthodes des*

sciences humaines

de les intégrer à nos équipes d'Ingénieurs consultants.

Nous leur demandons :
- *une première expérience professionnelle leur ayant permis de mieux percevoir les contraintes et besoins de l'entreprise,*
- *un goût prononcé pour le travail en équipe pluridisciplinaire,*
- *une grande capacité d'adaptation à des contextes socio-culturels divers,*
- *une réelle disponibilité pour des missions ou des séjours à l'étranger,*
- *une bonne connaissance de la langue anglaise.*

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez-nous sous référence 84/MP, à :



EUREQUIP
40, Av. du Président Wilson, 75116 Paris



ROULEMENTS

mécanique de précision
Siège Social et 4 usines (4.300 personnes) à Annecy
recherche
pour sa Direction Régionale de PARIS

CADRES DIPLOMÉS

POUR FONCTIONS DE VENTES
ayant une formation Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou Commerciales

Ces postes conviennent à des Cadres débutants ou ayant quelques années d'expérience.

Responsabilités principales :
- Gestion directe d'un secteur et visite d'une clientèle essentiellement industrielle ;
- Contacts à tous les niveaux ;
- Pratique d'une ou plusieurs langues étrangères appréciée ;
- Formation spécifique assurée par l'Entreprise ;
- Evolution de carrière pourra se faire en France ou à l'Etranger et nécessite de ce fait une certaine mobilité des candidats.

Ecrire avec curriculum vitae complet et photo à S.N.R. - Service 096 C - BP 17 - 74010 ANNECY.

---

offres d'emploi

Société internationale d'Ingénieurs-Conseils

recherche des
COLLABORATEURS QUALIFIES DANS LE DOMAINE DES PROJETS DE CONSTRUCTIONS ROUTIERES ET PARLANT COURAMMENT ANGLAIS

PROJECT MANAGER
(Référ. PM 17)

Diplômé, ayant une grande expérience d'études de transport et en particulier de direction de projets routiers et de supervision de travaux.

RESIDENT ENGINEERS
(Référ. IR 14)

Diplômés, ayant au moins 8 ans (certifiés) d'expérience en construction de routes.

CIVIL ENGINEERS
(Référ. IC 19)

Diplômés, ayant au moins 5 ans (certifiés) d'expérience, dont 3 ans au moins en construction de ponts et structures d'autoroutes.

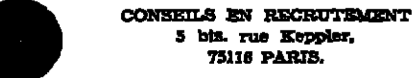
MATERIALS ENGINEERS
(Référ. MI 12)

Diplomés en génie civil avec au moins 5 ans d'expérience, dont 3 ans en laboratoire de constructions routières pour essais sur ouvrages en terre et béton bitumineux.
ou
GEOLOGISTS ayant au moins 5 ans d'expérience en laboratoire de constructions routières.

JUNIOR ENGINEERS
(Référ. JE 21)

Diplômés en génie civil ayant entre 6 mois et 3 ans d'expérience en construction de routes.

Adressez C.V. dactylographié avec photo si possible, précisant la référence du poste ainsi que le numéro de téléphone où vous joindre rapidement, à « MONDE » 01.



CONSEILS EN RECRUTEMENT
5 bis, rue Keppler,
75116 PARIS.

PROFILS

Importante Entreprise de
MÉCANIQUE GÉNÉRALE
en forte expansion, recherche Ingénieur de haut niveau ayant une grande expérience industrielle pour prendre le poste de :

chef des services «méthodes, équipements et installations nouvelles»

Directement rattaché au Directeur de la Production, il sera responsable :
- de la rationalisation des fabrications,
- de la définition des temps,
- de la conception et de la réalisation des outillages et des machines spéciales,
- de l'étude, de la réalisation et de la mise en route des nouvelles unités et des installations nouvelles,
- de l'étude et de l'application du programme d'investissement,
- de l'entretien de l'ensemble des installations et des matériels.

Il dirigera les Services placés sous son autorité et il travaillera en liaison étroite avec les autres Départements de l'Entreprise, et en particulier avec les Études et les Achats, pour influencer leurs actions dans le sens d'une réduction des coûts.

Ce poste important nécessite, outre une formation d'Ingénieur A.M. ou assimilé, des connaissances approfondies en Mécanique Générale ainsi qu'une forte aptitude au commandement.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé et photo sous référence 3562 à Pierre LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

GENERAL ELECTRIC

recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

Pour diriger la comptabilité clients, facturation, crédit, recouvrements.

- Formation HEC, ESSEC ou équivalent ;
- 4 années d'expérience minimum ;
- Anglais obligatoire.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à GENERAL ELECTRIC, Service du Personnel, 42, avenue Montaigne, 75008 PARIS.

---

responsable administration et contrôle de gestion

80 000 F +

Le PDG d'une société française (40 personnes, C.A. : 25 millions) appartenant à un groupe européen leader dans sa branche veut confier la responsabilité de l'administration générale et de l'organisation des services comptables (12 personnes) à un homme capable d'analyser et interpréter les résultats en vue d'apporter des actions correctives.

Ce poste convient à un homme de formation supérieure de 35 ans minimum, ayant une expérience du contrôle de gestion dans une firme commerciale ou industrielle, connaissant parfaitement les problèmes comptables, fiscaux et sociaux et capable de travailler avec un ordinateur.

La connaissance de l'Allemand serait un atout.
Le poste est à pourvoir en banlieue sud Paris.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 1992/M.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton 75006 Paris (*Membre de l'ANCERP*)

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat — Vente — Location	21,00	24,51
AUTOS — BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
située parmi les toutes premières entreprises françaises, leader dans sa branche

PARIS, recherche pour sa

DIRECTION DES RELATIONS HUMAINES

un responsable de haut niveau

chargé, DANS LA FONCTION PERSONNEL, DE COLLABORER AVEC LE DIRECTEUR à

- la gestion prévisionnelle
- l'élaboration des plans de développement
- l'actualisation permanente et la mise en oeuvre de la politique de personnel de la société

par des conceptions novatrices et des vues prospectives.

PROFIL :
Une formation supérieure, des qualités humaines, de très bonnes capacités d'expression écrite et orale, une expérience des questions de personnel seront exigées.

Pour un candidat répondant à ces critères, ce poste ouvre des perspectives motivantes et donne lieu à une rémunération intéressante.

Envoyer C.V., photo et prétentions à CAPIC 18, rue Volney PARIS 2ème sous réf. 74098
C&C

SOCIETE DE TRAVAUX PETROLIERS MARITIMES
en très forte expansion
recherche
PLUSIEURS JEUNES

ingénieurs

de formation CENTRALE/ PONTS/ A et M ou Similaire

- *ayant de bonnes connaissances en RDM et une pratique courante de la langue anglaise.*
- *La formation préalable de 4/5 ans au Bureau d'Etudes à PARIS peut déboucher sur des affectations à l'étranger en statut familial.*

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 13.192
s.n.p.m 180, av. Ch. de Gaulle 92522 NEUILLY

Ingénieur de vente

Mécanicien de formation, vous connaissez bien les techniques d'emballage et peut-être même la transformation des plastiques (souhaité). Parlant au moins l'anglais vous avez pratiqué la vente de biens d'équipement.

Filiale d'un des plus grands groupes français, nous sommes spécialisés dans la mise au point de machines pour la transformation des plastiques et nous consacrons au développement de techniques nouvelles pour le compte de nos Sociétés affiliées et licenciées dont nous désirons élargir le cercle.

Responsable en France et à l'Etranger de la négociation, du suivi des affaires, vous participerez aussi à l'élaboration de la politique commerciale avec la Direction Générale et collaborerez par votre connaissance des problèmes des clients et du marché à l'évolution de la gamme.

Réponse et discrétion assurées à ms lettre man. +CV+photo+rém. adressée ss réf. No A/2962 à Mme Saint-Joigny.

bernard Julhiet psycom
93, av. Ch. de Gaulle - 92200 Neuilly membre de l'ANCERP

---

ingénieur engineering

recherché par
SOCIÉTÉ FRANCAISE A RAYONNEMENT INTERNATIONAL

Il sera responsable de la réalisation à l'étranger d'usines de production de fils ou fibres synthétiques (projets, budgets, plannings, élaborés en France).

Sa mission comprendra notamment :

- la recherche et le choix des fournisseurs locaux ou étrangers,
- la négociation et le suivi des contrats,
- la constitution et la direction des équipes locales (assistance de techniciens français pour certaines spécialités.

Le candidat devra avoir nécessairement :

- une expérience de plusieurs années d'engineering.
- la pratique courante de l'anglais.

Le candidat retenu aura une formation complète chez le bailleur de procédés.

La première réalisation sera dans un pays d'Extrême-Orient.

Le lieu de la résidence en France sera LYON.

Env. lettre manus. CV, photo s/réf. 3561 à Pierre LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.

Pierre Lichau s.a.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS QUARTIER DÉFENSE
recherche
pour accéder à des postes d'

INSPECTEURS COMPTABLES

des filiales et agences

DIPLOMES D.E.C.S.

- Ayant trois ans d'expérience comme Audit de préférence.
- Attirés par un rôle interne de contrôle et de conseil comptable, fiscal et agences.
- Disponibles pour fréquents déplacements de courte durée :
  - Soit EN AFRIQUE
  - (Anglais parlé nécessaire)

Réf. 120.966 F
Réf. 120.966 A

DES POSTES D'ADJOINTS

sont également disponibles. Ils peuvent s'accommoder d'une formation et d'une expérience moins avancées. Formation interne assurée.

Réf. 120.966 B

Adresser C.V. et prétentions sous Référence indiquée, 30, rue Mogador, Paris (9e)..



SEDIS (GROUPE PEUGEOT)
1300 personnes - 120 MF
EXPANSION : 20 % L'AN

N° 1 FRANCE — N° 2 EUROPE
EN CHAINES MECANIQUES TOUS TYPES
CETTE ENTREPRISE PERFORMANTE
25 % (+) à L'EXPORTATION
recherche pour base à LEVALLOIS

RESPONSABLE EXPORTATION

DU DEVELOPPEMENT DES VENTES A TOUTES INDUSTRIES (sf. Automobile et 2 roues) PAR FILIALE (G.B.), SUCCURSALE (B) et AGENTS distributeurs dans autres pays monde entier : animation et assistance T.C., études de marchés en vue extension réseau Agents....

INDISPENSABLE

- EXPERIENCE DE LA VENTE DE PRODUITS INDUSTRIELS à l'EXPORTATION et des contacts sur place.
- ANGLAIS COURANT, Allemand et/ou Espagnol appréciés.
- APTITUDES AUX VOYAGES.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscr., CV détaillé, rémunér. et phot. ss réf. 2091 à

SC sélection conseil
6, PLACE DU MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

GENERAL ELECTRIC
PLASTICS FRANCE
LEXAN* — NORYL*

Toujours en pleine expansion, développe sa Force de Vente, et recherche

DELEGUES TECHNICO-COMMERCIAUX

- Qualifiés dans la vente de thermoplastiques techniques.
- A même de gérer en responsables leurs budgets de ventes.
- Ayant une bonne connaissance de l'Anglais.
- 28 ans minimum.
- Libres sous 3 mois au plus.

Envoyer candidature et C.V. manuscrit + photo à :
Direction Commerciale
General Electric Plastics France
28, Rue du Poits-Dixme, 94320 THIAIS
(Déménagement à EVRY 91000 Janvier 1975)
Plan de Prévoyance Compagnie.
DISCRETION ABSOLUE GARANTIE

C&C 3502



Important groupe Produits Alimentaires et d'Entretien de Grande Consommation recrute

cadre comptable

de formation supérieure HEC, ESSEC, ESCP ayant 1 à 2 ans d'expérience.

Après une formation de 12 à 18 mois au sein des départements comptabilité générale et contrôle de gestion. Le candidat se verra confier un poste de responsabilités dans l'un de ces départements.

Le poste est situé dans la région parisienne ouest.

Adresser votre c.v. sous réf. 34220 à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

Jeune ingénieur diplômé, quelle carrière allez-vous choisir ?
Nous sommes la filiale d'un groupe industriel anglo-saxon, avec une implantation française ancienne et solide : 4 usines, CA 1973 : 110 MF. Nous produisons des articles mécaniques destinés à toute l'industrie. (Siège à Paris-Ouest.) Notre Directeur commercial cherche

un jeune ingénieur

juste diplômé ECP, Mines, A & M ou équivalent, avec de préférence une formation complémentaire en gestion (IAE, MBA). Un ou deux ans d'expérience industrielle sont un atout. Il se voit confier des fonctions équilibrées, techniques, commerciales, de management. Après un stage au siège à Paris, en usines et en Grande-Bretagne, il prend la responsabilité d'une succursale, par exemple à Orléans (CA : 5 MF), et y fait preuve, en peu d'années, de ses qualités de manager. En fonction de ses résultats, il se voit attribuer dans l'avenir une succursale plus importante ou un poste au siège.

Une excellente pratique de la langue anglaise est impérative. Sachez saisir votre chance, en envoyant aussitôt votre dossier de candidature (ss référence 2625 M) à Mme F. MAXENCE.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE-75008 PARIS
membre de l'ANCERP

JEUNE CHEF COMPTABLE

PARIS

Form. SUP. DE CO ou DECS

ayant bonne pratique :

- comptabilité générale (bilan compris) ;
- comptabilité analytique (à développer) ;
- mécanographie et informatique ;
- direction de personnel (législation sociale, droit du travail, etc.).

INTERET :

COLLABORATEUR IMMÉDIAT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

donc membre du Comité de Direction
— Société spécialisée dans l'équipement lourd du secteur tertiaire ayant conquis en 10 ans plus de 50 % du marché français.
— Effectif à animer 10 Comptables et Employées.
Si vous désirez en savoir davantage AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT, demandez une documentation sous référ. 2166 à François DOZOL.

DELTA CONSEIL
34, rue de miromesnil 75008 paris

GROUPE D.M.C.

25.000 personnes-C.A. contrôlé 2,5 milliards
recherche
pour sa Société HOLDING
pour fonction

Adjoint au Directeur Financier

HEC, SUP de CO, ESSEC

ou équivalent
3 à 4 ans d'expérience MINIMUM.
Il participera au niveau du GROUPE et éventuellement dans les filiales à des missions de :

- *Consolidation,*
- *Coordination financière (EXPERIENCE DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DE LA TRESORERIE APPRECIEE),*
- *Liaison avec les équipes de contrôle de gestion,*
- *Assistance technique, etc. . .*

Le poste est situé à PARIS. Déplacements à prévoir.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
membre de l'ANCERP
service M.897 10 rue de la Paix, 75002 Paris

Kodak
recherche
pour son service engineering région parisienne

INGÉNIEURS

type Mines, E.C.P. ou équivalent

La connaissance de l'anglais est nécessaire. Une formation complémentaire acquise dans une université américaine serait appréciée.

Ecrire avec C.V. à : KODAK PATHE, 30, rue des Vignerons - 94300 VINCENNES.

FILIALE FRANÇAISE DE GROUPE INTERNATIONAL
spécialisé dans la distribution des matériels de

TRAVAUX PUBLICS

crée un poste de

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Le candidat devra connaître l'anglais. Il sera chargé des responsabilités administratives et financières et sera placé sous l'autorité du Président de la société.
Lieu de travail : Banlieue Sud-Ouest.
Envoyer C.V. et prétentions à HEXAGONE P.A., 13, rue de Grenelle - 75007 Paris.

CHEVRON CHEMICAL COMPANY SAF

RECHERCHE

Un Ingénieur Agronome

avec un minimum de 3 à 4 années d'expérience touchant au développement des produits phytosanitaires sur le marché français.

Cet ingénieur, diplômé d'une Ecole Supérieure d'Agronomie et ayant une bonne connaissance de l'Anglais, dépendra du Directeur Commercial et sera responsable du développement technique des nouveaux produits et de la promotion des produits déjà établis sur tout le marché français. Il jouira d'une grande autonomie, préparant et appliquant lui-même son propre programme de travail.

Un Attaché Commercial

sous l'autorité du Chef des Services Achats et Administration des Ventes, assurera la gestion des commandes de la clientèle depuis la fabrication jusqu'à l'expédition et la réalisation des achats, depuis l'analyse des offres jusqu'à la passation des commandes.

Bon anglais parlé et écrit indispensable. Une expérience de quelques années dans une activité analogue souhaitable.

Ecrire avec C.V à Chevron Chemical Company, 19, av. George-V, 75008 PARIS. Discrétion assurée.

---

ingénieurs de projet

énergie nucléaire

L'un des premiers groupes internationaux d'engineering recherche pour compléter ses équipes travaillant sur des projets de centrales nucléaires.

eau légère, surgénérateurs, haute température

des ingénieurs confirmés ou non spécialisés dans l'un ou plusieurs des domaines suivants :

génie civil, thermique, électricité, contrôle commande, manutention, sûreté.

Ils interviendront sur des projets de centrales (salle des machines et auxiliaires principalement) soit au stade de la conception et de l'étude des installations, soit à celui de la spécification des équipements et de la réalisation du projet.

Les candidatures sont à adresser sous référence 7616 à :

OP organisation et publicité
2, RUE MARENGO - 75001-PARIS, QUI TRANSMETTRA

CARRIÈRE BANCAIRE

Un important établissement de réputation mondiale recherche pour son département Etranger

DEUX COLLABORATEURS

Niveau ATTACHÉ DE DIRECTION

LES CANDIDATS retenus devront avoir le potentiel nécessaire pour assurer des responsabilités réelles et être prêts à prendre des initiatives importantes concernant les projets de financement à l'étranger (investissements, crédits à l'exportation, protocoles...).

LE CHAMP D'ACTIVITE recouvre de nombreux pays, d'où voyages réguliers pour assurer les liaisons entre les divers projets avec la clientèle ainsi que les correspondants et organismes nationaux. L'anglais courant est donc indispensable, une autre langue utile.

FORMATION de niveau supérieur, excellente présentation, bon contact humain lié à un sens commercial développé, aptitude à négocier à haut niveau sont également demandés. Une expérience de quelques années dans le secteur bancaire international serait idéale.

Ecr. avec C.V. détaillé et photo sous réf. CAD/RB à T.A.S., 77, rue La Boétie, 75008 Paris, qui transmettra à nos Conseillers Chargés de ce recrutement. ...absolue assurée.

Important
GROUPE BANCAIRE
recherche

ATTACHÉS de DIRECTION

pour exercer à Paris ou en Province des fonctions de
Créditman

Il est demandé aux candidats :

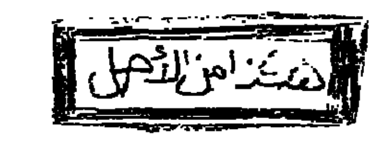
- *deux ou trois années de pratique bancaire, exercée de préférence dans l'exploitation et l'étude des risques,*
- *une bonne connaissance des techniques de financement des Biens d'Equipement et du crédit-bail mobilier,*
- *une solide formation, acquise au plan universitaire*

(Droit, Ecole de Commerce)
ou professionnelle
(I.T.B. ou C.E.S.B.)

Il leur est offert des possibilités rapides de promotion et de responsabilités dans un secteur d'activité en plein développement.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
membre de l'ANCERP
service M. 899 10 rue de la Paix, 75002 Paris



	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat — Vente — Location	21,00	24,51
AUTOS — BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

offres d'emploi

CHEF DE DÉPARTEMENT FORMATION

Filiale française d'un Constructeur automobile de grand renom

Nous attachons la plus grande importance à l'aide technique, commerciale et humaine que nous *apportons à nos concessionnaires. Le spécialiste* que nous recherchons devra définir et mettre en œuvre la politique de formation la mieux appropriée aux besoins de notre réseau : force de vente et techniciens. Maître d'œuvre de la formation, il maintiendra à l'intérieur et à l'extérieur de la firme des contacts permanents à tous les niveaux, coordonnera l'activité de nos trois services spécialisés et aura une action personnelle d'animation.

Une expérience similaire dans la formation de la force de vente d'une entreprise est indispensable. La préférence sera donnée à un candidat provenant de l'automobile.

Envoyez C.V., photo, rémunération actuelle et informations vous concernant, ou téléphoner en rappelant la référence 1.960 à Maryse PERCHE (325-51-82) qui vous présentera plus complètement la Société au cours d'un entretien confidentiel.

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton - Paris 6e
membre de l'ANCERP

BRANCHER

FABRICANT D'ENCRES D'IMPRIMERIE
en expansion rapide
USINE DE VELIZY
recherche

INGENIEUR

ou TECHNICIEN SUPÉRIEUR
10 ans d'expérience environ pour poste opérationnel
CONTROLE DE QUALITÉ
Matières premières, en cours, produits finis
Ce poste requiert :
● Connaissances pratiques en physique ou chimie (parachimie).
● Aptitudes certaines à manipuler du matériel de laboratoire.
● Capacité à prendre des décisions rapides.
● Imagination nécessaire pour améliorer les processus de fabrication, le contrôle de qualité, par *la mise en place de méthodes systématiques.*

Adresser C.V. et photo à :
Sté BRANCHER - B.P. 80 - 78140 VELIZY

IMPORTANT INVESTISSEUR INSTITUTIONNEL

offre
poste stable dans son service d'études
à un

ANALYSTE FINANCIER CONFIRMÉ

Pratique de l'anglais indispensable

Adresser curriculum vitae, photo, prétentions, sous référence 03.930 (à rappeler) à

Mme Françoise GIRARD,
27 bis, rue Vauvenargues - 75018 Paris

NE PAS SE PRESENTER

CADRE COMMERCIAL — 60.000 F/an +

Importante Société Alimentaire offre à un cadre la possibilité de devenir Directeur Commercial dans un délai d'environ 5 ans. Dans un premier temps, il participera à l'élaboration de la politique commerciale, négociera avec la clientèle la plus importante, animera une équipe de 40 personnes. Une formation commerciale supérieure (E.S.S.E.C., Sup. de Co.) est indispensable ainsi que l'expérience de vente des produits *de grande consommation*. Env. C.V., photo réc. et rémun. actuelle ss réf. 1.886 M. Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1 Rue Danton, Paris 6e *(membre de l'ANCERP)*

Nous sommes
UNE GRANDE ENTREPRISE NATIONALE.
Nos objectifs sont ambitieux.
Pour les tenir nous jouons la carte de l'Informatique. Nous développons des logiciels qui apportent à notre gestion ses outils de décision.
nous offrons à de
JEUNES INGENIEURS
grandes écoles
(X - ECP - MINES)
initiés aux techniques informatiques, de s'intégrer à nos équipes de conception. S'ils sont ambitieux tant mieux : cela leur ouvre un plus large éventail de carrières.

Adresser Curriculum-Vitae détaillé et prétentions à PUBLIPRESS (sous Réf No 2689M)
31, Bd Bonne Nouvelle - 75002 Paris -

GROUPE MULTINATIONAL

recherche

LE CHEF COMPTABLE DE SA FILIALE FRANÇAISE

Sous la responsabilité du Directeur Financier il sera chargé de
— l'encadrement et de la bonne marche de l'ensemble des services comptables : 35 personnes ;
— de la prise de la Comptabilité en informatique.

Pour tenir ce poste le candidat devra posséder :
— une parfaite maîtrise du plan comptable et des déclarations fiscales ;
— une sérieuse expérience des méthodes comptables Anglo-Saxonnes ;
— de bonnes connaissances en Anglais.

Poste à pourvoir dans la
BANLIEUE SUD-OUEST DE PARIS

Adr. C.V. dét., prétent. et photo *sous réf. 67.957*, CONTESSE Publ., 70, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.
Il sera répondu à toutes les candidatures.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ENGINEERING à vocation INTERNATIONALE

recherche
pour un de ses établissements au PROCHE-ORIENT

un INGÉNIEUR confirmé

formation Grande Ecole ou équivalent
35 ans minimum

Ayant expérience entreprise en chauffage-climatisation pour bâtiments importants et constructions industrielles.

Il sera chargé d'assurer l'implantation du bureau d'études techniques et son animation.

De bonnes notions de langue anglaise sont nécess. Séjour à l'étranger prévu pour deux ans minimum.

Ce poste est à pourvoir dans les meilleurs délais.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions à no 67.144, *CONTESSE* Publ., 20, av. *Opéra, Paris-1er, qui tr.*

directeur commercial

Société Alimentaire associée à un Important Groupe Français recherche urgent pour son Siège Social, (Seine-et-Marne),

DIRECTEUR COMMERCIAL
● *40 ans minimum,*
● une expérience approfondie du MARKETING INTERNATIONAL dans les biens de grande consommation est exigée, ainsi que la connaissance parfaite de l'ANGLAIS et de l'ALLEMAND.
● Une pratique de plusieurs années dans des tâches similaires est demandée.
● Les fonctions comportent de larges responsabilités et une grande autonomie.

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 773 G, à J. GUILLON.
Discrétion absolue assurée. Toute demande recevra une réponse.

guillon sélection
23, AV. DE LIVRY - 93340 LE RAINCY

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'EXPORTATION

de biens d'équipement de technologie avancée, *en expansion continue, solidement établie depuis* plus de 50 ans et disposant d'un réseau mondial recherche :

1o) Pour délégation HORS de FRANCE

CADRES SUPÉRIEURS

rompus aux affaires internationales. — Postes à pourvoir en ORIENT (Anglais courant exigé), en AMERIQUE LATINE (Anglais - Espagnol courants exigés).

2o) Pour le siège à PARIS

CADRES TECHNICO COMMERCIAUX

ayant au minimum 5 ans d'expérience contacts commerciaux et affaires internationales (Anglais ou Espagnol courant exigé).

Adr. C.V. dét., photo et prétentions, no 68.650, CONTESSE Pub., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Société Française construisant
des complexes thermiques pour l'industrie,
recherche pour son Siège à Paris

INGENIEUR COMMERCIAL

de haut niveau et de classe internationale
30 ans minimum.
Formation Centrale, Mines ou ENSTA Section G.M.
chargé de la négociation et de l'élaboration de marchés au niveau européen.
Le poste nécessite d'excellentes compétences :
- techniques et financières, ainsi que des *qualités de négociateur pour la partie* commerciale,
- d'animateur et de coordinateur avec Services Techniques.
2 langues étrangères courantes indispensables.
Envoyer lettre manus. CV. prétentions à no 9004
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

Recrutons candidats de nationalité algérienne, pour poste de responsabilité au sein d'usines de transformations métalliques et mécaniques.

1) **A.T. 1 et 2**
2) **Contremaîtres**
3) **Chefs d'équipe**
4) **Dessinateurs projeteurs, études et exécution**

Salaire intéressant
— Prime de rapatriement.
— Logement assuré.

Ecr. A.N.E.P., no 14.521, 1, avenue Pasteur, ALGER.

GROUPE D'ASSURANCES

recherche

CADRE
(Référence 101)

pour diriger SERVICE RISQUES DIVERS
Ce poste d'avenir conviendrait à juriste 30 ans min. ayant déjà quelques années d'expérience en Assurance. (Souscription si possible, mais également sinistres), *intéressé par la gestion* d'un service d'une vingtaine de personnes. Sens de l'organisation administrative indispensable.

CADRE
(Référence 102)

Ce poste ouvert sur des activités diverses (études juridiques, statistiques, administratives) conviendrait à homme de 30 ans minimum (éventuellement 40 ans, *pour candidat* ayant grand sens d'adaptation), capable de mener à terme des études, de gérer et d'animer un groupe d'employés administratifs, d'avoir des contacts fructueux avec l'ensemble de l'entreprise, y compris l'INFORMATIQUE.

Faire offre avec C.V., photo et prétentions sous la référence choisie à :

OP organisation et publicité

Responsable service Formation — 80.000

Vous avez 30 ans minimum, l'expérience de la vente *directe et de la formation des hommes de terrain.*

La direction de son service de formation vous est offerte par une Société de vente et distribution à l'échelle européenne orientée vers les loisirs, implantée en France depuis quatre ans.

Votre mission : concevoir et réaliser avec votre équipe le plan de formation du réseau commercial (19 agences - 100 chefs de groupe - 650 délégués). Basé à Paris le poste implique de fréquents déplacements - voiture fournie.
Possibilités d'évolution au sein de la Direction Commerciale.

Réponse et discrétion assurées à tte lettre man.-CV-photo-rém. adressée ss réf. A/3568 à Mme Butterlin

bernard Julhiet psycom
93, av. Ch. de Gaulle - 92200 Neuilly membre de l'ANCERP

IMPORTANTE SOCIÉTÉ de TRANSPORTS MARITIMES

recherche pour son
SERVICE TECHNIQUE

INGÉNIEURS

G.M., E.N.S.T.A., A.M. ou équivalent
Quelques années d'expérience de la construction, l'exploitation ou l'entretien des navires.
Activité internationale dans un groupe d'importance mondiale.
Lieu de travail : **Banlieue OUEST**
Adresser candidature à GAZOCEAN,
21, avenue George-V, - PARIS (8e)

IMPORTANTE SOCIETE PARISIENNE

spécialisée
dans réfrigérations des eaux industrielles,
offre situation intéressante et d'avenir à :

INGÉNIEUR DE RECHERCHES

Diplômé E.C.P., A.M. ou équivalent
— AYANT :
● Connaissances sérieuses et expérience en matières plastiques ;
● Langue anglaise ou allemande indispensable ;
● Deuxième langue souhaitée.
— Il devra seconder le Directeur Technique dans :
● Amélioration des fabrications existantes ;
● Conception et lancement de nouvelles fabrications ;
● Relations avec personnel, clients et fournisseurs.

Adresser Curriculum Vitae très complet avec photo et indiquer appointements souhaités à CAMPBELL, no 804, B.P./57, 75824 PARIS Cédex 17, qui transm.

Cie des METAUX PRECIEUX

OR ARGENT PLATINE
ACTIVITES : négoce international, affinage, métallurgie et chimie
recherche

RESPONSABLE d'un des SERVICES COMMERCIAUX

MINIMUM 30 ANS.
Ce collaborateur aura la responsabilité d'un C.A. élevé, la fixation des objectifs et la coordination avec notre principale usine.
L'expansion de notre affaire permet de prévoir pour un candidat de valeur, un champ d'activité en progression importante.
Formation universitaire souhaitée.
Langues étrangères appréciées (anglais, allemand).
Adresser lettre manuscrite avec CV à No 67924

CAC **cabinet leconte** 4, rue Amiral-Courbet, PARIS-16e *membre de l'ANCERP*

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS

recherche pour son siège
proche BANLIEUE OUEST

CADRE DE PERSONNEL

rattaché directement au Directeur du personnel, de formation supérieure ou d'expérience équivalente, ce cadre possédera parfaitement les mécanismes de gestion moderne du personnel ; travailleur, organisé et apte aux relations, le candidat retenu sera chargé de coordonner l'ensemble de l'administration décentralisée, du personnel de l'entreprise (3.500 ouvriers, 1.500 mensuels).

Ecrire (photo) formation, expérience, rémunération actuelle et recherchée à :
LEVI-TOURNAY, 5, cité Pigalle, 75009 PARIS, sous réf. 4663. Il sera répondu à toutes les candidatures. Discrétion assurée.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS PARIS

recherche
pour participer au démarrage
d'un nouveau système

analyste confirmé

Formation Ingénieur Grande École (ENSI - INSA - SUP-ELEC), ou enseignement supérieur équivalent.
Ayant une bonne connaissance du matériel IBM 370/145.
Compétent dans l'utilisation des fichiers en accès direct.
Notions de télé-traitement appréciées.
(réf. 3411)

ingénieur système

Formation supérieure.
Ayant l'expérience de la fonction.
Possédant de bonnes connaissances *DOS* et OS.
(réf. 3412)

Adresser CV sous réf. correspondantes
J. SIGOLET
Conseil et Développement Social
6, Place d'Estienne d'Orves
75009 PARIS.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

recherche pour l'une de ses sociétés
VENTE D'OUTILLAGES A L'INDUSTRIE

CHEF DES VENTES

Qui aura pour mission d'animer et de gérer une équipe de vendeurs.
30 ans minimum, une expérience dans un *emploi similaire est* souhaitée. Il faut être disponible pour voyager 4 jours par semaine.

AVENIR ASSURE DANS LE GROUPE POUR UN CANDIDAT DE VALEUR.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 121.085,
30, rue de Mogador, Paris-9e.



3M — Chef de produits

homme de préférence

expérience 2 - 3 ans dans matériel d'enregistrement et marché audio-visuel.

Anglais obligatoire.

Adresser C.V., photo et prétentions à Service D.P., 135 Bd Sérurier 75019 PARIS sous référence 312 P.

SOCIÉTÉ DE NÉGOCE

carrelages, appareils sanitaires et accessoires
un des leaders
sur marché région parisienne
clientèle entrepreneurs et particuliers
recherche

JEUNE CHEF DES VENTES

ayant bonne formation de base
(Sup. de Co ou équivalent)
et quelques années d'expérience commerciale de préférence

VIE D'UN GRAND MAGASIN

Il sera responsable de la gestion, de l'administration, de l'animation et du contrôle du personnel d'un magasin d'exposition de 1.000 m2 très moderne et bien situé.
Actuellement, modernisation des méthodes et des structures par direction jeune pratiquant large *délégation*. Très *bonne ambiance*. Evolution très sérieuse de carrière prévue.
Ecrire avec C.V., photo et prétent. sous réf. 2084 à CORT, 65, avenue Kléber, PARIS (16e).

CORT

Discrétion assurée.

BANQUE PRIVÉE

recherche

CONTROLEUR INSPECTEUR

Expérience bancaire de 3 à 5 ans dans un service « contrôle inspection » indispensable.

SA MISSION :
— vérification des procédures réglementaires et comptables ;
— contrôle des existants et de la régularité des opérations.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et appointements désirés, sous réf. *1.646 à P. LICHAU S.A.*, 10, rue Louvois, 75063 Paris. Cedex 02, qui transmettra.

chargé d'études marketing industriel — 80 000 F

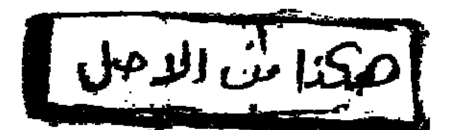
ALLIBERT recherche un Chargé d'Études pour analyser des marchés potentiels, définir des besoins en termes de produits et rechercher des *opportunités de diversification.*

Le poste est à pourvoir au sein du Département Recherches et Développement d'une *division en pleine expansion qui produit et distribue sur* le plan international des articles destinés aux Entreprises. Il conviendrait à un homme de formation supérieure commerciale ou technique complé*tée par une solide culture économique*, âgé de 28 ans minimum et ayant pendant deux ans au moins conçu la méthodologie et assuré personnellement la réalisation d'études de marché.

Il est indispensable de parler et écrire couramment l'anglais. La connaissance d'une autre langue européenne serait un atout.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle
sous la référence 1991/M
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton, 75006 Paris *(Membre de l'ANCERP)*



offres d'emploi

PARIS
Important Constructeur de réfrigérants d'eaux industrielles offre situation intéressante et d'avenir à

JEUNE INGÉNIEUR

Diplômé E.C.P., A.M. ou équivalent.

Ayant :
- Bonnes connaissances anglais ou allemand ;
- Deuxième langue souhaitée.

Pour :
- Participer aux recherches scientifiques, à l'étude et à la réalisation d'installations complexes ;
- Assurer contacts à tous niveaux et relations avec personnel, clients et fournisseurs.

Adressez curriculum vitae très complet et photo, et indiquez appointements souhaités à CAMPBELL, no 906, B.P. 57, 75824 PARIS Cedex 17, qui transm.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES POUDRES ET EXPLOSIFS
recherche pour son Département INGENIERIE

INGÉNIEURS DE PROJET

Diplôme SPECIALITE MECANIQUE
Ayant quelques années d'expérience dans le domaine entretien ou travaux neufs ou débutants.

Adr. C.V. et prét., 12, quai Henri-IV - PARIS (4e).

SOCIETE D'ELECTRONIQUE recherche

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

ESE - ENREA - ISEN - ESEO
pour laboratoire d'études

Adresser C.V. sous le n° 225 CE à C.G.P., 25, rue de Cavendish, 75019 PARIS.

SOCIÉTÉ DE THERMIQUE ET NUCLÉAIRE VÉLIZY 2
recherche

UN INGÉNIEUR QUALITÉ

pour Département Qualité-Contrôle
- Formation A.M. ou équivalent ;
- Diplôme INGENIEUR SOUDEUR E.S.S.A. si possible ;
- Connaissance en métallurgie appréciée ;
- 5 ans d'expérience environ,

pour
- Conseils aux Bureaux d'Etudes ;
- Etude de mise au point de spécifications de matériaux et mise en œuvre ;
- Suivi d'essais technologiques ;
- Agrément de fournisseurs.

ANGLAIS indispensable
ALLEMAND souhaité

Ecrire sous référence 1.218 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, en communiquant curriculum vitae et prétentions.

Groupe leader exportations produits agricoles de masse recherche POUR PARIS :

CHEF SERVICE EXECUTION
de contrats cciaux expérim.
POUR PARIS ET PROVINCE
CADRES CCIAUX
débutants ou ayant 1 an expérience. Formation cciale ou agronomique.
POUR 100 KM PARIS.
CADRE
ayant formation ou expérience transports fer.

Ecr. av. C.V. dét. no 97852 B **BLEU** 17, r. Lebel, 94-Vincennes qui transmettra.

SOCIETE DU PIPE-LINE SUD-EUROPEEN
recherche

JEUNE CADRE
ayant 2 ou 3 ans d'expérience pour service juridique et fiscal et études économiques.
(Sciences PO - HEC Ecole de commerce).
Ecrire avec C.V. : SPLSE, 195, avenue Charles-de-Gaulle, 92521 NEUILLY-SUR-SEINE, ou tél. : 637-16-00, poste 334.

Importante Société Immobilière surtout rénovation recherche d'urgence
1 DIRECTEUR Service juridique
pour mener très rapidement et à bonne fin une moyenne de 100 procès. Le candidat devra être hautement qualifié, licencié ou Docteur en droit, grande expérience des procédures, pour travailler en collaboration avec les 5 avocats de la Société. Envoyer C.V. très détaillé : METAYER, 164, fg St-Honoré, Paris-8e, réf. 610, qui transm.

COMPTABLE HOMME 2e ECHELON
qualifié, ayt connaiss. informatique, spécial. paies, gestion personnel. Libre ste. Ecr. ss réf. 7420 P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois 75063 Paris Cedex 02 q.t.

Sté internationale de distribution d'outillage dans le secteur du bâtiment, leader sur son marché, recherche pour service études de marché
1 CHARGE D'ETUDES
- Age : 22 ans minimum ;
- IUT ou similaire ;
- Connaissance langue allemande souhaitée, mais non indispensable ;
- Bon contact humain.

Adr. C.V. et photo no 98704 B **BLEU** 17, r. Lebel, 94-Vincennes qui transmettra.

Etablissement public recrute
1) COMPTABLE
Expérimenté (e), titulaire B.P. ou diplôme équivalent pour travaux centralisation sur Olivetti. Comptabilité administrative générale et divers.
2) Envisage de recruter
LICENCIE (EE) EN DROIT
Titulaire ou diplôme équival., de préfér. comptabil. expérim. pour emploi d'encadrement dans service.
Cantine - Transports faciles. Ne pas téléphoner. - Adresser C.V. détaillé, prétentions, à : Agent comptable Centre national Recherche Zootechnique Domaine de VILVERT 78350 Jouy-en-Josas.

MOYENNE ENTREPRISE EN RAPIDE EXPANSION recherche pour son siège social à Asnières
CHEF DE GROUPE COMPTABLE
FUTUR CADRE COMPTABLE
Ecrire lettre manuscrite, C.V., prétentions, ss no 98758 B, à : **BLEU** 17, r. Lebel, 94-Vincennes *qui transmettra.*

Importante Société pétrolière pour sa Division Informatique PARIS-OUEST - IBM 370/168 recherche
ANALYSTE-PROGRAMMEUR
- Chargé d'assurer l'Analyse organique, la programmation et la mise au point d'applications de gestion ;
- Il a une formation IUT ou équivalente et 2 à 3 années de pratique en PL 1, OS appréciée ;
- Capacité de contact et de travail en groupe.

Adresser C.V. détaillé (prétent., photo) sous réf. 27.223 M, à : **I C. A.** 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui trans.

Ecole langues rech. : PROFESSEURS, angl, allem. italien. 380-58-45

Pour LYON et PARIS (postes définitifs)
DESSINATEURS PERSPECTIVES
(catalogues techniques).
Tél. pour rendez-vous 735-96-50.

SOCIETE HOTELIERE FRANÇAISE
recherche
DIRECTEUR DES VENTES
connaissances hôtellerie et anglais obligatoires.
Prière tél. 225-43-88 pr rend.-vs.

Société d'Importation de *Matériel Electronique* recherche pour Région Parisienne
INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Pour vent composants électroniques actifs et passifs. Expérience commerciale en clientèle informatique souhaitée.
Env. lettre man., C.V. avec nº tél. si possible à *Nº 68.088, Contesse Publicité,* 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Importante Société Assurances cherche pour 370/135
PUPITREURS CONFIRM.
EN D.O.S.-V.S.
Ayant plusieurs années expér. profess. *Libre rapidem. Pratique de la MULTIPROGRAMMATION* souhaitée. Tél. 280-63-78, p. 450.

IMPTE SOCIETE PRIVEE
recherche
INGENIEUR
GRANDES ECOLES
Préfér. SUP. ELEC., Option radio-communications.
AGENT TECHNIQUE
Titulaire BTS, option télécommunications.
Début, ou quelques années d'expér. dans les domaines des circuits hyperfréquence de transistors.
Spécialisé en émission *et réception pour travaux d'études en laboratoire et pour développement* d'équipem. dans les bandes L et S et dans les bandes C et X.
Nationalité française exigée. Dégagés des obligat. milit. Transport assuré par car.
Ecr. avec C.V. dét. et prét. en précisant nº 66.657.
LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS, 18, r. Grange-Dame-Rose, 78140 Vélizy-Villacoublay.

Important Centre de formation de jeunes en gestion recherche
ASSISTANT
DIRECTION ETUDES
Etudes supér., sens contact, organisé et méthodique.
Adr. lettre manuscr. av. C.V. + photo nº 98060 B à Bleu, 17, r. Lebel, 94-Vincennes.

SOCIETE D'EQUIPEMENTS *AERONAUTIQUES*
recherche pour
1. SERVICE D'ETUDE DE CHATELLERAULT.
INGENIEUR
Chargé de l'étude et de la mise au point PETITS MOTEURS pour matériels embarqués.
Expér. nécessaire dans ce domaine.
Formation : Electromécanicien Automaticien.

2. VELIZY-VILLACOUBLAY
JEUNE INGENIEUR AUTOMATICIEN
Familiarisé avec l'Aéronautique pour travaux de CONCEPTION ET MISE AU POINT. Systèmes de pilotage automatique, numériques ou analogiques.
Formation : Grande Ecole (ENSAE, ESE, IPG, CENTR.)
Adr. lettre manuscr., photo et C.V. à S.F.E.N.A., Service du Personnel, B.P. 59, 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY.

SODETEG INTERNATIONALE
recherche
pour assurer l'action commerciale de la Société en *ALGERIE*
UN INGENIEUR ou CADRE TECHNICO-COMMERCIAL
de formation Supérieure.
40 ans minimum.
- Ayant l'habitude de contacts à haut niveau, tant auprès de Sociétés privées que de grandes administrations.
- Connaissant l'Engineering général.

Cet ingénieur, qui sera basé à ALGER, sera chargé
- d'effectuer la prospection commerciale de la société.
- De négocier les contrats.
- D'assurer le suivi commercial général.

Ecrire av. C.V. dét. et prét. à Nº 67.136, Contesse Pub., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Société NORBERT BEYRARD FRANCE études économiques, financières Génie industriel spécialisée dans Assistance technique aux pays en voie de développement.
68, r. Pierre-Charron, Paris-8e. recherche
INGENIEUR GDE ECOLE
Centrale - Ponts et Chaussées Travaux Publics.
Formation informatique appréc.
Adresser lettre manuscrite avec photo.

Organisme Professionnel recherche pour compléter son Equipe de Direction
UN CADRE
Minimum 45 ans.
Niveau Chef Comptable ayant quelques connaissances en Droit Fiscal et Social.
Env. *CV nº 69.102 Contesse Pub.* 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

Préfecture des Hauts-de-Seine Direction Départementale de l'Equipement recherche pour son atelier d'informatique
1 ANALYSTE PROGRAMMEUR format. Sc. Eco., DES Economét. Un an d'expérience minimum.
1 PROGRAM. FORTRAN-COBOL 1 an d'expér min. sur IBM 360 ou 370. Ecr C.V. avec photo et prétentions au 41, rue Thiers, 92100 BOULOGNE.

DIR. CAB. MARKETING RECH. ASSIST. MIN. 26 A. H. OU F. CAP. MENER ETUDES ET PLANS ENQUETES PROBL. ECONOMIES REGIONALES. ECONOMISTE STATISTICIEN PREF. EXPER. NEC. ADR. C.V. AVEC PRET. à nº 7.137 « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

PR ASSISTER DIRECTEUR FINANCIER DS GESTION du SERVICE COMPTABLE IMP. STE recherche Hme ayt expér. Brevet profess. ou niveau DECS Nat. Analyse de gestion. Adres. C.V. et prét. no 8.659 PUBLIC REUNIES, 112, bd Voltaire (11e)

A

Comme l'Assurance d'un style de carrière sans précédent sur le marché du travail.
Comme une approche originale des problèmes de la distribution de services nécessairement sophistiqués dans un public disposant de revenus confortables et souvent de la formation correspondante.
Comme l'appel d'une entreprise désirant aborder l'ensemble des problèmes de formation et de promotions professionnelles avec une analyse et des options neuves et originales.

G

Comme la garantie d'une formation initiale rémunérée, d'un système promotionnel rationnel et accéléré, d'une grille de rémunérations étalonnées à partir du portrait type du candidat répondant à nos normes de sélection et permettant des gains réels atteignant progressivement des moyennes de 4.000 F mensuels au cours du premier trimestre, 5.000 F au cours du second, 6.000 F au cours du second semestre, enfin 10.000 F à partir de la troisième année

P

Comme Productivité, dernier terme du tryptique marketing, Management, Productivité, tous affinés pour permettre l'exploitation totale des besoins d'un segment de clientèle répertoriée en fonction de ses motivations *réelles en matière de sécurisation, d'épargne ou d'investissement.*

AGP EXPANSION
UNE IMAGE DE MARQUE UNE GRANDE ENTREPRISE UN GRAND DESSEIN
Un accueil documenté, compétent et chaleureux le 11/9, de 11 h. 30 à 19 h. et le 12/9, de 9 h. 30 à 12 h. 30, 26, boul. Haussmann, Paris-9e.
Sont exigées comme préalable à un premier entretien, les *conditions suivantes :*
- 21 ans révolus.
- Possibilité d'intégrer notre promotion du 16/9.
- Formation secondaire au moins. Carrières ouvertes indifféremment aux 2 sexes.

Sté électronique 120 personnes recherche
RESPONSABLE
serv. administ. et comptable. HOMME ou FEMME
Vous serez chargé de :
- Service comptable ;
- Gestion du personnel ;
- Gestion administrative.

Ce poste vous intéresse. Si vous avez 3 ans d'expérience dans la fonction des connaissances approfondies en *comptabilité et en législation* du travail. Vous êtes rattaché au P.-D.G. en tant que membre de la direction. Vous participez étroitement à son développement. Env. C.V. manusc. et prétentions s/réf. 5.295 à P. Lichau S.A., 10, rue Louvois, 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

Le CENTRE de PROGRAMMATION de la MARINE recherche
INGENIEURS INFORMATICIENS
DEBUTANTS
PROGRAMMEURS
Pour participer à la réalisation de systèmes informatiques temps réels embarqués.
Adr. lettre manusc. et C.V. à C.P.M., 75732 PARIS CEDEX 15.

Rech. pédagogues pr format. Jnes 16-20 ans, nécessités :
- imagination pr adapter, individualiser et pratiquer enseignement polyvalent ;
- expérience milieu industriel.

Env. C.V. à A.C.E.R.E.P., tour Maine-Montparnasse, B.P. 5, 75755 PARIS CEDEX 15.

Important groupe d'emballage rech. pour son siège social, quartier Saint-Lazare
1 JEUNE ADJOINT AU SECRETAIRE GENERAL
Ayant 3 ou 4 ans d'expér. des problèmes juridiques et financ., diplômé gdes écoles commerc. ou équival. Indiq. prétent. sur C.V. manusc., adressé avec photo à *Promo Top, 75, rue* d'Amsterdam, 75008 qui transm.

IMPORTANTE SOCIETE CONSTRUCTION MECANIQUE PARIS, recherche pour son département sidérurgie
INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
ayant quelques années d'expérience dans la *vente de matériel de* ponts roulants.
L'activité s'exercera sur marchés métropole et étranger.
Bonne connaissance de l'anglais indispensable.
Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prét. à nº 68.290, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er qui tr.

Direc. Etablissement Socio-Educ. expér. gestion animation minim. 25 a. CCV et photo. Ecr. FRMJC, BP 133 Argentan 61203

Société de distribution de robinetterie *industrielle (chauffage, climatisation et accessoires)* cherche pour son agence de PARIS : TECHNICO-COMMERCIAL confirmé, connaissant clientèle industrielle, fixe + commission + véhicule fourni, situation d'avenir pour élément ambit., sérieux et dynam., poss. d'accéder à un poste de direction. Adresser C.V. + photo à : *Marest 49788-62 Richelieu Paris.*

Société pleine expansion métro Pont-de-Neuilly recherche pour son service informatique I.B.M.-3 Bandes, disques, T.P.
ANALYSTE PROGRAMMEUR
- Homme d'expérience en C.C.P. pour analyse et mise en place de projets dans leur intégralité.
- Une expérience de 3 à 5 ans *dans la réalisation de projets* dans le domaine administratif et commercial est souhaitée.

Adr. C.V. détaillé et prétentions à PUBLIART, référ. 3210, 16, rue Guillaume-Tell, 75017-PARIS, qui transmettra.

CENTRE INTERCOMMUNAL INFORMATIQUE 94400 VITRY RECHERCHE POUR RECRUTEMENT IMMEDIAT
- 1 CHEF EXPLOITATION
- 1 ANALYSTE
- 1 PUPITREUR CONFIRME

pour IBM 370-125 DOS/DOS.VS et réseau téléprocessing
Demandes manuscrites avec prétentions et curriculum-vitae à adresser avant le 20 septembre à : Secrétaire Général Mairie 94400 VITRY.

Cherche LICENCIE PHYS. CHIM. MATH. Collège français Istanbul-Izmir. Ecrire FREZEL, 21, r. St-Antoine, 75004 - PARIS

SAT
41, rue Cantagrel 75013 - PARIS
recherche
INGÉNIEUR de LABORATOIRES
Poste 1
pour études « technique/transmission numérique ».
Formation demandée E.N.S.T., E.S.E., I.S.E.N.
INGÉNIEUR pour SERVICE DE GESTION TECHNIQUE
Poste 2
dans le domaine Télécommunications
INGÉNIEUR confirmé
Poste 3
pour des études de SYSTEMES DE COMMUTATION ELECTRONIQ. (contacts techniques avec les clients, propositions) ayant quelques années d'expérience en commutation.
Ecrire avec C.V. détaillé en mentionnant la référence du poste.

LE BON MARCHE
recherche PERSONNEL AUXILIAIRE pour les lundis et samedis
VENDEURS VENDEUSES
S'adr. au bureau du Personnel, 5, rue de Babylone - Paris (7e), 9 h. 15 à 12 h. et de 15 à 17 h.

VOUS AVEZ FAIT DES ETUDES JURIDIQUES
ALLIANZ
PREMIERE SOCIETE D'ASSURANCES DU CONTINENT EUROPEEN
Vous propose la formation au poste de
REDACTEUR SPECIALISE
dans branches : Transports ou Automobile
Horaire mobile - 13 m 1/2. Restaurant d'entreprise.
Adresser C.V. détaillé et prét. au Service du Personnel, ALLIANZ, 15, av. Gde-Armée, B.P 24, 75761 PARIS CEDEX 16

CIRCE, CENTRE DE CALCUL DU C.N.R.S.
EQUIPE D'UN ENSEMBLE I.B.M. 370/168 - 158 : *recherche pour son groupe* ASSISTANCE INFORMATIQUE 1 ANALYSTE PROGRAMMEUR connaissance de PL/1 et FORTRAN et expérience sur 360 ou 370 I.B.M. souhaitée, pour assistance aux utilisateurs du centre. Niveau d'études min maîtrise d'informat. ou équival. *Nationalité française, dégagé* des O.M. Adresser C.V. et prétentions au : Secrétariat du CIRCE Bâtiment 506, 91405 ORSAY.
Téléphone : 928-76-75.

CONSORTIUM EUROPEEN offre situation intéressante à : 2 INSPECTEURS DE VENTE Age minim. 20 a., libr immed. pr restructurer forces de vente district parisien. Bonne présentation, dynamiques ambitieux. Formation assurée. Salaire dynamisant. Ecrire 51, rue du Temple, 75004 Paris, sous référ. DVP.

SOCIETE IMPORTANTE *filiale compagnie internationale* recherche pour son SIEGE à PARIS :
SERVICE PRIX
Jeune homme libéré serv. mil. BAC G2 ou G3 BTS IUT, OPT. COMM. ou COMPT. Evolution vers poste cadre rapide pour élément de valeur - Anglais apprécié.
Env. C.V. et photo à Nº 8.916 SPERAR, 75, Champs-Elysées, PARIS-8e, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS PARIS LA DEFENSE, recherche
JEUNES DIPLÔMÉS
de l'Enseignement supérieur, désireux de commencer leur carrière au sein d'une direction financière (réf. 132 A) ou de contrôle de gestion (réf. 118 B).
JUNIOR AUDITOR
possédant une première expérience de l'audit interne ou externe (réf. 127 B).
Perspectives de carrière largement ouvertes pour candidats de valeur.
Env. lettre man., C.V. dét., photo récente et rémunér. envisagée, en rappelant la référ. du poste choisi, à AXIAL Publ., 91, fbg St-Honoré, Paris-8e, qui transm

---

GROUPE DE RETRAITES et PREVOYANCE quartier
ETOILE
recherche CADRE pour seconder le responsable d'un important service de gestion.
Le poste conviendrait à un candidat homme licencié en *Droit ou diplômé d'une école supérieure de commerce.*
Adr. lettre man. av. C.V. et ph. à Nº 68.819 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

Direction des Programmes scientifiques et techniques dans IMPORTANT ORGANISME PUBLIC de RECHERCHES recrute pour diriger son service plan et évaluation
candidat à
DOUBLE FORMATION D'INGÉNIEUR ET D'ÉCONOMISTE
Ce candidat aura la responsabilité de la planification des actions de l'établissement et de l'étude de leur impact économique.
Ancienneté professionnelle de 5 ans comportant des fonctions dans un domaine pluridisciplinaire d'innovation souhaité.
Ecrire avec C.V. et prétent *nº 68.750,* Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr

---

GROUPE DE SOCIETES PARIS (8e), recherche
CHEF DE SERVICE COMPTABLE
Sous la responsabilité du directeur financier du groupe
Il sera chargé :
- De définir des procédures comptables communes aux filiales ;
- De participer à l'audit des entreprises dont l'acquisition est envisagée ;
- De mettre en place le système comptable des nouvelles filiales.

Une formation comptable supérieure et de l'expérience pratique sont nécessaires pour le poste. De bonnes notions D'INFORMATIQUE sont vivement souhaitées.
Adr. C.V. manuscrit et photo à : MINET PUBLICITE, no 39.072, 40, rue Olivier-de-Serres 75015 Paris, qui transmettra. Toute discrétion assurée.

IMPORTANT ENGINEERING RUEIL recherche pour son département PETROLE CHIMIE
PLUSIEURS **INGENIEURS PROCESS**
Expérimentés ou débutants
Bonnes connaissances de l'anglais écrit, lu et parlé exigées.
Ces postes de responsabilité appelés à un développement certain, sont à pourvoir très rapidement.
Env. C.V., photo et prétent. COCEI, 44, av. de Chatou, 92-Rueil-Malmaison.

COMPAGNIE ASSURANCES PROCHE SAINT-LAZARE recherche
Un (e) REDACTEUR (TRICE)
RISQUES DIVERS CONFIRME (E) PAR PRATIQUE PROLONGEE DANS COMPAGNIE D'ASSURANCES OU CABINET DE COURTAGE
Ecrire Nº 9.316 PUBLIPRESS, 21, boulevard Bonne-Nouvelle, 75082 PARIS CEDEX 02.

IMPORTANTE STE recherche
LICENCIE EN DROIT
masculin, en vue INSPECTION TECHNIQUE Promotion cadre. Stage rémun. au siège social. Envoyer cand. manuscr avec cur. vit et ph à Nº 8.650 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011-PARIS.

Importante société bâtiment T.P. Paris-16e recherche
COMPTABLES PRINCIPAUX
Niveau D.E.C.S.
Ecrire nº 14.214 P.A. S.V.P. 37, rue Général-Foy, 75008 Paris.

LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS
souhaiterait engager dans son service Informatique (360/145 DOS VS téléprocessing)
Ingénieur Grande École Débutant
(MINES, CENTRALE, etc.)
Motivé pour l'Informatique de gestion
Il recevra une formation technique lui permettant de s'intégrer dans la cellule « Méthodes », puis d'évoluer ultérieurement vers des responsabilités de conduite de projets.
Faire acte de candidature sous la référ. 1237 B.M. à JEAN PORRACCHIA



IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE LA MACHINE-OUTIL
2 Usines - 200 personnes
Siège à PARIS
recherche
DIRECTEUR GÉNÉRAL
Qui aura pour mission de moderniser et développer l'affaire sur les plans technique, commercial et gestion.
Nous souhaitons pour ce poste un INGENIEUR AM, 38 ans minimum, ayant une expérience de Direction d'usine ou de service.
Adresser C.V. et Prétentions sous Référence 121.183
30, rue de Mogador PARIS-9e
Centre de Psychologie Appliquée

INGÉNIEURS DE VENTES
Pour animer réseau national de distribution dans le domaine des Télécommunications, acquisition de données, multiplexage. Langue anglaise indispens. Poste à pourvoir le plus rapidement possible. Adr. C.V. et prétentions à PLESSEY FRANCE, 16, rue Pétrarque - 75016 Paris.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER RÉGIONAL
dont les services administratifs sont à Paris Quartier OPERA recherche
SON CHEF COMPTABLE
Ce poste peut convenir à personne :
- Ayant acquis une bonne expérience dans la fonction ;
- Possédant les qualités humaines nécessaires pour diriger un service ;
- Pouvant s'adapter rapidement aux problèmes des établissements financiers.

Adr. les candidatures (avec C.V., photo et prét.) à *M. MOREAU*
18 bis, rue de Villiers - 92300 Levallois.

Participer à la mise en œuvre **D'UNE POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT**
voilà ce qu'un bureau d'études, la CERU, offre à un
JEUNE INGÉNIEUR
(MINES, T.P., ENSI...)
Il a pour mission de conseiller et assister les collectivités dans le choix de solutions techniques *(collecte et traitement)* qui minimisent les nuisances dues aux ordures ménagères.
La connaissance de l'Allemand ou de l'Anglais est nécessaire.
Les ingénieurs intéressés adressent leur candidature (sous réf. 2710) à J. THILY
ALEXANDRE TIC S.A.
10 rue Royale, 75008 Paris. Membre de l'ANCERP.

Import. Sté du 16e arr. rech.
JEUNES ATTACHÉS COMMERCIAUX
Bonne format., bne présentat. pr représentat. produits industriels intéres. la manutention. Salaire fixe. Envoyer C.V. et prétentions nº 86.446, PUBLICITE ROGER BLEY, 101, r. Réaumur, 75002 Paris q. tr.

SODETEG ENGINEERING
recherche
dans le cadre du développ. de ses activités industrielles
France et étranger
INGÉNIEURS SERV. COMMERCIAL
- Formation cciale supérieure.
- Minimum 30 ans.

Les candidats devront avoir :
- Expérience de l'Engineering.
- Habitude de contacts à tous les niveaux.
- Parfaite connaissance de l'ANGLAIS.

Ils seront chargés :
- D'effectuer les prospections commerciales.
- De négocier les propositions et contrats.
- D'en assurer le suivi commercial.

Poste à PARIS (banlieue Sud).
Nationalité française exigée.
Ecr. avec C.V. dét. et prét., à nº 67.141 CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

INGENIEUR DEBUTANT
(E.S.M.E., A.M. ou équival.) pour poste à TOULON.
Se prés. le matin - SOGEP, 2, r. des Quatre-Fils, PARIS-3e.

Impte Société de promotion à caractère social recherche :
UN INGENIEUR E.T.P. et UN DIPLOME I.E.P. ECO FI
capables de promouvoir, en région parisienne, d'importants programmes de construction sur le plan technique, juridique, administratif, financier et commercial. Ces postes requièrent l'autorité, l'esprit de méthode et le goût des contacts humains. Ils exigent l'aptitude à la gestion financière de budgets d'opérations
Postes à pourvoir en octobre. Ecrire avec C.V. détaillé, *photo et prétentions : nº 65.667,* CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.t.

GROUPE PHARMACEUTIQUE PARIS-16e
IBM 3-15
Télétraitement + BOMP en démarrage
recherche
PROGRAMMEURS
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
GAP II
Possibilité d'évolution pour éléments de valeur.
Ecr. avec C.V., photo, prétent. Nº 69.233 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

Société produits chimiques, 8e recherche
JEUNE COLLABORATEUR
pour emploi TECHNICO COMMERCIAL (région Ile-de-France)
Anglais nécessaire.
B.T. ou B.T.S. chimie souhaité. Bonnes aptitudes à la vente. Possédant voiture. Situation d'avenir si capable. Adresser C.V., photo et prétent. à : S.P.A.C., 14, rue de Miromesnil, PARIS-8e.

GESSIX, 48, rue de Douai, Paris-9e. TÉL : 280-00-42 - 874-78-79, recherche
TECHNICIENS AT2, AT3 CONFIRMES
pour maintenance ordinateur de bureau.

Foyer de Jeunes Travailleurs, 45 bis, rue du Parc-de-Clagny, 78 - Versailles, rech., urgent : 1 éducateur - animateur, 27 ans *min., perm. cond. oblig. (nour., log.).* — Téléphone : 954-77-68.

Rech. PSYCHOLOGUE (licence + diplôme psycho-patho), pouvant assumer enseignement des maths second degré en hôpital de jour. Tél., pr rendez-vous : 945-56-65.

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	27,00	31,52
REPRESENTAT. : Demandes	13,00	14,91
Offres	27,00	31,52
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" (2 col.) minimum 15 lignes de hauteur	35,00	40,86

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat — Vente — Location	21,00	24,51
AUTOS — BATEAUX	21,00	24,51
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	21,00	24,51

offres d'emploi

SOCIETE FRANÇAISE D'ENTREPRISES DE DRAGAGE ET DE TRAVAUX PUBLICS

GENIE CIVIL BATIMENT travaux routiers travaux maritimes...

Actuellement présente dans 18 pays recherche

CADRES COMPTABLES

DEBUTANTS

ou 2 à 3 ans expérience

(E.S.C.-D.E.C.S. ou équivalent)

Futur responsable comptable et administratif de chantiers ou d'agences FRANCE et OUTRE-MER après une période de formation.

Libre immédiatement ou dans 6 mois (service militaire)

Ecrivez-nous

S.F.E.D.T.P.

Direction du Personnel, 23, rue La Boétie, Paris-8e.

ANGLAIS SOUHAITE

FRAMATOME

Sté d'Ingenierie Nucléaire COURBEVOIE-LA DEFENSE recherche

CHEF DE SECTION

Ayant formation administrat. Convient à pers. dynamique ayant le sens du command. et aimant les relations humaines.

SECRETAIRE

Poss. BAC G. Connaissant la fonction courrier et télex. Sera respons. de la distribution et la centralisation du courrier. (Service 300 à 400 personnes.)

OPERATEURS-TELEXISTES

Ayant fait une école de telexistes ou stage équivalent. Anglais lu et écrit. 1 an de pratique dans la fonction.

AIDE COMPTABLE

2e ECHELON pour comptabilité frais de gestion.

Prendre rendez-vous avec Bernard MARTIN en téléphon. au 788-50-46 poste 21-16.

SOCIETE IMMOBILIERE Conseil en implantation Cciale recherche 1 COLLABORATEUR CIAL pour assurer négociation à haut niveau et animer puis diriger un secteur d'activités. SOLIDES EXPER. DS LA VTE (Sect. Immob. ou non demand.) format. sup. et angl. souh. Ecr. à DANCOURT S.A.R.L., 24, rue de Lisbonne, PARIS-VIIIe, avec photo, C.V. et prétentions.

URGENT

SEDAP

S.S.C.I.

recherche

PROGRAMMEURS

PL 1 - ASSEMBLEUR I.B.M. COBOL - DOS - OS

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

I.B.M. III - G.A.P. II.

Deux ans d'expérience.

Envoyer C.V. et prétentions à no 69.321, CONTESSE PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1er qui tr.

Société études urbaines quartier République recherche TIREUR (EUSE) DE PLANS sur Rank Xerox 7000 et photosia 212.
Tél. : 278-04-50, pr rendez-vous.

Organisme Public recherche H. ou F. Bac G2 + BTS, IUT (ou niveau) Poste ANIMATION et stage de formation des artisans dans domaines : Comptabilité, Gestion, Organisation, Expériences professionnelles et Qualités pédagogiques seraient souhaitables. - Discrétion et étude de toute candidature.
CHAMBRE DE METIERS
2, bld Cretté-Preignard - 77130 MONTEREAU (Tél. 432-20-87 +)

Importante Société Transports groupe international Recherche pour sa filiale à Garonor

UN CHEF COMPTABLE

connaiss. transports indispens. Anglais souhaité, lib. rapidem. Envoyer C.V. et prétentions : PICKFORS, 2 bis, av. de Taillebourg, 75011 Paris à l'attention de M. KERNEC'H. Discrétion et réponse assurées.

Filiale groupe import. recherche JEUNE TECHNICIEN niv. bac. BT ou BTS débutant, pr petites études implantations., préfér. à candidat dynam., ayt le goût des chiffres. Ecrire à : SOGEP, 4, voie de Seine, 94290 VILLENEUVE-LE-ROI.

Collège St-Benoît Istanbul : cherche licencié (e) mathématiques. Droit à contrat-type Etat français. Urgent.
Ecrire FECK, directeur P.K. 330 Karakoy, ISTANBUL.

Cabinet de formation et de conseil d'entreprises recherche

ANIMATEURS DE FORMATION

pour animation de groupes de perfectionnement de cadres et de dirigeants d'entreprises sur problèmes de management et problèmes psycho-sociologiques. Hommes seulement, 28 ans minimum, expérience concrète de la formation dans les entreprises. Formation universitaire. Connaissance de la pédagogie des adultes.
Env. C.V., photo et prétentions No 68.753, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

emplois féminins

ICI FRANCE

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE MONDIAL

recherche

SECRETAIRE STENODACTYLO

pour ses SERVICES GÉNÉRAUX

LE POSTE : activités classiques de secrétariat.
- Courrier, classement, contacts téléphoniques ;
- Contrôle de factures, de devis, tenue d'inventaires, etc.
- Quelques travaux statistiques.

LA CANDIDATE : âgée de 30 ans minimum
- Devra être excellente sténodactylo, avoir beaucoup de méthode et d'initiative,
- sans être parfaitement bilingue, elle devra avoir de bonnes connaissances d'anglais,
- une expérience de quelques années acquise soit dans des services généraux ou dans un cabinet d'architecte, soit dans un secrétariat de chef d'entretien, est indispensable.

NOUS OFFRONS :
- Poste évolutif pour candidate de valeur.
- 13e mois, prime de vacances, restaur. d'entrepr.

Envoyer C.V. lettre manuscrite, photo et prétent. à I.C.I. FRANCE, Service du Personnel 8, avenue Réaumur, 92140 CLAMART, s/réf. FN/PP.



WORLD TOURISM ASSOCIATION
Brussels-London-New York

Editeurs de l'ouvrage de renommée internationale « PASSPORT TO THE WORLD »

Recherchons en vue engagement immédiat

Vendeuses d'Espaces Publicitaires

âgées de 25 ans minimum, d'excellente présentation, pour prospecter en qualité d'agents autonomes l'industrie du Tourisme en France et à l'étranger. Connaissance de l'anglais souhaitée. Goût des voyages.

UNE ACTIVITÉ PASSIONNANTE !

Si vous vous sentez placée en terrain de connaissance et si ous êtes attirée par ce domaine, envoyez votre candidature détaillée, accompagnée d'une photo à :

W.T.A.
C.I.R. BUILDING
rue du Progrès 52
1000 BRUXELLES (Belgique)
A l'attention de Mr. G.A.A. FRANSES
Circulation Mgr.

CADRE DE DIRECTION D'UN GROUPE IMPORT. RETRAITE ET PREVOYANCE recherche : SECRETAIRE STENODACTYLO tit bac ou BTS ou secrét. médical, etc. Sit. stab. Sem. 5 jrs, avant. socx, rest., libre serv. Téléphone : 727-13-89.

Rech. secrét. sténodactylo ayant not. compt. pr cabin. immobil., pr. St-Augustin, sér. référ. dans l'immob. exig. Lettre manuscr. av. certif., C.V., photo et prét., à SALSI, BP 34, 77100 MEAUX.

Antiquaire cherche J. F. disting. pr tenir intér. mat. 553-42-20.

Bureau d'Etudes architectes, ingénieurs-conseil, Paris (7e) recherche SECRETAIRE TECHNIQUE HAUT NIVEAU
Expérience et références exig. Adresser lettre manuscr. et CV no 566.255, REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur (2e), q. t.

Société importatrice machines et outillages proche Bastille recherche

SECRETAIRE TRADUCTRICE

FRANÇAIS-ANGLAIS
Connaissant parfaitement sténo-dactylo. Préférence à candidate langue maternelle anglaise. Env. C.V. No 69.440 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

CREUSOT LOIRE

8, rue de la Rochefoucauld, PARIS-9e (métro Trinité)

recherche pour l'une de ses directions commerciales

UNE SECRETAIRE

BILINGUE ANGLAIS
Sténo en langue anglaise appréciée.

STENODACTYLOS

Ayant de bonnes notions d'anglais.

Avant. socx. Horaire variable. Restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V. ou se présenter Service du Personnel après avoir pris rendez-vous au préalable au 282-22-00, poste 699.

LA VENTILATION INDUSTRIELLE ET MINIERE recherche

SECRETAIRE

nationalité anglaise minim. 25 ans. Sténo anglaise. Dactylo française.
Avantages soc. Ecr. avec prét. Service du Personnel, 26, quai Carnot, 92 SAINT-CLOUD.

Laboratoire ROC

Leader dans le domaine des produits de beauté adallergiques, nous vous proposons de vous intégrer dans notre structure marketing comme

ASSISTANTE DU CHEF DES MARQUES

Responsable d'une marque, vous serez chargée d'élaborer les stratégies, d'établir des recommandations de marketing-mix et commerciales, de définir les budgets, d'assurer et de contrôler la réalisation des actions.

Vous devez avoir 3 ou 4 ans d'expérience à un poste d'Assistante ou de Chef de Produit et une grande puissance de travail.

Nous vous offrons de participer au lancement de nos nouveaux produits et de contribuer, au sein d'une équipe jeune, à notre progression qui est de l'ordre de 40% par an.

Le poste est à pourvoir très rapidement.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous référence 2814/M.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF SELECTION
1, rue Danton - 75006 Paris (membre de l'ANCERP)

Urgent Banque Stern, 8e rech. SECRET. STENODACT.
Aimant chiffres, pour Service Comptabilité générale. Référ. bancaires exigées. Trav. variés. Bonne rémunération. Horaires souples. T. 265-44-81 pour r.-vs.

IMPORTANTE SOCIETE recherche

LA SECRETAIRE

DE SON DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

BTSS ou équivalent. Parfait bilingue anglais. Expér. secrétariat direction générale 2 ans minimum. Excellente présentation, goût des relations humaines, grandes facilités d'adaptation.

Restaurant self-service. Avantages sociaux, 13e mois.

Adr. C.V. déterm., photo (retournée) et prétentions : No 68.579 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

AGENCE PUBLICITE recherche

SECRETAIRE STENODACTYLO

Envoyer C.V. + photo + prét. Ecr. no 6.551 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

IMPORTANT GROUPE PONT de PUTEAUX recherche

ATTACHEE

DIRECTION GENERALE

Bilingue Français-Anglais. Poste CADRE à responsabilités demandant :
Esprit d'initiative, expérience, dynamisme, facilité de contacts à haut niveau permettant diriger Secrétariat Direction Générale.

Niveau demandé :
Etudes Supérieures - Sciences Po - H.E.C. (J. Fille). Connaissance parfaite langue anglaise (courant et comm.). Sténo dans les 2 langues.

Avant. socx. Rest. d'entreprise.

Débutante et candidate non expérimentée s'abstenir.

Ecrire avec C.V. détaillé, prét. et photo, no 68.569, CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris 1er, q. tr.

SECRET. STENO-TYPISTE

possédant BTS, même début. Se prés. ORSTOM, 24, r. Bayard, PARIS (8e).

Cherche secrétaire-hôtesse mi-temps responsable du bureau d'accueil parisien d'un organisme de vacances. Ecrire no 7082 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CREUSOT LOIRE

8, rue de la Rochefoucauld, PARIS (9e) (Mo Trinité)

recherche pour l'une de ses Directions commerciales

UNE SECRETAIRE

TRILINGUE (allemand-anglais)
Parlant parfaitement français
Parfaite sténo-dactylo dans les 3 langues

Avant. socx - Horaire variable. Restaurant d'entreprise.

Envoyer C.V. ou se présenter Service du Personnel après avoir pris rendez-vous au préalable au 282-22-00, poste 699.

RECH. PR. NANTERRE
SECRETAIRE LABORAT. ANALYSES MEDICALES
Tél. pour rendez-vous : 204-08-76.

SOCIETE MULTINATIONALE
Quartier Invalides
recherche

SECRÉTAIRES BILINGUES ANGLAIS

Expér. et parfaite connaiss. de l'anglais exigé.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise. 40 heures en 5 jours. Journée continue.

Adr. C.V. dét., photo et prét., No 69.302, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

GALERIE D'ART, Centre PARIS, recherche

JEUNE FEMME

pour conseiller une clientèle de particuliers, décorateurs et professionnels dans l'achat de reproductions de tableaux ou d'estampes originales et dans leurs modes d'encadrement.

De 25 ans au moins, la collaboratrice souhaitée possède de l'intérêt et du goût pour les œuvres d'art et un réel sens commercial.

Pour recevoir descriptif du poste, adresser lettre manuscrite, C.V., photo (ret.) et prétent. sous référ. 2853 M. à :
C.N.P.G.
105, av. V.-Hugo, 75116 Paris.

demandes d'emploi

J. F. 29 a., maîtrise et diplôme psycho industrielle + 2 ans Sc. Po. Lyon, 1 an expérience en recrutement, cherche poste dans fonction personnel (entreprise ou cabinet) Paris, rég. parisienne. Libre immédiat. Ecrire no 6.552 « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens - 75427 - Paris (9e).

CADRE homme, 33 ans, diplômé SC. PO, D.E.S. Droit, 3 ann. exp. administrative, haut niv., rech. situation avec responsabilités et contacts humains. Ecrire à : no T 059.668 - REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur - Paris (2e).

J. F. cherc. emploi rég. indiff. Psychotechnicienne ou adjointe bur. de recrutement du pers., 5 ans expérience en psychiatrie.

Ec. Havas, 77007 Melun no 2259.

Jne Fme, lic. géographie, ch. situat. trav. à pl. temps. Lib. à partir 1er octobre. Ecr. : Mme Mendelé, 8, r. Achille-Martinet, Paris 75018.

Jne Femme, MAITRISE PHILOSOPHIE, recherche poste enseignante, région parisienne. Disp. de suite. Pr C.V., écr. Berrebi, 51, rue Gérard - Paris (13e) Téléph. : 580-20-97.

Inspecteur des ventes, représentant confirmé, ALLEMAND COURANT, 32 ans, disponible, basé proxim. Bâle, rech. situation sur Suisse, R.F.A. sud - France est. Ecrire no 2748 HAVAS MULHOUSE.

Jne Cadre comptable, ch. situat. mi-novembre T.O.M. ou D.O.M. Ecrire no 62.889, PUBLIPRESS, 31, bd. Bonne-Nouvelle, Paris-2e.

Jne Fme, 30 a., D.E.S., Sc. éco., gestion + I.A.C. Angl. 5 a. exp. enseig. sup., 2 a. exp. gde banq. ch. sit. ds industr. Paris ou banl. St-Lazare, sal. 60.000 par an, poss. lib. rap., acc. déplac. Ecr. no T. 59.774, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

Jne Hme., 27 a., lic. droit privé D.E.S., connaiss. approf. droit du trav. par stage cabin. avocat et ds entreprise rech. poste fonction du personnel.
Ecr. no T. 059.796, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

H. archiviste document., parlant anglais, 50 ans, cherche emploi. Ecrire 63.020, PRESS, 31, bd Bonne-Nouvelle, Paris-2e.

J. hom., dég. obl. mil., 2 ans expér. ch. place stable aide-comptable mécanog. ds sté à Paris. Libre de suite. M. Dauchel Patrick, 107, rue de Buzenval, bât. E, 92380 Garches. Tél. 970-66-97.

Resp. administ. chef comptable, 29 a., nat. franç., 8 a. Afrique francophone cherche situation équivalente ds sté de bâtiment T.P. ou sté commerc. France ou outre-mer. Libre de suite. Ecr. no 1.152 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

---

42 a., CADRE HAUT NIVEAU, trilingue français-anglais-arabe, 18 a. exp. ds imp. ste intern. Parmi fonct. dur. carrière, dir. ccial et dir. fin., réf. 1er ordre. Etud. toutes proposit. à partir 80.000/an, Paris, rég. parisienne. Ecr. no 1.153 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F., 25 a., E.S.L.S.C.A., option marketing, bil. angl.-espagnol, exp. rédact. et contacts hauts niveaux ds agence de presse. Disponible début octobre ch. sit. dép. marketing ou rel. publ. Ecr. no 1.156 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune femme, 26 a., licence allemand, diplômée E.S.I.T. Paris TRADUCTION ALLEM.-ANGL. Expérience poste, 1 ans en Allemagne, recherche poste de traducteur.
Ecr. no 1.154 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H.E.C., 30 ans, 5 ans expérience directeur commercial et directeur adjoint soc. fabric. prod. gde consom. cherche poste directeur ou dir. adjoint soc. C.A. sup. à 50 millions F, banlieue sud Paris ou Paris ou gde ville du sud ou capitale étrangère, langue anglaise ou espagnole. Ecr. no 7.104 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 26 a., maîtrise de maths appliquées + I.A.E., solides conn. informatique, angl. cour. ch. poste avenir et respons. Ecrire M. REY J.-P., avenue Mont-Ventoux, 84200 Carpentras.

J. H., 23 a., maîtrise maths, DEA statist. ch. empl. tps part. Ecr. no 1.157 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Diplôme EXPERT-COMPTABLE et I.C.G.
47 ans, ayant expérience probl. compt. jur., fisc., de personnel, des filiales à l'étranger recherche poste secrétaire général ou directeur financier dans entreprise indépendante.
Ecr. no 1.159 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Agrégée ital., angl. cour., exp. théâtre masqués, enfants ch. trav. partiels. Tél. 566-72-01 rep.

SECRETAIRE
28 ans, plus ann. expér. dactylo et sténo, bilingue angl., télex, téléphone, libre immédiatement. 566-85-25 (14e).

J. H., 29 a., bac., 2 certif., lic. sc. éco., 7 attest. ITB, ch. place banque Paris ou banlieue. Ecr. no 1.149, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

JOURNALISTE. - Réd. détaché quotidien (expér. ttes presses) ch. place stable Paris, province. Ecr. no 566.702 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

REDACTRICE AMERICAINE FREE-LANCE rédige en anglais discours, rapports, communiqués de presse, textes promotionnels. 10 a. expér. publ. intern., franç. courant. — 325-03-69, à Paris.

J. H., 25 a., études second., gde conn. gle, permis B plaisance, bonne prés., ch. empl. secrét., intendant ou poste av. respons. Ecrire à HAVAS, NICE, 0.603.

HOMME, 25 ans, B.T.S. Tourisme, école Nice, actuellement employé agence voyages import. nation., activit. : forfait, administrat., comptabil., promotion ventes, billetterie air, fer, mer, rech. poste responsab agence de voyages, Cie aérienne ou maritime, rés. indif. T. (93) 89-76-95 ou écrire à HAVAS, Nice, 0.604.

J. F., 28 a., lic. et maîtr. géographie, lic. sc. éco., docum. expér., ch. emploi de docum. ou chargée d'études, secteur aménagement ou agro-alimentaire. T., h. b., 551-41-49, poste 314.

Jeune Femme, 26 a., ch. place Hôtesse d'accueil interprète, parl. franç., allem., conn. dactylo. Ecr. Mme Bertaud, 82, r. Henri-Barbusse. — 92-Nanterre.

CADRE - 27 ANS
Formation juridique
recherche :
poste service du personnel.
Ecr. no 1.145, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

INGÉN. PROPRIÉTÉ INDUSTR.

inscrit liste aptitude

spécial. brevets électricité, électronique, mécanique, 19 ans pratique dans cabinets Paris y compris consultations, procès, anglais, allem., italien courants, ch. situation en rapport. Ecrire no 1.088, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ATTACHÉE DIRECTION DIPLOMÉE E.S.C.

PARFAITE TRILINGUE ESPAGNOL - ANGLAIS
Plusieurs années collaboration étroite. Direction Générale compagnie vocation essentiellem. internat. Traductions économiques, juridiques, techniques, études de marchés, organisation voyages, congrès, rech. sit. permettant utiliser et développer compét. Voyages France-Etranger possibles et souhaités.
Ecrire : HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 Paris, sous référence 68.175.

---

33 ans **Sc. Po. - D.E.S. Sc. Eco.**

8 années de vie professionnelle :
- négociations au plus haut niveau ;
- expérience Direction, P.M.E. ;
- pratique des problèmes juridiques, comptables, fiscaux et des opérations financières ;
- recrutement, organisation et animation réseau d'agents ;
- chargé d'enseignements Université de Paris ;
- anglais (4 séjours aux U.S.A.), espagnol.

Ch. poste de **RESPONSABILITÉS**

Ecrire no 1146, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS (9e).

DIRECTION INTERNATIONALE
ou
DIRECTION FILIALES ETRANGER

Cadre supérieur français, 43 ans, licence droit + Cambridge + plusieurs stages Management et Marketing aux U.S.A.
- Totalement bilingue ANGLAIS + vietnamien ;
- Totalement MOBILE (marié sans enfant) ;
- A souvent résidé à l'étranger (Vietnam, Belgique, Nigéria, Maroc, Singapour) ;
- Grande ADAPTABILITE prouvée (7 ans industrie mécanique, 3 ans industrie chimique, 7 ans industrie pharmaceutique) ;
- Expérience professionnelle acquise en grande partie auprès de Sociétés Américaines ;
- A été successivement Directeur Ventes (Europe occidentale et orientale, Afrique), Directeur Général Afrique du Nord, Directeur Commercial Europe, Directeur Extrême-Orient ;
- Actuellement Directeur Exportation groupe international.

Désire mettre son expérience internationale au service d'un groupe FRANÇAIS ou EUROPEEN. Accepte nombreux déplacements ou implantation permanente à l'Etranger. Localisation géographique TOTALEMENT indifférente si envergure, fonction et rémunération intéressantes et si réelles possibilités de carrière.
Ecr. No 78.749, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

ADJ. DIRECTEUR GÉNÉRAL

42 ans. Formation universitaire (anglais-allemand) complétée par fonctions directoriales exercées au sein d'Entreprises nationales ou étrangères de premier plan.

EXPÉRIENCE PRATIQUE
- Connaissance approfondie milieu et technique Presse, Radio, Télévision et moyens audio-visuels ;
- Relations publiques (réunions de presse locales, nationales, internationales, séminaires, congrès) ;
- Formation du personnel ;
- Publicité (relations agence) et promotion ;
- Marketing ;
- Encadrement force de vente ;
- Relations et animation réseau commerc. ;
- Management.

PERSONNALITÉ
- Discret mais efficace, méthodique et persévérant ;
- Aptitude à créer, animer et diriger une équipe ;
- Excellente présentation et aisance contacts niveau le plus élevé ;
- Volonté de réussir et de progresser.

Désire mettre ses capacités au service d'une Société souhaitant renforcer sa Direction Générale d'un élément dynamique. Salaire en rapport avec le profil de l'intéressé + voiture de fonction. Région Parisienne ou Sud-Est.

Ecrire no 1.160, « le Monde » Publicité 5, rue des Italiens - 75427 Paris-9e.

NE CONFONDEZ PAS INFORMATION ET INFORMATION

VOULEZ-VOUS DANS CE DOMAINE
DES IDÉES NEUVES
et constater, au sein d'une banque ou d'un groupe, qu'il est possible :
- de disposer dès 8 heures du matin d'une revue de presse française et étrangère complète (vie des affaires, finances, politique, économie générale...) ;
- d'obtenir à tout instant des renseignements précis sur n'importe quelle entreprise européenne, américaine, japonaise... sur les banquiers, les hommes d'affaires... ;
- de concevoir de nouvelles relations avec la presse ?

VOULEZ-VOUS
DES RÉSULTATS
et la preuve :
- qu'un petit service d'information, autonome, peut être très rentable quels que soient ses investissements de recherche et de documentation ;
- que ce même service peut améliorer votre image de marque ?

VOULEZ-VOUS VOUS ATTACHER
UN HOMME JEUNE
réellement disponible, ayant le sens de l'initiative et de la responsabilité, l'habitude des contacts à tous niveaux et disposant d'une formation professionnelle intéressante (acquise au sein de la direction financière d'une grande banque et dans un groupe de presse) ?

Ecrire no 1151, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens - 75427 PARIS-9e, qui transmettra.

Homme, 33 ans, licence de lettres, ferait tout travail, mê[illegible] étranger. - Ecrire à GELEG[illegible]
Saint-Rémy-en-Mauges (49).

Prof. F., CAPES math., exp. ch. poste établ c.a. tps comp ou mi-tps, 2 d cycle, Paris banlieue sud. Tél. : 657-31 [illegible]

J. H., 27 a., dipl., enseign. [illegible] angl. cour. (séj. U.S.A., Can[illegible]) expér. comm., étud. ttes pr. Libre début octobre. Ecrire no 1.139, « le Monde » Publ[illegible] 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e.

Etudiant psycho-maths-info[illegible] cherche emploi mi-temps. E[illegible] no 1.136, « le Monde » Pub[illegible] 5, r. des Italiens, 75427 Pa[illegible]

AGREGE PHILO

D.E.S., Sc. Po, maîtrise [illegible] histoire, ch. emploi bien r[illegible] plein ou mi-temps, mais [illegible] tions ou autres. Ecr. no T [illegible] REGIE-PRESSE [illegible] 85 bis, r. Réaumur, Paris [illegible]

JEUNE FEMME

Cadre commercial con[illegible] ayant grande expérie[illegible] l'administration des [illegible] et des achats, [illegible] des commandes, [illegible] représentants, [illegible] stocks et des ve[illegible] poste similaire à [illegible] bilités ou gestion [illegible] Libre de su[illegible]
Ecr. Mme Sommére[illegible] de l'Eglise - 7501[illegible]

J. F., 22 a., B.T.S. Pu[illegible] agence 1 an, anglais [illegible] notions dactylo, cherch[illegible] assistante de Pub., libre [illegible] Ecrire à M. FEI[illegible] 23, rue Hoche, 93500 P[illegible]

J. F. - 28 ANS
LICENCE DROIT PRI[illegible]
Opt. : civil, commercial, p[illegible] assur., droit du travail, sé[illegible] soc., 3 ans expérience adminis[illegible] cherche poste dans service juridique.
Ecrire no 6.491, Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

JEUNE FEMME, 19 a. d'expér. direct. administr. cab. d'avoc., ayt habit. contacts directs clientèle, rech. place simil. ou direct. serv. content. Paris ou proche banl. est. 5 X 8, 3.800 X 13. Ecrire Editions Ridart, 28, rue du Printemps, 75017 Paris, qui transmettra.

Agrégatif, docteur en histoire, 34 ans, 5 ans prof. univ. OM. Licence, D.E.S., expér. édit. Paris, b. comp. anglais, conn. quest. afric., compét. géo, hum., ch. travaux temps partiel. Ecr. no 1.126, « le Monde » Publicité, 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H., célib., 30 a., BTS com. internat., b. conn. angl., allem., exp. compt., ch. poste pr parf. conn. pratiques. M. DOUMBIA, 12, r. du Baigneur, 75018 Paris.

J. F., 24 a., BTS secrét., allem., angl., cherche poste dépassant cadre secrét. ds sect. juridique. Ecr. no 1.135, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Resp. administ. ventes export. J. F. 28 a. Expérim. dyn. biling. anglais, ch. poste similaire. Ecr. No 76.584, REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

CADRE TUNISIEN 47 ans expér. signalisation ferroviaire et routière, éclairage bâtiment, quais, chaussées, cherche poste responsab. gestion entrepr., étud. marchés, techn. commerc. dans organ. internation. ou pays Eur. Afriq., Moy-Orient. Ecrire chez M. BOULOT, 46, rue de la République, 94160 - SAINT-MANDE.

Jne fme 26 a., lic. Droit Public D.E.S. Sciences Politiques ch. empl. temps part. pour 1974 et temps complet pour 1975. Ecrire No T 059-579 REGIE PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 2e

---

JEUNE DIRECTEUR COMMERCIAL
spécialisé dans la vente de pavillons, disposant Agents Aude Pyrénées-Orientales, possédant bureaux à CARCASSONNE ET PERPIGNAN recherche poste à responsabilité. Faire offre à HAVAS CARCASSONNE No 16.001, qui transmettra.

---

27 ans, licencié droit public + certificat comptabilité, bil. angl., goût des contacts. Etud. ttes propos. ttes rég. Ecrire Agence HAVAS 59023 LILLE CEDEX sous référ. AT 2048/9x.

J. H. dég. obli. milit., maîtrise Biochimie, étud. toutes propos. Ecr No 1.100 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jne Fille 25 ans, LIC. DROIT PRIVE, D.E.S., DROIT DES AFFAIRES, connaiss. angl. et allem., préparat. I.A.E., ch. sit. à resp. stab. et d'av. Etud. ttes prop. Lib. de ste. Tél. 738-52-73. Ecr. No 1.112 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75327-Paris-9e

---

Cadre II 35 a. ENP+BTS 10 a. exp. pompes mach. tournantes, angl. allem. ch. situat. même br. ou imp. exp. biens équip. ou serv. achats. Ecr. No 76.331 Régie-Pr. 85 bis, r. Réaumur, 2e

---

INGENIEUR ENSI Rennes, 27 a., dég. O.M. ch. pl. st. et d'aven. De préf. Eaux et env. France ou outre-mer. Ecr. ss no 96.959 B. BLEU, 41, av. du Château, 94-Vincennes, qui tr.

JEUNE CONSULTANT INDEPENDANT

Mathématicien - Statisticien ISUP - IAE

Propose d'intervenir sur vos problèmes

MARKETING STATISTIQUES

pour conseils, études, formation.

Ecr. no 1.827 « le Monde » Publ., 5, r. d. Italiens - 75427 Paris-9e.

A VENDRE

CHEF DE PUB,
36 ans, dynamique. Bon anglais. Expérience budgets industriel et immobilier, préf. ANNONCEUR Paris ou banlieue sud. Ecrire : M. J.-P. BLANC, 19, avenue Jean-Mermoz 91-320 - WISSOUS.

DIRECTEUR I.M.P.

52 ans, retraité Educ. nat., juge assesseur, tribunal pour enfants, dynamique, cherche emploi.

Ecr. HAVAS MARSEILLE 91113.

demandes d'emploi

JOURNALISTE CONFIRMEE, bil. franç.-Polonais. Ang. cour. Bonnes not. Russe. Spécial. pays de l'Est. Examinera toute proposition sérieuse Paris. Ecr. nº 1.132, « le Monde » Pub., 85 bis, r. Réaumur, Paris-2ᵉ q.t.

J.H., près d'un an expér., cherc. emploi ANALYSTE FINANCIER. Ecr. nº 1.123, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9ᵉ.

Français 32. Espagnol. Anglais. Technicien chauffage. Libre dépl. Ecr. nº 1.080 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9ᵉ.

J.F., 24 ans, 3 ans informatique, rech. pour études gestion Comm. IFOCOP. Stage pratique 9 mois. Ecr. nº 7.093, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9ᵉ.

LIC. ARTS PLASTIQUES, cherc. emploi temps partiel, enseign. ou autre. Mlle Claude Pichot, Rouvray St-Denis. 28310 Janville.

32 a., Lic. en Droit, Diplômé Col. d'Europe, expér. Internat., Italien-Franç.-Angl., cher. situat. Ecr. nº 1.164, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9ᵉ.

J.F., 27 a., niv. mait., lic. let. mod., conn. angl., goût pr arts, intéres. par la photo, ch. sit. édit., presse, T.V., dom. artist., etc. Ecr. I. SAVAGE, C 306, 2, rue de Rouen. 92001 ROUEN.

J.F., 21 a., DUT juridique et Contentieux (Droit Privé, Droit du travail), cherc. situat. dans Serv. contentieux ou Personnel, sté privée ou banque. Bonne connaiss. dactylographie. Ecr. Françoise LAGUIONIE, 22, rue de Tolbiac. 75013 PARIS.

CADRE 33 ans. Célibataire. 5 ans d'expér. Service Achats en matières textiles, plastiques, produits cosmétologiq., emballage. Rech. situat. Responsable dans branche Achats Paris ou Prov. Ecr. nº 69.342, Contesse Pub., 20, av. Opéra, Paris 1ᵉʳ, q. tr.

J.F., 28 a., diplômée B.T.S. pub., 5 ans expérience profession. : publicité mark., gestion 2 a. 1/2, ag., cherc. place. Libre de suite. Tél. 11 h. 30 à 15 h. - 202-61-31.

CHEF DES VENTES
ESSEC 71, cherche P.M.E. Paris Ecr. nº 8.974 « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens - 75427 Paris-9ᵉ.

CADRE
Actuaire - ISUP - Sc. Eco. 3 ans. exp. bancaire, angl. cour. ch. ts sect., poste Att. Dir. ds départ. fin. en vue resp. rapides. Ecr. nº 1.141 «le Monde» Publ., 5, r. d. Italiens - 75427 Paris-9ᵉ.

SI
— Vous n'êtes pas misogynes ;
— Vous connais. la loi de Peter ;
— Vous n'appliq. pas cette loi ;
— Vous n'êtes pas au bord de la faillite ;
Et que vs cherchiez J.F., 30 a., DES, dynam. imagination.
J'ARRIVE
Ecr. nº T 59.763, Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, 2ᵉ, q. tr.

J. F., 24 a., lic. et Maîtrise en administr. et gestion, expérience acquise dans cabinet conseil d'études de marché analyses de Sociétés et organisat. d'entreprises, cher. empl. ds domaine similaire. Lieu de trav. PARIS. Ecr. nº T 59.760, Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, 2ᵉ, q. tr.

Cadre Directeur des Ventes, 30 ans, tril. Angl.-Ital., recher. emploi simil. PARIS, rég. Paris. Prétent. 72.000 F. Libre de suite. Ecr. nº T 59.756, Régie Presse, 85 bis, r. Réaumur, 2ᵉ, q. tr.

CADRE DE BANQUE, 30 ans, F.D.P., Pl. 6. 60.000 F, recher. + Responsab. dans direct. géné. Sec. gal. Dir. Fin. de BANQUE ETAB. FIN ou STE INDUSTR. Sc. Po + DES, Droit 2 a. de Participation à Cabinet minist. 3 a. 1/2, expérience Bancaire Diversifiée, av. assoc. à gest. Ecrire au sous/Réf. nº T 59.740, REGIE PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 2ᵉ, q. tr.

SECRETAIRE de DIRECTION, 30 ans, sténo-dact., recher. poste proximité Saint-Lazare. Ecrire Mme Avignon, 14, av. Conté, 92250 LA GARENNE-COLOMBES.

J.H., 22 a., niv. B.T.S. gestion. Lib. O.M., expér. person., assure direct. gest. associat. région à but social, ch. situat. serv. pers. ou comm. Paris ou banl. Ouest. Ecr. D. Filloux, 59, av. la République, 92500 Rueil-Malmaison.

CADRE, 27 ans,
CREDIT MAN
Formation juridique, financière, recherche poste responsab. banque, établ. financ., sté de crédit bail Paris. Ecr. nº 1.144 « le Monde » Publ., 5, r. d. Italiens - 75427 Paris-9ᵉ.

JURISTE D'ENTREPRISE
Paris, lic. en Dr. (Dr. des stés, ass. et synd., dr. d'aut., législ. soc.), 12 a. resp. exéc. organ. prof., rel. publ., pf rédac., 2 de l. angl., act. cons., ch. col. excl. Ecr nº 1.148 « le Monde » Publ., 5, r. d. Italiens - 75427, Paris-9ᵉ

ARCHITECTE DPLG, 30 ans, cherche place stable.
M. PIAUD 12, rue Seguier, 75006 PARIS
MED. 77-89.

représent. offre

CHERCHE L'AGENT exclusivement région Paris, connais. rayon bazar Supermarchés résidence Sud Paris. Pourcentage avec min. frais remb., voiture société. Ecrire BRANCHER, 37130 CINQ-MARS.

REPRESENTANT recherché par compagnie de films allemande pour l'achat de films pour Télévision. Haute Commission. Connaissances de l'allemand ou de l'anglais souhaitables. G.E. AHRENDT FILMEXPORT & IMPORT, D-1 Berlin 45, Salzunger Pfad 1, R.F.A.

Importante MAISON D'EDITION d'Art Contemporain et d'ENCADREMENT ch.
AGENT COMMERCIAL
jeune, expérimenté, possédt voiture, pr représentation exclusive. Tél. 622-43-67

S. N. A. D.
rech. pr PARIS et limitr. DELEGUEES-COMMERCIALES pr négociat. av. Directions d'entreprise. Situat. à haut stand. - Rémunérat. confort. - Préfér. donnée à J.F. ayt expér. vente moderne et commandem., pouv. devenir rapidem. Respons. Secteur. - Libre immédiat. - Ecr. av. C.V. et photo (qui sera ret.) à nº 374 SNP - HAVAS ROUEN

perdu-trouvé

Perdu passeport et doc. nationalité polonaise au nom de M. Jakobczyck Zdzislaw. Prière d'écrire 5, rue Emile-Basly. 62 Fouquières-lez-Lens. Tél. 20-32-25.

cours et leçons

MATHS professeur certifié 6ᵉ-terminales. Tél. : 772-04-58.

MATH RATTRAPAGE rapide par Prof. **PHYS** Terminale, PCEM, Fac. 526-82-47

proposit. com. capitaux

Ingénieur 40 a. possède bureau secrétariat, tél. télex à : BERCK-PLAGE (62). Que me proposez-vous ? Ecr. nº 1.590 Publias, 121 r. Réaumur. Paris-2ᵉ

Cède PORTEFEUIL. Ass. imp. Compagnie privée port Norman. 250 000 F. Commiss. Form. assur. Ecrire 373 SNP-Havas, Rouen.

Sté anonyme PRET-A-PORTER pleine expans., carnet d'ordres Eté 75 assuré, C.A. réalisable 10 millions rech. capitaux court terme ou associat. urgent. Ecr. nº 14.902 P.A. S.V.P., 37, r. du Général-Foy. 75008 Paris.

occasions

Achat-Vente ts bijoux, brill. Argenterie PERRONO
4, chaussée-d'Antin, OPERA ; 37, av. Victor-Hugo, ETOILE.

autos-vente

Vends Citroën « SM » juillet 73. 40 000 km. Tél. : 331-26-82.

locat.-autos

Transport de personnes en Audi. Forfait Heure ou Journée. Rueil-Malmaison. Tél. 967-12-69.

transports

DEMENAGEMENTS combinés aller-ret. tte la France Nice et région, RONDEAU 1, bis rue Friant. 828-80-41

L'immobilier

exclusivités

appartem. vente

Paris

7ᵉ BRETEUIL-MASSERAN
ds imm. tr. gd cft luxueux appt, élégant, rationnel, équip. et déc. 150 m2. Salon, Sal. à mang., cuis., office, 3 Ch., 2 bns, rober., balcons, 2 park., stud. de serv., PASTEYER 266-35-84.

11ᵉ République, près Mᵒ Coq. appt 40 m², 1er ét., soleil, 2 pièces, cuis., entrée. 86.600 F, crédit possible, avec 18.800 F. VOLtaire 32-97.

BASTILLE Dans Résidence 17ᵉ S. Ravissants STUDIOS ET DUPLEX S/JARDIN D'AGREMENT ensoleillé. Bur. vente s/place : 45, RUE DE CHARENTON 10 h à 18 h. - TEL. 343-46-69.

Part. à Part. près **Pl. des Vosges**
Immeuble classé ravalé
1) Grenier tt cft, poutres appar. Refait à neuf. 30 m², 130.000 F.
2) Studio + petite chbre indép., tt cft. 140.000 F. - Tél. 627-67-01.

124, BOUL. SAINT-GERMAIN Dans restaur. except. reste 2 grands studios. CIABA - 720-66-66.

XIᵉ. RICHARD-LENOIR (près). Imm. récent, bel appart. 88 m². Parking. 285.000 F. 522-62-14.

BOURSE. Imm. rénové, stud. av. loggia, 850 F C. C. — 522-62-14.

XVIᵉ. ETOILE - VICTOR-HUGO. Etage élevé, appt 102 m². Séj. + 2 chambres, 800.000 F. 522-62-14.

VIᵉ SAINT-SULPICE. A rénover 4 p. 90 m², 3ᵉ étage sans ascens. Sur rend.-vous : 633-88-11, matin.

ALMA, rue Freycinet
Immeub. neuf très grand standg. Appart. 3 pièces. pples : 112 m², 766.000 F. — Téléph. 522-62-14.

12ᵉ - PRES MARAIS
GIRPA. Restauration de style d'un très bel immeuble dans rue calme.
87 PETITS ET GRANDS STUDIOS + DUPLEX
Possib. gde surface, grand conft. Poutres apparentes. Fenêtres à petit bois. Décoration en harmonie. Ascenseur, vide-ordures. Unités très recherchées pour placement. Location et gestion assurées. GIRPA, 325-25-25 + 56-78.

Région parisienne

BOULOGNE MARCEL-SEMBAT
Près métro, imm. récent, splend. studio, cuis., sal. bains, balcon. Prix 129.000 F. Téléph. 825-36-49.

CHATOU 300 m R.E.R. Dans résidence de stand., calme. verdure. Séj., 4 ch., 2 bains = 130 m² + terr. 140 m². Confort. Gar. Part. état. AGENCE de la TERRASSE Le Vésinet - 976-05-90.

PORTE SAINT-CLOUD
Imm. récent, gd conft, bel appt ensol., entr., séjour, chbre, cuis., s. de bs. Px 183.000. T. 825-36-49.

BOULOGNE MARCEL-SEMBAT
Imm. 1930 tt cft, ent., stud. cuis., s. de bs. Px 97.000. T. 825-36-49.

CHAVILLE R.D. Dans résid. gd stand., 5 p. 127 m² en dupl. Gde terr. Sans v.-à-v. Vue/forêt. Hte décor. Prix 600.000 F. 954-68-00.

appartem. achat

URGT, rech. 16ᵉ, 7ᵉ, APPART. 5-6 P., gde surface. LAB. 13-09.

viagers

Augmentez vos revenus, vendez en viager. Rente index. Expert. gde discrétion. ETUDE LODEL, 35, bd Voltaire. — 700-00-99.

locations meublées

Offre

DEFENSE. Charm. 2 p, tt cft. TEL. 1.200 T. T. C. — 704-88-18.

immeubles

GIRPA

92, rue du Montparnasse (14ᵉ) 325-25-25 + 99-99 (vingt lignes groupées). Pour satisfaire sa clientèle et pour vendre en permanence 380 STUDIOS achète immeubles, hôtels, terrains, Paris ou proche banlieue (vides ou occupés), même gros travaux. Paiement comptant de 100.000 à 20.000.000 F. (Intermédiaires sollicités.)

locaux commerciaux

A VENDRE brut de coffrage
PARIS (16ᵉ)
4 bis, rue de l'Assomption. LOCAL 77 m2, rez-de-chaussée + réserve 23 m2. Façade 11 m. LIVRAISON IMMEDIATE. Renseignem. : TRANSCOMINT. 1, place Boieldieu. RIC. 56-78.

NATION à 200 m. Très beau local, entrée cochère. **740** m2 dont 450 m² au sol + 12 bureaux au 1ᵉʳ ét., 3 tél. + 12 postes, ch. cent. Force. En bail ss droit entrée. - 278-08-94.

LEDRU-ROLLIN
920 M² Immeuble commercial entièrement libre. Bon état. A louer sans pas-de-porte : 200 F le m2 annuel. Bail 9 ans. Ecr. à nº 76.619, L.P.F., 12, r. de l'Isly, Paris (8ᵉ)

12ᵉ Local commercial d'angle, 25 m façade, 600 m² env., s/2 niveaux. Chbre froide. - TOUTE PROPRIETE. S.A. AZED, 25-27, bd Richard-Lenoir - 355-35-34 (groupées).

bureaux

PRES TOUR MONTPARNASSE. A louer UN BUREAU MEUBLE, téléph., chauff. 326-07-41 pr rens.

BASTILLE. Propriétaire loue directem. IMM. ADMINISTR. ou CCIAL. 3.200 m² en 1 ou 2 lots, ent. rénové, climatisé, équipem. Intérieur au gré du preneur. Bail 3-6-9. LOYER EXCEPTION. BAL. 66-10.

terrains

SPLEND. TERRAIN INDUSTR. sortie Paris Sud, raccord. fer **24.300** m2, angle 2 rues. Prix très adapté. Renseign. : 887-87-34 et 35.

AEROPORT de BEAUVAIS Lots terrains en location. Baux 35 ans avec desserte par pistes Boeing 707. Douane sur place. Possib. const. bâtiments industriels et bureaux. CABINET NADE, 110, bd Sébastopol, Paris. - 887-87-34 et 25.

échanges

Ech. 40 m² 2 pet. p., cuis., bns, 1ᵉʳ ét. s/cour, calme, imm. sis, quart. St-Séverin, petit loyer loi de 48, catégor. 2 B, contre 80 à 100 m² appart. ou duplex quart. 4ᵉ, 5ᵉ, 6ᵉ, 7ᵉ, 14ᵉ, 15ᵉ arrdt. clair, loyer ancien. Téléph. après 20 h. 325-17-16 ou hres bur. 644-61-30.

appartem. vente

Paris

PLACE CONTRESCARPE
LUX. APPT, 2 p., 55 m2, 2ᵉ étge Balc. TT CFT. Propr. 326-19-10.

CHERCHE-MIDI, s./arbres, 4 p. Tt cft. Pos. crédit. Tél. 924-42-47.

BOULEVARD SAINT-GERMAIN
Près FACULTE SCIENCES, Bel imm., appt luxueux 70 m2. 350.000 F. - Téléph. 633-10-03.

MONTSOURIS, living dble + 3 chbres s./jardin, balcon dans résidence récente. Tout confort. Tél. 580-01-20 de préfér. le matin.

R. St-Pères, élégant im. 18ᵉ s., 3ᵉ étge, 130 m2, 5 pces, rue et cour, 5ᵉ étge. Gren. tvp. 110 m2, liv. 3 chbres. Rénové - 742-02-44.

Placement exceptionnel, studio : 58.000 F - Tél. 227-19-75.

DAUPHINE, studio env. 58 m2, très original - Téléph. 325-83-81.

BEAUX-ARTS - 5 PCES
160 m2, tt cft, imm. 18ᵉ s. Prix intéress. VERNEL - LAM. 01-50.

SUR BOIS-BD LANNES
Luxueux 4 P., 2 bains, 110 m2. R.C. avec jardin privatif. Etat impeccable. 265-98-05

Pied Butte Montmartre
Atelier d'artiste en duplex
Cft Px intéressant
Financement possib. 878-97-52

5ᵉ arr. rue Lacépède, dans imm. parfait état 3ᵉ étage ascenseur très beau 8 pièces + 2 ch. serv., 200 m2 lib. Mᵉ LESAGE not. CHARTRES 17, rue du Cygne - 37-21-00-28

16ᵉ pr. Trocadéro ds immeuble en cours rénovation ascenseur appts occupés, 2 p. dépend. Tél. 924-56-91 p. 26

SEGUR Imm. neuf, étage élevé 3 p. tt cft Facilités MARTIN Dr Droit. 742-99-09

CONVENTION (XVᵉ résidentiel) Imm. récent étage élevé 2 p. tt cft s/jardins soleil MARTIN Dr Droit. 742-99-09

PARC MONCEAU (près) Imm. classe exceptionnelle prof. libérales, 6 p. impec. Ch. service - MARTIN Dr Droit. 742-99-09

SAINT-GEORGES
Imm. de caractère clair bon 5 p. cft, belle ch. serv. prof. libérales - Facilités MARTIN Dr Droit. 742-99-09

REUILLY-DIDEROT (Mᵒ) Gd stud. balcon 9ᵉ étage except. 109.000. - DID. 98-54

GARE DE LYON
Diderot Imm. P. de T. gd 4 P, tt cft + chbre serv. 120 m2 Profess. libér. poss. PX 360.000 - DID. 97-23

OBSERVATOIRE
Appartement plein de charme Beau living, 2 chbres, gde s.d.bs, jolie cuis. équip., nomb. placards LE LUXEMBOURG, 325-10-56 1, rue de Tournon, 6ᵉ

HALLES-LOUVRE
dans immeuble restauré Propriétaire vend A AMENAGER
— 150 m2 en duplex.
— 50 à 90 m2.
553-64-67

CAMPO-FORMIO pr. Salpêtrière P. à P. 60 m2 3 P. cuis., s.d.bs libre 4ᵉ asc. Sud. POR. 58-41

PT MIRABEAU - 115 m2
Séjour double, 2 chbres, cuis., bns. Imm. tt confort, ch. serv. Téléph. : 567-82-88.

ILE SAINT-LOUIS
Studio, tt confort. — 567-75-88.

PALAIS-ROYAL
ds bel imm. ancien, STUDIO. tt cft, cuis., s. de b. Visible le mercredi, 13 à 16 hres, 34, rue Molière, 2ᵉ étage à gauche.

VANEAU - SUR PARC
Etage élevé, pl. soleil, 3 récept., 4 chbres+serv. - Tél. 704-64-59.

PL. ITALIE - Propriétaire vend studios tt confort à part. 68.000 F. S/pl. mercr. 14-19 h : 19, rue Gérard - 205-45-34.

JUSSIEU Charmant 2 pièces, confi. Poutres appar. 43 m². Bon état. Rez-de-ch. clair, jardinet. SEGECO - 522-43-28.

Près HENRI-MARTIN
Tr. gd standing, calme, 300 M2 + 100 m² attenant. Entièr. décoré. 2.800.000 F.
NEVEU ET CIE 525-08-73

BD LANNES VUE IMPRENABLE
Imm. gd stand. Spl. appt 3 p., cuis., bns, tél., 95 m². 326-47-02.

7ᵉ DUROC - Studio 32 m² à rénover. - 567-22-88.

INVALIDES Luxueuse constr. 73
Gd 5 pièces, balcons, T.B. vue, verdure, soleil. - 326-22-63.

BOUL. HENRI-IV près
4 PIECES TT CFT. Refait neuf. 140 M2. TEL. Stand. - 280-26-23.

121 bis R. de la POMPE
Gd 8 p. tt cft. Poss. lib. ou div. famil. Vis. ce jour, de 14 h 30 à 17 h. - SOL. 39-10.

PANTHEON - 4 pièces, confort. Bel imm. p. de t. 320.000 F. 337-74-44 - 707-35-58.

Région parisienne

Eglise de Boulogne, ds immble pierre de taille, entièrement rénové, appts occup. 3 et 4 pces. Jaubert et André, 5, r. Alphonse-de-Neuville (17ᵉ) - 622-42-81, p. 26

VAUCRESSON, 5' gare. Plain pied, 110 m2. Jardin privatif de 300 m2. Liv. 40 m2 + 2 chbres rem. à nf. 300.000 F. Créd. 80 %. DEGUELT - 926-13-12.

PARC MAISONS-LAFFITTE
Dernier étage, soleil, gd living double, 3 chbres, 2 bains, box. confort ANJ. 18-83 **LARGIER**

BOULOGNE - Imm. nf. Stand. rav. Studio s/jardin. Park. 103.000 F. - JAS. 51-84.

appartem. achat

Ch. 2 ou 3 p. achat ou locat. p. à p. Paris ou portes av. Mᵒ. Tél. après 19 h. 30 : 657-80-92.

Pour fils étudiant achète compt. chbre bonne. Paris. TRE. 23-55.

Dispose paiem. cpt., ch. notaire ach. 1 ou 2 p., préf. 5ᵉ, 6ᵉ, 7ᵉ, 14ᵉ, 15ᵉ, 16ᵉ. Tél. TRE. 20-67.

A Paris cherche 3/4 pièces même modestes. OPE. 40-06.

Ach. 5/6 p. Paris. Ecr. Nº 9394, Press. 31, bd Bne-Nouvelle-2ᵉ, q.t.

Ach. stud. ou 2 p. tt. cft. Paris. Ecrire Nº 9393 Publipress, 31, bd Bonne-Nouvelle-2ᵉ, q. t.

locations non meublées

Offre

PASSY
entièrement sur jardin, double living, 3 fenêtres, 1 chbre, cuis., s.d.bains tout confort ; tél. : LE LUXEMBOURG 325-10-56.

23, rue Bénard et 26, rue des Plantes. Paris-14ᵉ. A LOUER directement par Sté propriétaire STUDIOS ET 2 PIECES tt cft. TEL. : 266-18-65.

PLACE DAUMESNIL
Gd stand, résidentiel STUDIO neuf. Tout conft, terrasse Park. TEL 1 200 F. C.C. 345-55-10.

IVRY - PRES Mᵒ
gd STUD. et 2 P. tt cft. Imm. réc., 550 et 580 F. ELY. 69-36

Demande

Animatrice cherche 1-2 P. accès T Ag. s'abst. T. 566-72-01 repas.

appartements occupés

VAVIN - Propriét. vd ds imm. p. de t., asc. TAPIS ESCALIER.
2-3 P., cuisine, entrée, w.-c. BALCON S/RUE
6ᵉ ETAGE - PLEIN SOLEIL. Prix à débattre. - 870-87-10.

bureaux

Vends à BESANÇON bureaux neufs dans immeuble standing. 110 m², Lux. installés et amén. Conviendrait à profession libérale ou libérale. Ecr. Nº 1142 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9ᵉ.

A LOUER
COLLINE de SAINT-CLOUD
9ᵉ étg. 355 m² burx, 7 park., 5 lig. tél. + télex. 450 F le m² annuel. 684-02-00.

EUROBUILDING
(Paris - Porte de Pantin)
à 100 m métro et périphérique Reste à louer disponibles immédiatement. Bureaux : 39, 45, 115, 200 m². Grand stdg., park., téléphones. Tél. : 359-92-30 - 92-79 - 29-04.

118 M2. METRO EUROPE
5/6 BUREAUX. Tél. 3 lignes. Toute propriété. 523-36-12.

PTE MAILLOT. Prop. loue 1 à 3 burx, ss p. d. pte. 637-86-89.

PARIS-9ᵉ
350 à 2.400 m2 de bureaux neufs à louer.
ANDRE EICHER - ELY. 83-90

PROPRIETAIRE
Loue un ou plus. bureaux dans immeuble neuf. Tél. 758-12-40.

GRENELLE 490 m2
Tr. bel imm. tt conf. 10 lig. tél., 4 park. Bail 23 mois. 225-66-10.

A LOUER INSTALLES
AV. GEORGE-V, PARIS
TRES GRAND STANDING
1) 1 Bureau Président,
4 Bureaux Direction,
2 Bureaux Collaborateurs,
5 Bureaux Secrétariat, dont 8 climatisés
2) 4 Bureaux standing entièrem. meublés et décorés
Télex, téléphone 8 lignes. Interphones.
Réception et standard français-anglais.
Salle de réunion climatisée 15/20 personnes
Parkings
Tous services assurés.
Tél. : E.C.E. 359-58-78

EXCLUSIVITE
16, PL. VENDOME (1ᵉʳ)
225 m2 Bureaux luxueux Immeub. prestig. Bail 3-6-9 Richard Ellis : 225-27-80

16ᵉ - VICTOR-HUGO
1.600 M2 EN LOCATION
NEVEU ET CIE 525-08-73

8ᵉ - 9ᵉ - NEUILLY, etc. MAILLOT. Loue 1 à 20 Burx 522-19-18 - 387-14-00.

8ᵉ - FG SAINT-HONORE
Imm. bon standing. Bureaux à louer 1.200 m² divisibles.
NEVEU ET CIE 525-08-73

15ᵉ - Mᵒ VOLONTAIRES. Imm. de Burx 800 m² en tte propriété.
NEVEU ET CIE 525-08-73

A louer appt 75 m2 av. Bail ccial pr Burx, près Pte Orléans 2 lig. tél. 980 F mens. 253-17-32

MAILLOT. Loue 55 p. d. pte 1 à 20 BURX TS quartiers 522-19-18 - 387-14-00

OPERA
EXCEPTION PR PLACEMENT 5 burx, 2 lignes de téléphone. Tte propriété, 310.000 F. Gros rapport assuré. Tél. 345-86-41.

châteaux

LE LUDE (72)
SUPERBE DOMAINE boisé 30 ha CHATEAU 18ᵉ. 15 p. Pièce de'au. Piscine chauf. Tennis.

BAUGE (49)
PROPRIETE 100 ha clos murs. CHATEAU XV et XVIIIᵉ, 25 p. Etang. Bois 45 ha. Ferme louée. 40 ha.

VALLEE LOIR :
MANOIR Directoire. Parc 1 ha. Cabinet D. HOUDIARD, 31, r. Crossardière. LAVAL. T. 53-25-21.

250 km, A-6. Chât. 9. p., douves en eau, 2 ha. 700.000. Groz. 24, r. Préfecture, Dijon. (80)32-01-68

constructions neuves

MONTMORENCY. Accès direct. Paris. Maison gd stand. « prête à vivre » 6 p. Tte électrique. Garage. Terrain 1.000 m2. Livrais. avril 1975. PRIX : 550.000. BELL CONSTRUCTIONS Tél. 946-39-11.

CREDITS PREFERENCIELS
LA HENIN - COGEFIMO
STUDIOS AUX 4 PIECES
13ᵉ CORVISART, 16ᵉ AUTEUIL, 17ᵉ WAGRAM, 19ᵉ BOTZARIS, NEUILLY, NANTERRE.
4, aven. Friedland - Paris (8ᵉ) Téléph. : 924-74-85.

R.E.R. - OUEST
CHATOU-VILLE NOUVELLE
1 à 7 PIECES
RENSEIGNEMENTS : H. LE CLAIR - ALM. 13-72

PRIX NON REVISABLES

IXᵉ - FG POISSONNIERE
— Studios habitables 1ᵉʳ trim. 75

XIIᵉ - PORTE DOREE
— Studios 2-3 et 4 pièces habitables juillet 74 et Printemps 75

XIIIᵉ - PORTE D'ITALIE
— 2 pièces habitables immédiatement.

XVᵉ - RUE PITARD
— chambres, studios, 2-3-4 pces terrasses habitables 3ᵉ trimestre 75.

XXᵉ - GAMBETTA
— Studios 2-3 et 4 pces habitables 2ᵉ trim. 75.

IMMOBILIERE FRIEDLAND 41, av. Friedland. BAL. 93-69.

villas

ORÉE FORÊT DE FONTAINEBLEAU
à 5 minutes de la gare de Melun
LA VILAUBOIS
Piscine chauffée. Club House. Tennis

NOUVELLE TRANCHE :
- 21 VILLAS de 4 à 7 pièces principales, avec jardin privatif.
- PETIT IMMEUBLE de 30 appartements, du studio au 4 pièces principales.

LIVRAISON ETE 75 MAIS...
..PRIX FERMES ET DEFINITIFS !
- Primes convertibles ouvrant droit au prêt P.I.C. -

80 % du prix au taux de 8.22 %.

Renseignements et vente :
CONSEIL S.A.R.L., 548, avenue Foch, Dammarie-les-Lys, tél. 437-17-45, et sur place samedis et dimanches de 14 h. à 18 h., avenue Emile-Zola, Dammarie-les-Lys.

SAINT-NOM-LA-BRETECHE
Maison neuve, 171 m2, à 300 m. mairie, compr. : dble séjour, cuis. + 4 chamb., s. de bs, 2 garages. Chauf. centr. Sur 987 m2 de terrain. Prix : 493.538 F. Libre janvier 1975. Tél. 951-64-17/58-56. 950-21-70.

propriétés

Part. Vd très belle Maison 10 P. tout cft, banlieue Ouest. 10 mn gare St-Lazare. Très commod. à proximité. Prix très intéressant. Ecrire nº 6.550 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

VESINET très jolie maison, 1 500 m. terr. angle. Réception, 4 chambr., tout cft, 2 garages. Tél. : 547-22-88.

LARGIER
AGENCE DES AMBASSADES
32, bd Malesherbes, Paris 8ᵉ ANJ. 18-83 rech. d'urgence pour sa client. PROPRIETES JUSQU'A 70 KMS PARIS OUEST, SUD et NORD Prix indiffér. si justif.

220 KM SUD-OUEST par autoroute. Très joli château, partie en équerre, 5 p. récept., 9 ch., 6 sdbs, tt cft. Logt gard. + Pav. annexe. 18 ha en parc. Terre et bois. Très jolie VUE. LARGIER - ANJ. 18-83.

Mais. bon état, rég. Epernay (Marne), 4 log. de 2 p., chamb. mans., gd gren., garage 4 voit., cave cellier. Prix : 200.000 F. Ecr. nº 6.548, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9ᵉ.

fonds de commerce

TRANSCONTINENTAL' DIFFUSION
24, rue Montera - 5 N.
Tel. 222-91-67 - 221-93-60, poste 71.
MADRID (Espagne)
Guide international, met à la disposition des acheteurs GRATUITEMENT le dossier des affaires ci-dessous.
— Murs de boucherie, quartier La Chapelle, fonds exploité. Prix : 100.000 F.
— Station - carburants - huiles - accessoires, quartier passant, Mantes-la-Jolie. Px. 230.000 F.
— Entreprise gle bâtiment maçonnerie, rég. La Rochelle, pavillon 7 p., affaire 300.000 F. bâtiments et pavillon : 300.000 F.
— Garage - machines agricoles. agent gdes marques, s/r.n., Charente-Mme, toute proposit. 950.000 F.
— Magasin disques, centre ville Vaucluse, murs et fonds : 1.000.000 F.
— Boulangerie industrielle - fabrique de chapelure, sans concurrence, s/1.500 m², Vaucluse. Prix : 2.600.000 F.
— Terrain 18 ha., 20 km Carpentras (84), un seul lot, viabilité. Prix : 4.000.000 F.
— Immeuble 5 étages, 3.910 m², s/gde artère, Saint-Etienne. Prix : 1.280.000 F.
— Station-service, voie princ. sortie Nord Marseille. 120.000 l. jour. Px. 550.000 F.
— Station Shell, rue passante, centre Flers (61), équipem. complet. Prix : 120.000 F.
— Maison d'habitation à louer, site merveilleux, 1.500 m. altitude, village 70 km Grenoble. 1.200 F mois.

terrains

ETANGS A VENDRE sur terrains boisés. Possibilité construire. Tél. 58, Cerdon-sur-Loiret (par Gien) 45.

PARIS-16ᵉ sur avenue. Terr. 310 m2 av. permis constr. Ecr. nº 67.855 CONTESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1ᵉʳ, qui tr.

pavillons

BOURG-LA-REINE Résident. calme, 6 p., c., 2 s. bns, ss-sol compl., ch. maz., jard. 800 m2 gar. 450.000 F. Tél. 350-42-45.

MONTREUIL Mᵒ gd pav. tout cft. Récept. + 5 ch., 2 sanit., dépend. Gar. Pav. annexe neuf. Jdin 410 m2. Poss. extension. EXCEPTIONN. Prix 290.000 F. 580-01-20, préfér. matin.

hôtels-partic.

NEUILLY/SEINE. - H. P. 6 p., cuis., bns. s/3 plans, jard. privatif. Mercr.-jeudi-vendredi : 10, av. Ph.-Le-Boucher, 11-19 h.

chasse-pêche

OISE. 3 bel. Action, Dimanche. 110 km Paris. Tél. 446-10-69.

pensions

Hôtes payant prop. à dames seules ou couple marié, vie famille réelle ds magnif. propriété, parc, étang, bord Morin, gd cft. Pr r.-vous, écr. s/réf. 7.418, P. Lichau SA. 10 r. Louvois 75063 Paris Cedex 02 q. t.ansr

viagers

BOISSIERE Occupé 1 T. 71 ans
5 P. tt cft, étage élevé ss asc. + chbre serv. 130.000 F cpt + rente. - VERNEL, LAM. 01-50.

locaux commerciaux

REPUBLIQUE. A louer sans pas-de-porte, immeuble indust. de standing. 1.350 m². 30 bureaux + dépôt ss-sol. CAB. LAFAILLE, MELVILLE - 357-00-13.

Ch. magasin à louer tr. bien placé pour tailleur-chemisier. Ecr. Pyc-Publicité, 91, rue Lecourbe, 75015 PARIS, q. tr. Discrétion assurée.

Boutique-bureaux, loy. 307 F. Bail 9 a., 6, r. Gassendi-14ᵉ.

PTE DOREE pour ordinateurs, 530 m² dont 170 m² climatisés. Locat. Tél. : 328-73-45.

52 M2 + CAVE PARIS (9ᵉ) en 2 nivx. R.-de-ch. en boutiq. Tél. loyer lib. pr Burx Tél. 260-77-78

LA COURNEUVE. Terr. 880 m2 dt. hang. : 400 m2, bur. : 80 m2. tél. accès ts camions. Locat. av. Bail 3-6-9 a. 4.000 ms. 553-98-91

LA VIE DES RÉGIONS

Vent nouveau sur les villes moyennes

Banc d'essai

Le label « ville moyenne » fait fortune. Depuis 1973, année de sa naissance, les gouvernements ne cessent de vanter ses mérites. Les maires sont nombreux à vouloir en bénéficier. Sept villes ont maintenant reçu leur acte de baptême : Angoulême, Autun, Auxerre, Chambéry, Rochefort, Rodez et Saint-Omer. Une quinzaine d'autres, dont Vesoul et Alençon, sont bien placées pour franchir le cap dans le courant de l'année 1975. Une autre quinzaine sont sur les rangs, mais devront attendre faute de crédits.

Qui sont ces nouvelles venues, pourtant bien anciennes ? Leur population varie le plus souvent entre 20 000 et 100 000 habitants. Mais leurs caractéristiques très variables selon les régions rend artificielle toute définition précise. Elles ont seulement en commun la volonté de ne pas sombrer dans les erreurs de la *grande ville*. Elles souhaitaient créer ou maintenir un milieu où il fait bon vivre, en somme être un champ d'action pour la « qualité de la vie » avant qu'il ne soit trop tard.

Dans ce but, l'Etat a décidé de les aider. Un « groupe opérationnel des villes moyennes », qui réunit un petit nombre de fonctionnaires du ministère de l'équipement et de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), prend contact avec les candidats. Il examine leurs dossiers, les discute éventuellement puis les fait approuver par un comité interministériel d'aménagement du territoire. Un contrat de trois ans est alors conclu entre l'Etat et la municipalité. L'Etat s'engage à financer certaines opérations, la municipalité a les réaliser.

Les actions qui sont ainsi décidées d'un commun accord sont généralement modestes mais se veulent exemplaires ou originales. Elles concernent aussi bien l'équipement que l'emploi ou la culture. Il s'agit de créer un phénomène « boule-de-neige » pour transformer progressivement et pragmatiquement la cité.

La politique des villes moyennes est-elle un mythe ? Se résume-t-elle à des gadgets ? Sans être un remède miracle aux maux de l'urbanisme moderne, elle a le mérite d'ouvrir des perspectives nouvelles. De servir de banc d'essai à une forme de développement qui — pourquoi pas ? — pourrait s'appliquer à l'avenir aux quartiers des grandes agglomérations aujourd'hui noyées dans le gigantisme. Mais les moyens dont elle dispose sont faibles. Les crédits de l'Etat en 1974 s'élèvent à 60 millions de francs seulement, sans compter, il est vrai, des compléments fournis par différents fonds interministériels. Les collectivités locales n'ont pas les services spécialisés ou les ressources qui conviennent. La centralisation technique, financière et politique pèse encore de tout son poids et empêche les régions de prendre le relais.

ETIENNE MALLET.

VESOUL : la fête tous les jours

Doucement mégalomane, tranquillement irréaliste, Vesoul est-elle en train de rêver ? Hier encore elle dormait. Longtemps oubliée dans ses collines vertes par *le vingtième siècle, elle se vidait* lentement de sa substance, sans réagir. Préfecture, elle voyait son département se dépeupler et compter moins d'habitants qu'un arrondissement de Paris. Ville de garnison, elle a vu partir en 1939 un régiment de cavalerie « qui n'est jamais revenu ». Au beau milieu du siècle, s'en sont *allées, sans espoir de* retour, les machines à vapeur du dépôt S.N.C.F. En 1953, la plus importante de ses rares usines a fait faillite. Esplanades sans trompettes, casernes sans soldats, usines sans ouvriers, dépôt sans locos.... Vesoul tournait au décor et sonnait creux. Restaient une préfecture, un *palais de justice, une prison, une* cité administrative, pour une ville tombée à moins de dix mille habitants, pour un département glissant au-dessous de deux cent mille. Les jeunes partaient, avant les vieux. La Haute-Marne s'éparpillait vers Belfort, Besançon, Dijon, vers Sochaux, capitale de l'empire Peugeot, vers Paris, capitale *engorgée* et coûteuse, tandis qu'un morceau de désert français s'installait dans l'Est.

Aujourd'hui, remontée à plus de *vingt-cinq mille habitants,* Vesoul prétend encore doubler d'ici à la fin du siècle. Mais la quantité n'est pas son seul propos. Une plaquette luxueuse, colorée, éloquente, convaincante proclame en dernière page que Vesoul est saisie par la qualité de la vie : « *Une fête permanente animera les lieux urbains nouveaux, et la ville sera fête.* » La léthargie, c'est fini.

La plaquette est dédiée à Jacques Brel : « *Tu as voulu voir Vesoul, et on a vu Vesoul.* »

Est-ce Peugeot qui en créant plus de deux mille emplois à ce jour — cinq *mille* dans un avenir proche — est le seul responsable de cette envolée ? Oui. Non. Il a fallu — cette solide base étant assurée — que bien d'autres éléments se conjuguent. Peugeot ne serait pas venu si la ligne de chemin de fer Paris-Bâle ne passait pas par là, mais Peugeot ne serait pas venu *davantage si la municipalité n'avait* pas préparé le terrain en créant une zone industrielle et des équipements — logements, écoles, eaux, etc., — si des animateurs successifs — des militants ! — du Groupe d'études et de programmation (GEP) de la direction départementale de l'équipement ne s'étaient pas passionnés pour le destin nouveau de *Vesoul. Un heureux mariage,* collectif.

Une première manifestation « Vesoul demain » — retraçant les réalisations d'hier et ouvrant des perspectives — associait il y a deux ans la population au grand réveil. Depuis, des groupes de *travail se sont constitués, ouverts* aux différents organismes socio-culturels, aux sociétés, toujours avec la participation d'un élu. Une structure souple a été créée pour que les conclusions de chaque groupe, parvenant aux services compétents, ne demeurent pas des vœux pieux. La collaboration, la concertation sont *installées à tous les niveaux.* Rien n'est clos, rien n'est interdit, pourvu que les propositions faites en matière de développement économique ou d'équipement ne soient jamais séparées de la « qualité de la vie » (Vesoul de demain ne veut pas vivre au seul rythme de la production). A partir de quoi, apportées par la Jeune Chambre économique, par une association sportive ou par un simple habitant, ce sont des idées en foison, et souvent des idées neuves.

Autour du lac

L'usine d'accueil, par exemple : sous *un même toit, elle hébergera* des artisans. Côte à côte, ils pourront construire des bateaux, ouvrir une verrerie d'art ou tenter de créer une fabrique de meubles. La compétition est bannie, sa chance est donnée à chacun. Il s'agit de faire fructifier un héritage, de retrouver l'esprit de création des petits et des grands artisans de naguère, *qui firent* la richesse de la Haute-Saône avant que la grosse industrie ne lui porte un coup sévère. Il s'agit aussi, bien sûr, d'être moins soumis aux aléas d'une mono-industrie (à Peugeot). Autre idée, parmi tant d'autres : exploiter des brevets laissés à la traîne. C'est ainsi qu'une petite entreprise s'est déjà mise en route en utilisant, pour la confection des vêtements de sport, un brevet abandonné... de l'armée américaine.

Mais ce foisonnement n'est-il pas désordre ? Au vrai, c'est le contraire. Pour signer un contrat de trois ans au titre de la politique des villes moyennes, Vesoul a *présenté un* « dossier d'intention » rigoureusement articulé, défini, programmé. Chapitre après chapitre, on trouve les plans des opérations : réhabilita*tion du cœur de la ville, résorption* de l'habitat insalubre, ensembles animés de la Marande, des Ursulines, création de voies nouvelles. C'est *solide.* Mais autre chose domine qui dit « l'intention » de Vesoul : un état d'esprit. Partant d'un gros bourg endormi, il s'agit d'aller vers une ville modèle. Ce n'est pas pour céder à la mode qu'est brandi le mot « fête ». C'est, après étude, pour répondre à une vocation. Là encore, il ne s'agit pas de compétition avec *d'autres villes. Vesoul ne se veut ni* Sochaux, ni Besançon l'universitaire, ni ville historique. Elle ne l'est pas. En revanche, dans son cadre préservé, elle peut créer — en partant de presque rien — un style de vie et promouvoir les loisirs dans la région.

Concrètement ? L'affaire du lac domine tout. En *utilisant les déblais* de la zone industrielle, un plan d'eau de 150 hectares va être aménagé. Ce serait encore banal si autour de l'« unité de création lacustre » toute une vie ne devait pas s'articuler : aérodrome, port, village de vacances, restaurant d'entreprise, classe verte, pêche, parc d'élevage, voile, terrains de sports, *équitation, mais aussi* centre de construction de bateaux, hall d'accueil pour l'information, la formation, la création permanente. Là encore, rien n'est fermé d'avance : il s'agit de « *développer imagination et créativité* ». Les jeunes se sont jetés sur les maquettes et les ont souvent construites eux-mêmes.

Ce lac vivant, on en rêve déjà alors que les premiers excavateurs prennent place. Vous allez voir Vesoul ! Ici, on ne tombera pas dans le piège *du développement pour le développement.* Ici, il fera bon vivre, et déjà il est bon de préparer demain : un modèle pour toutes les villes moyennes. Est-ce que Vesoul rêve, finalement ? Est-ce que, sortant à peine de la léthargie d'hier, elle ne plane pas un peu trop haut, la tête dans les nuées ?

A rencontrer les Vésuliens, à parler avec eux, à les regarder, on se rassure. Il fallait cette part de rêve pour que tout s'émeuve, mais ici la démarche est assurée, *le pas solide.* On a *les pieds* sur terre, on regarde les choses en face en les appelant par leur nom. A Vesoul, la rue qui passe *derrière* l'église s'appelle « rue Derrière-l'Eglise », et pas autrement !

JEAN RAMBAUD.

ALENÇON : le changement dans la tradition

Alençon n'a sans doute pas beaucoup changé depuis le temps *où les jeunes* ouvrières, qui travaillaient dans les ateliers de confection, se précipitaient à la fenêtre pour voir passer le régiment de dragons cantonné dans la ville. Ville de garnison, mais aussi ville de préfecture, ville « bourgeoise » avec ses traditions : tout cela, Alençon tient à le rester. « *Nous ne désirons pas devenir une grande cité industrielle* », disent volontiers les habitants. Malgré tout, les élus voudraient bien profiter de l'aide de l'Etat pour se mettre au goût du jour.

Alençon présente aujourd'hui le même visage que toutes ces vieilles villes qui se sont développées par cercles concentri*ques : un petit* centre ancien et parfois même vétuste, avec ses rues étroites, sa cohorte habituelle d'impasses et de vieilles églises. Puis des quartiers plus récents, des immeubles plus hauts, des voies plus larges. Enfin une banlieue industrielle, pratiquement coupée du centre ville.

Des problèmes ? Alençon n'en manque pas. La ville a vu sa population doubler depuis vingt ans (elle compte aujourd'hui trente-cinq mille habitants) mais le développement industriel n'a pas suivi au même rythme. Chacun reconnaît ici que le principal handicap de l'agglomération, située à 180 kilomètres de Paris, est bien l'absence de liaison ferrée directe avec la capitale. Une seule grosse entreprise s'y est installée : Moulinex, qui emploie deux mille personnes. Les autres emplois sont dans le secteur tertiaire : à la préfecture ou dans une multitude de petites et moyennes entreprises. Situation banale de ville moyenne donc, mais l'originalité d'Alençon réside dans les innovations qu'elle a réalisées ou qu'elle envisage dans son urbanisme.

La zone industrielle en priorité (ZUP d'Alençon), c'est, au sud de la ville, à proximité de Moulinex, 6.000 personnes empilées dans un grand ensemble peu original. Commencée en 1964, la ZUP devait être construite en deux étapes. Mais les habitants des 2.000 premiers logements se sont opposés au projet. Péripétie qui est restée dans les annales sous le nom de « bataille des espaces verts ». Les seuls espaces verts disponibles étaient le terrain réservé aux futures tours. Le maire fit planter quelques arbres, aménager un terrain de jeux pour les enfants. Mais, malgré les appels répétés des « contestataires » de la ZUP à l'administration, en août 1973, la société d'équipement de Basse-Normandie installa ses bulldozers sur le chantier. Les choses tournèrent mal. Plusieurs dizaines d'habitants délaissèrent alors leurs appartements pour planter leurs tentes sur le terrain. Intervention de la police, manifestations, destructions de palissade se sont succédé de septembre à novembre (*le Monde* des 14-15 novembre 1973). Finalement l'affaire « monta » à Paris et le projet des quatre tours fut annulé.

M. Jean Cren, le maire, reconnaît aujourd'hui que l'agrandissement de la ZUP était contestable. Les 22 hectares de terrain vide sont maintenant constitués en « réserve foncière » de l'Etat. Ils seront transformés en terrains de jeux, zones de loisirs, vélodrome, espaces verts. Quant aux quelque 1.000 logements dont la ville a tant besoin, ils seront construits sur des terrains municipaux qui entourent Alençon.

La municipalité veut cependant aller plus loin pour que les habitants de la ZUP cessent de se sentir « hors circuit ».

C'est en partie le but de la rénovation prévue sur le front de Sarthe, terrain qu'à la mairie on définit actuellement comme « *un hectare à l'aspect lépreux* », qui a cependant le double avantage d'avoir « *du caractère* » et « *d'être situé à la charnière de la ZUP et du centre ville* ». « *La rénovation du centre,* explique-t-on, *à peine commencée en 1963, va trouver là son point fort. L'opération comprend la construction de 160 logements.* Pour que l'architecture *s'accorde avec celle du vieil Alençon, nous avons ouvert un concours. Malheureusement, le seul projet qui respectait l'environnement était au-dessus de nos moyens financiers. Nous avons donc intégré ce projet dans le dossier ville moyenne que nous avons présenté à l'Etat pour qu'il nous aide.* »

Le centre aux promeneurs

Dans le dossier ville moyenne, figurent d'autres projets. « *Nous voulons faire d'Alençon une petite ville pilote par ses rues piétonnes et ses transports en commun non polluants* ». Les rues anciennes et *étroites du centre ville* sont peu à peu livrées aux piétons : la rue aux Sieurs, depuis la Grande-Rue jusqu'à la halle aux blés, ainsi que la place de la Magdelaine. Une *commission extra-municipale* rassemblant des représentants des commerçants et de la chambre de commerce et d'industrie participera à la mise au point du *projet.* A long terme, tout le centre sera réservé aux promeneurs. Cent cinquante places de stationnement sur les neuf cents places existantes disparaîtront. Mais on remédiera à cet inconvénient en créant neuf cents places nouvelles et en modifiant entièrement le réseau des transports en commun.

Deux gares routières à la caserne Ernouf et dans l'îlot Aveline, desserviront les banlieues et les communes avoisinantes. Elles seront également équipées de parkings et de haltes-garderies. Les quartiers du centre seront parcourus par des navettes rapides et fréquentes. « *Pour l'instant, les transports en commun sont peu attrayants, les véhicules ne passent pas assez fréquemment, sont bondés et trop importants pour l'étroitesse de nos vieilles rues,* souligne M. Cren. *Nous voulons changer cela, les navettes de la desserte cadencée seront petites. Elles seront à moteur électrique, donc non polluantes et gratuites.* »

Bien entendu, il y a d'autres problèmes à régler : Alençon attend toujours sa liaison ferrée directe avec Paris. Les nationales 12 (Paris-Rennes) et 138 (Calais-Bayonne) se rencontrent malencontreusement au centre de la ville. Ces sources de bruits et d'encombrements sont le cauchemar des habitants. Mais en négociant avec l'Etat un contrat ville moyenne, Alençon a sans doute fait le pari de prouver qu'est fausse l'affirmation d'un romancier qui écrivait : « *Quand on est passé par Alençon, on n'a rien à conter aux amis.* »

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

● « NON AUX CITES TENTACULAIRES ! ». — Gardanne en Provence, bourg rural proche d'Aix, devenu cité urbaine : douze mille habitants, des usines (Pechiney, ciments Lafarge), la campagne aux portes. Une ville moyenne. Après douze ans d'enquête, le sociologue Jacques Sabran et son équipe de l'université de Provence (Aix-Marseille) transmettent le cri des jeunes Gardannais : « *Non aux villes tentaculaires !* » dans une épaisse thèse. Le mode de vie des familles, leur habitat, leurs habitudes, les loisirs, les jeux, l'argent de poche, les études, le travail, sont successivement analysés. Les rêves d'avenir sont évoqués : le principal, rester à Gardanne.

★ Presses universitaires de Grenoble, BP 47 - 38040 Grenoble Cedex, et librairie Ophrys, 10, rue de Nesle à Paris.

BONNES IDÉES AU FUTUR

Les opérations envisagées ou décidées dans les villes moyennes peuvent être très variées. A titre d'exemple, en voici quelques-unes.

ANNECY. Vieilles façades à neuf.

La ville souhaite aider (financièrement) les habitants riverains du canal de Thiou à repeindre et à ravaler les façades de leurs vieilles maisons. Les artistes locaux et la commission d'urbanisme sont invités à donner leurs idées.

AURILLAC. Boutiques sur les remparts.

Le labyrinthe des remparts Saint-Géraud, avec ses baies gothiques, ses portes anciennes, ses rues étroites, pourrait subir un grand nettoyage. Restauration, peinture, décapage, et même remise en valeur du sol, endommagé par des revêtements successifs, redonneraient aux nombreuses boutiques tout leur éclat.

AUTUN. Ardoises pour le C.E.S.

Au pied des collines de Montgeu, à proximité de la vieille ville, le nouveau C.E.S. devra s'intégrer dans le site. Sa façade, ses volumes et sa toiture feront l'objet d'études et d'une construction particulièrement soignée. Une toiture en ardoise est prévue.

AUXERRE. Priorité aux piétons.

La vieille ville souhaite être libérée de la circulation automobile qui envahit les anciens remparts aménagés en boulevards. L'artère principale sera consacrée aux seuls promeneurs.

BÉTHUNE. Une salle à tout faire.

Il n'y a pas à Béthune de salles polyvalentes, capables d'accueillir deux mille personnes, pour des spectacles, réceptions, bals, floralies, concerts, congrès. Cet « espace malléable » aux cloisons mobiles est désormais prévu.

BLOIS. Des berges-jardins.

Pour remplacer le parking et la végétation sauvage ainsi que le transformateur central E.D.F. désaffecté, les berges sud de la Loire, dominées par la ville ancienne, vont être remises en valeur, livrées aux touristes, aux enfants et aux piétons.

CASTRES. Journaux muraux.

La politique d'animation culturelle que veut lancer la ville sera aidée par un service d'animation municipal qui s'installera au cœur de la ville. Techniciens spécialisés, journaux muraux, équipements audio-visuels, assureront une information permanente.

CHAMBÉRY. La cathédrale sans masque.

Le chevet de la cathédrale est actuellement masqué par des constructions parasites sans intérêt architectural. Leur démolition (trois petits immeubles) permettrait de créer un espace vert nouveau en prolongement de celui qui existe devant le Musée savoisien.

CHATEAUROUX. Architectes paysagistes au travail.

Des professionnels architectes paysagistes étudieront les projets d'urbanisme : liaison ZUP-centre ville, aménagement de la place de la République, des Cordeliers et du Palais.

DIEPPE. L'art moderne.

La municipalité souhaite édifier un centre d'art moderne à vocation nationale et même internationale où elle accueillera en particulier les œuvres de Braque qu'elle possède déjà.

LA ROCHE-SUR-YON. Rassemblement place Napoléon.

La place Napoléon va devenir le centre de l'animation de la Roche-sur-Yon : 20 000 mètres carrés de commerces nouveaux, un espace culturel polyvalent, des jardins accueilleront piétons, fêtes et rassemblements.

MORLAIX. Cap sur le port.

Des pontons dans le bassin du port, un club house pour les navigants, la mise en place d'activités annexes à la vie d'un port (réparations, entretien), tout cela est prévu pour animer Morlaix. Quant aux piétons, ils ne seront pas non plus oubliés, puisque de larges trottoirs leur permettront d'admirer le port de plaisance.

ROCHEFORT. Les jeunes au lieu de l'armée.

Les casernes Charente et Joinville, situées au nord de la ville ancienne, vont être libérées. Elles seront remplacées par une cité technique où coexisteront des collèges d'enseignement technique et des équipements sportifs.

PAU. Le canal au jour.

Les bâtiments industriels et les entrepôts situés aux abords du château et à l'angle sud-est de la place commandant l'accès vers l'avenue de la Gare pourraient être acquis, puis démolis. Le canal pourra être mis au jour sur une longueur de 35 mètres, et des jardins publics être aménagés.

SAINTES. Les défavorisés dans le centre.

Dans l'îlot Saint-Michel, la restauration des vieux immeubles, la construction de H.L.M. sur les terrains municipaux, permettront aux jeunes ménages et aux personnes âgées d'habiter le centre-ville. Des activités commerciales et artisanales s'installeront au rez-de-chaussée des immeubles, propriété de la ville.

VANNES. Des pistes cyclables.

Lorsque la ville aura aménagé son bassin en port d'escale et d'hivernage, une écluse fermera le chenal et des passerelles permettront aux piétons de traverser le bassin, les rives seront aménagées en zone de promenade et pour des pistes cyclables.

BIBLIOGRAPHIE

Les vides comme les pleins

« *Faire de beaucoup de chefs-lieux de départements de véritables villes qui en rempliraient véritablement la fonction... Il faut tirer parti de ce qui existe.* » Tel est un des grands principes qu'énonce M. Elie Mauret dans un ouvrage intitulé *Pour un équilibre des villes et des campagnes.* Ingénieur horticole, urbaniste et paysagiste, l'auteur fait part de son expérience de vingt-cinq années comme responsable du plan d'extension de Rabat, au Maroc, puis au sein de l'équipe qui aménage le littoral du Languedoc-Roussillon et enfin le Queyras.

Dans un « *plaidoyer pour l'urbanisme* », il proclame l'urgence de « *composer le paysage futur du territoire* » en prévoyant le développement harmonieux des « pleins » (la ville) et en sauvegardant les « vides » (la campagne). « *Avant de définir les zones à urbaniser, il est nécessaire de définir des zones à ne pas urbaniser et de prendre les mesures pour qu'elles ne s'urbanisent jamais* », écrit l'auteur. Et il propose notamment de remembrer en priorité les communes rurales proches des agglomérations afin de grouper les constructions nouvelles et de maintenir *aussi* l'agriculture près des villes ou même dans les villes.

★ Dunod, coll. Aspects de l'urbanisme, 242 pages, 68 F.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

Les difficultés de la presse écologique

La Gueule ouverte, *publication d'inspiration écologique, est désormais éditée par les Presses de la Bûcherie et deviendra, à partir du mois d'octobre, hebdomadaire et non plus mensuelle.* « Des divergences fondamentales entre les rédacteurs de *la Gueule ouverte* et ceux des autres publications des Éditions du Square (*Hara-Kiri, Charlie-Hebdo,* etc), rendaient une séparation nécessaire », *indique un communiqué. Cet événement illustre les difficultés que traversent actuellement la presse écologique et la nouvelle voie qu'elle tente de se frayer.*

La fin des « bouffeurs de carottes » ?

Aussi peu assurée sur ses bases que le « mouvement d'idées » qu'elle tente d'informer, la presse écologique n'a rien d'un guide rigoureux et clair. Elle est plus un inventaire de ce qu'il ne faut pas faire qu'un catalogue de propositions. Mais une évolution est sensible depuis quelques mois. L'écologie est en train de récupérer une partie des idées de Mai 1968. On voit apparaître, dans les groupes et les associations, des personnes qui déclarent avoir abandonné tout militantisme depuis 1969-1970. La presse écologique pressent que pour justifier son existence, elle ne peut plus seulement se préoccuper de pollutions et de destructions. Elle doit remettre en cause les fondements de la société : de l'école au travail en passant par les loisirs.

Déjà depuis quelques mois, *la Gueule ouverte*, imaginée, créée, lancée et souvent rédigée par Pierre Fournier, issu de l'équipe de *Charlie-Hebdo*, et terrassé par une crise cardiaque à trente-cinq ans, il y a un peu plus d'un an, ne s'intitule plus « mensuel écologique » et « *n'annonce plus la fin du monde* ». Peut-être à cause de ce virage, le journal se vend à trente-cinq mille exemplaires chaque mois, après avoir connu des moments difficiles.

La Gueule ouverte de la rentrée parlera autant de la vie quotidienne que d'écologie : son public devrait donc se modifier. Les « bouffeurs de carottes », comme les appellent parfois les membres de l'équipe de *Charlie-Hebdo*, que le mot écologie hérisse, n'y trouveront pas leur compte s'ils ne s'intéressent qu'à leurs légumes ou à leurs vaccinations.

Le Sauvage, publié par *le Nouvel Observateur*, est né il y a un peu plus d'un an, après le succès de deux numéros spéciaux consacrés à la pollution et à l'écologie. Sa diffusion moyenne approche soixante-cinq mille exemplaires. Plus brillant, plus cohérent, plus directement politique — plus suspect aux yeux des militants écologistes — et ayant soutenu M. René Dumont puis M. François Mitterrand, *le Sauvage* a suivi la même évolution que *la Gueule ouverte* : la recherche d'une « autre » existence qui, dans un récent numéro, la conduit à remettre en question la notion même de travail. A la différence de son homologue de *la Gueule ouverte*, Alain Hervé, rédacteur en chef du *Sauvage*, veut rester libre de tout mouvement, association ou groupement. C'est un peu l'écologie de luxe face à l'écologie libertaire : deux revues complémentaires dont les routes se croisent assez souvent.

Un peu à l'écart on trouve un autre mensuel, *Pollustop*, qui a bien du mal à se remettre de l'accusation d'être trop indulgent vis-à-vis des pollueurs, de tendance un peu technocratique. Même limite pour *Presse-Environnement*, un bulletin d'information hebdomadaire destiné aux spécialistes. Cette agence de presse a d'ailleurs suscité un émule plus écologique et contestataire : l'*Agence de presse Réhabilitation écologique*, qui diffuse à partir de Montargis un bulletin bihebdomadaire. « *Nous ne censurons aucun texte*, explique son animateur Jean-Luc Burgunder, *mais nous vérifions l'origine des documents et nous situons par une adresse et un nom tout ce que nous imprimons.* » L'agence affirme assurer son équilibre financier et avoir actuellement mille cinq cents abonnés : associations, journalistes, syndicalistes et isolés.

Des journaux écologiques plus marginaux commencent à voir le jour. Qu'ils soient à vocation régionale ou à prétention nationale, ils sont actuellement une trentaine à paraître plus ou moins régulièrement, et leur nombre augmente rapidement.

Bien souvent ces journaux naissent à l'occasion d'un conflit précis puis survivent en élargissant le débat. Ils tirent à quelques centaines ou au maximum à quelques milliers d'exemplaires. On se les procure par abonnement ou chez les libraires spécialisés dans la presse « underground ».

Le Courpatier, imprimé ou polycopié selon les finances disponibles se consacre à l'écologie militante après avoir été un bulletin des opposants à la centrale nucléaire de Bugey, dans l'Ain. *Le Courrier de la baleine* est publié par l'association les Amis de la terre, organe de liaison, il est aussi revue d'information et, en dépit de son titre, se livre volontiers à l'analyse politique des questions écologiques. *Survivre et vivre* se préoccupe d'écologie tout en refusant de se compromettre dans un quelconque mouvement. Il est pourtant l'organe d'un mouvement qui s'appelle précisément. Survivre et vivre. Mais le plus extrémiste de tous est sans conteste *la Vache enragée*, organe du Mouvement écologique unifié (MEU), qui préconise le retour à la terre, le refus des vaccinations et inclut dans les pollutions l'alcool et le tabac.

Parmi les régionaux : *la Main*, qui se situe à l'extrême gauche du mouvement écologique pour la région Rhône-Alpes ; *Point choc*, beaucoup plus modéré et acceptant la publicité, pour la région de Belfort ; *Investir ou mourir*, qui défend vigoureusement l'environnement dans la région de Lons-le-Saunier ; *Diwall*, pour les Côtes-du-Nord ; *Pollution-Non*, organe du mouvement du même nom, installé à Montargis, mais qui recherche une audience nationale ; *Vivre*, pour l'Alsace, et la revue *ZZZ*, journal périodique à périodicité variable, publié par des élèves des Beaux-Arts, qui se préoccupe avant tout d'urbanisme.

Nature et politique

On trouve encore *Pour le triomphe du bien*, dont la première finalité est de prêcher un retour mystique à la nature ; *la Grande Relève*, un très vieux journal militant pour une économie distributive et dont les défenseurs connurent leur heure de gloire avant la dernière guerre, au temps où M. René Dumont militait parmi eux, et *Vert*, qui publie d'intéressantes informations, mais ne comporte aucune adresse de responsable ou d'imprimeur. Ce qui est le cas d'au moins une dizaine de ces journaux, dont certains ne sont diffusés qu'à quelques centaines d'exemplaires.

Pour être complet, il faut citer : *Protection contre les rayonnements ionisants*, qui dénonce avec opiniâtreté depuis 1962 les conséquences de la radio-activité ; un nouveau venu, *l'Ecographie*, qui veut exprimer la lutte écologique et politique par le dessin ou le photo-montage, et *Tripot*, émanation d'une communauté qui refuse toute organisation, tout contact avec les associations.

Une autre catégorie de journaux, partant de la protection de la nature, ont élargi leurs préoccupations. Deux exemples : *Combat naturel*, qui résulte de la fusion de *Maisons et Paysages* et de *Mieux vivre, Maisons paysannes de France*, qui est passé de la restauration des maisons traditionnelles à la défense du Larzac, pour finir par soutenir la candidature de M. René Dumont aux élections présidentielles.

La fragilité, les valses-hésitations de la plupart des titres, leurs itinéraires politiques sinueux, rappellent que la presse écologique, en France, en est encore aux balbutiements, alors qu'elle est solidement implantée dans de nombreux pays étrangers. En fait, elle souffre d'une contradiction difficile à surmonter. S'adressant à des militants, elle doit leur proposer non plus des dénonciations mais des « recettes » pour un autre type de vie. Voulant conquérir un nouveau public, elle doit continuer à contester sans tout remettre en cause. Car ils sont encore nombreux ceux qui aiment la nature, mais se méfient de la politique.

CLAUDE-MARIE VADROT.

Faits et projets

Environnement

● UN CONGRES SUR LA POLLUTION DES EAUX. — M. G. Péronnet, secrétaire d'État à l'environnement, a ouvert le 9 septembre, les travaux de la septième conférence de l'Association internationale de recherche sur la pollution de l'eau (AIRPE). Trente-neuf délégations sont réunies au Palais des congrès, à Paris, pendant cinq jours.

Transports

● STATIONNEMENT PAYANT A LA CARTE A FECAMP. — A Fécamp (Seine-Maritime) l'automobiliste, au stationnement, utilisera des cartes dont les mentions de jours et d'heures seront effaçables, ce qui les rendra inutilisables une seconde fois. D'autre part, le stationnement des deux-roues sera interdit dans toute la zone payante. — (*Corresp.*)

● RETARD A L'APPAREILLAGE DU FRANCE. — Le départ du paquebot *France* à destination de New-York via Southampton, prévu pour le vendredi 13 septembre, à 12 heures au Havre, est reporté aux environs de minuit le même jour à la suite d'une décision des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de l'équipage, annonce la Compagnie générale transatlantique. Le *France* arrivera cependant à New-York le jour et à l'heure prévus.

Tourisme

● UNE NOUVELLE COMPAGNIE DE VOYAGES ORGANISÉS BRITANNIQUE, le Discovering Group, a fait faillite et un administrateur judiciaire a été nommé. La compagnie, spécialisée dans les voyages en Italie, Espagne et au Portugal, a indiqué que grâce à une opération de secours lancée par diverses associations britanniques, italiennes et portugaises, les vacances de douze mille personnes ont pu être préservées. — (*Reuter.*)

LA VIE SOCIALE

La charité, s'il vous plaît...

(Suite de la première page.)

La croissance économique n'élimine pas la pauvreté. Sans doute, dans les sociétés industrielles, n'est-elle plus que le lot d'une minorité, mais ses effets sont ressentis d'autant plus vivement. Du reste, les inégalités sont d'autant plus fortes que la croissance est plus vive, les politiques de redistribution des richesses n'arrivant pas à compenser le phénomène. Cette « découverte » trouble les classes dirigeantes qui, comme l'écrit fort bien Sorel (1), s'appuient sur l'idéologie du progrès technique libérateur. La bourgeoisie, dit Sorel, pensant que demain tout le monde profitera des effets de la science et de la technologie, peut se délecter aujourd'hui en toute tranquillité de ce qu'elle possède déjà, sans aucun complexe.

En fait, la poursuite de la justice, même si l'on reste sur le seul plan économico-social, est un travail de Sisyphe. Eliminer la pauvreté n'est plus seulement *répondre* aux besoins minima, car celle-ci est devenue une notion *relative*, dépendante des revenus de l'ensemble de la communauté.

Ne tombons pas dans l'erreur des positivistes. Ils croyaient naïvement que les progrès de la raison chasseraient définitivement les ténèbres. Or le savant fait reculer de larges pans d'obscurité, mais il a découvert, en même temps, d'autres noyaux de mystère. De même, de criantes injustices ont été éliminées au fil des ans (que l'on songe à la condition ouvrière dans les usines du XIXe siècle !), mais d'autres secteurs de pauvreté sont nés du fait même de la marche de la civilisation (isolés dans la ville, misère de certaines personnes âgées du fait de la prolongation de l'espérance de vie, immigrés, etc.).

La croissance de l'inadaptation est plus rapide que celle de la population. C'est la triste constatation faite par René Lenoir dans son livre *les Exclus* (2). Si l'on additionne tous les inadaptés physiques, mentaux et sociaux, un Français sur cinq est maintenant touché. Aux causes naturelles se sont ajoutées celles qui proviennent des accidents de voitures, du vieillissement, des progrès de la médecine, de l'éclatement de la famille multipliant les mineurs en danger (fugueurs, drogués).

Enfin, c'est dans la mesure même où les citoyens sont mieux pris aujourd'hui dans le quadrillage de la protection sociale qu'ils ont besoin d'une aide souple que, seuls, des bénévoles sont le plus souvent en mesure de leur apporter.

Au niveau du quartier

Il n'y a pas là de paradoxe. Les citoyens sont rangés par statuts : chargés de famille, chômeurs, immigrés, malades, étudiants, personnes âgées, etc., auxquels correspondent des « droits ». Malheur à ceux qui n'entrent pas dans des catégories, ou qui appartiennent à plusieurs en même temps. L'homme découpé en tranches par les spécialistes, les bureaucrates, qui le « reconstituera », sinon le plus souvent des bénévoles qui s'intéressent non au « statut », à l'étiquette sous laquelle il se présente, mais à la personne elle-même qui a besoin d'être secourue ? Ne voit-on pas que dans de nombreux cas (et notamment pour les travailleurs étrangers et leurs familles) tous les problèmes se posent en même temps à l'arrivée : recherche d'un emploi, d'un logement, accomplissement des formalités administratives, constitution d'un dossier de Sécurité sociale, etc. ?

Mais c'est seulement s'il prend des formes mieux adaptées à la société d'aujourd'hui que le bénévolat connaîtra une expansion nouvelle, suscitera des vocations et que sera définitivement dissipé l'aura de « bonnes œuvres » qui la dessert trop souvent dans l'esprit du public. A cet égard, on ne saurait trop insister sur les initiatives au niveau du quartier, dans les villes si déshumanisantes lorsqu'elles dépassent un certain seuil d'habitants.

Les gens ont besoin d'être « reconnus », de savoir à quelle porte frapper en cas de difficultés d'ordre juridique et administratif, de connaître leurs droits, qu'ils ignorent souvent, et la complexité même des réseaux dans lesquels ils vivent rend cette information de plus en plus nécessaire. Elle ne peut être donnée seulement par des textes, si bien rédigés soient-ils, car ils n'épouseront jamais exactement les cas individuels. Il faut que les citoyens — et pas seulement les « paumés » — trouvent en face d'eux des gens prêts à les écouter, à les guider, à les retrouver en cas de complications nouvelles. C'est bien dans cette unité à taille humaine du quartier que de tels échanges peuvent se situer.

Si la demande d'aide sociale est forte, l'offre est loin d'être négligeable. De nombreux retraités, qui, grâce aux progrès de la médecine, ont aujourd'hui une forte vitalité, ne demanderaient pas mieux que de retrouver une fonction dans leur voisinage. De même des femmes pour qui le travail rémunéré n'est pas indispensable envisageraient-elles favorablement de se consacrer à des tâches bénévoles après deux ou trois mois d'initiation. D'autres pourraient compléter de maigres retraites en aidant les mères de famille qui s'épuisent à exercer un métier tout en entretenant un foyer.

C'est ainsi que, dans le septième arrondissement de Paris, une équipe de vingt-deux bénévoles a constitué un noyau d'accueil et d'orientation d'une grande efficacité, qui permet de mettre en rapport non seulement les intéressés avec les bureaux idoines, mais les services entre eux qui, jusqu'alors, s'ignoraient plus ou moins, et des associations privées qui proliféraient souvent sans regarder à côté (dans ce secteur, on s'est aperçu qu'une quarantaine d'entre elles s'occupaient des personnes âgées !)

Dans des cas de plus en plus nombreux, et c'est encore une forme nouvelle du *bénévolat*, ce sont d'anciens « exclus » eux-mêmes qui viennent au secours de leurs semblables. René Lenoir, dans le livre que nous avons déjà cité, rapporte l'exemple de cette banlieue populaire de Montréal où le service d'accueil est composé d'habitants du quartier volontaires ayant eu des difficultés de logement, de travail, de santé.

Des accidentés de la route se mettent au service de handicapés moteurs, victimes de l'automobile ; de jeunes délinquants prennent en charge des adolescents de quatorze ou quinze ans en danger moral ; d'anciens drogués viennent au secours de camarades qui veulent en sortir (3) et il faut lire le bouleversant témoignage de Carlo Coccioli sur les « alcooliques anonymes » (4) pour comprendre ce visage nouveau de la charité, qui n'a plus rien de paternaliste mais qui aide l'autre à se sortir lui-même d'un mauvais pas.

Il ne suffit pas de laver le bénévolat d'un passé douteux ni de lui proposer de nouvelles formes d'expression, encore faut-il vaincre des résistances, des scléroses qui l'empêchent de se développer. La société est ainsi faite qu'elle trouve toujours de bons prétextes pour se « défendre » contre le changement. Prenons quelques exemples.

Combien de mères de familles travaillant à l'extérieur souhaiteraient voir l'école communale prolongée par une garderie d'enfants sur place, assurée par des bénévoles ! L'obstacle paraît être surtout un problème de « responsabilité ». Le secrétariat d'État à l'action sociale est persuadé que la plupart des mairies accepteront de l'assumer. Mais que de préalables et de palabres pour en arriver là !

La barrière des « spécialistes », les réactions corporatistes sont plus inquiétantes. Dans certains hôpitaux, dans des centres de réadaptation de handicapés, le personnel « diplômé » s'est inquiété de voir arriver des bénévoles. On n'improvise évidemment pas des infirmiers, des aides-soignantes pas plus que des travailleurs sociaux. Mais la technique ne suffit pas à tout, et des qualités de « présence » la valent bien pour répondre à certains besoins, affectifs notamment. M. Pallez, directeur du service de l'Assistance publique savait de quoi il parlait en rappelant « l'aide et le réconfort » qu'apportent aux malades les membres de plusieurs associations, et en souhaitant de nouvelles initiatives (5). Sans doute un minimum de précautions s'impose-t-il dans la sélection des bénévoles, mais *généralement* deux à trois mois de stage et la fixation d'une limite de durée minimum de l'engagement (un an par exemple) suffisent à écarter les velléitaires, les exaltés, etc., etc.

Du côté des syndicats, la tentation de donner un coup de frein au développement des tâches non rémunérées peut être très forte également. Mais l'idée de voir une armée de bénévoles retirer le pain de la bouche des travailleurs et donc peser sur l'emploi et les salaires est-elle sérieuse ? Dans la plupart des cas, il s'agit évidemment de travaux qui n'auraient pas été accomplis par des salariés : accueil, garde, orientation, visites, démarches, etc. Et quand des équipes d'action contre les taudis (PACT) vont les rafistoler ou les repeindre, ils ne déchaînent pas, semble-t-il, la contestation chez les ouvriers du bâtiment !

L'exclusivisme de certaines associations, enfin, pourrait se retourner contre les intérêts de ceux qu'elles prétendent soutenir. Il faudra bien que l'État — le gouvernement s'en préoccupe — assortisse de véritables conventions les aides qu'il fournit à certaines d'entre elles qui assurent des fonctions d'intérêt général.

Dans son étude « Pour un nouveau pouvoir de l'association », la revue *Echange et Projets* (6) propose ainsi toute une gamme de « contrats » qui permettraient de mettre un peu d'ordre dans les rapports des pouvoirs publics et des associations, et de rendre ainsi plus efficace l'aide privée.

« *Il y a toujours quelque chose à faire* », comme dirait Pierre Bellemare. Désigner du doigt les vices de l'administration ou simplement ses lenteurs ne suffit pas. Faire croire que du jour au lendemain des hommes de cœur suffiraient à aplanir des chemins, c'est se boucher les yeux sur les déséquilibres profonds du système de production dans lequel nous vivons. Mais il n'y aura jamais de société si parfaitement agencée qu'elle puisse se passer des fantaisies de la générosité, des « injustices » de la onzième heure. La charité est encore « bonne pour le service ». Simplement, il faut la décaper.

PIERRE DROUIN.

(1) Dans *Illusions du progrès*, cité par Mircea Eliade. *Fragments d'un journal*, N.R.F. 1973.
(2) Editions du Seuil.
(3) Par exemple le centre « Lumière et Liberté ». Voir l'article de Bruno Frappat sur « Les disciples de Feytiat », cf. « le Monde aujourd'hui » du 4-5 août 1974.
(4) « Les Hommes en fuite », Fayard, 1972. Voir *le Monde* du 31 juillet 1972.
(5) Dans *le Monde* du 7 août, répondant à un témoignage sur « le calvaire d'un grabataire de cinquante ans ».
(6) 10, rue des Pyramides, 75001 Paris.

SPORTS

TENNIS

Jimmy Connors, champion de Forest-Hills

Par un temps couvert et lourd, le jeune Américain Jimmy Connors (vingt-deux ans), déjà champion d'Australie et de Wimbledon en 1974, a remporté le 9 septembre les championnats « open » des États-Unis sur herbe à Forest-Hills. Quinze mille spectateurs new-yorkais, qui s'étageaient sur les gradins en fer à cheval du West-Side Tennis Club — situé entre les aéroports d'Idlewild et de La Guardia, — ont acclamé la victoire sans appel de leur compatriote sur le vétéran australien Ken Rosewall.

Le score en effet est écrasant (6-1, 6-0, 6-1), plus encore que lors de la finale de Wimbledon (où Connors l'avait emporté par 6-1, 6-1, 6-4).

Connors a empoché le chèque coquet de 22 500 dollars (110 000 francs), qui était attribué au vainqueur avec une automobile de luxe en prime.

De son côté, l'Américaine Billie Jean King, cinq fois championne de Wimbledon, déjà trois fois championne de Forest-Hills, s'est adjugée l'épreuve *féminine* après un match acharné avec l'Australienne Evonne Goolagong (3-6, 6-3, 7-5), laquelle avait éliminé Chris Evert en demi-finale.

Les fiancés du tennis, « Jimbo » Connors et « Chrissie » Evert, qui doivent se marier en novembre, ont été battus en finale du double mixte par la paire confidentielle Geoff Marster-Pam Teegardon.

* * *

Un procès intéressant — beau sujet pour la conférence du stage des avocats — va maintenant opposer Jimmy Connors à la Fédération française de tennis. Celle-ci s'était, rappelons-le, opposée à l'engagement de Connors dans les Internationaux de France en juin dernier, en raison de son appartenance au groupe professionnel des W.T.T. (World Tennis Team), dit « Intervilles ».

Du coup, Connors, que l'on avait vu errer comme une âme en peine dans les allées de Roland-Garros et auquel son élimination d'office retirait la chance d'enlever le tournoi français sur terre battue — deuxième grande épreuve du calendrier — avait décidé d'attaquer la F.F.L.T. en 1 million de dommages-intérêts pour avoir été dans l'incapacité matérielle de réaliser le « grand-chelem » comme Donald Budge ou Rod Laver. La cause de Connors est renforcée par sa victoire dans les championnats de Forest-Hills auxquels — à part Laver — participait l'élite du tennis : Newcombe, Smith, Borg, Nastase, Ashe, Kodès, Okker, — et qui le classe sans conteste le meilleur joueur du monde en 1974. Il a un appui de premier ordre en la personne de Bill Riordan, son « agent », promoteur de tournois en circuit fermé et ennemi juré de Jack Kramer, lequel préside l'Association des joueurs professionnels que Connors, joueur non inscrit, poursuit également en justice pour l'avoir boycotté.

OLIVIER MERLIN.

AUTOMOBILISME

LE GRAND PRIX D'ITALIE

Un mastic a rendu incompréhensible un passage de l'article consacré au Grand Prix d'Italie (*le Monde* du 10 septembre). Il fallait lire « *...Autre signe de changement, le pilote qui totalise le plus grand nombre de points, Regazzoni, n'a remporté qu'un seul Grand Prix, mais beaucoup de places d'honneur, alors que Peterson, avec cependant trois succès, est celui qui a le moins de chance de succéder à Stewart, faute précisément de classements d'appoints. Il faut peut-être y voir aussi une plus grande égalité technique entre les constructeurs, qui proposent à leurs pilotes, au gré des épreuves, des voitures au potentiel comparable.*

» *A l'exception de Ferrari. Depuis le début de l'année, les monoplaces italiennes sont de loin les meilleures du lot, et c'est à un régulier et fâcheux concours de circonstances que l'Autrichien Nikki Lauda doit de ne pas être encore champion du monde...* »

RÉSULTATS

Basket-Ball

Effectué samedi 7 septembre au siège de la FIBA à Munich, le tirage au sort des deux premiers tours des Coupes européennes a été favorable à toutes les équipes françaises. Déjà le Berck B.C. et le Clermont U.C. sont assurés de prendre part aux quarts de finale des Coupes des champions.

Golf

Sur les links de Saint-Cloud, en pleine tempête, la finale de l'Internationale juniors a été remportée par l'Anglais Poxon (vingt ans) sur l'Allemand Flint par 5 et 4.

Le championnat de France féminin juniors a vu la défaite de la tenante du titre et grande favorite Anne-Marie Palli des mains de Nathalie Jeanson par 2 up.

Motocyclisme

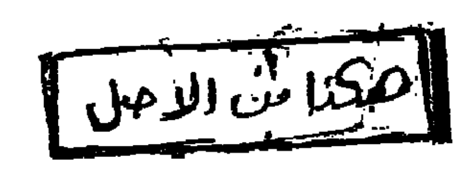
Le « campionissimo » Giacomo Agostini a remporté dimanche, sur le circuit d'Opatija, en Yougoslavie, son quatorzième titre de champion du monde au guidon de sa 350 Yamaha d'usine.

Pétanque

A Alicante (Espagne), les boulistes français ont enlevé le titre de champions du monde devant les Monégasques par 15 à 3.

Voile

Le 12 mètres français France a battu son concurrent américain Mariner, dimanche 8 septembre, sur le plan d'eau de Newport, dans une épreuve mettant aux prises les prétendants éliminés dans la coupe de l'America.


مكتبة من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

Le projet de taxe conjoncturelle serait examiné le 18 septembre par le conseil des ministres

Le projet gouvernemental de taxe conjoncturelle sera probablement étudié dans ses grandes lignes au cours du conseil des ministres, le mercredi 18 septembre, conseil qui sera également consacré au projet de budget de l'Etat pour 1975. Mais les deux textes sont complètement indépendants l'un de l'autre. Le texte sera déposé au Parlement lors de la prochaine session budgétaire, et la taxe entrera en principe en application à partir du 1er janvier 1975.

BILLET

Quand le fisc taxe l'inflation

La France vendra-t-elle au monde entier sa taxe conjoncturelle sur l'inflation comme elle a vendu sa T.V.A. maintenant adoptée par de nombreux pays industrialisés ? C'est que, en matière de fiscalité, notre administration, si elle donne souvent l'impression de manquer d'efficacité — la fraude est vraiment trop répandue en France, — a de l'ingéniosité à revendre.

Qu'on en juge : M. Durand est industriel. En 1975 — nous anticipons un peu — son entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 15 millions de francs. Comme les achats nécessaires au fonctionnement de son usine (produits bruts et demi-finis, matières premières, énergie) ont représenté 10 millions de francs, la valeur ajoutée par M. Durand en 1975 aura été de 5 millions de francs. Une progression de 1,5 million de francs par rapport à 1974, où la valeur ajoutée par l'entreprise de M. Durand avait été de 3,5 millions de francs.

C'est à ce million et demi que *s'intéresse M. Fourcade, qui veut décourager les chefs d'entreprise d'entretenir l'inflation en augmentant constamment leurs prix. La tactique du ministre est la suivante : il taxera l'augmentation de la valeur ajoutée dans la mesure où celle-ci n'est pas la stricte contrepartie d'une augmentation de la production, mais seulement la traduction d'une hausse des prix pour accroître les profits ou les salaires.*

« Fort bien, *dit M. Fourcade à M. Durand.* Vous avez augmenté votre valeur ajoutée. Mais de quoi celle-ci est-elle faite ? Salaires, profits, investissements ? Et dans quelle proportion ? »

L'industriel fait d'abord remarquer qu'il subit l'inflation des prix et des salaires comme tout le monde, et que son chiffre d'affaires s'en trouve artificiellement gonflé sans qu'il y soit pour rien. Ce que M. Fourcade admet. Les pouvoirs publics acceptent donc de réduire l'assiette de l'impôt, c'est-à-dire la différence de valeur ajoutée entre 1974 et 1975. Il est entendu qu'on la diminuera d'un pourcentage représentant la hausse nationale des prix, dont M. Durand n'est pas responsable. S'appuyant sur diverses prévisions officielles, dont celle de l'O.C.D.E., l'industriel s'attend à un taux d'inflation encore très important en 1975, de l'ordre de 12 à 13 %. Il pense donc que c'est ce pourcentage de réduction que le fisc prendra en compte dans ses calculs. La réponse de M. Fourcade le déçoit : on retiendra 8 % pour 1975 (le chiffre qui sera retenu par le gouvernement ne devrait pas être très différent de cette hypothèse de notre scénario).

« La taxe que j'institue, *explique le ministre*, est destinée à saper l'inflation. Je ne peux donc pas intégrer cette inflation dans mes calculs comme si je l'acceptais. Le pourcentage de hausse des prix retenu est normatif. Il traduit un acte de volonté, une politique énergique — dont la taxe fait partie — et non pas le simple enregistrement d'une tendance. »

Concrètement, comme le gouvernement se fixe pour objectif en 1975 une hausse des prix de 8 %, la différence taxable de valeur ajoutée entre 1974 et 1975 sera réduite d'autant, soit pour M. Durand 1,5 million de francs moins 280 000 francs (8 % de 3,5 millions de francs).

« Mais baissez donc vos prix ! »

Nous sommes maintenant à pied d'œuvre. Comme M. Fourcade n'a aucune envie de stopper l'activité économique et de créer du chômage, il invite M. Durand à soustraire de sa valeur ajoutée globale tout ce qui correspond à un accroissement réel d'activité (allongement de la durée du travail, effectifs plus nombreux) ou des capacités de production (investissements *nouveaux). Les comptes de M. Durand prouvent qu'il peut déduire 700 000 francs de la matière imposable puisque cette somme correspond aux salaires qui ont été versés à des ouvriers nouvellement embauchés en 1975 et à la première tranche d'amortissement d'une grosse machine récemment acquise. Reste donc 520 000 francs taxables (1 220 000 francs moins 700 000 francs).*

Que représentent ces 520 000 francs ? Ce qu'a rapporté à M. Durand un coup de pouce donné à ses prix de vente, pour gagner plus, accroître le profit de son entreprise, augmenter les salaires de ses ouvriers.

En ce qui concerne les salaires, M. Durand fait remarquer à M. Fourcade qu'il est nécessaire de les augmenter pour améliorer le niveau de vie des Français. Le ministre l'admet sans mal mais trouve que les 15 % accordés par M. Durand sont beaucoup trop élevés pour être supportés par l'économie française sans effet inflationniste. Le raisonnement de M. Fourcade est simple : « Augmentez vos salaires dans la même proportion que progresse la productivité et il n'y aura pas d'effet inflationniste. »

Une norme de productivité est donc fixée pour toute la France. Taux : 3 % (il ne s'agit là que d'une hypothèse, mais le chiffre qui sera fixé par décret une fois la loi votée par le Parlement ne devrait pas être très différent). Ce gain de productivité permettant de produire plus avec des capacités en hommes et en matériel inchangées permet d'élever les salaires sans entraîner de hausse de prix : il est donc décidé qu'on déduira des 520 000 francs imposables cette partie des hausses de salaires considérée comme non inflationniste, c'est-à-dire 105 000 francs (3 % de 3,5 millions de francs). Les 12 % de salaires restants accordés par M. Durand seront, eux, taxés.

M. Durand va donc payer au fisc la taxe conjoncturelle sur 415 000 francs. Il versera chaque mois un acompte provisionnel calculé d'après ses versements de T.V.A., le tout étant régularisé en fin d'année à partir de son compte d'exploitation. Le taux de la taxe sera progressif et d'autant plus élevé que la valeur ajoutée taxable sera plus importante. Il pourra atteindre jusqu'à 90 ou 95 %. Pour échapper à la taxe, M. Durand aurait pu ne pas accroître son profit ou baisser ses prix de vente (ses importants progrès de productivité le lui permettaient) ou encore accroître ses investissements.

Ou encore... « Et la valeur ajoutée à l'exportation ? » *questionne M. Durand.* « Le problème n'est pas tranché », *répond le ministre. Mais des assurances sont données à l'industriel. Il pourra très probablement déduire la valeur ajoutée sur les produits exportés.*

Voilà pour l'ingéniosité. Reste à savoir si le système fonctionnera sans trop de bavures, s'il ne découragera pas les entreprises dont la productivité dépassera la norme retenue par l'administration, si les industriels ne répercuteront pas sur leurs prix de vente le montant de la taxe.

Quant aux petites entreprises, qu'elles se rassurent : celles qui n'emploient pas plus de 100 salariés ou qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 10 millions de francs par an ne seront probablement pas touchées. C'est dire qu'en fin de compte peu d'entreprises paieront la taxe : moins de 50 000 sur un total de 1,9 million. C'est d'ailleurs pour cette raison que le contrôle des prix et du crédit ne sera pas supprimé, contrairement à ce qu'avaient déclaré un peu hâtivement les pouvoirs publics, qui avaient d'abord vu dans la taxe l'arme absolue pour combattre l'inflation.

La taxe conjoncturelle ne sera pas éternelle. Lorsque le rythme de hausse des prix sera revenu à un pourcentage raisonnable (disons 4 ou 5 % l'an) elle sera supprimée. Mais d'ici là...

ALAIN VERNHOLES.

M. CEYRAC : la situation économique de la France est encore exceptionnellement bonne.

La situation économique de la France est encore exceptionnellement bonne par rapport à tous les autres pays, y compris les Etats-Unis, a déclaré lundi 9 septembre, M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., au cours d'une interview à France-Inter. En conséquence, a-t-il ajouté, la situation de l'emploi reste bonne et le niveau de chômage le plus faible de tous les pays européens.

Il s'est étonné de la déclaration de M. Georges Séguy : « *Nous ne voulons pas avoir les chômeurs les mieux payés d'Europe* », pour lui répliquer : « *Je ne souhaite pas que nous ayons des chômeurs mais je préfère, s'il y en a, qu'ils soient les mieux payés d'Europe, et c'est en effet le cas.* »

En ce qui concerne la réforme de l'entreprise, M. Ceyrac a indiqué :

« *Nous avons envoyé un questionnaire à 40 000 entreprises. Les réactions sont rapides et intéressantes puisque, en une semaine, nous avons reçu plus de 4 000 réponses. C'est après avoir dépouillé ces réponses et forts de ces avis et de ces orientations que nous ferons connaître notre point de vue au gouvernement et à la commission Sudreau.* »

PRESTATIONS SOCIALES

Avant le conseil des ministres
Les syndicats et les caisses nationales se déclarent opposés au projet de compensation entre les régimes de Sécurité sociale

Avant de présenter au conseil des ministres, mercredi à Lyon, le projet de loi créant un système de compensation financière dite démographique entre les différents régimes de sécurité sociale, M. Durafour, ministre du travail, a consulté les syndicats des caisses nationales de ces régimes. Tous ont donné un avis défavorable au projet de réforme du gouvernement, bien qu'il crée une certaine solidarité nationale et amorce une fiscalisation des institutions sociales.

Il est vrai que le projet de loi, visant à harmoniser d'ici à 1978 « *une protection de base commune à tous les Français* » et une compensation financière inter-régime, demeure ambigu, comme *le Monde* du 29 août l'a indiqué en analysant ce projet. Compte tenu de la diminution des effectifs cotisant dans les caisses des exploitants et salariés agricoles ainsi que dans celles des travailleurs indépendants, des mineurs, des marins etc., il est créé une méthode de compensation démographique mettant, pour 1975, quatre milliards de francs à la charge du régime général des salariés qui, lui, est en expansion. En outre, le projet prévoit que les taxes sur l'alcool (environ 3,2 milliards de francs) seront affectées aux caisses des salariés, ce qui marque un pas important dans l'évolution des système français d'assurance.

Et pourtant les syndicats, qui — il faut le noter — ont été consultés officiellement, et les caisses nationales ont rejeté ce texte. Les confédérations ont fait connaître leur opposition soit en acceptant de se rendre au ministère du travail pour y exposer leur thèse comme cela a été le cas de la plupart des syndicats — et en dernier lieu de M. Edmond Maire (C.F.D.T.), soit en se refusant à tout déplacement, comme l'a décidé la C.G.T. qui aurait voulu avoir l'assurance d'être reçue par le ministre et non pas par un de ses représentants...

Quant aux caisses nationales des salariés, elles ont toutes trois (maladie, vieillesse, famille) repoussé le projet à l'unanimité.

Deux critiques principales

Deux principales critiques sont adressées aux propositions du gouvernement :

● Le système de compensation ne tient pas compte des capacités contributives des travailleurs indépendants ;

● Le texte prévoit sans doute l'affectation des taxes sur l'alcool au régime général des salariés, mais dans les années à venir le montant de cette affectation peut se révéler insuffisant pour couvrir une compensation financière dont le coût pourrait croître rapidement.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., qui a eu, lundi 9 septembre, un entretien avec le ministre du travail lui-même, estime que « *la contrepartie fiscale est aléatoire à la fois dans son montant et son évolution, puisqu'elle serait redistribuée chaque année par le Parlement* ». « *Le précédent de la vignette automobile ne peut qu'inciter à la plus grande circonspection* », a ajouté le leader syndical.

De son côté, la C.G.T. considère, dans un communiqué, que le « *projet gouvernemental est extrêmement grave* », dans la mesure où « *il vise à transformer la sécurité sociale en système généralisé d'assistance* ».

« *Nous ne sommes pas contre un système de compensation et une garantie minimum*, déclare M. André Bergeron (F.O.), *mais s'il y a au gouvernement une manifestation de bonne volonté, il y a aussi une méconnaissance des prolongements réels d'une telle réforme.* »

Le ministre du travail apportera-t-il, mercredi à Lyon, certains apaisements ? Faute d'engagements plus précis, les syndicats pourraient déclencher une campagne plus active contre le projet de loi.

JEAN-PIERRE DUMONT.

CADRES

M. Malterre (C.G.C) reproche au gouvernement de ne s'occuper que « des catégories sociales qui s'expriment par la violence »

La crise économique internationale est à notre porte. Une consultation approfondie sur les problèmes français et internationaux entre la Confédération générale des cadres et les pouvoirs publics est nécessaire, a déclaré en substance M. André Malterre, président de la C.G.C., lundi 9 septembre, au cours d'une conférence de presse. Evoquant le double appel du président de la République aux organisations syndicales ainsi qu'aux cadres, chefs d'entreprises et épargnants dans sa récente allocution télévisée, M. Malterre a indiqué que la C.G.C. était prête à se concerter avec les détenteurs du pouvoir tant politique que patronal. Mais il a souligné que, jusqu'à présent, il n'y avait aucune consultation réelle.

Au cours de discussions avec les pouvoirs publics, M. Malterre voudrait notamment proposer différentes mesures portant par exemple sur le contrôle des euro et des arabo-dollars ainsi qu'une réforme de la politique du crédit.

« *Les cadres sont également des épargnants. Ils ne peuvent admettre que leur épargne soit détruite par l'inflation. Ils demandent des garanties de pouvoir d'achat pour les placements à moyen et à long terme.* »

M. Malterre souhaite par exemple le lancement d'un emprunt à faible taux d'intérêt, mais dont le capital serait indexé. Après avoir noté que les rémunérations du personnel d'encadrement avaient augmenté d'un peu moins de 10 % en un an au lieu de 16 % pour le salaire horaire des ouvriers alors que les prix en 1974 augmenteront vraisemblablement de 15 %, il s'est opposé à un contrôle autoritaire des revenus « *parce qu'une telle politique a toujours échoué et qu'elle s'en prend aux effets plutôt qu'aux causes* ».

Faisant allusion aux projets de loi sur la Sécurité sociale, il s'est déclaré opposé à tout financement qui serait supporté par les cadres, notamment par un déplafonnement des cotisations d'assurance maladie. « *Là-dessus, nous serons intransigeants. Le cas échéant, si un déplafonnement était décidé, nous n'hésiterions pas à donner un ordre de grève.* »

AFFAIRES

CORRESPONDANCE — Le rôle des petites banques régionales

Au moment où les banques sont sur la sellette, notamment les petites, accusées à l'étranger de commettre de graves irrégularités ou amenées à rechercher des capitaux à tout prix, l'un de nos lecteurs, M. J. Magnan, directeur général de la Banque régionale de l'Ouest, à Blois, nous écrit pour prendre la défense des établissements « secondaires » face aux « géants ».

Permettez au professionnel de témoigner à nouveau auprès de vous que la taille d'une banque ne qualifie pas sa gestion. Entre un grand établissement de crédit, d'importance mondiale, et une banque « secondaire », d'influence régionale, par exemple, il n'y a pas simplement différence de puissance, de dimension, mais il y a plus profondément une vocation différente.

Soyez assurés que les banquiers régionaux se font une règle d'or d'écarter les risques « déplacés » et de consacrer au développement de leur province les moyens qu'ils tirent de la confiance vivante et proche de leurs déposants.

Les normes de la limitation actuelle des crédits sont, dans l'optique de leur exploitation, très contraignantes, car l'épargne, en province, est importante. Les banques, petites ou moyennes, ne recherchent pas de l'argent à tout prix ; elles sont nécessairement soucieuses du bon équilibre de leur compte d'exploitation. Ces banques ne se risquent pas à des opérations spéculatives, car elles ont assez à faire pour accomplir leur service simplement : il est difficile, aujourd'hui, de conseiller des épargnants et de soutenir des entreprises qui vous sont proches.

Comme l'écrivait un vieux traité de banque, le banquier — j'ajouterai le banquier régional — « *n'a besoin de posséder aucun talent brillant qui le distingue du reste des hommes, et même il vaut mieux qu'il n'en possède point.* » Au prix de cette manière de faire, la banque de province demeure une institution respectable.

UNE PETITE BANQUE SUISSE CONNAIT A SON TOUR DE GRAVES DIFFICULTÉS

Une petite banque privée suisse éprouve à son tour des difficultés. La banque Cosmos de Zurich vient de déposer une demande de moratoire auprès du tribunal de commerce de cette ville.

Dans un communiqué publié lundi 9 septembre, le conseil d'administration de la banque souligne que les difficultés qu'elle rencontre ne sont pas dues à des opérations à terme sur les devises, mais aux restrictions croissantes imposées ces derniers mois aux mouvements de capitaux entre banques. Le communiqué précise enfin que le capital de la Cosmos est intact et que le sursis devrait lui permettre de poursuivre ses affaires normalement.

Par ailleurs M. Marc Colombo, chef cambiste de la succursale de Lugano de la Lloyd's Bank qui a perdu 350 millions de francs a été arrêté sous l'inculpation de gestion déloyale, falsification et suppression de document, a annoncé lundi 9 septembre le procureur de Lugano. Il risque selon le code pénal suisse un emprisonnement de cinq ans au plus. Le directeur de la succursale, M. Guido Monbelli suspendu de ses fonctions par la maison mère a de son côté été prié de remettre son passeport aux autorités et de rester à la disposition du procureur. — *(A.F.P., Reuter, Agefi.)*

LA VIE ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE

RÉUNIS A BUENOS-AIRES

Les ministres latino-américains de l'énergie ont préconisé l'instauration d'une politique commune

De notre correspondant

Buenos-Aires. — Réunis récemment dans la capitale argentine, les ministres de l'énergie et du pétrole d'Amérique latine ont recommandé aux pays de la région d'engager entre eux *« des négociations directes afin d'assurer un approvisionnement énergétique suffisant et stable »*. Vingt et un pays, dont Cuba, participaient à cette réunion, tenue dans le cadre de l'OLADE (Organisation latino-américaine de l'énergie). Cependant, — et c'est la raison pour laquelle la conférence ne pouvait que promouvoir des contacts bilatéraux, — l'organisation en question n'a pas encore d'existence formelle. Onze pays seulement ont ratifié la convention établissant l'OLADE, et si les autres Etats s'apprêtent à le faire, les questions énergétiques touchent de trop près à la souveraineté et aussi à la bourse des intéressés pour faire l'objet, pour l'instant, de solutions conjointes.

L'Amérique latine, dans son ensemble, produit plus de pétrole qu'elle n'en consomme. D'après des estimations de la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine), les ventes des pays exportateurs atteindraient, en 1974, 14,2 milliards de dollars et les achats des importateurs 4,5 milliards. Le solde, positif, s'élèverait donc à près de 10 milliards. Mais le problème de l'approvisionnement en hydrocarbures affecte très diversement les pays de la région. Parmi les exportateurs nets, le Venezuela figure loin en tête avec 95 % du total des ventes, devant l'Equateur. La Bolivie, la Trinité-et-Tobago. Parmi les importateurs, le Brésil effectue près de la moitié du total des achats. L'Argentine, le Mexique et la Colombie subviennent pratiquement eux-mêmes à leurs besoins. Mais les pays d'Amérique centrale, le Chili, l'Uruguay et le Paraguay, sont totalement dépendants de l'étranger.

Compte tenu de cette situation, le Venezuela a tenu, à Buenos-Aires, le rôle principal. Caracas est en mesure de fournir aux pays importateurs le pétrole qu'ils acquièrent aujourd'hui en dehors de la région, et qui représente de 15 à 20 % du total de leurs achats. Des négociations ont notamment été engagées avec l'Uruguay. En outre, le Venezuela ne peut investir sur place la totalité des revenus provenant des ventes de pétrole (10 milliards de dollars cette année). Le gouvernement de M. Carlos Andres Perez est disposé à utiliser une partie de ces fonds pour venir en aide aux pays du tiers-monde et aux « nations sœurs » du continent affectées par la crise du pétrole. Caracas met, d'ores et déjà, une petite partie de la manne pétrolière à la disposition d'organismes financiers internationaux (Fonds monétaire et Banque mondiale) ou interaméricains (Banque interaméricaine de développement, Corporation andine de développement, Banque centraméricaine d'intégration, Banque de développement des Caraïbes, etc).

Le solde, qui est affecté au Fonds vénézuélien d'investissement, pourrait aussi bien être destiné à la promotion et à la réalisation de projets de développement minier ou industriel en Amérique latine. Le gouvernement vénézuélien, fort de son expérience au sein de l'OPEP, souhaite également appuyer les revendications conjointes des producteurs latino-américains de matières premières et de produits agricoles. Les producteurs de bananes (Amérique centrale, Panama et Equateur), qui essaient d'obtenir une révision en hausse du cours international et de s'assurer du contrôle des plantations, peuvent déjà compter sur la solidarité politique et financière de Caracas.

Toutefois, si le problème des hydrocarbures est resté au centre des discussions de Buenos-Aires, l'OLADE compte s'intéresser de plus en plus aux autres sources d'énergie. La frange du bassin amazonien, située à l'est des Andes, fait l'objet d'explorations intensives en Equateur, au Pérou et en Bolivie; L'Argentine, qui a déjà inauguré un réacteur, le Brésil et le Mexique commencent à recourir à l'énergie nucléaire. La Colombie se prépare à exploiter ses énormes réserves charbonnières, le Chili et le Salvador étudient leur potentiel géothermique. Le Brésil fait des expériences pour extraire des hydrocarbures liquides de ses schistes bitumineux. Enfin, les nations riveraines de la Plata (Brésil, Argentine, Bolivie, Paraguay et Uruguay) s'apprêtent à réaliser sur le Parana et l'Uruguay de grands barrages.

PHILIPPE LABREVEUX.

● LES RUMEURS D'UNE PRISE DE CONTROLE DE L'ARAMCO à 100 % par le gouvernement saoudien (*le Monde* du 10 septembre), ont été démenties par un porte-parole du consortium de New-York. — (*U.P.I.*)

Avant la conférence de l'OPEP

LES PRIX DU PÉTROLE VONT AUGMENTER estime-t-on à Alger

Alger (*A.F.P.*). — Les prix du pétrole vont augmenter et il est hors de question qu'une baisse de ces prix intervienne, estime la presse algérienne à trois jours de l'ouverture de la conférence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

L'agence officielle Algérie-Presse-Service écrit lundi 9 septembre que « *l'inflation continue, il n'y a pas d'illusions à se faire. Le pétrole et les autres matières premières augmenteront tôt ou tard. Il faut donc s'en prendre aux causes et non aux conséquences* ».

L'agence remarque que « *l'origine de cette inflation est connue. Elle prend sa source dans les pays riches et déverse ses eaux polluantes sur l'économie mondiale. Quant au prix du pétrole, même s'il augmente comme les pays industrialisés feignent de le craindre de 14 %, il ne rattraperait pas, pour les pays producteurs, le taux de l'inflation mondiale qui a atteint en un an plus de 20 % (...). Il est donc temps peut-être pour les pays industrialisés*, ajoute l'A.P.S., *d'aborder sérieusement le problème et de se rendre compte que quelque chose a changé dans les relations économiques : pays développés, pays en voie de développement. Il leur suffirait de reconnaître qu'ils ne peuvent pas continuer à vivre au-dessus de leurs moyens et d'admettre que l'argent avec lequel ils payent le pétrole ne leur appartient plus* ».

Les économies sur le chauffage

UN PARLEMENTAIRE U.D.R. RELÈVE UNE « DOUBLE ANOMALIE » DANS LE DISPOSITIF DE RATIONNEMENT DU FUEL

M. Charles Krieg, député de Paris (U.D.R.), dans une question écrite, attire l'attention du ministre de l'industrie sur « *une double anomalie qui résulte des mesures qui viennent d'être prises pour restreindre la consommation du fuel domestique* ».

M. Krieg souligne que, du fait de l'année de référence qui a été retenue (consommation entre le 1er juin 1973 et le 31 mai 1974), on peut, en effet :

« 1) *Se demander si des mesures supplémentaires de déblocage ne devraient pas être prises pour le cas où l'hiver 1974-1975 s'avérait plus rigoureux que le précédent, qui fut exceptionnellement clément.*

» 2) *Constater que les personnes qui, au cours de l'hiver dernier, ont volontairement diminué leur consommation en énergie et leur degré de chauffage sont manifestement lésées par rapport à celles qui n'ont nullement tenu compte des recommandations gouvernementales et vont de ce fait bénéficier d'une plus forte allocation en fuel.* »

Le député de Paris estime que, dans un cas comme dans l'autre, une référence aux trois dernières campagnes de chauffage aurait permis de prendre des mesures plus justes et de répartir plus équitablement les effets de l'actuelle pénurie.

EUROPE

LA HAYE SOUHAITE LA PARTICIPATION DE M. ORTOLI AU DINER DES NEUF

M. Den Uyl, *premier ministre* néerlandais, en acceptant l'invitation du président Giscard d'Estaing pour un dîner des Neuf le 14 septembre, a demandé au président de la République d'inviter également M. Ortoli, président de la Commission européenne, nous indique notre correspondant à La Haye, P. Freriks. Cette demande est conforme à la position constante des Pays-Bas, favorables à la participation des institutions communautaires à toutes les discussiosn européennes.

Il semble que le président de la République n'ait pas modifié sa position et tienne à garder au dîner de l'Elysée le caractère d'une réunion privée des seuls chefs d'Etat ou de gouvernement.

M. Ortoli a été reçu lundi 9 septembre pendant une heure par M. Giscard d'Estaing.

Faits et chiffres

Affaires

● « *L'INDUSTRIE FRANÇAISE DES TRAVAUX PUBLICS paraît, après la forte reprise enregistrée au début de 1974, avoir atteint un point de stagnation* », note la fédération professionnelle. De plus, « *dans la plupart des cas, les entreprises ne dégagent plus l'autofinancement nécessaire à la poursuite de leur activité dans des conditions financières satisfaisantes* ». Deux entreprises sur trois déclarent éprouver des difficultés de trésorerie contre une sur deux en avril.

Europe

● CINQUANTE-TROIS POUR CENT DES DANOIS souhaitent quitter la C.E.E., selon un sondage publié par le quotidien *Berlingske Tidende*. Si un nouveau référendum était organisé, seuls 31 % voteraient pour l'adhésion. Celle-ci avait été acquise, en octobre 1972, par 57 % de « oui » et 33 % de « non ». — (*A.F.P.*)

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	10 3/4	11 3/4	8 1/2	9 1/2	9	10
1 mois	11 1/2	12	8 5/8	9 1/8	10	10 1/2
3 mois	12 1/2	13	8 3/4	9 1/4	10 1/2	11
6 mois	13 1/8	13 5/8	9 3/4	10 1/4	11 1/4	11 3/4

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES (société mère)

Le chiffre d'affaires du premier semestre s'est élevé à 9 353 millions de francs. La comparaison avec celui de la période correspondante de l'année 1973 (2 133 millions de francs) ne fait que traduire, pour l'essentiel, les augmentations qui ont bouleversé les prix du pétrole brut et des produits pétroliers.

Les tonnages de pétrole brut commercialisé se sont élevés à 37 millions de tonnes, contre 35 millions de tonnes pour le premier semestre de 1973.

Les hausses des prix de revient du pétrole brut facturé aux filiales n'ont pu être répercutées que tardivement et encore partiellement par celles-ci dans les prix des produits à la consommation. De ce fait, les filiales de raffinage et de distribution du groupe, particulièrement en Europe, ont subi au cours du premier semestre des pertes d'exploitation courante importantes ; elles ont, par ailleurs, pu dégager, sur une partie des stocks existant au 1er janvier 1974, un bénéfice comptable qui a atténué ces pertes. Au total, la société mère a constitué, au 30 juin, une provision sur le poste « titres de participation », correspondant aux pertes de ces filiales calculées suivant les règles comptables en vigueur dans les pays où elles exercent leurs activités.

Les indemnités reçues ou à recevoir à la suite des nationalisations ou des accords de participation intervenus dans les pays producteurs ont été maintenues dans les comptes de régularisation, et n'interviennent donc pas dans le résultat du premier semestre.

Le bénéfice de change comptable réalisé sur les postes du bilan à long terme a été maintenu dans le résultat, et non pas affecté à la provision pour fluctuation des changes, en raison d'une part de sa modicité, d'autre part du caractère provisoire de son évaluation.

Pour tenir compte enfin des incertitudes pesant sur l'industrie pétrolière et les activités commerciales du groupe, a été constituée, pour le semestre, une provision pour risques généraux de 37,5 millions de francs, égale à la moitié de celle qui a été constituée au titre de l'exercice 1973.

Le résultat net du semestre s'établit ainsi à 286,5 millions de francs : il avait été de 252,1 millions de francs pour le premier semestre 1973 et de 274,5 millions de francs pour la moitié de l'exercice 1973. Il est rappelé qu'il s'agit du résultat provisoire de la seule société mère, et non du résultat consolidé du groupe TOTAL, qui sera publié ultérieurement.

ACIER-INVESTISSEMENT

Au 31 août 1974, la valeur liquidative globale d'Acier-Investissement s'établissait à 173,10 millions de francs, soit 106,06 F par action, contre 104,93 F à la fin du mois précédent.

BCT

BANQUE DE LA CONSTRUCTION ET DES TRAVAUX PUBLICS

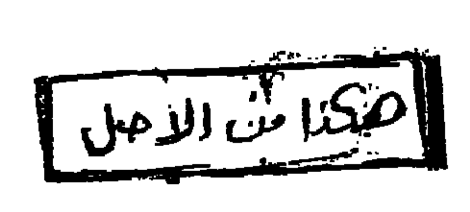
Le bénéfice d'exploitation pendant le premier semestre 1974 s'élève à 6 852 000 F avant provisions, amortissements et impôts. Il s'y ajoute un profit exceptionnel de 976 000 F sur la vente de titres.

Ces résultats ont été obtenus dans le strict respect de l'encadrement du crédit ; ils ont été nécessairement affectés par les réserves obligatoires sur les encours autorisés, telles qu'elles existaient encore au cours du premier semestre, ainsi que par la hausse exceptionnelle des coûts de refinancement.

ORIGNY-DESVROISE

Assemblée générale ordinaire fixée au 27 septembre 1974 à 11 heures au siège social, 91, boulevard Malesherbes, Paris 8e. Jetons de présence 0,20 F par action. Titres à déposer au Crédit du Nord et à l'Union parisienne-Union bancaire, Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Crédit industriel et commercial et Siège social.





LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Sans réaction

En ce début de semaine, la Bourse n'a guère réagi au communiqué assez vague sur lequel s'est terminée la réunion des Cinq au château de Champs. La tendance est restée assez irrégulière, un léger effritement réapparaissant en clôture dans un marché assez léthargique.

Si les opérateurs ont pu être sensibles à la bonne tenue de Wall Street à la veille du week-end, ils ont été attentifs aux propos de M. Fourcade, qui a déclaré notamment : « Il ne saurait y avoir de reprise boursière dans le monde tant que les taux d'inflation resteront aussi élevés. »

Cette affirmation correspond parfaitement à l'état d'esprit de la corbeille, du moins pour l'instant.

Avance néanmoins de Banque d'Indochine, Maisons Phénix, Galeries Lafayette, Printemps, L.M.T., Penarroya, Aquitaine, Institut Mérieux.

Repli de Pricel, Mumm, C.D.C., Grands Travaux de Marseille, Ent. J. Lefebvre, Générale de Fonderie, Saunier-Duval, Penhoët, Télémécanique, Electrique, Française de raffinage, Clin-Midy, Roussel-Uclaf.

Irrégularité des valeurs étrangères : les américaines sont bien orientées et les allemandes maussades.

Meilleure tenue des pétroles internationaux : Exxon, Mobil Oil, Petrofina, Norsk Hydro.

Vif repli des mines d'or, sur les indications de Londres, en liaison avec celui du métal.

Sur le marché de l'or, baisse du lingot et du kilo en barre à 24.770 F et 24.750 F contre 24.920 F et 24.900 F.

Le napoléon s'inscrit en léger progrès à 266 F (+ 0,50 F), ce qui n'empêche pas la rente 4 1/2 % 1973 de fléchir de façon appréciable.

MARCHE MONETAIRE

	Taux Banque de France	Taux du marché
Effets publics....	....	.. ..
Effets privés....	....	13 3/8 %
Moyen terme....	....	12 1/2 %

LONDRES

Recul des mines d'or

La baisse de Wall Street et les incertitudes politiques provoquent un effritement des valeurs industrielles à l'ouverture mardi.

Recul sensible des mines d'or.

Les fonds d'Etat sont hésitants.

OR (ouverture) (dollars) : 153 50 contre 155 50

VALEURS	CLOTURE 9/9	COURS 10/9
War Loan 3 1/2 % ..	23 7/8	23 3/4
Beechamps	154 3/4	152 1/2
British Petroleum ..	296 1/2	295 1/2
Shell	174	173
Vickers	88 1/4	88 3/4
Imperial Chemical ..	173 ...	173 ...
Courtaulds	84 3/4	84 3/4
De Beers	183 ...	174 ...
* Western Holdings ..	31 3/8	31 3/8
Rio Tinto Zinc Corp. ..	98 ...	95 ...
* West Driefontein ..	36 1/2	35 ...

(*) En livres.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE. Base 100 : 28 déc. 1973.)

	6 sept.	9 sept.
Valeurs françaises ..	74,7	74,6
Valeurs étrangères ..	78,9	78,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	63,3	63,1

DROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (Actions et parts)	Modalité	Dernier cours
Crédit ind. Norm., c. 32.	2 p. 5	14 50
D. B. A., c. 34	1 p. 2	.. ..
Labaz, c. 30	1 p. 10	.. ..
Lobo Industrie, c. 24 ..	1 p. 5	3 80
S. E. V. Marchal, c. 48 ..	3 p. 2	0 90

NOUVELLES DES SOCIETES

SEFIMEG. — Les recettes de la société au cours du premier semestre 1974 se sont élevées à 31,9 millions de francs (contre 30 millions de francs pour la même période de 1973). Les recettes de l'année seront de l'ordre de 66 millions de francs (contre 61 millions de francs) estime la société. Le dividende en espèces pourrait donc être supérieur à 8 F par action.

GENERALE ALIMENTAIRE. — Le conseil sollicitera d'une assemblée extraordinaire convoquée le 26 septembre, l'autorisation d'émettre des obligations pour un montant de 200 millions de francs, en francs ou en devises, en une ou plusieurs fois.

NEW YORK

Baisse

La reprise qui s'était amorcée à Wall Street à la fin de la semaine dernière a fait long feu. En recul dès l'ouverture lundi, le marché a continué de baisser pendant la séance, si bien qu'en clôture l'indice Dow Jones s'est finalement inscrit à 662,94, en recul de 14,94 points.

Selon les spécialistes, les opérateurs auraient été défavorablement impressionnés par la décision du président Ford d'accorder une amnistie à M. Nixon — décision qui risque d'être mal accueillie par le Congrès — et par le vif recul des mines d'or après l'interdiction prononcée par le Trésor d'effectuer des transactions à terme sur le métal précieux tant que les personnes privées ne seraient pas autorisées à en détenir.

Outre les mines d'or et les mines d'argent, les transports aériens, les produits chimiques, les ordinateurs, les grands magasins et les laboratoires pharmaceutiques ont sensiblement fléchi.

Sur 1 769 valeurs traitées, 1 072 ont baissé, 354 ont monté et 343 n'ont pas varié ; 11,16 millions de titres ont changé de mains (contre 15,13 millions vendredi).

Indices Dow Jones du 9 septembre : industrielles, 662,94 (— 14,94) ; transports, 137,11 (— 3,13) ; services publics, 60,20 (— 0,99).

Standard and Poor's : cinq cents valeurs, 69,72 (— 1,70) ; industrielles, 78,50 (— 1,97) ; rails, 31,79 (— 0,94) ; services publics, 30,80 (— 0,37).

VALEURS	COURS 6/9	COURS 9/9
Alcoa	44 ...	42 1/2
A.T.T.	42 1/4	42 ...
Boeing	18 1/4	17 7/8
Chase Manhattan Bank ..	32 ...	31 1/2
Du Pont de Nemours	117 ..	116 ...
Eastman Kodak	77 1/2	74 3/4
Exxon	64 3/4	63 3/8
Ford	40 3/8	39 1/2
General Electric	36 3/4	34 1/2
General Foods	18	17 3/8
General Motors	39 1/4	39 ...
Goodyear	14 3/4	14 1/4
I.B.M.	179 ...	173
I.T.T.	17 1/2	17 1/8
Kennecott	28 1/2	28 ...
Mobil Oil	39 3/8	38 1/8
Pfizer	24 3/4	23 7/8
Schlumberger	87 1/4	85 ...
Texaco	23 3/8	22 7/8
U.A.L. Inc.	16 3/8	16 3/8
Union Carbide	38 1/2	37 3/8
U.S. Steel	43 5/8	43 1/4
Westinghouse	9 7/8	9 3/4
Woolworth	11 1/8	11 1/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	9/9	10/9
1 dollar (en yens) ..	302 60	302 55

BOURSE DE PARIS — 9 SEPTEMBRE — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %...........		2 827	France (Vie)....	410	408 ..
5 %...........	92 70	3 027	Préservatrice S.A.	392	345 ..
5 % 1920-1960	... ..	3 027	Prévoyance.....	1033 ..	1024 ..

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Séquanaise Banq.	243 ..	241	Acier Investiss.	92 50	92
SLIMINCO	123 20	127 20	Gestion Sélect...	198 ..	194
Sté Cent. Banque	73	73 40	Invest. et Gest...	102 60	102 60

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1960.	... ..	332 ..	Crédit Universel.	168 ..	160 50	Voitures à Paris	324	321
— parts 1959	... .	332 ..	Financière Sofal.	134	129 50			
Ch. France 3 %	93 50	93 80	Finextel	106 ..	106 20	Cogifi	101	101
Abeille-I.G.A.R.D.	545 ..	550	Foncia-Crédit..	155	155	Foncina	100 70	108
Abeille (Vie)....	328 ..	3.0	Fr. Cr. et B. (Cie)	75 10	75 20	Gr. Fin. Constr.	108 50	108
A.G.P.........	399 ..	399 50	France-Bail.....	208	208 ..	Immobail	d 95 ..	93
Concorde	294	294 ..	Hydro-Energie...	.. ..	49 70	Immoinvest	79 ..	79
Epargne France.	395	395	Immobanque....	118	118 ..	Cie Lyon Imm. .	94 ..	94
Fonc. T.I.A.R.D..	82 .	80 60	Immofice......	109	109	Sagimo	100 ..	100
Foncière (Vie)..	214 .	214 ..	Interbail... ...	120 .	119 80	UFIMEG	86 ..	84
France (I.A.R.D.).	385 ..	378 ..	Locafinancière..	121	121	U.G.I.M.O......	94 50	95
			Lyon-Allemand...	115	113 .	Union Habit ...	114 ..	119
			Soc. Mars. Crédit	255 50	255 50	Un. Imm. France	105 ..	105

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
488	4,50 % 1973	489 80	485 50	479	480 50
980	C.N.E. 3 %..	976	972 ..	973	973 ..
238	Afrique Occ..	225 20	224 50	224 60	220 10
265	Air Liquide..	263	260	251	249

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours
540	Cie Gle Eaux.	488	491	497
91	Electro-Méc..	85 10	87	87
285	Eng. Matra..	260	264 20	264
180	E. J. Lefebvre	158	147 .	158
71	Esso S.A.F...	68	68	68
155	Eurafrance..	156 50	156 50	156

★ VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT
a. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 9/9	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)........	4 830	4 835	4 82
Canada ($ can. 1)......	4 892	4 895	4 86
Allemagne (100 DM)	181 150	181 175	180 25
Belgique (100 fr.).......	12 242	12 245	11 95
Danemark (100 krd.)....	77 820	77 920	77 25
Espagne (100 pes.)......	8 380	8 395	8 29
Grande-Bretagne (£ 1) ..	11 152	11 170	11 18
Italie (100 lires)	0 731	0 729	0 69
Norvège (100 krs.)......	86 760	86 880	86 25
Pays-Bas (100 fl.)	177 550	177 725	177
Portugal (100 esc.)	18 480	18 680	17 35
Suède (100 krs.)	107 960	108 020	107
Suisse (100 fr.).........	160 010	160 350	159 50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES et DEVISES	COURS préc.	COURS 9/9
Or fin (kilo en barre) ..	24900 ..	24750
Or fin (kilo en lingot) ..	24920 ..	24770
Pièce française (20 fr.)..	265 50	266
Pièce française (10 fr.)..	281	281 50
Pièce suisse (20 fr.)....	264 70	262 80
Union latine (20 fr.)....	251 90	246 20
Souverain	260 50	259 80
Pièce de 20 dollars....	1400	1399 60
Pièce de 10 dollars....	782	769
Pièce de 5 dollars....	450	460 .
Pièce de 50 pesos	1040	1042 .
Pièce de 10 florins	231 20	231 20

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 10 septembre 1974 a été tiré 548 894 exemplaires.

A B C D F G H

Au Mozambique

Les rebelles de Lourenço-Marques ont décidé de se rendre

Le bureau de l'A.F.P. de Lourenço-Marques a diffusé mardi 10 septembre, en fin de matinée, la dépêche suivante : « Les rebelles de Lourenço-Marques ont décidé de se rendre et de remettre les installations de Radio-Mozambique libre aux forces régulières de la police, a annoncé Radio-Mozambique libre. »

La radio a précisé que cette décision avait été prise en raison des « troubles graves se déroulant dans les faubourgs de la capitale ». Le mouvement rebelle a adressé un appel aux forces armées portugaises pour qu'elles « maintiennent le Mozambique libre ». L'appel s'est terminé aux accents de l'hymne national portugais.

De notre envoyé spécial

Lourenço-Marques. — La capitale du Mozambique était pratiquement isolée du monde extérieur quand les rebelles ont renoncé à leur entreprise. L'aéroport était fermé, les trains ne circulaient plus et les bateaux étrangers qui attendaient depuis plusieurs jours en rade ne pouvaient plus décharger leurs cargaisons. Dans les magasins, certaines marchandises de première nécessité, comme le beurre, le lait, commençaient à manquer ainsi que l'essence. La multiplication des incidents et des manifestations de colère dans les quartiers africains — notamment ceux qui bordent la grande avenue Graveiro-Lopez — incitait bon nombre de gens à rester chez eux. Les quelques voitures qui tentaient de circuler étaient lapidées par des manifestants noirs, qui brandissaient des drapeaux du FRELIMO. Pour permettre d'atteindre l'aéroport, où quelques avions avaient pu se poser lundi soir, l'armée portugaise avait dû organiser un système de convois fortement protégés par des camions remplis de soldats en armes.

Selon des informations recueillies ici, les incidents entre les deux communautés auraient fait une dizaine de morts, parmi lesquels un seul Européen, depuis samedi dernier.

La vie économique était paralysée, la plupart des ouvriers et employés refusant de se rendre à leur travail. Autour de l'immeuble de Radio Mozambique libre, la foule des « petits Blancs » favorables au mouvement paraissait beaucoup plus inquiète et tendue qu'au début de l'occupation de cet immeuble. Une certaine anarchie était perceptible à l'intérieur des locaux occupés et sur les ondes, où les leaders du mouvement avaient multiplié en vain les appels à l'Afrique du Sud et aux forces armées.

Chacun paraissait suspendu aux décisions de Lisbonne depuis le départ des deux émissaires du général Spinola. « *Je suis certain que cette fois ils ont compris que nous n'étions pas une « poignée de réactionnaires », mais simplement des gens qui n'acceptent pas d'être purement et simplement vendus au FRELIMO*, nous avait dit lundi soir un des occupants de la radio. *Nous voulons que l'on organise un référendum avant toute décision concernant l'indépendance* »

Cependant, même si la radio s'efforçait d'entretenir le moral de la population à grand renfort de musique militaire, cette population ne paraissait plus se faire beaucoup d'illusions. En admettant que le gouvernement portugais, et particulièrement le général Spinola, vers qui se tournaient tous les espoirs, ne soient pas insensibles à l'inquiétude des Blancs de Lourenço-Marques, Lisbonne ne disposait que d'une marge de manœuvre très étroite, aussi bien pour des raisons politiques (il lui était difficile de faire marche arrière après les accords de Lusaka) que pour des raisons militaires. Le FRELIMO est en position de force sur le terrain, notamment dans la région de Beira, où des incidents avaient opposé lundi après-midi des Blancs aux forces de l'ordre.

Des rumeurs alarmistes s'étaient répandues, qui témoignaient surtout d'un état d'esprit. L'annonce (fausse, bien sûr) que plusieurs centaines de Noirs armés marchaient sur les quartiers blancs du centre, avait provoqué lundi soir une petite panique. L'échec des rebelles est dû à l'attitude de l'armée portugaise. La majorité des soldats et des officiers de réserve ne souhaitaient que rentrer au plus vite au Portugal. Seuls, certains corps d'« élite », comme les bataillons de commandos et les fusiliers avaient de la sympathie pour une entreprise condamnée à l'échec.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

● *En Angola, l'agence portugaise* ANI indique que six mille personnes répondant à l'appel de deux radios occupées provisoirement par des meneurs, se sont rendues lundi à l'aéroport de Luanda où arrivait, rentrant de Lisbonne, le général commandant en chef en Angola, pour lui exprimer leur inquiétude. Le général a répondu en soulignant que le cas de l'Angola était différent de celui de la Guinée-Bissau et du Mozambique et a promis de recevoir des représentants de la population. Peu après, un communiqué du contre-amiral Rosa Couthino, président de la junte de Luanda, appelait la population à conserver son calme et promettait que « *les Angolais seuls décideront de l'avenir de l'Angola* ».

LE PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS : un avertissement sérieux.

Lisbonne (*A.F.P., Reuter*). — Le parti communiste portugais estime que les événements de Lourenço-Marques « *constituent un avertissement sérieux sur la nature du péril qui menace non seulement le processus de décolonisation en cours mais aussi le processus de démocratisation entrepris au Portugal* ».

Dans un communiqué publié lundi 9 septembre, le parti communiste déclare que « *le coup de main criminel et provocateur exécuté par un groupe de fascistes colonialistes de Lourenço-Marques* » n'a pu être organisé qu'avec « *l'appui et l'encouragement des milieux les plus réactionnaires de l'intérieur comme de l'extérieur* ».

Le parti communiste réclame des mesures énergiques « *pour soumettre ce petit groupe qui a osé défier l'autorité du gouvernement et des forces armées ainsi que la volonté du peuple portugais* ». Il déplore d'autre part « *l'absence de mesures contre les agressions idéologiques réactionnaires auxquelles se livre une certaine presse* », et souligne la nécessité de prendre des mesures fermes en vue de l'épuration de l'appareil de l'Etat, des forces armées et de la police

Dans l'ensemble, les journaux de Lisbonne de lundi se sont abstenus de commenter les événements du Mozambique, en publiant cependant en première page les dépêches d'agence.

L'agence Lusitania a suspendu l'un de ses correspondants au Mozambique parce qu'il avait donné des informations fausses sur la situation à Lourenço-Marques.

L'agence a déclaré qu'elle avait publié des informations faisant état de nombreuses défections au sein des forces armées parce que le journaliste en avait garanti l'authenticité. Les forces armées portugaises ont démenti ces informations et M. Fernandez Lupi, directeur de l'agence, a été convoqué lundi au quartier général de l'armée à Lisbonne.

La coopération entre les universités européennes

UN COMPROMIS EST TROUVÉ ENTRE LES PAYS DE L'EST ET DE L'OUEST

La seconde réunion des universités européennes a eu lieu à Bologne du 7 au 9 septembre. Organisée par l'UNESCO, elle faisait suite à celle de la conférence des recteurs européens les jours précédents (voir notre article dans le supplément « Education », en page 14). Cette réunion était motivée par la recommandation des ministres européens de l'éducation à Bucarest en faveur d'un développement de la coopération entre les universités européennes.

Les positions de départ étaient assez nettement divergentes entre les Anglais ou les Allemands, qui souhaitaient que les universités des pays de l'Est entrent dans la conférence des recteurs européens, moyennant une modification des statuts de cette dernière, et les Soviétiques, qui demandaient la création immédiate d'une nouvelle organisation.

Finalement une solution de compromis a pu être élaborée par une commission de travail de sept membres (MM. Reiser et Luchaire, président et vice-président de la conférence des recteurs, et les dirigeants des universités d'Essex, Bologne.

RÉUNION A L'ÉLYSÉE POUR ARRÊTER LA LISTE DES NOUVEAUX PRÉSIDENTS DE LA RADIOTÉLÉVISION

M. Valéry Giscard d'Estaing a présidé, mardi matin 10 septembre à l'Elysée, une réunion de travail à laquelle participaient MM. Jacques Chirac, premier ministre, et André Rossi, secrétaire d'Etat chargé de la réforme de l'O.R.T.F., réunion consacrée à la désignation des six présidents des futures sociétés nationales et établissements publics de radiotélévision. Cependant, il n'est pas exclu que ces désignations ne soient révélées qu'à la fin de la semaine seulement ou après le conseil du 18 septembre.

LES SOVIÉTIQUES CONFIRMENT LA DÉFAILLANCE DU NOUVEAU SYSTÈME D'ARRIMAGE DE SOYOUZ-15

La coopération entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. pour la préparation du vol conjoint Apollo-Soyouz de 1975 a déjà une première conséquence : les Soviétiques donnent, aujourd'hui beaucoup plus qu'hier, des informations précises.

Après avoir annoncé à l'avance, pour la première fois, un nouveau vol Soyouz d'ici à juillet 1975, M. Vladimir Chatalov, actuellement en visite à Houston, a donné la raison de l'achèvement prématuré de la mission Soyouz-15 au mois d'août dernier. Un nouveau système de poursuite et de rendez-vous automatiques, qui devait permettre au vaisseau de rejoindre la station orbitale Saliout, n' pas fonctionné.

● *Une greffe de foie*, opération très délicate et rarement tentée, a été pratiquée au centre hospitalier de Bordeaux, sous la direction du Dr Périssat, par une équipe de chirurgiens groupés autour du professeur Doutre. L'intervention chirurgicale a eu lieu le 6 septembre.

Tandis que des manifestations se poursuivent

« L'action syndicale paysanne va se prolonger pendant plusieurs semaines voire plusieurs mois »

écrit M. Michel Debatisse

La manifestation paysanne, organisée le 16 septembre dans tous les pays de la Communauté européenne, ne mettra pas un point final à la « grogne verte ». « *Il ne vous échappera certainement pas, et il est important que vous l'expliquiez bien aux agriculteurs, que la journée du 16 constituera une étape dans l'action syndicale et non pas la fin de celle-ci* », écrit M. Michel Debatisse, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) dans une lettre adressée aux présidents des fédérations départementales. « *Même si le 17 septembre le conseil des ministres de la C.E.E. prend des décisions satisfaisantes, nous entrerons très vite dans la période de négociation des prix 1975 et la pression syndicale ne devra donc pas ralentir* », précise le président de la F.N.S.E.A. Et il souligne : « *Il reste en outre bien des problèmes à régler, en particulier l'application de certaines mesures décidées sur le plan national : c'est dire que l'action syndicale va se prolonger pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois.* »

Bref, les feux de la colère paysanne ne s'éteindront pas avec l'automne. Les états-majors des diverses organisations sont d'ailleurs en pleine effervescence. Les dirigeants de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA) devaient recevoir ce mardi 10 septembre les présidents de groupe de l'Assemblée nationale et du Sénat. Le bureau de l'APCA sera en outre entendu le 27 septembre par la commission de la production et des échanges de l'Assemblée, et ultérieurement par la commission des affaires économiques du Sénat.

Le Centre national des jeunes agriculteurs (C.N.J.A.) réunit de son côté, ce mardi 10 septembre en fin de matinée, ses présidents départementaux. A l'ordre du jour : le point de la crise paysanne et la pace des jeunes dans la manifestation du 16 septembre. Ces derniers sont généralement « plus nerveux » que leurs aînés de la Fédération nationale. Mais celle-ci a désormais l'initiative des opérations. D'autant que le MODEF (Mouvement de défense des exploitants familiaux) et la Fédération française de l'agriculture (F.F.A.) ont décidé de manifester le même jour.

Les « politiques » ne veulent pas être en reste : le ministre de l'agriculture multiplie déclarations et interviews ; M. Mitterrand tiendra une conférence de presse sur les problèmes agricoles le 13 septembre, à la mairie de Nevers.

« *Sur le terrain* », on relève toujours diverses « *actions* ». Paris doit être, ce mardi 10 septembre, le théâtre d'un défilé paysan : la fédération des exploitants de l'Ile-de-France a en effet invité ses adhérents à descendre les Champs-Elysées — sur les trottoirs, — « *un ruban vert à la boutonnière* » afin de « *réaffirmer leur volonté d'obtenir une réactualisation de l'ensemble des prix agricoles* ». Les manifestants — qui pourront « *parquer leur voiture avenue Foch* », précise la convocation — doivent « *déposer une couronne de fleurs sur la tombe du Soldat inconnu* » et « *distribuer des tracts à la population* ».

Parallèlement à ce défilé, les producteurs de fruits et légumes de l'Ile-de-France ont organisé la grève des apports de leurs produits sur les marchés de la région parisienne.

Dans le Finistère, à Pleyben, une centaine de jeunes agriculteurs de la tendance « paysans-travailleurs » se sont opposés à la vente d'une exploitation par autorité de justice. A Marseille, un nouveau chargement de porc chinois (1 100 tonnes), qui avait été bloqué dans le port par des agriculteurs, a pu être débarqué après l'intervention du cabinet du ministre de l'agriculture.

UNE MANIFESTATION DE ROUTIERS EMPÊCHE LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT D'INAUGURER LE MÉTRO DE CRÉTEIL

M. Marcel Cavaillé, secrétaire d'Etat aux transports, s'est trouvé dans l'impossibilité de participer à l'inauguration, le lundi 9 septembre, du prolongement de la ligne de métro numéro 8 jusqu'à Créteil (*le Monde* du 10 septembre). Sa voiture a été bloquée dans l'embouteillage provoqué aux environs d'Orly par une manifestation des transporteurs routiers.

Des barrages avaient été organisés non seulement près de Paris mais aussi à Arras, Bordeaux, Dunkerque, Lille et Nantes par les adhérents du Syndicat des transporteurs internationaux routiers (STIR) et de l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOSTRA). De son côté, la Fédération nationale des transporteurs routiers (F.N.T.R.) n'a pas jusqu'à maintenant demandé à ses membres d'organiser des barrages sur les routes.

Par ces démonstrations, le STIR et l'UNOSTRA veulent appuyer « *les revendications indispensables à la survie de leurs entreprises* ».